

حکومت الناصر



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13817 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 1^{er} JUILLET 1989

Crise à Cuba

Rude « année du trentième anniversaire » pour le régime de Fidel Castro ! Aucune crise d'une telle magnitude n'avait affecté les sommets du pouvoir révolutionnaire depuis le début 1968, de la « microfraction » prosoviétique. Avec le limogeage, jeudi 29 juin, du ministre de l'Intérieur, le général José Abrahantes, supérieur de la plupart des officiers impliqués dans l'actuel « scandale de la drogue », une étoile de première grandeur vient de s'éteindre au firmament politique de l'île caribéenne. D'aucuns ne voyaient-ils pas en lui l'un des rivaux possibles de Raúl Castro à la succession, le jour venu, de son frère Fidel ?

Il est bien difficile, dans ce que l'on peut considérer comme un des pays désormais les plus opaques de la planète, de discerner faits assurés et auto-certifications « pilotées » : d'assez sa fondation, en effet, le castrisme a montré son goût pour les procès à grand spectacle, où les règles élémentaires de la justice ont été bafouées. Il est cependant exclu d'imaginer que l'accusation de participation à un trafic de drogue vers les États-Unis ait été forgée seulement pour nuire à quelques officiers devenus virtuellement dangereux.

L'affaire est trop éminemment pour le régime. Elle démontre, tout d'abord, que le « révolutionnaire pur et dur » des débuts s'est gravement corrodé, en dépit des constantes efforts personnels de « Fidel » pour maintenir certains canons de morale. C'est de mauvais aloi, alors que le « commandant en chef » affirme vouloir préserver, précisément, pureté et durité face à la perestroïka gorbatchévienne tenue, entre autres vices, pour... corrompue.

Reconnaître la réalité de faits dénoncés depuis le début des années 80 par Washington, c'est, aussi, admettre que les services spéciaux américains - tenus à la Havane pour Lucifère et ses cohortes - ont vu clair, cette fois au moins. C'est révéler d'autres accusations (sur des violations des droits de l'homme, par exemple), qui ont été lancées et continueront de l'être depuis les États-Unis dans le contexte de la guerre larvée entre les deux pays.

Autre question épineuse : Fidel Castro et son frère Raúl - à l'insu desquels, selon un mot colporté à Cuba, « pas une feuille ne bouge dans l'île » - ignoraient-ils donc tout des petites et grandes trafics de leurs subordonnés ? Et ce, alors qu'ils ont toujours été immensément fiers de leurs services secrets, considérés parmi les meilleurs du monde ? Ou bien, informés de tout, gardaient-ils certaines accusations sous le boisseau, jusqu'à les sortir à un moment pour eux opportun ?

Dans un contexte de profond méfiance de la population, né de la grave crise économique et de l'aspiration à davantage de liberté inspirée par l'exemple de l'URSS, Fidel Castro a, en tout cas, une nouvelle fois dû faire don de son ban et l'arrière-ban de ses forces armées qui sont, en ultime instance, le rempart de ce régime, où, visiblement, le parti ne commande pas toujours au fustil.

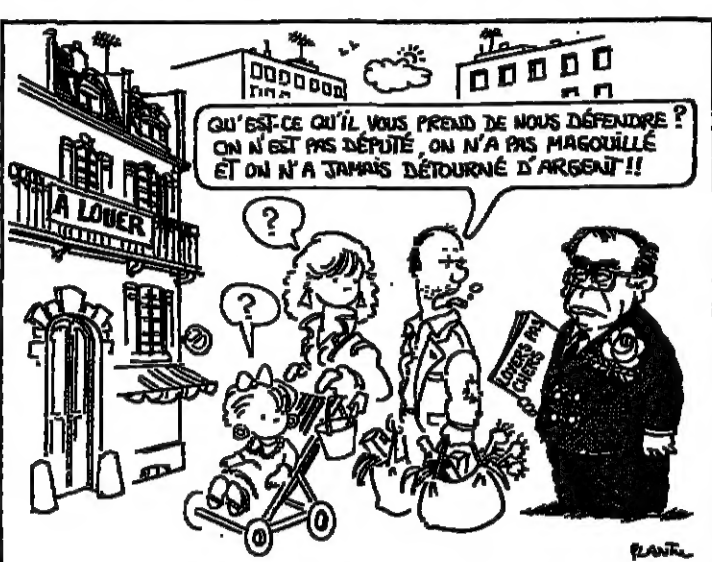
M 0147 - 0701 0 - 4,50 F
3790147004500 07010

La loi sur le logement permet à l'Etat de contrôler la hausse des loyers

Pour Paris, M. Bérégovoy prévoit une limitation à 3,3 %

L'Assemblée nationale a adopté définitivement le 29 juin la nouvelle loi sur les rapports entre propriétaires et locataires. Il n'est plus prévu - comme c'était le cas dans la loi Méhaignerie - de liberté totale des loyers pour 1995. Le système en vigueur pour les renouvellements de baux devient la règle. Les congés devront être motivés. Le gouvernement pourra limiter, par décret, les hausses. Première application : la région parisienne, où, comme l'a annoncé, dès jeudi, le ministre des finances, la hausse sera prochainement limitée à 3,3 %.

(Lire page 24 l'analyse du texte et l'article de JOSÉE DOYÈRE, « Un consensus relatif ».)



Menaces sur un règlement au Cambodge

Chine : le risque de l'isolement

La négociation sur le Cambodge pourrait être, au plan international, la première victime du durcissement du pouvoir à Pékin, d'autant que le prince Sihanouk menace de boycotter la conférence prévue en août à Paris pour régler ce conflit.

PÉKIN
de notre correspondant

L'isolement diplomatique quasi complet dans lequel la Chine se retrouve, après la répression des « contre-révolutionnaires » et les sanctions prises à son encontre par le camp occidental, peut l'amener à durcir considérablement sa position sur le Cambodge au point de faire en sorte que la conférence internationale de Paris échoue. Cette éventualité commence à être prise en compte par certains des pays devant participer à la conférence cet été, dont la France, d'autant que ce risque s'est doublé d'un nouveau coup de colère du prince Norodom Sihanouk à la veille de son départ pour

Paris, où il doit séjourner prochainement. Dans un télégramme adressé le 25 juin au ministre indonésien des affaires étrangères, M. Ali Alatas, depuis Pongyang où il séjourne, et dont copie a été diffusée à Pékin, l'ancien monarque cambodgien menace de boycotter la conférence de Paris si certains pays « continuent (...) à favoriser le régime [de Phnom-Penh] et à faire acte d'injustice à l'égard de mon parti et de mon armée ». Le chef de file de la résistance cambodgienne réagissait ainsi à une déclaration qui lui était rapportée du ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Sawetula, se disant en désaccord avec les intentions prêtées aux États-Unis de fournir des armes aux maquisards sihanoukistes. Le prince Sihanouk souligne dans son télégramme à M. Alatas qu'une telle assistance militaire américaine à ses troupes est « inacceptable ». Dans une déclaration écrite le même jour, il affirme que son armée « ne reçoit et ne recevra aucune aide offen-

sive des États-Unis ». A l'intention du premier ministre thaïlandais, à qui il a adressé copie de son télégramme à M. Alatas, l'ancien monarque « proteste » contre le fait que certains pays « font semblant d'ignorer ou ignorent complètement » la persistance dans le même temps « d'énormes assistances militaires » à l'armée de Phnom-Penh de la part de l'Union soviétique et du Vietnam. Le chef de file de la résistance cambodgienne est en principe attendu le 4 juillet à Pékin avant de se rendre le 8 juillet à Paris. Ce voyage tombe à un moment où l'on commence à se demander sérieusement si la Chine est dans un état d'esprit propre à permettre un règlement politique au Cambodge à la faveur de la conférence de Paris. Pékin avait commencé à tempérer son soutien aux Khmers rouges avant tout en raison d'un environnement international allant dans le sens de la détente. FRANCIS DERON.
(Lire la suite page 4.)

Une fleur fragile

par ANDRÉ FONTAINE

A l'approche du Bicentenaire, on s'était mis à rêver : 1989 allait parachever 1789. Disparues d'Europe depuis belle lurette, les dictatures fascistes ou militaires s'écroulaient l'une après l'autre en Amérique latine et en Asie. Et voilà qu'en Pologne, en Hongrie, en URSS même, les populations retrouvaient la saveur de la liberté. En lui devant, en plein cœur de leur capitale, une statue, les étudiants de Pékin consacraient son apothéose. Quels discours n'aurait-on pas entendus, en ce deux centième 14 juillet, s'ils avaient gagné, pour célébrer l'irrésistible

ascension de la démocratie ? Hélas ! elle était résistante. Un tout petit vieux vaillant qui, comme Staline selon sa fille, « a fait le vide en lui ». Comment, quand on a tant vu couler de sang, hésiter à en reprendre dès lors que son pouvoir est en jeu ? Il s'est dit qu'à défaut de retrouver la confiance de ses compatriotes il saurait bien au moins leur faire peur : d'où ces images insoutenables, à la télévision, de condamnés à qui l'on refuse jusqu'au droit de tenir la tête haute. (Lire la suite page 4.)

Coup d'Etat au Soudan

L'armée a pris le pouvoir au Soudan, à l'aube du vendredi 30 juin. Selon l'agence égyptienne de presse, qui a annoncé la nouvelle, des troupes ont pris position dans les secteurs stratégiques de la capitale, Khartoum, dont l'aéroport a été fermé. La radio a diffusé une déclaration de l'animateur apparent du coup d'Etat, le général Omar Hassan, dans laquelle ce dernier accuse le gouvernement de M. Sadek El Mahdi et les partis politiques d'avoir « échoué dans la gestion du pays ».

PAGE 32

M. Gorbatchev et le Liban

« Prochains contacts » pour débloquer la situation

PAGE 8

Les débats au PS

Un point de vue de Jean Poperen : « Ouvrons les portes »

PAGE 10

Evaluation des universités

Un plaidoyer pour l'autonomie

PAGE 13

Messages sur la Révolution

En collaboration avec TF 1

Le Monde accordera une place accrue à la célébration du Bicentenaire de la Révolution dans la première quinzaine de juillet. Dans une opération commune avec TF 1 et à l'initiative du service d'histoire contemporaine de la chaîne, dirigé par François Lantierberg, le Monde publiera les réponses à trois questions posées par les correspondants de TF 1 à des chefs d'Etat ou de gouvernement : « Qu'a apporté la Révolution au monde ? A votre pays ? Quel message proposez-vous à l'aube du troisième millénaire ? » Ces « messages sur la Révolution » seront complétés par des extraits de la correspondance des ambassadeurs de l'époque, rassemblés par Corinne Wichard.

Le sommaire complet se trouve page 32

Les leçons de l'affaire Seznec

La justice et l'erreur

La nouvelle loi sur la révision des condamnations pénales doit être prochainement promulguée. Elle intervient au moment où un fort mouvement d'opinion se manifeste en France et en Europe en faveur de la réparation de l'erreur judiciaire dont Guillaume Seznec fut la victime.

par Jean-Denis Bredin

I - Le 25 mai 1923, Pierre Quémener, conseiller général du Finistère, et son ami Guillaume Seznec, négociant en bois à Morlaix, quittaient Rennes, de grand matin, pour se rendre en voiture à Paris. Ils allaient y négocier un contrat de vente de voitures américaines : c'était le temps des grands trafics de l'après-guerre. Ensemble ils furent aperçus, une dernière fois, devant la gare d'Houdan, vers 22 h 15. Seznec revint seul à Morlaix. Quémener ne réapparut jamais.

Ainsi commença une affaire qui n'a cessé de remuer l'opinion, une affaire non encore close, sans doute

l'une des plus cruelles erreurs de ce siècle. Le 4 novembre 1924 la cour d'assises du Finistère déclarait Guillaume Seznec coupable d'assassinat et de faux en écriture. Elle le condamnait aux travaux forcés à perpétuité. Gracié après vingt-quatre ans de détention, Seznec revint du bagne en juillet 1947, brisé, semblable à une ombre. En novembre 1953, il sera renversé à Paris par une camionnette qui prendra la fuite. Il mourra trois mois plus tard. Pas un jour Seznec n'avait cessé de crier son innocence. Ses derniers mots : « Maman, on m'a fait trop de mal ».

II - L'affaire Seznec est tristement exemplaire ; on y trouve rassemblés tous les mécanismes qui peuvent fabriquer une erreur judiciaire. Le beau livre qu'a publié, en 1988, Denis Langlois, l'avocat de la famille Seznec, éclaire cette patiente construction (1). Au départ il y a le besoin d'un coupable. L'assassinat est l'explication normale, rassurante, de la disparition de Quémener. La raison,

l'ordre social, la famille aussi, veulent un coupable. Or Seznec en offre les traits ordinaires. Sa réputation ne le met pas à l'abri. Il n'est pas sympathique. On lui attribue des difficultés financières. Il faisait avec Quémener d'étranges affaires. Surtout il est le dernier à l'avoir vu. Entendu par la police, Seznec confond ses souvenirs, il se trompe, il ment aussi pour mieux prouver son innocence. Le voici inculpé, arrêté.

Vient un second temps : celui qui fait du suspect un présumé coupable, puis un coupable nécessaire.

(Lire la suite page 2.)

BÉLA GRUNBERGER

NARCISSE ET ANUBIS
ESSAIS PSYCHANALYTIQUES

des femmes
Antoinette Fouque
1989

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 110 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 150 dr. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DA ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Débats

Les leçons de l'affaire Seznec La justice et l'erreur

(Suite de la première page.)

L'enquête assemble, fortifie les éléments qui accusent. Elle réduit, ou elle néglige, ceux qui discutent. Ce travail peut être l'effet d'une conviction du policier, puis du juge. Il peut être le fruit de la paresse : pourquoi ne pas tenir pour coupable celui que l'on a sous la main ? Parfois il met en œuvre un acharnement que rien n'arrête. Alors l'enquête fabrique des preuves, pour accabler celui qui devient un coupable à tout prix. Il faudra démontrer par n'importe quel moyen que Seznec avait tenté de faire disparaître Quemeneur, ce à quoi la police n'emploiera. Il faudra que s'effacent les témoins qui diront avoir rencontré Quemeneur... après que Seznec l'eût tué : leurs témoignages seront négligés ou minimisés, d'autres témoignages viendront les discréditer. Ainsi le soupçon deviendra probabilité, puis évidence.

Mais l'erreur judiciaire n'est voulue par personne. Le policier qui renforce les preuves est convaincu d'avoir raison. Le juge qui tient l'inculpé pour coupable ne croit que servir la vérité. Et à tout moment l'erreur risque d'être corrigée. Il faut, pour qu'elle aille au bout du chemin, que la malchance s'en mêle. L'effet malheureux des hasards, on le retrouve dans la plupart des erreurs judiciaires. Il est

frappant dans celle qui mena Seznec au bagne.

Pour Guillaume Seznec, la malchance a d'abord le visage de l'inspecteur de police Pierre Bonny. Bonny deviendra, pendant l'Occupation, l'un des principaux agents de la Gestapo dite française. Il sera condamné à mort en 1944 et fusillé. En 1923, Bonny est secrétaire greffier du commissaire Vidal, qui conduit l'enquête contre Seznec. Il y intervient comme il veut. La doctrine de Bonny — qui n'est pas son exclusivité — est que l'enquête peut n'importe quoi, pourvu qu'elle étaye la culpabilité. « Ce n'est que bien des années plus tard, confiera Bonny à son fils, quelque temps avant d'être arrêté, que j'ai eu la certitude pour ainsi dire formelle que Seznec était innocent. Et pourtant il est au bagne depuis plus de vingt ans et par ma faute, parce que je me suis trompé de bonne foi... » (2) « De bonne foi » ? Comme Seznec persistait à ne pas avouer « son » crime, le dossier devait se nourrir d'éléments capables de l'accabler. Le 13 juin 1923, quelques jours après la disparition de Quemeneur, un étrange télégramme était venu rassurer sa famille :

« Quemeneur Landerneau Finistère
Ne rentrera Landerneau que dans quelques jours tout va pour le mieux Quemeneur »

Ce télégramme devait être imputé à Seznec : une expertise d'écritures le permit vite. Le 20 juin, un employé de la gare du Havre découvrit, dans la salle d'attente des voyageurs, une valise abandonnée, celle de Pierre Quemeneur. Dans la valise la police trouvait un exemplaire d'une convention dactylographiée par laquelle Quemeneur s'engageait à vendre à Seznec — à très bas prix — une propriété qu'il possédait dans le Finistère. Il fallait que Seznec eût fabriqué, après avoir tué Quemeneur, ce contrat qui pouvait l'accabler.

La police — qui avait plusieurs fois effectué de vaines perquisitions dans la maison de Seznec — y « découvrait » soudain, le 6 juillet 1923, la machine à écrire qui avait servi à dactylographier l'étrange promesse de vente. Que de preuves accumulées ! Plusieurs témoins venaient-ils attester que jamais Seznec n'avait eu entre les mains cette machine à écrire ? La police trouvait d'autres témoins au Havre qui croyaient reconnaître en Seznec l'homme qui l'avait achetée. Ainsi se nourrissait, « de bonne foi », le dossier.

D'autres éléments, en revanche, ne parvenaient pas à y entrer. On se les retrouvait... que plus tard. Restaient cachés les rapports de la Sûreté générale attestant l'existence d'un dénommé Chardy, ou Chardi, avec lequel, selon Seznec, Quemeneur avait rendez-vous à Paris, et de même les procès-verbaux d'audition de ce Chardy. C'est que ces documents risquaient de conforter les déclarations de Seznec. Au terme de l'instruction, l'acte d'accusation pourra affirmer, sans craindre d'être démenti, que mille traces n'avaient été retrouvées de ce prétendu interlocuteur, « pure création de l'imagination de Seznec ».

Implacablement accusé

Mais la malchance revêt souvent aussi la robe de l'avocat. Les avocats imputent vite à la justice, à la police, chaque erreur judiciaire, négligeant le rôle qu'ils y tiennent parfois, comme chacun des acteurs du procès. L'avocat peut aider l'erreur judiciaire par sa présence, par son absence, par son acharnement de partie civile, par ses négligences ou ses maladroites de défenseur. La malchance de Seznec, ce fut que l'illustre avocat qu'il avait désigné, Vincent de Moro Giaraffi, entra au gouvernement quelques semaines avant l'audience. Moro Giaraffi ne voulut pas être remplacé. Il délégua pour le substituer l'un de ses jeunes collaborateurs, Marcel Kahn, qui apporta sa bonne volonté, son soutien, mais n'avait pas l'expérience des procès d'assises. Ainsi s'acharna la fatalité.

Implacablement accusé, Seznec fut privé du défenseur qu'il avait choisi. Il ne manquait plus, à l'audience des assises, que les malchances ordinaires qui portent les jurés à la condamnation : un « mauvais accusé », agressif, déplaçant, pris dans ses mensonges — car les innocents mentent, surtout que les coupables, pour multiplier les preuves de leur innocence, — des témoins à décharge absents, ou maladroits, une défense qui ne fait pas de miracles... Pourtant ce fut peut-être un miracle si Seznec échappa à la mort.

En 1934, six des dix jurés qui l'avaient condamné demandèrent la révision de leur arrêt. Mais en 1924 juges et jurés avaient bien l'instinctive conviction qu'ils envoyaient au bagne l'assassin de Quemeneur. « Aujourd'hui je te dis adieu parce que je ne te verrai plus... sois convaincu que la mort pour moi n'est rien, c'est plutôt une délivrance. Je te dis encore une fois adieu. Adieu. Au ciel », Guillaume Seznec écrivait cela à sa femme Marie-Jeanne, le jour où il embarqua pour Cayenne. Il disait vrai. Jamais ils ne se sont revus.

III. — Commencé dès 1926 par la femme de Seznec, le combat pour la révision, sans cesse perdu, toujours recommencé, se poursuivit encore : tous ceux qui, par le livre, la radio, le cinéma, la télévision (3), par les plus humbles efforts et les initiatives retentissantes se sont battus pour que justice soit rendue à Seznec, avant qu'il ne meure, et encore après, ont témoigné que l'injustice commise au nom de la justice, l'erreur proclamée au nom de la vérité, étaient insupportables. Vain combat ? Le 2 août 1982, le garde des sceaux faisait savoir à l'avocat de la famille Seznec que la « commission de révision » des

procès criminels, compétente pour donner au ministre son avis préalable sur toute requête en révision, n'avait relevé l'existence d'aucun « fait nouveau », au sens de la loi, de nature à établir l'innocence de Seznec.

Ni les révélations de l'inspecteur Bonny, ni l'existence avérée d'un certain Chardy ou Chardi ou Chardi — que lors du procès l'accusation avait prétendu être une « invention » de Seznec, — ni aucun des faits invoqués ne suffisaient à prouver l'innocence de l'ancien bagnard mort en 1954. En



Guillaume Seznec

vérité cet « avis » traduisait, à sa manière, deux évidences, sur lesquelles n'ont cessé de se briser la plupart des procédures de révision : la première est que la loi française exigeait la révision dans des conditions qui la rendent à peu près impossible ; la seconde est que la justice répondait à des procédures qui risquaient d'atteindre son prestige, en proclamant ses erreurs. Le danger n'était-il pas d'encourager tous les faux innocents — ceux qui se disent innocents sachant ne pas l'être, ceux qui se croient innocents sans l'être, ceux qui se sont construits une fausse innocence devenue une conviction — à encombrer la justice de leurs demandes ? Et celle-ci, déjà si fragile, pouvait-elle supporter sans dommage le discrédit de ses erreurs ?

La fille de Seznec, son petit-fils Denis Le Her-Seznec, ont repris l'impossible combat. En décembre 1984, puis en janvier 1988, de nouveaux éléments ont été portés à la connaissance des gardes des sceaux : une expertise officieuse autorisait à croire que le fameux télégramme de Quemeneur, attribué à Seznec pour l'accabler, ne lui était pas imputable. Le 4 mars 1988, le ministre de la justice décidait d'ordonner une expertise d'écritures... L'espoir peut-il renaitre ?

Restait la loi. Elle paralysait à peu près toute révision. L'affaire Seznec, comme l'affaire Mis et Thienot, comme plusieurs iniquités, ont joué un rôle dans le mouvement d'opinion qui a conduit le gouvernement et le Parlement à corriger un droit auquel l'injustice semblait préférable au désordre d'une erreur reconnue. Et les deux Assemblées viennent d'adopter une loi nouvelle qui devra, dès sa promulgation prochaine, rendre accessible la procédure de révision. Dans le droit actuel, c'est le garde des sceaux — après qu'il a recueilli l'avis d'une commission composée de trois magistrats de la Cour de cassation et de trois directeurs du ministère de la justice — qui dispose du droit de discrétionnaire de saisir, ou de ne pas saisir, la Cour de cassation : ainsi de pouvoir exécutif peut-il autoriser, ou interdire, la révision judiciaire.

Demain ce sera une commission de cinq juges — conseillers à la Cour de cassation — qui décidera de saisir, ou non, la Cour de cassation des demandes qui lui paraîtront « pouvoir être admises ». Quant au « fait nouveau » capable d'entraîner la révision, il ne devra plus être « de nature à établir l'innocence du condamné », condition si rigoureuse qu'elle permettait de écarter toute requête : il suffira désormais qu'il soit de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné.

Ainsi va disparaître un droit qui, pour satisfaire une fausse conception de l'autorité de la chose jugée, s'appliquait à empêcher la révision des condamnations pénales. Le droit nouveau pourra rendre espoir aux victimes d'erreurs judiciaires, à celles du moins qui peuvent encore espérer.

IV. — L'affaire Seznec ne fait pas qu'éclairer, d'une tragique lumière, les mécanismes de l'erreur judiciaire. Elle vérifie quelques-uns des vices de notre procédure pénale, et pourrait aider à y chercher remède. Qu'est-ce que l'inculpation qui, le 30 juin 1923, transforme le témoin Seznec en présumé coupable, aussitôt mis en détention ? Un acte discrétionnaire du juge d'instruction qui n'obéit à aucun critère, et n'est soumis à aucune voie de recours.

Il est vrai que, dans un système de droit subtilement hypocrite, l'inculpation est présentée comme un avantage que la loi offre au suspect : elle lui accorde l'assistance d'un avocat, qui pourra prendre connaissance du dossier et sera présent aux actes d'instruction. Mais chacun, dès qu'il approche l'instruction pénale, voit que la réalité est tout autre. L'inculpation est un préjugement, par quoi le juge d'instruction signifie à tous les acteurs du procès, et parfois à l'opinion publique, qu'existe un coupable présumé. La Déclaration des droits de l'homme peut proclamer, en son article 9, que tout homme est « présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable », elle ne parle que pour l'Histoire, et pour les colloques. En réalité l'inculpation détruit la présomption d'innocence et lui substitue une présomption de culpabilité. Qu'intervienne une décision de non-lieu, elle efface difficilement le discrédit jeté sur l'inculpé. Et si celui-ci doit être jugé, la présomption de culpabilité est réaffirmée, consolidée par la décision qui le renvoie devant ses juges. Telle est la logique du système inquisitoire : lorsque le prévenu comparait en justice, il porte déjà sur les épaules le poids de deux préjugements qui l'ont désigné comme coupable. A lui, s'il le peut, de prouver son innocence, et de révoquer que, dans la Déclaration des droits de l'homme.

Droit et réalité

Tournons-nous vers le juge d'instruction. Il doit procéder, dit le code de procédure pénale, à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité. La vérité est son seul objectif. D'où l'on déduit qu'il doit instruire « à charge et à décharge ». Mais la logique du système inquisitoire est autre. La tâche du juge d'instruction est de chercher des coupables, de consolider les preuves rassemblées contre eux, afin qu'ils soient jugés et condamnés. Chercher « ce qui décharge »... c'est le métier de l'avocat.

Nul procès à faire au juge, c'est le droit qui feint d'ignorer la réalité, prêtant à l'inquisiteur le rôle serene, détaché, objectif d'un juge. Sauf à l'empêcher d'agir, sans à courtir, chaque matin, un inlassable débat contre soi-même, le juge d'instruction ne peut à la fois s'appliquer à démontrer la culpabilité de Seznec et s'attacher, dans le même temps, à établir son innocence. Bien sûr, l'inquisiteur peut, au cours de l'instruction, changer d'avis, se convaincre de l'innocence de l'inculpé, en tirer les conséquences. Mais sa tâche, celle que le système inquisitoire lui assigne, est de confondre l'inculpé qui se défend.

L'idéal est, bien sûr, l'aveu. L'aveu, preuve suprême, dispense des autres. Il est économique de moyens, de temps. L'aveu assure au juge, comme au policier, la tranquillité d'âme : il efface la peur de se tromper. Par surcroît, il ouvre la voie à la réparation, à la rédemption. Il réconcilie la justice, le juge, et l'accusé repentant. Mais Seznec n'avoue pas. Que reste-t-il sinon à accumuler contre le coupable qui se dissimule les preuves qui l'accablent, et à dévaloriser celles qui le disculpent ? L'instruction devient vite un combat, combat du juge pour établir sa vérité, et de l'inculpé pour défendre la sienne. Faut-il s'indigner que, dans ce combat où le juge épuise ses forces, et son temps, tous les coups soient parfois permis ?

Plusieurs témoins prétendent avoir vu Quemeneur, après que Seznec l'eût tué. Est-il répréhensible de vouloir établir qu'ils mentent, qu'ils se contredisent, qu'ils sont de réputation douteuse, ou que Seznec les a circonvenus ? Et, puisque l'inculpé et son avocat semblent travailler à dissimuler la vraie vérité, est-il mal que la justice écarte, oublie des éléments de preuves qu'ils exploitent ? Pourquoi concéder à Seznec l'existence réelle de ce Chardy qui viendrait étayer sa défense, si l'on croit sincèrement que ce Chardy n'a

joué aucun rôle dans l'affaire, et que Seznec ne s'en sert que pour se disculper ? Et faut-il s'étonner, s'indigner, si la police vient à découvrir chez Seznec une machine à écrire miraculeusement accusatrice ? Toute preuve, pourvu qu'elle serve la vérité — et la vérité est que Seznec est coupable, — n'est-elle pas légitime ? Ainsi va l'inquisition, accueillant ce qui lui convient, éliminant ce qui la dérange, justifiée par la sincérité de son dessin qui n'est que de confondre un coupable.

Et voici que les temps modernes offrent au système de nouvelles armes ; le secret — secret de l'instruction, secret professionnel — vole en éclats. Le préjugement que constitue l'inculpation peut désormais être rendu public : nouvellement terrible peine que rien n'effacera. Porté au sommet de l'autorité judiciaire, le juge d'instruction décide souverainement, par l'inculpation publique, de l'honneur, de la liberté, parfois de la vie. Après quoi viendra, en mission subalterne, la justice qui juge. Juges et avocats gardent du secret, proclamé par la loi, ce qui convient à leur loi morale ou à l'efficacité de leur travail. Ici le secret est tenu pour une règle inflexible. Là il est habilement tourné. Ailleurs il n'en reste rien, et la presse et les médias deviennent des agents du procès pénal. Ainsi s'installe le pire des droits, celui que fabrique l'arbitraire des choix individuels.

« La mort n'est rien... »

V. — Et au bout du chemin, quand vient le jugement, voici, en matière criminelle, cette dernière étrange : l'unique degré de justification. Quand le moindre délit mérite deux examens successifs, par des juges différents, les crimes n'en appellent qu'un ! C'est que le peuple souverain, incarné par le jury d'assises, n'est pas capable d'erreur. Et quelle juridiction plaiderait-on au-dessus de la cour d'assises ? Une autre cour d'assises, un risque d'admettre que le souverain pourrait se déjuger ? Voici deux siècles — c'était le 17 juin 1789 — les députés du tiers-état substituaient la souveraineté nationale à la souveraineté monarchique.

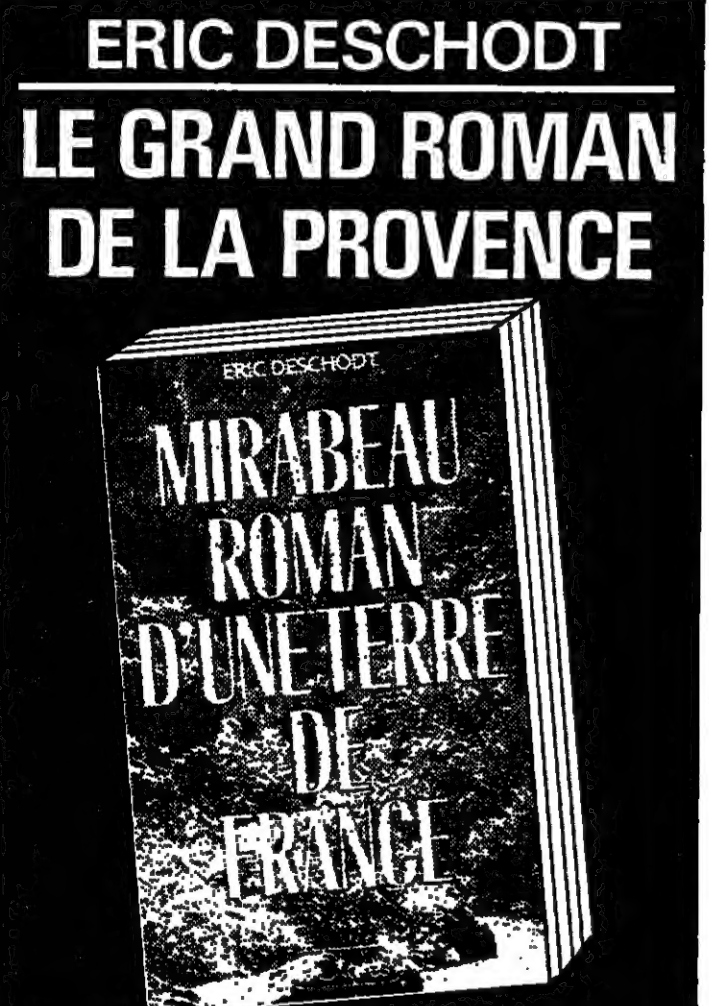
Le risque, que notre histoire a longtemps entretenu, était de doter la souveraineté nouvelle des attributs de l'ancienne, de la tenir pour illimitée, et inflexible. Passé deux siècles, nous sommes revenus d'une conception si utopique de la souveraineté populaire. Nous concédons que le peuple peut se tromper sans cesser d'être souverain. Plusieurs propositions de loi ont été déposées au Parlement, tendant à établir le double degré de juridiction en matière criminelle ; aucun des obstacles techniques qui leur sont opposés ne peut suffire à y mettre obstacle. Mais le mythe, le poids des habitudes, l'indifférence aussi, retardent encore cette réforme. Pourtant bien des erreurs judiciaires eussent été évitées si la justice criminelle eût été prononcée à deux degrés, ce qui est la précaution ordinaire d'une justice qui veut se tromper le moins qu'il se peut !

« La mort n'est rien pour qui ne peut rien espérer », écrivait Guillaume Seznec partant pour le bagne à celle qu'il ne reverrait plus. Plus de vingt ans de bagne, une vie volée, une famille sacrifiée par le malheur, c'est le prix d'une erreur judiciaire commise en notre nom. C'est notre dette collective. On ne s'étonnera pas si nous sommes nombreux, cette année, à penser au vieux forçat, entre deux célébrations joyeuses de la Déclaration des droits de l'homme, à lui, et à d'autres, comme lui détraqués au nom de la justice ! Et nous rêverons de réduire un peu la distance qui ne cesse de séparer nos principes et nos comportements.

JEAN-DENIS BREDIN.

(1) Denis Langlois : *L'affaire Seznec*, Pion, 1989, prix littéraire des Droits de l'homme.(2) Jacques Bonny, *Mon père l'inspecteur Bonny*, Paris, Robert Laffont, 1975.

(3) Les ouvrages sont nombreux sur l'affaire Seznec. On citera notamment ceux de Maurice Privat (1932), du juge Hervé (1933), qui se battit pour la révision, d'Arthur Bernède (1933), de Claude Bai (1955), de M. Jaffré (1956), de Rieux et Nedelec (1976), et de Marcel Jullien (1979). On sait que Cayatte, qui fut avocat, et comme de l'affaire Seznec, entreprit, devenu ministre, de lui consacrer un film qui se brisa sur la censure. La télévision — depuis l'émission de « Cinq colonnes à la une » consacrée à l'affaire Seznec par Desgranges et Pottecher en 1967 — a plusieurs fois traité de l'affaire.



Entre la grande forme sombre du Luberon qui barre le nord, et l'escarpement mauve de la Sainte-Victoire qui marque le sud, un village dans un pli de la Durance. Eric Deschodt a réussi à y faire passer l'immensité des siècles. Un beau et bon livre où bat le sang de la vie.

François Crouzet (Figaro Magazine)

C'est un véritable western historique qui commence dans les ténèbres de la préhistoire et finit dans la lumière de 1789. Les siècles passent à travers ce défilé rocheux qui domine la belle Durance de Giono. Heureuse terre, la Provence a trouvé en Eric Deschodt son François René de Chateaubriand.

Yves Salgues (Jours de France Madame)

Pari ambitieux... Pari tenu. Fort roman où les hommes forment le décor fuyant et changeant de cette terre, héroïne immuable et belle entre toutes.

Alexis Lecaye (Le Monde)

391 P. J. Clartès 99 F

AFRIQUE DU SUD : réuni en congrès

Le Parti national veut établir une « véritable démocratie »

L'archevêque sud-africain Desmond Tutu a rejeté, jeudi 29 juin, le plan d'action de cinq ans adopté par le Parti national (NP) au pouvoir, le qualifiant de « vide de substance, puisque ne donnant pas le droit de vote réel aux Noirs ». De son côté, le président zambien, M. Kenneth Kaunda, a affirmé, jeudi à Lusaka, à propos des réformes envisagées par le Parti national que « l'apartheid ne peut se transformer en un meilleur apartheid, pas plus qu'un crime ne peut se transformer en un meilleur crime ».

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le plan quinquennal du Parti national dévoilé lors de son congrès fédéral à Pretoria, jeudi 29 juin (le Monde du 30 juin), ne soulève pas l'enthousiasme. La droite accuse la majorité d'ouvrir la voie à la domination politique de la communauté noire tandis que les libéraux estiment que le pouvoir refuse de se débarrasser de l'apartheid en remplaçant la notion de race par celle de groupe.

Le caricaturiste du quotidien anglophone *Star* a magnifiquement résumé la situation dans un dessin représentant côte à côte John Vorster (ancien premier ministre) et M. Frederik de Klerk. A quinze ans d'intervalle le premier déclarait en 1974 : « Donnez-nous six mois » et aujourd'hui le futur chef de l'Etat demande : « Donnez-nous cinq ans ».

Le temps d'une législature pour placer l'Afrique du Sud sur la voie d'un changement que les nationalistes et leur nouveau chef, M. De Klerk, veulent radical. Dans son discours de clôture du congrès, l'actuel ministre de l'Éducation nationale a constamment utilisé le même type d'expression telle que « tournant », « moment de vérité », « carrefour », « occasion en or » pour caractériser ce qu'il estime être l'entrée dans une « nouvelle ère ». M. De Klerk n'a pas caché que, désormais, l'Afrique du Sud est au pied du mur et qu'il s'agit d'un « test final ».

Cette perspective n'a guère semblé effleurer l'esprit des quelque mille deux cents congressistes, qui ont ovationné pendant une minute leur nouveau « sauveur ». Un vent

d'optimisme soufflait même sur le congrès convaincu que le Parti national détiendrait la formule magique qui remèderait à toutes les difficultés.

Finis les atermoiements et la stagnation des réformes qui ont caractérisé la fin du règne de M. Pieter Botha. Le président de la République appartient déjà au passé. Mourir et amener, il n'a même pas envoyé de message à la formation qu'il a dirigée pendant plus de dix ans.

M. Botha, a déclaré M. De Klerk, s'est retiré de la politique et nous respectons son souhait.

Le maître mot du Parti national est désormais l'« action ». Un nouveau personnage par son nouveau chef et son nouveau style, tout en douceur et en souplesse, serin et confiant. Est-ce à dire que d'ici à cinq ans les Noirs auront le droit de vote ? M. De Klerk espère que ce sera « le plus tôt possible », mais se refuse à fixer une date.

« Groupe culturel »
Les dirigeants nationalistes s'inscrivent aussi d'imposer une formule particulière soulignant que celle-ci soit trouvée au cours de pourparlers qui permettront d'examiner « toutes les possibilités, toutes les options ». A ce propos, M. De Klerk a expliqué que le dialogue avait déjà commencé avec... les chefs de homeland (bantoustans). « Des conversations sur les négociations », selon sa formule, auxquelles sont conviés tous ceux qui sont « favorables à la paix ». Une nuance sémantique par rapport à la traditionnelle précondition du « renoncement à la violence ».

Les témoins du parti se sont relayés auprès de la presse pour expliquer la « nouvelle donne », pour approfondir la notion de « groupe » qui diffère, selon eux, de celle de « race », puisque les groupes rassembleront les gens qui partagent les « mêmes valeurs ». Combien en aura-t-il ? Peut-être une dizaine, ou une vingtaine, le choix sera libre à condition, bien sûr, que l'adhésion soit acceptée par le « groupe » auquel on désire appartenir. Tous ces groupes seront placés sur un pied d'égalité, afin de mettre un terme à la domination blanche pour établir une « véritable démocratie ».

Ne s'agit-il pas du ravaudage d'un système moribond ? Les nationalistes s'en défendent, expliquant que c'est le seul moyen « pour aboutir à une démocratie stable et pacifique », comme le souligne le ministre de l'Économie, M. Barend du Plessis. Celui-ci reconnaît que la voie choisie coûtera cher, mais que « c'est le prix à payer ». L'apartheid est déjà ruineux. Les nouvelles structures le seront beaucoup plus. Reste à savoir si l'économie, en porte de vitesses, sera en mesure de supporter cet alourdissement du fardeau.

MICHEL BOLE-RICHARD.

En marge du sommet de la CEDEAO

Les présidents mauritanien et sénégalais se sont rencontrés à Ouagadougou

Les présidents sénégalais, M. Abdou Diouf, et mauritaniens, M. Maouya Ould Sid'Ahmed Taya, se sont longuement entretenus dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 juin à Ouagadougou, puis se sont donné l'accolade à l'issue de leur entretien. Cette première rencontre depuis les sanglants incidents, qui ont opposé les communautés mauritanienne et sénégalaise dans les deux pays, a eu lieu à l'hôtel Silmandé à Ouagadougou, où sont hébergés les chefs d'Etat qui partici-

pent au deuxième sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Auparavant, le président malien, M. Moussa Traoré, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), s'était entretenu séparément avec les chefs d'Etat sénégalais et mauritaniens.

Dans leurs déclarations à l'occasion de la cérémonie officielle d'ouverture du sommet, les autres chefs d'Etat ont lancé un appel à la réconciliation entre les deux pays et ont insisté sur « l'atmosphère de détente » qui a régné au cours des entretiens sénégal-mauritaniens. — (AFP)

ZAIRE

M. Bush vante « l'expérience » du président Mobutu

Le président George Bush a fait, jeudi 29 juin, un éloge appuyé du président zairois Mobutu Sese Seko, lui apportant son soutien pour son rôle dirigeant dans la recherche de la paix en Angola et en Afrique. Après des entretiens et un déjeuner à la Maison Blanche, M. Bush s'est déclaré « très fier et très, très heureux » de recevoir « un des hommes d'Etat les plus expérimentés d'Afrique », qui a déjà traité avec six présidents des Etats-Unis depuis sa prise de pouvoir en 1965.

Les louanges de la Maison Blanche contrastent avec les critiques qui se sont élevées au Congrès contre les violations des droits de l'homme au Zaïre et la corruption et les dépenses extravagantes dont son président est accusé. M. Mobutu a rappelé que la commission des droits de l'homme des Nations unies avait retiré, en février dernier, le Zaïre de la liste des pays à surveiller. « Le Zaïre compte parmi les Etats de droit », a-t-il affirmé, tout en reconnaissant que « l'administration et les individus pouvaient commettre des « bavures ». — (AFP)

COTE-D'IVOIRE : « l'affaire Anaky »

Des contestataires sont réduits au silence

ABIDJAN
correspondance

« Nous sommes un des rares pays à ne compter aucun prisonnier politique », vient d'affirmer M. Laurent Doua Fologo, ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement, lors du congrès « pour la paix dans l'esprit des hommes » réuni cette semaine à Yamoussoukro.

Les autorités de l'UNESCO. Les autorités d'Abidjan, en l'occurrence le président Félix Houphouët-Boigny, se sont, en effet, toujours arrangées pour obtenir, par le dialogue ou la menace, sinon le ralliement, du moins le silence des contestataires.

On se souvient, à cet égard, de la grève des enseignants en 1987. Des membres du SYNECI (Syndicat national de l'enseignement en Côte-d'Ivoire) avaient été sévèrement sanctionnés. Ils avaient été relâchés après avoir demandé « pardon » au président.

Ce n'est pas le cas du professeur Laurent Gbagbo, chef du Front patriotique ivoirien (FPI) favorable au multipartisme, rentré au pays après plus de six ans d'exil le 13 septembre dernier. Le chef de ce mouvement clandestin a été reçu à trois reprises par le chef de l'Etat ivoirien. Il a alors déclaré avoir refusé

de faire allégeance au pouvoir et se retrouve affecté au ministère de l'Éducation nationale sans pouvoir enseigner. L'idéologie socialiste et libérale du FPI semble irriter les « apparatchiks » du PDCI-RDA, le parti unique au pouvoir.

En revanche, l'un de ses amis, membre du FPI, a été condamné le 27 février à vingt ans de prison, à l'issue d'un procès expédié en une seule journée. Innocent Kouabenan Anaky, inculpé dans une affaire de droit commun, a été reconnu coupable de fraude et de non-paiement de charges sociales pour un montant total de 970 millions de francs CFA (1). Outre la réclusion, le directeur administratif d'Inter Transit — la première société de transit ivoirienne — a été condamné au paiement d'une amende de 7,7 milliards de francs CFA.

M. Anaky avait été interpellé le 20 novembre dernier et détenu pendant douze jours à la résidence du chef de l'Etat ivoirien à Cocody. Le 2 décembre, il était transféré dans les locaux de la sûreté nationale, en détention préventive avant d'être inculpé, le 19 décembre, soit un mois après son interpellation. Constant divers irrégularités durant le procès, la défense a fait appel, le 21 juin; le tribunal d'Abid-

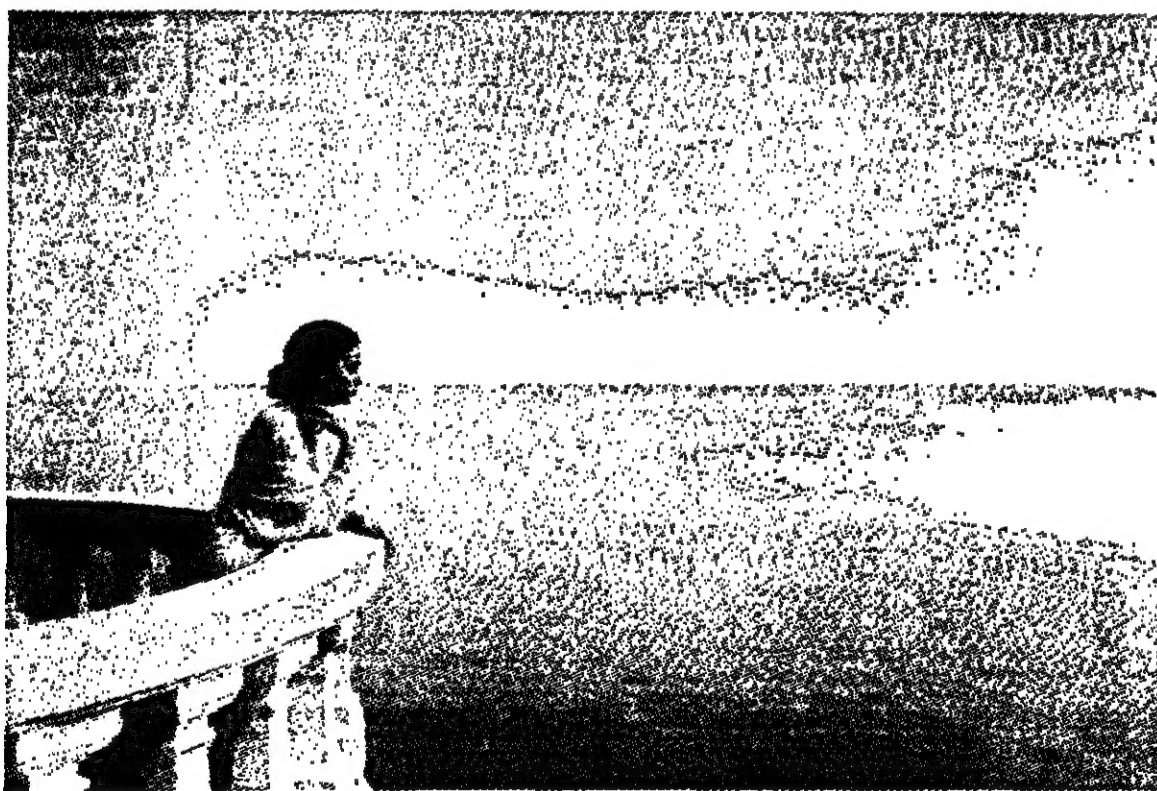
jan a confirmé la condamnation de l'ancien directeur de la société Inter Transit.

Pour les militants du FPI, ce procès est un procès « déguisé ». La famille de M. Anaky serait en contact avec le chef de l'Etat, qui aurait proposé la libération anticipée du condamné en échange de son silence. Dans les milieux officiels, on soutient que l'« affaire Anaky » n'est pas politique. Pourtant, en décembre dernier, le ministre de la défense, M. Jean Konan Banny, avait affirmé que M. Anaky avait détourné des fonds pour alimenter le parti clandestin du professeur Gbagbo.

(1) 1 franc CFA = 0,02 franc français.

● Assassinat d'un colonel français. Un officier français, conseiller auprès de la présidence de la République ivoirienne pour les affaires arabes, le colonel Pierre Chirol, a été abattu de trois balles de revolver, mercredi 28 juin à Cocody, un quartier d'Abidjan par des bandits qui tentaient de lui prendre sa voiture. Ce crime crapuleux rappelle l'assassinat, l'an dernier à la même époque, du médecin-colonel Housier, un coopérant travaillant à l'Institut Pasteur d'Abidjan. (AFP)

LA VIE EST UN FESTIVAL



CANNES
CÔTE D'AZUR

Il y a très peu d'endroits au monde où la mer soit aussi belle entre les palmes de la terrasse d'un grand hôtel. Où l'on puisse faire 18 trous à l'aube, déjeuner sur un bateau somptueux, découvrir des îles magiques et proches, revenir mettre dans son panier shopping les griffes les plus prestigieuses, puis passer la nuit à rire, rêver ou jouer sur les tapis verts. Il y a très peu d'endroits au monde où chaque jour soit pensé comme une fête. Il y a Cannes en France sur la Côte d'Azur.

OFFICE DU TOURISME. VILLE DE CANNES.

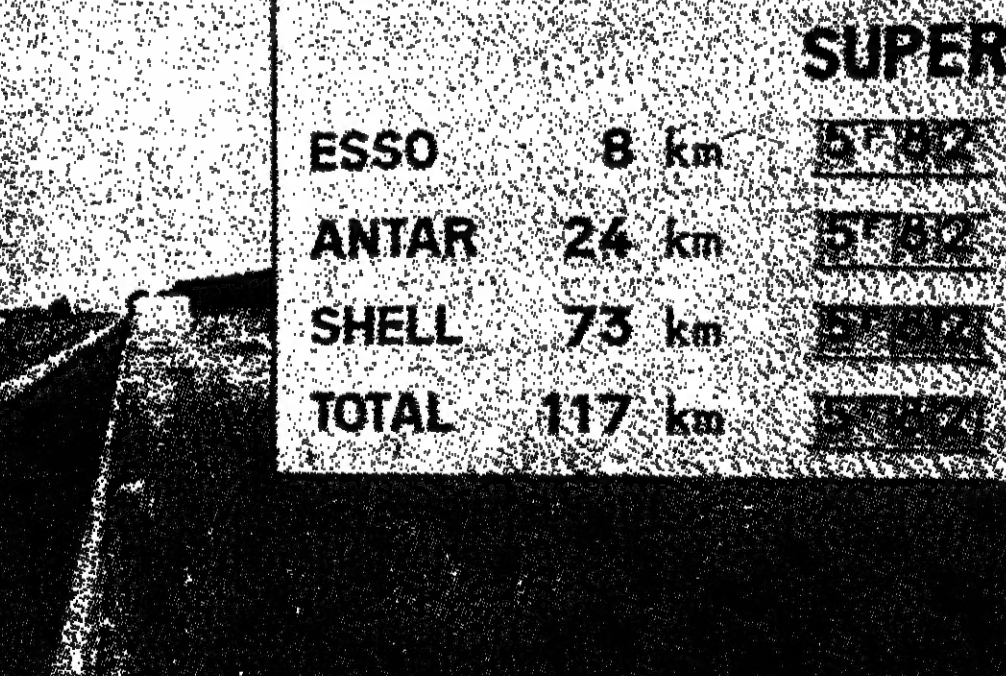
Une fleur fragile

1. **La parole**
 2. **Le monde**
 3. **Le pays**
 4. **Le peuple**
 5. **Le travail**
 6. **Le commerce**
 7. **Le transport**
 8. **Le logement**
 9. **Le vêtement**
 10. **Le sport**
 11. **Le loisir**
 12. **Le tourisme**
 13. **Le mariage**
 14. **Le divorce**
 15. **Le deuil**
 16. **Le mariage**
 17. **Le divorce**
 18. **Le deuil**
 19. **Le mariage**
 20. **Le divorce**
 21. **Le deuil**
 22. **Le mariage**
 23. **Le divorce**
 24. **Le deuil**
 25. **Le mariage**
 26. **Le divorce**
 27. **Le deuil**
 28. **Le mariage**
 29. **Le divorce**
 30. **Le deuil**
 31. **Le mariage**
 32. **Le divorce**
 33. **Le deuil**
 34. **Le mariage**
 35. **Le divorce**
 36. **Le deuil**
 37. **Le mariage**
 38. **Le divorce**
 39. **Le deuil**
 40. **Le mariage**
 41. **Le divorce**
 42. **Le deuil**
 43. **Le mariage**
 44. **Le divorce**
 45. **Le deuil**
 46. **Le mariage**
 47. **Le divorce**
 48. **Le deuil**
 49. **Le mariage**
 50. **Le divorce**
 51. **Le deuil**
 52. **Le mariage**
 53. **Le divorce**
 54. **Le deuil**
 55. **Le mariage**
 56. **Le divorce**
 57. **Le deuil**
 58. **Le mariage**
 59. **Le divorce**
 60. **Le deuil**
 61. **Le mariage**
 62. **Le divorce**
 63. **Le deuil**
 64. **Le mariage**
 65. **Le divorce**
 66. **Le deuil**
 67. **Le mariage**
 68. **Le divorce**
 69. **Le deuil**
 70. **Le mariage**
 71. **Le divorce**
 72. **Le deuil**
 73. **Le mariage**
 74. **Le divorce**
 75. **Le deuil**
 76. **Le mariage**
 77. **Le divorce**
 78. **Le deuil**
 79. **Le mariage**
 80. **Le divorce**
 81. **Le deuil**
 82. **Le mariage**
 83. **Le divorce**
 84. **Le deuil**
 85. **Le mariage**
 86. **Le divorce**
 87. **Le deuil**
 88. **Le mariage**
 89. **Le divorce**
 90. **Le deuil**
 91. **Le mariage**
 92. **Le divorce**
 93. **Le deuil**
 94. **Le mariage**
 95. **Le divorce**
 96. **Le deuil**
 97. **Le mariage**
 98. **Le divorce**
 99. **Le deuil**
 100. **Le mariage**
 101. **Le divorce**
 102. **Le deuil**
 103. **Le mariage**
 104. **Le divorce**
 105. **Le deuil**
 106. **Le mariage**
 107. **Le divorce**
 108. **Le deuil**
 109. **Le mariage**
 110. **Le divorce**
 111. **Le deuil**
 112. **Le mariage**
 113. **Le divorce**
 114. **Le deuil**
 115. **Le mariage**
 116. **Le divorce**
 117. **Le deuil**
 118. **Le mariage**
 119. **Le divorce**
 120. **Le deuil**
 121. **Le mariage**
 122. **Le divorce**
 123. **Le deuil**
 124. **Le mariage**
 125. **Le divorce**
 126. **Le deuil**
 127. **Le mariage**
 128. **Le divorce**
 129. **Le deuil**
 130. **Le mariage**
 131. **Le divorce**
 132. **Le deuil**
 133. **Le mariage**
 134. **Le divorce**
 135. **Le deuil**
 136. **Le mariage**
 137. **Le divorce**
 138. **Le deuil**
 139. **Le mariage**
 140. **Le divorce**
 141. **Le deuil**
 142. **Le mariage**
 143. **Le divorce**
 144. **Le deuil**
 145. **Le mariage**
 146. **Le divorce**
 147. **Le deuil**
 148. **Le mariage**
 149. **Le divorce**
 150. **Le deuil**
 151. **Le mariage**
 152. **Le divorce**
 153. **Le deuil**
 154. **Le mariage**
 155. **Le divorce**
 156. **Le deuil**
 157. **Le mariage**
 158. **Le divorce**
 159. **Le deuil**
 160. **Le mariage**
 161. **Le divorce**
 162. **Le deuil**
 163. **Le mariage**
 164. **Le divorce**
 165. **Le deuil**
 166. **Le mariage**
 167. **Le divorce**
 168. **Le deuil**
 169. **Le mariage**
 170. **Le divorce**
 171. **Le deuil**
 172. **Le mariage**
 173. **Le divorce**
 174. **Le deuil**
 175. **Le mariage**
 176. **Le divorce**
 177. **Le deuil**
 178. **Le mariage**
 179. **Le divorce**
 180. **Le deuil**
 181. **Le mariage**
 182. **Le divorce**
 183. **Le deuil**
 184. **Le mariage**
 185. **Le divorce**
 186. **Le deuil**
 187. **Le mariage**
 188. **Le divorce**
 189. **Le deuil**
 190. **Le mariage**
 191. **Le divorce**
 192. **Le deuil**
 193. **Le mariage**
 194. **Le divorce**
 195. **Le deuil**
 196. **Le mariage**
 197. **Le divorce**
 198. **Le deuil**
 199. **Le mariage**
 200. **Le divorce**
 201. **Le deuil**
 202. **Le mariage**
 203. **Le divorce**
 204. **Le deuil**
 205. **Le mariage**
 206. **Le divorce**
 207. **Le deuil**
 208. **Le mariage**
 209. **Le divorce**
 210. **Le deuil**
 211. **Le mariage**
 212. **Le divorce**
 213. **Le deuil**
 214. **Le mariage**
 215. **Le divorce**
 216. **Le deuil**
 217. **Le mariage**
 218. **Le divorce**
 219. **Le deuil**
 220. **Le mariage**
 221. **Le divorce**
 222. **Le deuil**
 223. **Le mariage**
 224. **Le divorce**
 225. **Le deuil**
 226. **Le mariage**
 227. **Le divorce**
 228. **Le deuil**
 229. **Le mariage**
 230. **Le divorce**
 231. **Le deuil**
 232. **Le mariage**
 233. **Le divorce**
 234. **Le deuil**
 235. **Le mariage**
 236. **Le divorce**
 237. **Le deuil**
 238. **Le mariage**
 239. **Le divorce**
 240. **Le deuil**
 241. **Le mariage**
 242. **Le divorce**
 243.

1. The Commission has received information from the Government of the United States of America that the Government of the United States of America is in the process of conducting a study of the effects of the use of nuclear energy for peaceful purposes.

SUPER		
48 km	ESSO	5.19
74 km	SHELL	5.19
101 km	MOBIL	5.19
134 km	BP	5.19
186 km	TOTAL	5.19

**Il faut reconnaître qu'en un an,
les compagnies pétrolières ont considérablement
amélioré les performances de leurs carburants.**

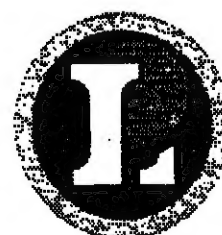


			SUPER
ESSO	8 km	57 82	
ANTAR	24 km	57 82	
SHELL	73 km	57 82	
TOTAL	117 km	57 82	

Juin 1989

(Autoroute du Sud - Le lundi 5 juin 1989)

E. LECLERC



Diplomatie

Ancien ministre du gouvernement Gonzalez

M. Enrique Baron devrait être le candidat des socialistes à la présidence du Parlement européen

Si les vœux des dirigeants socialistes et sociaux-démocrates européens sont exaucés, le prochain président du Parlement européen sera l'Espagnol Enrique Baron, ancien ministre des transports, des communications et du tourisme du gouvernement Gonzalez.

A l'issue d'une réunion, mercredi 28 et jeudi 29 juin, à Paris, de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, son président, M. Guy Spitzels (PS, Belge), a fait part des recommandations des dirigeants socialistes quant à la stratégie à adopter au sein de l'Assemblée de Strasbourg.

Sachant qu'ils ne peuvent compter sur les écologistes qui s'en tiennent à une ligne « ni droite ni gauche », les socialistes souhaitent voir aboutir un accord avec le groupe démocrate-chrétien (PPE). Aux termes de cet accord, la présidence du Parlement reviendrait pendant la première moitié de la législature, c'est-à-dire pendant deux ans et demi, à un socialiste — en l'occurrence M. Baron qui a déjà occupé la fonction de vice-président du Parlement. Les socialistes estiment cette revendication légitime dans la mesure où leur groupe (grâce au succès des travaillistes britanniques) a renforcé sa prééminence, en vertu aussi du principe d'alternance, la dernière législature ayant été présidée par le conservateur britannique lord Plumb.

Le président sortant du groupe socialiste à Strasbourg, l'Allemand

Rudi Arndt, a déjà eu des contacts informels avec le groupe démocrate-chrétien. Mais il faut attendre l'élection de son successeur, le 12 juillet, pour que commencent les véritables négociations. Si les recommandations des dirigeants socialistes sont suivies, c'est M. Jean-Pierre Cot qui assurera la présidence du groupe.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique (1^{er} juillet 1987), la nécessité de réunir des majorités de 260 voix oblige les deux grands groupes — socialiste et démocrate-chrétien — à passer sans cesse des accords, à s'entendre sur des compromis. Placer M. Cot, l'un des moins sociaux-démocrates des socialistes, à la tête de la formation, c'est ce pas vouloir rompre cette coalition contrainte ?

Reste à attendre la réaction des démocrates-chrétiens. On sait que la droite dispose de plusieurs candidats potentiels, parmi lesquels le Belge Léo Tindemans, qui vient d'abandonner ses fonctions de ministre des affaires étrangères pour pouvoir postuler, et M. Valéry Giscard d'Estaing, qui est prêt à renoncer à la présidence de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale pour se consacrer à l'Auvergne et à l'Europe.

Par ailleurs le Parti socialiste français a choisi M. Claude Cheysson pour diriger sa délégation à Strasbourg.

MARIE-PIERRE SUBTEL.

Un Belge d'origine italienne à Strasbourg

Les « Ritals », enfants du Pays wallon

Candidat aux élections européennes, M. Ello di Grande Rupo a été élu en cinquième position sur la liste du Parti socialiste belge francophone au Parlement de Strasbourg. Le décompte des « voix de préférence » (les Belges peuvent choisir sur les listes proposées leur candidat préféré)

Fa mis en bien meilleur position que des candidats à l'origine mieux placés. Cet universitaire de trente-huit ans n'en est pas à son premier succès. En 1983, aux élections cantonales (municipales), il avait recueilli sur son nom près de dix mille voix

sur les trente-cinq mille électeurs de sa ville de Mons. Autre particularité de cette nouvelle star du socialisme belge : c'est un immigré de la deuxième génération, fils d'un ouvrier italien venu dans le Borinage. Ello Rupo a cinq frères, dont les trois plus âgés sont mineurs de fond.

BRUXELLES
correspondance

« Aujourd'hui, on ne peut plus parler d'Italiens en Wallonie, mais bien d'Italiens de Wallonie », Elia Ferro, le délégué des missions catholiques italiennes est l'un de ces deux cent mille Transalpins à vivre en Wallonie. La seule province du Hainaut en compte plus de cent mille, et, à Charleroi, on trouve un Italien pour six « Carolos ». Le mythe du retour s'étant progressivement estompé, cette population est désormais, dans son immense majorité, sédentarisée. Même si des blagues de plus ou moins bon goût circulent encore sur leur compte à Liège, Mons ou Charleroi, l'étranger, désormais, c'est « l'autre », le Turc ou le Maghrébin.

Les symboles de cette symbiose sont multiples : Enzo Seifo, aujourd'hui à Bordeaux, reste un des footballeurs les plus populaires du royaume. François Cammarata ou Mirella Bottin sont les leaders du syndicalisme wallon. Adamo, Claude Barzotti — « Je suis Ritale et je le reste... » — ou encore François, autant d'Italo-Wallons qui sont au hit-parade. Quant à l'unique gagnante belge à ce jour du Grand Prix Eurovision de la chanson, ce fut bien une petite Wallonne, Sandra Kim sur scène, mais Sandra Caldarelli à la ville.

A Marchienne ou Seraing certains jeunes « Ritals » nés en Belgique vous montreront leurs chemises à vous disant dans un étrange sabir italo-belge : « Juaglio, r'as vu mes nouvelles scarps ». « Mais, remarque Elia Ferro, l'intégration n'est pas synonyme de digestion. Les Wallons ayant tout une identité négative — ils savent ce qu'ils ne sont pas, à savoir Flamands ou Brucellois, mais ils ne savent pas vraiment ce qu'ils sont —, un problème d'identité culturelle se pose donc pour les jeunes Italiens de la deuxième génération ».

Cette absence d'identité nationale forte a peut-être favorisé le maintien d'un certain particularisme. Pour Piero, né à la Louvière en 1958, la rencontre avec la différence se fait lorsqu'il mange pour la première fois, chez les parents de sa fiancée belge, un rôt de porc aux ananas. Comment, se demande-t-il encore aujourd'hui, peuvent-ils manger de la viande avec des fruits ?

Pour de nombreux jeunes l'attachement à l'Italie passe bien entendu par le sport. Ils sont plus nombreux ici à combattre le nom d'Aldo Serena, le meilleur buteur du championnat italien, que celui du président du conseil, Ciriaco de Mita.

Cette intégration apparemment réussie a pourtant une histoire douloureuse. « Nous avons été vendus

pour quelques kilos de charbon », raconte cet ancien ouvrier mineur qui a quitté sa campagne des Pouilles en 1947 pour venir extraire la bouille d'une mine du Borinage. L'arrivée massive d'Italiens en Wallonie, juste après la guerre, est en effet le résultat d'un truc pur et simple : du charbon contre des hommes.

En 1945, la Belgique, au travers des mines de Wallonie, entame la bataille du charbon, sa seule ressource énergétique. L'Italie connaît alors une situation grave caractérisée par une crise économique et un chômage considérable, le tout baignant dans un climat quasi insurrectionnel. C'est donc tout naturellement que les deux pays signent un accord, en juin 1946, prévoyant la fourniture de 2 à 3 millions de tonnes de charbon à un prix très réduit, moyennant l'immigration de quelque 50 000 ouvriers. Fin 1946 un convoi va déverser chaque semaine près de 2 000 Italiens tout au long du bassin minier wallon, de Quaregnon à Seraing. Du Piémont à la Sicile, dans tous les lieux publics, une affiche rose à l'entête de la Fédération charbonnière de Belgique, vantait les mérites et les avantages du travail dans les mines wallonnes.

Marcinelle

Les conditions de salaire inscrites en gras attirent des milliers de travailleurs, en majorité des paysans. Réunis pendant plusieurs jours dans les sous-sols de la gare de Milan, ces futures « gueules noires » vont attendre le train qui doit les emmener vers l'Idoradé wallon. En une nuit, ils passent une visite médicale. Un seul docteur belge présent signe un contrat qui va les lier à la mine pendant cinq ans.

C'est parfois dans ces conditions que ces immigrés y sont envoyés. Toute rupture de contrat signifie le renvoi en Italie, sans possibilité d'autre emploi en Belgique. Les chiffres gras de l'affiche rose rétroclament à vue d'œil, lorsqu'il s'agit de faire vivre toute une famille. « A la maison, raconte Jean-Pierre, fils d'un mineur murle, la viande était rare ».

Si les conditions de vie sont difficiles, et elles le sont pour tous les mineurs quelle que soit leur nationalité, elles ne sont que peu de chose face au choc, au froid. « La première fois, j'ai eu l'impression de tomber aux enfers », se souvient un Vénitien à l'accent marqué de wallon. « La mine, dit cet ancien syndicaliste, fut pour les Italiens un malheur, mais aussi, en quelque sorte, une chance. S'il n'y a pas de travail plus pénible, il y a une solidarité qui ne connaît ni les langues, ni les droits, ni les frontières. Quand on entre dans la mine, on est Italien, Polonais, Letton ou Belge. On est en sort, il n'y a plus que des gueules noires ».

Le partage d'une même expérience, souvent douloureuse, a probablement facilité l'insertion de la

M. Frédéric Grasset
ambassadeur en Malaisie

M. Frédéric Grasset a été nommé ambassadeur de France en Malaisie en remplacement de M. Jean Perrin, a annoncé jeudi 29 juin le ministère des affaires étrangères.

[Né en 1942, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Grasset a été en poste à Téhéran (1973-1976), à Madrid (1976-1980), puis à l'administration centrale, à partir de 1981, comme sous-directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient de 1983 à 1986. Il était ambassadeur à Singapour depuis octobre 1986.]

Europe

ESPAGNE : les socialistes en échec

M. Agustin Sahagun (centre-droit) a été élu maire de Madrid

MADRID
de notre correspondant

La capitale espagnole a un nouveau maire : M. Agustin Rodriguez Sahagun, l'un des principaux responsables du Centre démocratique et social (CDS), la formation de centre-droit que dirige l'ancien président du gouvernement, M. Adolfo Suarez. M. Rodriguez Sahagun a pris ses fonctions le jeudi 29 juin après le succès de la motion de censure contre le maire précédent, M. Juan Bartra, présentée conjointement par le CDS et par la formation conservatrice du Parti populaire (PP) de M. Manuel Fraga.

Les socialistes perdent ainsi une mairie qu'ils avaient contrôlée sans discontinuer depuis les premières élections municipales démocratiques en 1977, avec les communistes d'abord et en solitaires ensuite. Ce renversement de majorité est dû à l'accord signé le 8 mai dernier par le PP et le CDS, par lequel les deux partis s'engageaient à unir leurs forces pour ravir aux socialistes les mairies des grandes villes où ces derniers ne disposent que de la majorité

simple — Madrid, Murcie, Javi et Guadalajara notamment (le Monde du 10 mai).

Le PP et le CDS entendent de la sorte démontrer qu'il existe à l'heure actuelle en Espagne une « majorité de rechange » crédible. Pour M. Fraga, il s'agit en outre d'un premier pas vers la constitution d'un front commun des forces de centre-droit qu'il n'a cessé d'appeler de ses vœux et qu'il aimait voir se constituer pour les élections législatives de 1990. Le CDS, en revanche, s'était toujours longtemps montré réticent, craignant qu'un tel pacte ne conduise à diluer son identité aux yeux des électeurs.

Le recul sensible enregistré par le parti de M. Suarez aux récentes élections européennes, un mois à peine après la signature de l'accord avec le PP, a d'ailleurs démontré que ces craintes étaient fondées. Reste que le CDS n'a en réalité pas moins une fructueuse opération, puisqu'il assume ainsi le contrôle de la mairie d'une capitale où il n'avait obtenu, aux dernières élections municipales en 1987, que 15 % des voix.

Th. M.

Du patronat à la politique

« Si Rodriguez Sahagun s'informe des problèmes municipaux de la capitale comme il s'est informé des questions militaires en 1981, les Madridiens n'ont qu'à bien se tenir ! » Cette fliche empoisonnée décochée par un adversaire politique du nouveau maire de Madrid fait allusion à ce qui constitue indéniablement le talon d'Achille de sa biographie : avoir exercé la charge de ministre de la Défense au moment du coup d'Etat militaire manqué du 23 février 1981, qui le prit de toutes épreuves totalement au dépourvu.

M. Rodriguez Sahagun, il est vrai, est habitué à être la cible de la gousillerie. Son visage aux traits ingrats, ses cheveux coupés en brosse, sa voix de fausset aux accents nasillards, ont longtemps fait le bonheur des caricaturistes et des commentateurs. Une fatidité que cet homme d'un naturel plutôt bonhomme a d'ailleurs su accepter avec flegme.

Mais s'il a parfois fait sourire, M. Rodriguez Sahagun n'a pourtant rien d'un ingénu. Cet homme qui aime se donner un air de businessman à l'américaine et qui ne parie que d'efficacité, a, en effet, su démontrer dans le monde des affaires qu'il savait se faire une place au soleil. Tout en faisant preuve également d'un notable intérêt pour la culture (il

dirige une maison d'édition et possède une vaste collection de peintures).

C'est le monde des affaires qui l'a conduit à la politique. Il fait son apparition sur la scène publique en 1977, en assumant la présidence de la Confédération espagnole des petites et moyennes entreprises, à un moment où le patronat adapte ses structures de direction à la démocratie qui vient de naître. C'est à ce poste qu'il connaît M. Adolfo Suarez : c'est le coup de foudre politique entre les deux hommes, dont l'amitié sera indérubable.

En 1978, M. Suarez le nomme ministre de l'Industrie, une charge qu'il exerce pendant près de deux ans avant de prendre la portefeuille de la Défense. Lorsque M. Suarez, abandonné par la plupart des siens, quite ensuite son parti, l'UCD (Union du centre démocratique), pour fonder, à partir de zéro, le CDS, M. Rodriguez Sahagun le suit pendant sa longue et périlleuse traversée du désert. Une fidélité qui se voit aujourd'hui récompensée et permet à M. Rodriguez Sahagun de devenir le premier membre du CDS, depuis sa création, à exercer une importante fonction politique de résonance nationale.

THIERRY MALINIAC.

M^{me} Thatcher interpellée aux Communes à propos du sommet de Madrid

« Coupez-lui la tête ! »

« Nous avons mis assez longtemps à nous débarrasser des effets de la révolution française pour ne pas en subir une autre », a lancé, jeudi 29 juin, M^{me} Thatcher à un député travailliste, qui lui reprochait d'empêcher le peuple britannique de prendre part à la prochaine « révolution européenne », tandis que, sur les bancs du Labour, on criait : « Coupez-lui la tête ! ».

M^{me} Thatcher rendait compte des résultats du sommet de Madrid au cours d'une séance assez animée à la Chambre des communes à son principal contradicteur, M. Neil Kinnock, chef de l'opposition travailliste, fut accusé d'être « le pantin de Jacques Delors ».

Comme elle l'avait déjà fait à la fin de la réunion de Madrid, M^{me} Thatcher se défendit d'avoir rien cédé sur les principes. Si elle souhaite une plus grande coopération économique et monétaire entre les Douze, elle ne l'envisage que sur une base volontaire, sans abandon de pouvoir par les gouvernements nationaux au profit d'institutions supra-nationales. Elle rejette par conséquent la définition de l'union monétaire qui figure dans le rapport du Comité Delors. Ce rapport, a

redit M^{me} Thatcher, n'est que l'une des bases de travail possibles ; il y en a d'autres, et elle a chargé le ministre des finances britanniques de définir un contre-projet. Lors de sa conférence de presse finale à Madrid, elle avait présenté cette recherche d'alternative au projet Delors comme « un intéressant exercice intellectuel ». Elle fut accusée jeudi par M. Neil Kinnock de « chercher des échappatoires aux engagements sans lesquels elle venait d'inscrire son nom ».

M^{me} Thatcher s'est également défendue, devant les Communes, d'avoir été « isolée » pendant ce conseil européen. Certains pays européens redoutent, a-t-elle affirmé, que le projet Delors ne les place sous la domination d'une « sorte d'axe franco-allemand ». Ils se sont bien gardés en tout cas d'exprimer leurs craintes à haute voix à Madrid.

En ce qui concerne enfin l'entrée de la livre sterling dans le système monétaire européen, le premier ministre britannique ne semble pas l'envisager avant les prochaines élections législatives britanniques, prévues pour 1992.

Avec Le Monde sur Minitel

POLYTECHNIQUE

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

Le Monde

NUMÉRO HORS SÉRIE - 38 F

LES RÉSULTATS
DES ÉLECTIONS
EUROPÉENNES
JUIN 1989

► Modes de scrutin, listes en présence : le récit de la campagne.

► Les résultats complets dans les douze Etats de la Communauté.

► Une abstention record.

► Poussée socialiste, percée des Verts : le portrait de la nouvelle Assemblée et de ses membres.

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Nbre d'emplacements : _____ X 43 F (port inclus) = _____ F

Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à : Le Monde, service votes au numéro 7, rue des halles, 75427 Paris Cedex 08.

URSS
Le cannibale
de Tatarie

Les amis d'Alouk Soukietine conserveront longtemps un pittoresque dans la bouche, eux qui aiment tant fréquenter sa table pour la bonne viande qu'il y servait. Ils ont appris l'année dernière qu'il les avait empoisonnés en fait de tendres jeunes filles.

Ce cas extraordinaire de cannibalisme s'est déroulé en 1987 et en 1988 en Tatarie (centre de la Russie). Soukietine a avoué l'assassinat de sept jeunes filles, dont la plus jeune avait seulement onze ans, rapporte le dernier numéro du magazine soviétique *Smena* (la Semaine). Dans un article destiné à défendre le maintien de la peine de mort en URSS, l'auteur dénonce pour la première fois cette affaire dont la presse n'avait jamais parlé.

Cet homme d'une quarantaine d'années vivait avec une jeune femme de vingt-cinq ans, Madina Chakirova, qui participait à ses crimes. Il violait ses victimes, qu'il avait entraînés chez lui, les tuait à coups de marteau puis les décapait avant d'en enterrer une partie et de consommer le reste.

Il lui est même arrivé de vendre de cette viande à bas prix à des connaissances pour préparer des chachiki. Soukietine s'est lui-même décapité en se vantant de manger de la chair humaine lors d'une soirée de beuverie. La rumeur est finalement parvenue à la milice, qui ne voulait pas y croire, mais une enquête et une perquisition chez lui ont immédiatement établi la terrible évidence.

Soukietine a été jugé l'année dernière, condamné et fusillé. Madina Chakirova et un autre complice ont été condamnés à quinze ans de prison, précise *Smena*. — (A.F.)

مكتبة
الكتاب

Amériques

ÉTATS-UNIS

M. Bush propose une réforme du financement des campagnes électorales

Rappelant sa volonté d'« assainir » le système politique américain et son souci de l'« éthique » qu'il avait souligné au moment d'accepter à la Maison Blanche, le président George Bush a présenté, jeudi 29 juin, les grandes lignes d'un projet de réforme du financement des campagnes électorales.

Dans son discours prononcé devant des jeunes stagiaires du gouvernement, il a précisé que ce projet a pour but de réduire l'énorme influence des comités d'action politique (PAC), ces groupements d'intérêts qui collectent des fonds pour les hommes et les partis politiques. Il vise ainsi essentiellement le Congrès largement dominé par l'opposition démocrate, des parlementaires qui, dans leur ensemble, n'ont, selon les sondages, guère la cote de l'opinion publique. M. Bush profite d'un vent de moralisation qui souffle actuellement sur Washington et qui vient de provoquer notamment la démission du président (démocrate) de la Chambre des représentants, M. Jim Wright, de même que celle de M. Tony Coelho, numéro trois du Parti démocrate dans cette assemblée.

M. Wright a été mis en cause devant un comité d'éthique pour l'origine contestable de certaines de ses ressources financières. M. Coelho, lui, a préféré se démettre avant toute investigation; il s'agit l'un de ces élus passés maîtres dans l'art de réunir des sommes considérables pour ses campagnes et celles de son parti (le Monde du 2 juin).

Le projet de M. Bush, s'il est adopté, devrait s'appliquer aussi aux candidats à l'élection présidentielle, mais il s'adresse surtout aux parlementaires, sénateurs et représentants, qui, malgré leur discrédit aux yeux du public, mais grâce à une position de force et divers privilèges, jouissent d'un taux de réélection (respectivement de 85 et 97,7 %), supérieur, se plaisent à

souligner les observations, à celui du Sénat suprême soviétique.

Les comités (PAC) les plus visés sont ceux qui sont organisés par des entreprises, des syndicats ou des associations commerciales. Ces groupes, a indiqué M. Bush, ont contribué pour 90 % aux 160 millions de dollars collectés par l'ensemble des PAC pour les élections qui se sont déroulées en 1987-1988. Les autres PAC, dit « idéolo-

giques », c'est-à-dire rassemblés autour d'une philosophie politique, versent leurs contributions moins limitées. Cependant, M. Bush propose un doublement des contributions que les partis peuvent faire aux candidats.

Pour éviter des réflexions trop faciles, les membres du Congrès ne pourront utiliser pour une campagne des fonds restant d'une précédente élection. — (AFP.)

CHILI

La gauche est divisée sur le référendum constitutionnel

SANTIAGO
de notre correspondant

Parce qu'ils estiment que la réforme qui sera soumise à référendum le 30 juillet « légitime la Constitution fasciste de Pinochet », en vigueur depuis 1980, les communistes appellent à l'abstention ou au vote blanc. Des partis formant la coalition d'extrême gauche IU (Gauche unie), seul le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) en fait autant. En revanche, la Gauche chrétienne et le Parti socialiste, dirigé par M. Claudio Almeyda, qui sont alliés de la Démocratie chrétienne et de l'opposition modérée au sein de la Concertation pour la démocratie, se prononcent, eux, pour le « oui ».

Fort heureusement pour les partis de la gauche ainsi divisée, l'opposi-

tion est décidée à ne mener qu'une campagne discrète en vue du référendum. Les « marxistes » n'auront donc pas de mal à mettre une soude à leur divergence. D'ailleurs, les élections générales du 14 décembre s'annoncent sous des auspices unitaires. Le démocrate-chrétien Patricio Aylwin sera sans nul doute désigné, le 6 juillet, candidat de la Concertation à l'élection présidentielle; et il recevra l'appui du PC au dire de son nouveau secrétaire général, M. Volodia Teitelboim.

Cette bonne disposition des communistes leur vaut le soutien du reste de la gauche sur le terrain des élections parlementaires. Les quelques quinze candidats que le PC a l'intention de présenter sous le sigle PAIS (Parti élargi de la gauche socialiste) — une formation désormais légalisée, à laquelle

adhèrent notamment les composantes de la Gauche unie — seront appuyés par les socialistes « rénovés » de M. Jorge Araya, proches de la social-démocratie européenne.

Une représentation parlementaire affirmait considérablement le PC dans sa lutte pour la légalisation. Avec l'abandon de la lutte armée, décidé par son congrès réuni le mois dernier, et la probable abrogation de l'article « antimarxiste » de la Constitution (si les électeurs approuvent le projet de révision), ce sont deux obstacles qui disparaissent. Mais il en reste un, de taille: l'opposition des forces armées, qui sont bien décidées à conserver un contrôle sur le régime qui se mettra en place le 11 mars prochain. G. B.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Washington rejette une proposition de Moscou sur l'arrêt des aides militaires

L'envoyé spécial américain auprès de la résistance afghane, M. Peter Tomsen, a rejeté, jeudi 29 juin, une proposition soviétique sur un arrêt des livraisons d'armes aux parties engagées dans le conflit afghan. M. Tomsen répondait à une proposition faite en début de semaine par l'ambassadeur soviétique à Kaboul, M. Youri Vorontsov, qui avait affirmé que Moscou était prêt à signer avec Washington un accord obligeant les deux grandes puissances à arrêter leurs livraisons d'armes à la guerre afghane. M. Vorontsov avait annoncé que la proposition serait faite par l'URSS lors des entretiens soviéto-américains sur l'Afghanistan prévus les 31 juillet et 1^{er} août à Moscou.

Ethiopie

Les maquisards érythréens proposent de négocier sans condition

Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) est prêt à des négociations immédiates et sans condition préalable avec le gouvernement d'Addis-Abeba pour mettre fin au conflit armé en Erythrée, a réaffirmé, jeudi 29 juin, à Londres, M. Isaias

Afeworki, secrétaire général du FPL. « Le FPL est prêt — maintenant et aujourd'hui — à entamer des négociations immédiates et sérieuses avec le régime d'Addis-Abeba », a-t-il dit. Il a souligné que ces négociations devaient s'ouvrir « sans aucune condition préalable, être reconnues publiquement des deux côtés et se tenir en présence de tiers parties ».

Le 5 juin, le Parlement (Shengo) d'Addis-Abeba avait proposé des négociations sans condition pour mettre un terme au conflit en Erythrée, qui dure depuis vingt-huit ans. Le FPL avait immédiatement accepté, mais avait rejeté une réserve ultérieure du président éthiopien, le colonel Mengistu, selon laquelle la question de l'unité de l'Erythrée devait être soulevée des négociations. Le Front souhaite l'organisation d'un référendum d'autodétermination qui permettrait aux Erythréens de choisir entre l'indépendance, une fédération avec l'Éthiopie ou « une autonomie régionale ». — (AFP.)

Iran

Floraison de candidats à la présidence de la République

Soul candidat à la présidence de la République pendant des semaines, l'homme fort de l'Iran et président du Parlement, l'hojatoleslam Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, s'est retrouvé du jour au lendemain véritablement « noyé » par un afflux de candidats — pas moins de trente-cinq — tous plus inconnus les uns que les autres. A peine le ministre de l'Intérieur, M. Ali Akbar Mohtashami, avait-il annoncé

mercredi que le délai fixé pour le dépôt de candidatures expirerait dimanche prochain (le Monde du 30 juin) que, dès jeudi 29 juin, il dénombrait trente-cinq candidats.

Panama

Les Etats-Unis menacent d'utiliser la force militaire

Le représentant américain auprès de l'Organisation des Etats américains (OEA), M. Luigi Einaudi, a déclaré jeudi 29 juin que Washington pourrait recourir à une solution militaire si aucune issue politique n'était trouvée à la crise, notamment en cas d'agression de la méditerranée en cours de l'OEA. Le gouvernement américain rappelle ainsi qu'il entend toujours obtenir le départ de l'homme fort du régime du Panama, le général Manuel Noriega.

Par ailleurs, jeudi, le Parlement panaméen a choisi le candidat du pays pour être le prochain administrateur du canal. M. Thomas Altamirano, avocat et économiste, est député du parti au pouvoir PRD et propriétaire du journal *la Estrella*. Agé de cinquante-cinq ans, il devrait prendre ses fonctions le 1^{er} janvier 1990. Mais le Parlement des Etats-Unis, aux termes des traités Carter-Torres, sur la fin du contrôle exercé par les Etats-Unis sur le canal, doit obligatoirement ratifier cette nomination. La Congrès a déjà exprimé son hostilité à la nomination d'un administrateur panaméen tant qu'un gouvernement démocratique ne sera pas en place au Panama — ce qui implique, en toute hypothèse, le départ du général Noriega. — (AFP.)

Sri-Lanka

Les forces indiennes refusent d'appliquer le cessez-le-feu

New-Delhi (AFP). — L'Inde a fait savoir, jeudi 29 juin, qu'elle ne suspendrait ses opérations militaires contre le plus important groupe de séparatistes tamouls au Sri-Lanka qu'après des consultations avec Colombo. « Tous les problèmes de ce genre ne peuvent être résolus que par une consultation mutuelle. Il n'y a pas d'autre issue », a déclaré un porte-parole du ministère indien des affaires extérieures.

Le président du Sri-Lanka, M. Premadasa, a demandé aux unités indiennes de ne plus entreprendre d'actions militaires contre les séparatistes tamouls. Il y avait déjà eu, mercredi, trois morts; et en a eu, jeudi, quatre de plus (trois en secteur musulman et un côté chrétien) et dix-neuf blessés.

Si les bombardements et combats sur la ligne de démarcation n'ont pas eu l'ampleur de ceux qui ont ensanglanté l'île de Ceylan en 1984, jeudi 29 juin, les artilleurs de tous bords se sont, pour le deuxième jour consécutif, déchaînés à Beyrouth.

Le 29 juin, le comité tripartite de la Ligue arabe, réuni mardi à Oran, ont réaffirmé la nécessité d'une trêve. Il y avait déjà eu, mercredi, trois morts; et en a eu, jeudi, quatre de plus (trois en secteur musulman et un côté chrétien) et dix-neuf blessés.

Si les bombardements et combats sur la ligne de démarcation n'ont pas eu l'ampleur de ceux qui ont ensanglanté l'île de Ceylan en 1984, jeudi 29 juin, les artilleurs de tous bords se sont, pour le deuxième jour consécutif, déchaînés à Beyrouth.

Le 29 juin, le comité tripartite de la Ligue arabe, réuni mardi à Oran, ont réaffirmé la nécessité d'une trêve. Il y avait déjà eu, mercredi, trois morts; et en a eu, jeudi, quatre de plus (trois en secteur musulman et un côté chrétien) et dix-neuf blessés.

Proche-Orient

ISRAËL : accusés d'être des « dirigeants du soulèvement »

Huit Palestiniens ont été expulsés au Liban

Les Etats-Unis ont protesté, jeudi 29 juin, contre la décision israélienne de bannir huit Palestiniens, estimant cette initiative « nocive et contre-productive » à l'heure où Washington tente de « canaliser les Palestiniens d'entamer un dialogue avec Israël ». Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, a également critiqué la décision israélienne et fait part de sa « consternation ».

JÉRUSALEM
de notre correspondant

C'est un des ordres de bannissement les plus importants pris par le gouvernement israélien depuis le début du soulèvement; huit Palestiniens des territoires occupés ont été expulsés au Liban, jeudi 29 juin, au moment où l'armée entend disposer plus aisément encore de cette sanction.

Les huit hommes — quatre sont originaires de Gaza, les autres de Cisjordanie — étaient emprisonnés depuis le mois d'août et avaient épuisé les possibilités de recours. Ils sont accusés d'être « des dirigeants du soulèvement, membres du Fatah ou du Front démocratique pour la libération de la Palestine ». Ils appartenaient plus à la nouvelle génération de militants, celle qui est née avec l'intifada et anime les « comités populaires » ou « comités de choc », qu'un cercle des personnalités nationalistes les plus en vue. Certains d'entre eux sont des syndicalistes, d'autres des étudiants, employés ou commerçants.

Le gouvernement a annoncé qu'ils pourraient être autorisés à rentrer chez eux dans un délai de trois ans, pour peu qu'ils s'engagent à « renoncer à leurs activités contre Israël » et que le calme soit revenu dans les territoires. C'est la première fois qu'une mesure d'expulsion est assortie de cette clause, au demeurant

encore assez vague. Mais ces derniers bannissements n'en interviennent pas moins alors que le ministre de la Défense, le travailliste Itzhak Rabin, envisage de diriger l'arsenal des mesures répressives à la disposition de l'armée.

M. Rabin souhaite que la détention administrative (emprisonnement sans jugement) puisse être étendue de six mois à un an. Il réclame que les destructions de maisons — trois cents ont été dynamitées ou scellées durant l'intifada — et les bannissements puissent avoir les avant que les autorités n'aient la possibilité d'ignorer l'appel devant la Cour suprême — comme c'est actuellement le cas.

Ces deux dernières répressions relèvent de la simple gestion, puisque la Cour suprême n'a encore jamais cassé un seul arrêt de bannissement et que les dynamitages de maisons se font la plupart du temps sans même que la justice en soit avertie. M. Rabin se heurte cependant aux réticences du ministre de la justice, M. Dan Meridor (Likoud), apparemment peu enclin à entreprendre pareille modification de la législation. Le ministre de la Défense est aussi en butte aux critiques de son propre groupe parlementaire: celui-ci redoute que la répression dans les territoires échappe à tout contrôle judiciaire si la Cour suprême devait perdre son rôle de regard — fut-il plus symbolique que réel.

Au total, cinquante-trois Palestiniens ont été bannis de Cisjordanie et de Gaza depuis le début du soulèvement, en dépit des protestations de la communauté internationale et de nombre d'organisations israéliennes de défense des droits de l'homme, qui y voient une pratique parfaitement contraire à la quatrième convention de Genève (régissant la situation des personnes sous occupation).

ALAIN FRACHON.

Alors que les combats se poursuivent à Beyrouth

M. Gorbatchev annonce de « prochains contacts » pour débloquer la situation au Liban

BEYROUTH
de notre correspondant

Une fois de plus, un appel au cessez-le-feu au Liban aura en l'effet inverse de celui recherché. Jeudi 29 juin, les artilleurs de tous bords se sont, pour le deuxième jour consécutif, déchaînés à Beyrouth.

Le 29 juin, le comité tripartite de la Ligue arabe, réuni mardi à Oran, ont réaffirmé la nécessité d'une trêve. Il y avait déjà eu, mercredi, trois morts; et en a eu, jeudi, quatre de plus (trois en secteur musulman et un côté chrétien) et dix-neuf blessés.

Si les bombardements et combats sur la ligne de démarcation n'ont pas eu l'ampleur de ceux qui ont ensanglanté l'île de Ceylan en 1984, jeudi 29 juin, les artilleurs de tous bords se sont, pour le deuxième jour consécutif, déchaînés à Beyrouth.

Le 29 juin, le comité tripartite de la Ligue arabe, réuni mardi à Oran, ont réaffirmé la nécessité d'une trêve. Il y avait déjà eu, mercredi, trois morts; et en a eu, jeudi, quatre de plus (trois en secteur musulman et un côté chrétien) et dix-neuf blessés.

russe », qu'il doit rencontrer mardi à Paris.

L'intervention soviétique auprès de Bagdad et, plus encore, de Damas, dont Moscou est le fournisseur d'armes quasi unique, est indubitablement de grande importance. Le fait que M. Gorbatchev ait jugé bon d'annoncer qu'il prodigera lui-même l'initiative de parler au Liban à M. Mitterrand, le plus actif des responsables occidentaux en faveur d'une solution de la crise libanaise, a été ressenti à Beyrouth comme un indice très favorable des intentions du chef de l'Etat soviétique de sa détermination à faire réellement pression sur la Syrie et l'Irak.

LUCIEN GEORGE.

A Tunis

Rencontres entre l'ambassadeur des Etats-Unis et le numéro deux de l'OLP

Washington (AFP). — L'ambassadeur des Etats-Unis à Tunis, chargé des contacts avec l'OLP, M. Robert Pelletreau, a rencontré récemment à deux reprises le numéro deux de l'organisation palestinienne, M. Salah Khalaf (Abu Iyad), ont indiqué, jeudi 29 juin, des responsables du département d'Etat. Ceux-ci ont pris soin de minimiser la portée de ces rencontres, alors que des voix s'élevaient au sein de l'OLP pour demander que le niveau des rencontres américano-palestiniennes soit élevé, et qu'Israël est opposé à ce dialogue.

« Il n'y a jamais eu de règle prescrite qui rencontre » quand M. Pelletreau a été désigné seul responsable du dialogue avec l'OLP en décembre dernier, a déclaré un responsable qui a requis l'anonymat. M. Pelletreau n'avait jusqu'ici rencontré publiquement que le représentant de l'OLP à Tunis, M. Halam Balaghi, et la délégation palestinienne présidée par M. Yasser Abed Rabbo. Les premières informations sur ces rencontres avec Abu Iyad avaient été fournies par l'agence soviétique Kina, reprise par le Washington Post.

Les responsables du département d'Etat rejettent, d'autre part, comme des « rumeurs » les informations qui circulent dans la presse arabe sur de prochaines rencontres entre de hauts responsables de l'OLP et le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, M. John Kelly, ou le directeur de la planification politique du département d'Etat, M. Dennis Ross.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 05

Edité par la SARL Le Monde

Gérant:
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs:
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social:
620 000 F

Principaux associés de la société:
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général:
Bernard Woutis.

Rédacteur en chef:
Daniel Vernet.

Caractéristique en chef:
Claude Sales.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL

36-15 — TAPAZ LEMONDE

code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN: 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 — TAPAZ LEMONDE

ou 36-15 — TAPAZ LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél: MONDPUB 206 136 F

Tél: (1) 42-47-97-27
Tél: MONDPAR 85072 F
Télécopieur: (1) 45-23-08-81

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél: (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE REXEL SUISSE AUTRES PAYS

3 365 F 399 F 584 F 700 F

6 720 F 792 F 972 F 1 400 F

9 1 030 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F

12 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 450 F

ÉTRANGER: par voie

aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOUVEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

PORTAGE: pour tous renseignements

tél: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse définitive ou

provisoire: nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Localité: _____

Pays: _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

pour les noms propres en capitales

d'imprimerie.

accusés d'être
du soulèvement.

été expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

... d'être expulsés au Liban

مخبر من الداخل

Politique

La Monde • Samedi 1^{er} Juillet 1989 9

Au Palais du Luxembourg

Les sénateurs atteints par la fièvre rénovatrice

Les sénateurs contristes, qui se réunissent à huis clos, jeudi 29 juin, ont en la première d'un texte exprimant les réflexions de plusieurs élus de l'opposition majoritaire au palais du Luxembourg, dont l'un des leurs, M. Jean Arthuis, sénateur de la Mayenne, sur la nécessité de rénover leur assemblée. L'intervention de M. Arthuis avait été précédée de celle de Jean Chazet, selon lequel le moment est venu de défendre le bicamérisme, donc l'existence du Sénat. Mais, a fait remarquer le sénateur de l'Aisne, « chacun sait que pour être défendu il faut être défendable ». Et M. Chazet d'exhorter ses amis : « Faisons en sorte de l'être ! » — en proposant que le Sénat, et plus particulièrement son groupe contriste

preme « la tête d'un mouvement décentralisé d'élus locaux », car il faut, a-t-il expliqué, « organiser les remontées de la sève démocratique depuis les collectivités de base jusqu'au Sénat de la République ».

Dans une troisième contribution, M. René Monory a fait valoir que ses collègues bénéficiant d'un mandat de neuf ans pouvaient, à l'occasion, braver l'impopularité en occupant le terrain de l'avenir. Répondant à la question « comment penser sur la vie politique française ? », le sénateur de la Vienne a suggéré que le Sénat privilégie la prospective en réfléchissant sur l'avenir (son aménagement, sa gestion), sur la réforme de l'Etat ou encore la formation.

Les sénateurs contristes n'ont abordé qu'à demi-mot la question de l'éventuelle succession de M. Alain Poher à la présidence du Sénat. M. Michel Souplet a toutefois souhaité que ce dernier donne une réponse sur ses intentions avant le scrutin du 2 octobre. L'intéressé, qui a partiellement assisté à cette réunion, venait de quitter la salle.

M. Daniel Hoeffel, président du groupe de l'Union contriste, a indiqué que trois groupes de travail, qui rendront leurs conclusions le 6 septembre, vont se pencher cet été sur les répercussions de la réorganisation de l'opposition tant au niveau national que sur le Sénat lui-même.

Voilà le Sénat touché par la contagion rénovatrice ! Villipendée par les uns, plébiscitée par les autres, oubliée par beaucoup, la deuxième Chambre souffre d'un malaise. L'opposition ne vit pas bien dans des structures rigides. L'opposition est restée en marge du jeu, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un groupe de « quadras », sur le modèle de la « bande des douze rénovateurs » de l'opposition, se soit retrouvé pour discuter du passé, du présent et de l'avenir.

Il y a deux mois, autour de la table d'un grand restaurant parisien, ils sont une dizaine à se dire : « Et si nous nous réunissions ? ». Sans doute effrayés par leur propre audace, quelques-uns ne reviendront plus aux réunions suivantes. Les autres persévèrent et font des émules. Résultat : un texte signé de MM. Jean Arthuis et Hubert Haenel. Le premier est élu CDS de la Mayenne, le second RPR du Haut-Rhin. Dans les jours qui viennent, une quinzaine de leurs collègues, peut-être plus, devraient signer ce premier manifeste ou, en tout cas, approuver officiellement la démarche.

Si certains à gauche, notamment au Parti socialiste, estiment venir l'heure de la réflexion, M. Arthuis a tenu à ce que, dans un premier temps au moins, au palais du Luxembourg, ce soit la seule majorité sénatoriale, favorable à l'opposition, qui se réunisse.

Assemblée convertie en « moins politique », au sens partisan, en « plus politique » au sens fonctionnel. C'est ce que proposent à la rénovation. Le premier concerne les méthodes : transparence des travaux conduits en commission et instauration d'une procédure de vote simplifiée et allégée. La discussion dans l'hémicycle ; ouverture d'une antenne permanente auprès de la Commission et du Parlement de la Communauté européenne ; création d'un service de la documentation législative apte à fournir sur tout sujet les éléments de comparaison nécessaires à la décision. Le deuxième découle du système de désignation des sénateurs et de la durée de leur mandat qui doivent leur permettre de sortir des contingences immédiates. A ce titre sont envisagées : « une exploration des thèmes de réflexion et d'action qui transcendent les échéances électorales et les alternances politiques » et « une expression politique spécifique privilégiant les votes individuels ».

Partant du constat que leur Assemblée « n'est plus le lieu de l'apaisement et de la réflexion [ni] l'instance qui permet aux générations de se joindre [ni] le lieu où le jeu se joue », MM. Arthuis et Haenel voient se multiplier des signes préoccupants, tels l'abstentionnisme, l'insatisfaction des méthodes de travail, l'absence frustrante de médiation des travaux du Sénat, la répartition à l'égard du dialogue avec l'Assemblée nationale, la multiplication des questions préliminaires, dont l'effet est de ne pas débiter des textes.

Quatre axes proposés

Persuadés que le Sénat n'aurait rien à gagner en cherchant à devenir une autre Assemblée nationale, car il n'en serait alors que le « décalque en plus pâle » et « perdrait sa liberté de parole et de jugement au profit de la langue de bois et du pré-à-penser des partis », les deux sénateurs souhaitent que leur

Assemblée convertisse son « moins politique », au sens partisan, en « plus politique » au sens fonctionnel.

C'est ce que proposent à la rénovation. Le premier concerne les méthodes : transparence des travaux conduits en commission et instauration d'une procédure de vote simplifiée et allégée. La discussion dans l'hémicycle ; ouverture d'une antenne permanente auprès de la Commission et du Parlement de la Communauté européenne ; création d'un service de la documentation législative apte à fournir sur tout sujet les éléments de comparaison nécessaires à la décision.

Le deuxième découle du système de désignation des sénateurs et de la durée de leur mandat qui doivent leur permettre de sortir des contingences immédiates. A ce titre sont envisagées : « une exploration des thèmes de réflexion et d'action qui transcendent les échéances électorales et les alternances politiques » et « une expression politique spécifique privilégiant les votes individuels ».

Troisième point : la communication. « Le Sénat subit un déficit notable de communication et ne parvient pas à sortir d'une image conventionnelle et passiviste », écrivent-ils en estimant que grâce à une action dans ce domaine « les Français percevront que le travail législatif de la Haute Assemblée n'a

La gauche vote contre le projet d'orientation scolaire amendé par l'opposition

Le Sénat a adopté, dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 juin, après l'avoir amendé, le projet de loi d'orientation sur l'éducation. La gauche s'est opposée à la version sénatoriale du texte défendu par M. Lionel Jospin. Si ce dernier s'est réjoui « de la qualité du débat », il a regretté que les sénateurs de l'opposition, majoritaires au palais du Luxembourg, n'aient pas bien compris certaines dispositions et aient refusé certaines innovations. Annoncé sur certains points, défigurée sur d'autres, telle est l'appréciation portée par le ministre d'Etat sur la copie sénatoriale.

Les principaux points de divergence apparus dans la phase finale de la discussion du texte, commencé mardi 27 juin, ont porté sur la création des IUFM (instituts universitaires de formation des ma-

tres). M. Paul Séramy (Un. cent., Seine-et-Marne) rapporteur de la commission des affaires culturelles a, au cours de la discussion, admis le principe de la création de ces IUFM. Mais jugeant trop imprécises les conditions de leur mise en place et de leurs futurs statuts il a fait adopter un amendement précisant que le gouvernement déposera, avant le 31 décembre, un nouveau projet fixant les conditions dans lesquelles sera dispensée à tous les personnels enseignants une formation professionnelle complétant leur formation universitaire et adaptée aux exigences de chaque discipline et de chaque niveau d'enseignement.

Malgré les réticences du ministre d'Etat, le Sénat a approuvé une nouvelle rédaction du dispositif visant à imposer aux établissements scolaires l'élaboration d'un projet qui leur soit propre et leur ouvrant la possibilité de coopération entre établissements. A la demande de la commission des affaires culturelles, le Sénat a précisé le cadre dans lequel s'exercerait cette autonomie et a prévu que les moyens spécifiques pourront être accordés aux établissements pour la réalisation des projets adoptés sur proposition des chefs d'établissement ou de directeurs d'école.

Sur le nouvel organisme intitulé « conseil supérieur de l'éducation » et destiné à se substituer au Conseil supérieur de l'éducation nationale et au Conseil de l'enseignement général et technique, le Sénat a prévu, avec l'accord du gouvernement, que les associations de parents d'élèves et d'étudiants auront un rôle de proposition pour la désignation de leurs représentants. A la demande des communistes, ces représentants seront désignés « proportionnellement » aux résultats des élections aux conseils d'administration et aux conseils d'école pour les parents d'élèves, des élections au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche pour la désignation des étudiants. Enfin, dans la mesure où la bonification indiciaire accordée à certaines catégories de personnels n'a pas été étendue aux agrégés (M. Jospin ayant invoqué l'article 40 qui interdit au Parlement d'accroître les charges financières de l'Etat) les sénateurs ont repoussé purement et simplement ce qui apparaissait comme une mesure de valorisation.

A. CH.

M. Lucotte candidat à la succession de M. Poher si...

Il y a une dizaine, plus peut-être, à songer s'installer dans le fauteuil de président du Sénat soumis à renouvellement en octobre prochain. Jusqu'ici, aucun n'avait osé ouvertement et publiquement l'avouer. C'est désormais chose faite : M. Marcel Lucotte, élu de Seine-et-Marne, président du groupe des républicains et indépendants, responsable de la coordination de la majorité sénatoriale (qui périodiquement réunit les responsables des groupes favorables à l'opposition nationale), a profité de l'occasion d'un déjeuner de presse, mardi 27 juin, pour franchir le pas. Répondant à une question qu'il attendait en ayant sous les yeux le canevas de la réponse qu'il comptait y faire, ce président-à-qui-tout-est-venu a répondu : « Je ne suis pas candidat au premier tour » si M. Poher se représentait. En cas de second tour, cela dépendrait : « On verrait ». Et si M. Poher renonçait ? M. Lucotte, dans cette hypothèse, ne se verrait pas trop mal placé. Même au RPR, certains l'auraient assuré de leur sympathie... A l'intérieur de son propre groupe, toutefois, d'autres ambitions existent, qui pourraient contrarier l'ambition du maire d'Autun.

Il y a une dizaine, plus peut-être, à songer s'installer dans le fauteuil de président du Sénat soumis à renouvellement en octobre prochain. Jusqu'ici, aucun n'avait osé ouvertement et publiquement l'avouer. C'est désormais chose faite : M. Marcel Lucotte, élu de Seine-et-Marne, président du groupe des républicains et indépendants, responsable de la coordination de la majorité sénatoriale (qui périodiquement réunit les responsables des groupes favorables à l'opposition nationale), a profité de l'occasion d'un déjeuner de presse, mardi 27 juin, pour franchir le pas. Répondant à une question qu'il attendait en ayant sous les yeux le canevas de la réponse qu'il comptait y faire, ce président-à-qui-tout-est-venu a répondu : « Je ne suis pas candidat au premier tour » si M. Poher se représentait. En cas de second tour, cela dépendrait : « On verrait ». Et si M. Poher renonçait ? M. Lucotte, dans cette hypothèse, ne se verrait pas trop mal placé. Même au RPR, certains l'auraient assuré de leur sympathie... A l'intérieur de son propre groupe, toutefois, d'autres ambitions existent, qui pourraient contrarier l'ambition du maire d'Autun.

Souhaitant que « cette affaire » soit réglée au sein de la majorité sénatoriale, « sans intervention extérieure », M. Lucotte

A l'Assemblée nationale

M. Nallet plaide pour une « plus grande transparence » du régime des cotisations sociales agricoles

Les députés ont commencé, jeudi 29 juin, l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social, présenté par M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture. Ce texte, adopté en première lecture par le Sénat (Le Monde du 30 juin) complète la loi du 30 décembre 1988 : il tend, d'une part, à assouplir et à moderniser le droit au sol et à modifier, d'autre part, le régime des cotisations sociales agricoles en les fondant non plus sur un revenu cadastral théorique mais sur le revenu individuel des agriculteurs.

En dépit des protestations — plus ou moins vives — de l'ensemble des groupes politiques sur les conditions de rapidité dans lesquelles ils avaient dû examiner ce projet de loi sur l'adaptation de l'exploitation agricole, les députés étaient venus particulièrement nombreux dans l'hémicycle, jeudi soir. Mais l'heure tardive — minuit — à laquelle ils ont commencé l'examen du texte n'a permis que l'audition des trois rapporteurs du texte (dont deux pour avis) et du ministre de l'Agriculture.

Monté sans notes à la tribune, M. Nallet s'est tout d'abord attaché à justifier l'urgence de son projet par le souci de mettre en place, dès le budget 1990, le nouveau régime de cotisations sociales agricoles. Cette réforme, nécessaire selon le ministre « pour mettre fin au rattachement », doit permettre « une plus grande transparence, une clarté et une automatisation afin de justifier auprès du régime général la coti-

sance constante des compensations pour le régime agricole » (26 milliards de francs en 1990).

Reconnaissant que cette réforme suscite l'hostilité de certains agriculteurs, inquiets de l'augmentation prévisible de leurs cotisations sociales, M. Nallet s'est déclaré prêt à écouter toutes les propositions parlementaires pour limiter cette hausse en étendant les modifications dans le temps, selon les différents risques (vieillesse, maladie, famille) afin de recueillir l'adhésion des agriculteurs à ce projet. « Avec la transparence, certains agriculteurs paieront moins, d'autres paieront plus, a concédé le ministre de l'Agriculture, mais par cette réforme, nous allons les engager durablement dans une nouvelle étape de leur intégration à la société ».

Par ce projet de loi, M. Nallet entend également moderniser « la droit au sol », en assouplissant les contrôles et en les décentralisant. Répondant par avance aux objections du groupe communiste, qui voit dans cet assouplissement un risque de concentration agraire, le ministre a observé : « Ce qui nous inquiète aujourd'hui, ce n'est plus la rareté des terres agricoles mais l'abandon de ces terres par rapport au nombre d'agriculteurs. La législation doit donc être « moins dirigiste, moins tatillonne, moins technocratique ».

Dans ce but, le projet de loi propose de déconcentrer certaines procédures, en retirant notamment à l'autorité ministérielle le pouvoir de signer le schéma départemental des structures pour le déléguer aux préfets qui agissent après consultation des conseils généraux et régionaux. Les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER)

verront leurs pouvoirs élargis pour jouer davantage le rôle de sociétés d'aménagement rural. Des associations foncières agricoles sont également prévues pour permettre aux propriétaires de se regrouper et de mettre leurs terres en commun. « Nous devons nous préparer à la grande mutation foncière que va représenter dans les années à venir le départ à la retraite de la moitié des exploitants agricoles », a estimé M. Nallet.

PASCAL ROBERT-DIARD.

● Délégations aux Communautés européennes. — Les députés ont adopté, jeudi 29 juin en troisième lecture, la proposition de loi de M. Charles Josselin (PS, Côte-d'Or) relative au renforcement des compétences des délégations parlementaires aux Communautés européennes (Le Monde du 13 avril). Les groupes UDF, RPR, LDC et PS ont voté pour le PS s'est abstenu.

Cette proposition, rapportée par M. Alain Lamassouie (UDF, Pyrénées-Atlantiques) tend à mieux coordonner les travaux du Parlement et ceux des institutions européennes, en développant notamment l'information des deux assemblées nationales sur la législation existante dans les différents pays de la Communauté.

Moins timides que les sénateurs qui avaient revu dans un sens restrictif le rôle des délégations parlementaires, les députés ont rétabli la possibilité de saisine de ces délégations sur « tout projet de texte législatif ayant trait aux domaines couverts par l'activité des Communautés ». Mais afin de tenir compte des inquiétudes des sénateurs sur les risques d'empêchement des délégations sur les compétences des commissions, les députés ont adopté un amendement précisant que l'avis des délégations ne pourrait être émis qu'à l'initiative d'une commission spéciale ou permanente.

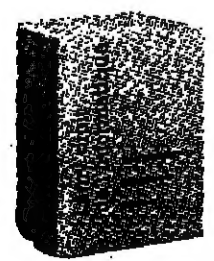
● Deux propositions du RPR. — Le groupe RPR de l'Assemblée nationale, à l'initiative de son président, M. Bernard Pons, a déposé, jeudi 29 juin, deux propositions de résolution. L'une demandant la création d'une commission de contrôle sur le fonctionnement de la justice et visant à limiter l'ingérence du pouvoir politique dans le domaine judiciaire ; l'autre portant création d'une commission d'enquête sur l'affaire Luchaire.

● Annulation du résultat des élections municipales de Vélizy-Villacoublay (Yvelines). — Les résultats des élections municipales de Vélizy-Villacoublay ont été annulés par le tribunal administratif de Versailles qui, a de surcroît, prononcé l'invalidité du maire sortant réélu, M. Antoine Trani (RPR). Ce dernier avait remplacé Robert Wagner (RPR) décédé en avril 1988 et l'avait emporté, le 19 mars dernier, face à la liste d'union de la gauche conduite par M. Gérard Desseigne (PS) et à une liste divers droite conduite par M. Henri Meingreud. Le tribunal administratif a estimé que M. Trani en qualité d'administrateur et de directeur salarié d'une entreprise immobilière, le SAMIV — créée à l'initiative de la commune, — était en infraction avec le code électoral. La distribution d'un tract faisant « l'apologie de la SAMIV » quelques jours avant le scrutin était, de surcroît, de nature à fausser le résultat de l'élection. Le tribunal a également annulé les résultats des élections munici-

poles dans deux autres communes des Yvelines : Moutan et Tiel-sur-Seine.

● PRÉCISION. — A la suite de notre information sur l'annulation des résultats des élections municipales à Arras, le préfet du Pas-de-Calais nous a pris d'indiquer que ce n'est pas à la suite d'un recours qu'il aurait déposé que cette décision a été prise. Il précise que « le code électoral prévoit que le déroulement des opérations électorales peut faire l'objet, de la part de tout électeur, d'une réclamation qu'il inscrit au procès-verbal de l'élection ». « La loi, poursuit-il, fait obligation au préfet de transmettre cette réclamation au tribunal administratif ». C'est dans le respect de ces dispositions que le préfet du Pas-de-Calais a transmis les réclamations concernant les élections d'Arras comme il l'a fait pour cinquante-cinq autres communes. Le tribunal administratif de Lille n'a examiné l'affaire qu'en raison d'un mémoire déposé en recours par une élue. — (Corresp.)

A défaut du
Lamy Droit Informatique
vous pouvez
éventuellement
consulter cet ouvrage...



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence qui vous permettra d'interpréter facilement l'abondante jurisprudence issue de la complexité d'un droit en pleine évolution, c'est plutôt le Lamy Droit Informatique qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Droit Informatique téléphonez au plus vite au

01 43 80 03 03

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

Politique

Les débats au sein du Parti socialiste

A la veille de la réunion du comité directeur du Parti socialiste, qui doit officialiser la date et organiser la préparation du prochain congrès prévu pour la mi-mars 1990, le débat se centre autour de la notion de transformation sociale, de la question des alliances et des réformes nécessaires dans le fonctionnement du parti. Le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, souligne lui-même, dans un entretien publié vendredi 30 juin dans *Libération*, que les socialistes doivent trancher entre un « parti de transformation » et un « parti d'accompagnement ».

Pour M. Mauroy, les électeurs qui ont fait défaut au PS le 18 juin sont les plus attachés à la transformation de la société. Ceux-là, estime-t-il, se sont abstenus ou bien ont voté pour les écolo-

gistes. Le premier secrétaire range les Verts dans ce qu'il appelle « le champ de la gauche », et considère en conséquence qu'ils doivent être inclus dans la politique d'alliance à gauche du Parti socialiste. Pour ce qui est du fonctionnement du PS, M. Mauroy propose que le comité directeur s'occupe plus seulement de la représentation des différents courants, mais qu'il soit « une sorte de Parlement » au sein duquel puissent s'exprimer les préoccupations des militants.

Les orientations proposées par M. Mauroy rejoignent les souhaits manifestés notamment par certains jeunes parlementaires qui se situent en marge de leurs courants respectifs. Appartenant au courant Socialisme et République ou s'étant

rangés jusqu'à maintenant parmi les fablieux, ces parlementaires commencent notamment par le nouveau maire de Mulhouse, M. Jean-Marie Bockel, et par M. Julien Dray, député de l'Essonne, proposent eux aussi une alliance entre le PS et les Verts. La conjonction entre des partisans de M. Chevènement et de jeunes mitterrandistes procède du souci de ne pas laisser l'initiative aux seuls chefs de courants et esquive la possibilité d'une alliance afin d'occuper le terrain protestataire au sein du PS.

Tandis que se confirme la volonté de M. Mauroy et Jospin de conforter dès le lendemain du comité directeur, sous la forme d'une contribution commune, l'alliance qu'ils avaient nouée au congrès de Lille il y a deux ans,

M. Laurent Fabius et ses amis se préparent eux aussi à rédiger une contribution. Plusieurs ministres appuient le président de l'Assemblée nationale, et participent le 28 juin à la réunion de ses amis à l'hôtel de Lamoignon : MM. Pierre Bérégovoy, Jack Lang, Jacques Mellick, Paul Quilès et André Marty. Coprésident, M. Lang a indiqué au *Nouvel Observateur* (daté 29 juin) qu'il n'exclut pas de déposer sa propre contribution, si, dit-il, « l'exigence d'audace » et la « chasse aux sécheresses » ne figurent pas en tête d'un texte d'orientation. Le ministre de la culture estime que « le principal défaut du PS est d'être une formation non brillante plus soucieuse de ses équilibres internes que du dialogue avec les forces du pays ».

L'ère des turbulences annoncée pour M. Rocard

Pour M. Michel Rocard, les difficultés commencent. Il n'est pas sûr que le premier ministre, à son habitude, fasse précéder ce constat d'un triomphe. *Enfin !*. Ce n'est pas seulement l'autisme social qui s'annonce périlleux, mais aussi la perspective de voir le PS faire son congrès « et l'ami de ses dirigeants » sur le dos du gouvernement.

M. Pierre Mauroy, dans l'entretien qu'il a accordé à *Libération*, annonce clairement la couleur : il n'est plus question, explique le premier secrétaire, de mener une politique de simple « accompagnement » des exigences économiques. A ce compte, c'est le noyau central de l'électorat socialiste qui risque de déserter. Il faut, selon le premier secrétaire, que le Parti socialiste renoue avec l'exigence de transformation sociale dont il a été jusqu'à maintenant porteur. Et M. Mauroy fustige plusieurs domaines dans lesquels il invite le gouvernement à agir davantage en accord avec les aspirations de sa base sociale et politique.

Faire un pas dans le sens souhaité ?

Certes, M. Rocard sait à quel il doit s'attendre et il se prépare déjà à donner, dans trois mois, un coup de barre à gauche en matière sociale. Il n'en est pas moins vrai que c'est le dispositif politique sur lequel le gouvernement était fondé, il y a un an, qui est mis en cause par les socialistes. D'une part, parce que le constat d'impuissance du recul électoral du parti, de la tendance croissante des électeurs à l'abstention, de la persistance du Front national, de la montée des Verts et de l'échec du centre. D'autre part, parce que le congrès du PS ne peut se faire, sinon se gagner, qu'à gauche.

Les socialistes veulent enfin tourner la page de l'« ouverture » en finir avec l'idée que la vérité se situe au dehors d'eux, que ce soit au centre ou dans la « société civile », accolés l'un et l'autre au sein du gouvernement. Rocard sur la volonté de M. François Mitterrand.

Certains d'entre eux perçoivent le vote écolo comme l'expression d'une exigence de changement à laquelle le PS est soupçonné de ne

plus pouvoir ou vouloir répondre. Ce qu'il avait affirmé autrefois dans l'alliance avec le PCF — son « sacrage à gauche » et dans le mouvement social — le Parti socialiste doit, selon eux, le chercher désormais dans une convergence avec les Verts.

Cette analyse n'est pas partagée par tous. D'autres en effet, s'interrogeant sur la constance du vote écolo et estiment que les Verts ont bénéficié des circonstances davantage que d'une adhésion réelle à leurs positions. N'y ont-ils pas été aidés par ceux qui, au sein du PS ou à la direction de l'Etat, ont conforté les craintes dont se nourrissent les Verts ? Ne risque-t-on pas de les renforcer en parlant d'alliance, alors qu'il faudrait plutôt s'employer à éliminer l'incertitude de leur projet politique ?

Débat secondaire, dans la mesure où les Verts sont, avant tout, un prétexte. Ils sont considérés par les socialistes comme un témoin des réactions de l'électorat de gauche face à la politique gouvernementale plutôt que comme un phénomène politique autonome.

L'axe Mauroy-Jospin, réaffirmé comme base d'une majorité possible au sein du PS — étant entendu que M. Mauroy ne signera pas lui-même une contribution avec le ministre de l'Éducation nationale, mais y sera associé par ses amis — doit redevenir au bout du compte ce qu'il était il y a un an, c'est-à-dire un axe Mauroy-Jospin-Rocard. La question est, de savoir si le premier ministre pourra s'y associer. Elle se pose parce que M. Mauroy lui-même la pose, en estimant que, si tel n'était pas le cas, il reviendrait au président de la République de trancher. Il serait, en effet, difficile d'imaginer un parti dirigé par les mitterrandistes et les mauroyistes sur des orientations différentes de celles du gouvernement.

L'ère des turbulences qui s'annonce pour M. Rocard peut être rapidement apaisée si le premier ministre choisit de faire un pas dans le sens souhaité par le parti. Elle peut aussi devenir imprévisible si M. Rocard estime sa crédibilité personnelle menacée.

PATRICK JARREAU.

« Transformer la société, voilà l'exigence ! » écrivent six jeunes parlementaires

Alors que les principaux dirigeants du PS s'organisent en vue du congrès de mars 1990, quelques jeunes parlementaires appartenant à des courants différents ont signé un texte dans lequel ils réaffirment l'objectif de transformation sociale qui doit être celui des socialistes. Il s'agit de trois membres du courant « socialisme et république » (qu'animent M. Jean-Pierre Chevènement), MM. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin, maire de Mulhouse; Jean-Pierre Michel, député de la Haute-Saône; Michel Suchaut, député de la Dordogne; de M. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, respectivement député et sénateur de l'Essonne, mitterrandistes proches, jusqu'à présent, de M. Laurent Fabius; de M. Didier Mathus, député de la Seine-et-Marne, suppléant, à l'Assemblée nationale, de M. Pierre Joxe.

« Transformer la société, voilà l'exigence ! écrivirent-ils. Ce projet est toujours d'actualité : il ne saurait se diluer dans une sorte de socialisme d'accompagnement, qui

se bornerait, sous le poids de diverses contraintes, du respect des grands équilibres, de la culture de gouvernement, à placer, ici ou là, quelques rustines sociales sur un libéralisme débridé ».

Les signataires affirment que « la puissance de l'Etat [...] est indispensable » et qu'il « n'y a pas de réduction des inégalités possible sans un service public fort et dynamique ». Ils soulignent, aussi, la nécessité d'une « économie forte » et leur adhésion « totale » à l'économie mixte. Ils se prononcent pour une réforme fiscale « l'urgence de la période qui vient » — et pour le renforcement du rôle du Parlement.

Ils estiment, enfin, que « l'alliance avec les Verts est une alliance politiquement gagnante ». C'est l'alliance des forces qui veulent la transformation, écrivirent-ils. C'est une alliance complémentaire pour les socialistes, car elle redonne valeur à leur projet. Elle est efficace pour les écologistes, car elle leur permet de prendre leurs responsabilités.

M. Lajoinie (PCF) : « Le gouvernement entérine la baisse du pouvoir d'achat »

M. André Lajoinie, a estimé, jeudi 29 juin à Paris, que « le gouvernement entérine la baisse du pouvoir d'achat du SMIC » alors que l'INSEE et le CERC mettent en évidence, selon lui, « la croissance des inégalités sociales ». M. Lajoinie oppose les prévisions du X^e Plan visant « à porter atteinte au droit à la retraite de soixante ans et à abaisser son montant par le biais d'une obligation de quarante années de cotisations au lieu de trente-neuf et demi » aux observations statistiques qui font état, de « la hausse vertig-

neuse des profits et des revenus financiers » de 29,9 % en 1988. Considérant que « la politique d'austérité pour les travailleurs, alors que les profits flambent, n'est pas bonne pour la France puisque le déficit extérieur de mai atteint le record de 6,63 milliards de francs », le député communiste de l'Allier rappelle les revendications de son parti : SMIC à 6500 francs par mois, défilé et modification de la Sécurité sociale, allocation minimale de 3 000 francs par mois pour tous ceux qui sont privés d'emploi.

POINT DE VUE

par Jean Popere
ministre chargé des relations avec le Parlement

Le 18 juin, le parti majoritaire à gauche a peu progressé ; la droite a encore reculé. Du coup, la droite cherche à surmonter ses divisions en se divisant plus encore : les « rénovateurs » aggravent la cécophobie.

Nous aurions tort, pourtant, de nous en faire une affaire. D'abord, parce que la base de la droite est beaucoup plus cohérente que les états-majors.

Et puis, surtout, la droite finira bien par surmonter ses divisions. La démission de l'adversaire est un grand avantage : elle ne suffit pas à fonder une stratégie. Il faut toujours compter avec les fautes et les faiblesses de ses adversaires : il faut mieux être, en même temps, assuré de ses propres forces.

Or, ici, le défilé est brutal et simple : 1) que la gauche, aujourd'hui, n'est pas majoritaire ; 2) qu'il n'y a plus — et, du fait du comportement de la direction du PCF, qu'il n'y a plus guère vraisemblance — d'alliance politique à gauche.

La réponse historique à cette situation dépend du Parti socialiste.

Le Parti socialiste est arrivé à un nouveau moment, à une nouvelle phase de son rôle dans la vie politique de ce pays. Le premier pari qu'il a gagné, c'est, justement, celui de la prépondérance à gauche. Il l'a gagné en dix ans tout juste, autour de François Mitterrand et par la stratégie d'union de la gauche. Ce 26 avril 1981, avec plus de 10 points d'écart entre le PS et le PC, nous avons su que nous avions gagné. Depuis lors, la prépondérance à gauche du PS n'a fait que se conforter.

Et maintenant, pour les années que nous vivons, le second pari, pour le PS, c'est de devenir la force de rassemblement majoritaire, capable d'assumer durablement l'alternance à gauche. Pratiquement, cela veut dire quoi ? Se situer structurellement dans la zone des 35 % à 40 %. Dans un système électoral majoritaire, ce niveau garantit la majorité absolue à l'Assemblée nationale ou une proximité de la majorité absolue qui permet — sans la garantir — la stabilité gouvernementale.

Nous ne sommes pas encore à ce niveau, nous dit-on. En effet, il s'en faut de 3 à 4 points en consultation « moyenne ». Raison de plus pour décider l'objectif et la volonté de l'atteindre.

Utopie ? Nous avons déjà atteint ce niveau une fois — en 1981 — et l'avons frôlé une autre fois — en

1988. Utopie ? Pas plus que de revendiquer, en 1971, la prépondérance à gauche, la supériorité électorale sur le PCF : en 1971, deux ans après le désastre abyssal de l'Ésone, nous avons gagné.

Plusieurs d'entre nous ont déjà évoqué l'objectif des 35 % à 40 % : mais seulement comme hypothèse, au début d'une réflexion générale. Le moment est venu de dire si nous voulons fixer à notre action cet objectif stratégique : faire du Parti socialiste le grand parti du rassemblement majoritaire de la gauche et des forces de progrès. Ce sera à notre congrès de le dire.

Nous sommes entrés, à gauche, dans une période nouvelle : à la stratégie fondée sur l'alliance entre les deux grands partis a succédé une stratégie de rassemblement autour du parti majoritaire. Cela ne veut pas dire que nous ne voulons plus d'alliance si elle redevient possible, cela veut dire que notre stratégie ne dépend plus, d'abord, de l'alliance, mais de notre propre capacité à rassembler. Ce changement de stratégie implique, en outre, un changement de la conception du rôle, du fonctionnement, des structures du parti lui-même.

Par là, nous devons et pouvons reprendre l'offensive, retrouver le souffle d'une dynamique, avant que la droite, elle, n'ait retrouvé ses marques, son équilibre, sa combativité. Comment imaginer que l'on pourrait durablement gouverner seul sans être en situation majoritaire ? A la longue, il faudrait bien trouver des alliances. Et où les trouverait-on, puisqu'il n'y a plus, à l'heure actuelle, de vraisemblance du côté du PCF ? Faut-il, pour le PS, d'une stratégie majoritaire, volontariste, nous serions, un jour ou l'autre, dans la situation de n'avoir le choix qu'entre une alliance sur notre droite ou le retour, pour longtemps, à l'opposition. L'échec du parti majoritaire nous pousserait à droite ou sur l'Avant.

L'arbitrage est délicate : la gauche est minoritaire parce qu'en une décennie — onze ans depuis les élections législatives de 1978 — le PS a moins gagné que le PC n'a perdu. Et, sur les scrutins posté-

rieurs à 1981, sur les plus récents notamment, le PS n'a pas gardé tout ce qu'il avait gagné, voire ce qui était sien depuis longtemps.

Où est passé le déficit ? Le PS souffre d'une distanciation de son électorat, et de l'électorat perdu par le PC, d'avec le combat politique de gauche. Cette distanciation s'opère en trois directions.

D'abord, l'abstention, qui a frappé à toutes les consultations de l'année écoulée, sauf au second tour de l'élection présidentielle de 1988, mais, déjà, au premier tour de cette élection. A l'occasion des dernières consultations, s'est exprimé ce que l'on peut appeler un abstentionnisme « actif ». L'électeur qui ne veut pas voter ailleurs qu'à gauche choisit le non-vote comme expression protestataire : c'est une abstention politique. Les autres formes du vote protestataire sont, depuis cinq ans, le vote Le Pen (dans certaines zones populaires, un quart environ de l'électorat Le Pen vient de la gauche) et, depuis trois mois, le vote écolo dans l'électorat « petites classes moyennes » et jeunes.

Puis, on renverse le cours des choses ? Le mal est politique. La réponse sera politique. Depuis quelques années, dans la confrontation avec beaucoup d'autres, l'État a été ce que pourrait être les éléments d'une réponse : les « nouveaux équilibres ». Plus que jamais, il apparaît que cette réponse colle à la réalité. Ceux qui l'ont élaborée et ont continué de l'approfondir l'ont fait avec des militants socialistes comme la base politique d'un rassemblement largement majoritaire dans le PS.

Au centre, à gauche, ailleurs

C'est une immense tâche : il y faut un parti puissant, couvrant tous les secteurs de la gauche et des forces de progrès, assumant, globalement, toute leur diversité. Mais il ne suffit pas de proclamer un objectif, il faut, si l'on veut réussir, prendre des initiatives.

Le congrès n'est pas une chambre d'enregistrement des bonnes intentions : il doit être, une fois la trajectoire fixée, le tremplin de l'action. Voici donc ce que je propose.

Adressons-nous à tous ceux qui sont disponibles, mais, parfois, hésitants, et disons-leur que c'est dans le Parti socialiste, dans un Parti socialiste renouvelé, que l'avenir se fera. C'est là que les choses vont se passer, dans les prochains mois ; là que le cap sera pris. Il ne sert de rien de tancer, de disputer, de regretter au bord du chemin, il

faut se mettre en route. Et, nous, ouvrons, oui, ouvrons les portes, toutes les portes.

Vers le secteur intermédiaire entre la gauche et la droite. Dès lors qu'une fois de plus, le parti qui se dit « centriste » renouvelle son ancrage à droite, des démocrates, récents envers la gauche, mais qui ne veulent pas aller à droite, vont s'interroger. Notre refus d'alliance avec une formation qui, sous couvert de « centriste », est, en fait, une des composantes authentiques de la droite, doit avoir pour corollaire notre attention permanente envers ceux qui, sans se réclamer de la gauche, donnent, aux yeux, priorité à la justice sociale, aux progrès, aux droits de l'homme, à la tolérance. Pour tous ceux-là, quand bien même ils ne sont pas nés avec un brevet de socialisme, notre porte doit être habitable.

Dans une autre direction, la reflexion communiste a laissé un immense champ de décombres. Nous n'avons pas retrouvé, et, j'ai bien peur, nous ne le retrouverons, tous ceux que le PC, depuis des dizaines d'années — et depuis dix ans surtout — a perdus. Mais, dès lors qu'ils s'installent dans leur déshérence, ceux-là ne sont pas seulement perdus pour nous, socialistes, ils sont le plus souvent perdus pour tout le combat de la gauche et du progrès, voire pour l'action politique tout court.

Pouvons-nous faire que ceux-là aussi, avec leurs immenses énergies militantes, se trouvent à l'aise dans la grande formation majoritaire de gauche ?

Il y a aussi, enfin, qui sont « ailleurs », extérieurs aux classements traditionnels, des nouvelles générations souvent, et dont le militantisme s'organise — car toute énergie militante éprouve le besoin de s'organiser — dans des structures de fonction plus spécifiques : mouvement écolo, bien sûr, mais aussi SOS-Racisme.

La fiction de l'apolitisme « écolo » ne tiendra pas — la vérité a déjà commencé à craquer. Dès lors, la pérennité d'un mouvement à part est-elle vraisemblable ? Elle ne pourrait l'être que si notre propre mouvement ne se montrait pas apte à jouer son rôle.

Adressons-nous à tous ceux-là. Disons-leur : « Nous en appelons à vous tous ; nous en appelons à vous maintenant ! » et nous, avec nous dans ce parti, qui doit être notre parti à tous. Soyons avec nous pour que le PS devienne le grand mouvement de la gauche et du progrès. Disons-le tout de suite, dès samedi, à la réunion de notre comité directeur.

Naturellement, cette grande ambition implique qu'évoluent notre conception du parti, nos méthodes : on ne peut exprimer la diversité de la gauche et des forces de progrès que par une pratique résolument pluraliste. J'entends par là que l'on veut un vrai débat, sans imposer, ni verrouillage ni fausse-semblance.

Fort bien. Traduisons ces bonnes intentions en actes. Etant entendu que, en fin de compte, la réussite de ce grand dessein va dépendre, dès les prochains mois, de l'ensemble des socialistes eux-mêmes, de la base même du parti. Ce congrès sera le sien.

● M^{me} Simone Martin renoue son siège au Parlement européen en remplacement de M. Liotard. — M^{me} Simone Martin (UDF-FR), députée européenne sortant figurant en vingt-septième position sur la liste d'union UDF-RPR, va retrouver son siège à l'Assemblée de Strasbourg à la suite de la décision de M^{me} François Liotard, député du Var et député de Fréjus, de se démettre de son nouveau mandat européen, en application de la législation anti-cumul.

[Ancien vice-président du Centre national des jeunes agriculteurs, M^{me} Martin, née le 14 avril 1943, est secrétaire générale de la chambre d'agriculture et d'élevage de la Haute-Marne. Conseiller général de ce département, elle siège parallèlement au conseil municipal de Saint-Dizier.]

M. Mauroy : « L'alliance avec les écologistes fait partie de l'alliance à gauche »

M. Pierre Mauroy déclare, dans un entretien publié par *Libération* vendredi 30 juin, que « l'électorat de gauche » qui n'a pas voté pour la liste socialiste aux élections européennes « est l'électorat de base du PS, celui qui demeure le plus sensible à une transformation de la société ». « Ce sont là ses unités d'élite », explique le premier secrétaire, qui ne veut pas d'un socialisme d'accompagnement, mais d'un socialisme de transformation. Si le PS perd cet électorat, il risque de ne plus être un vrai parti socialiste, mais un parti qui accompagne l'évolution de la société libérale et s'en contente.

Alors que la croissance et les profits « reviennent », dit M. Mauroy, « on pousse en ce qui concerne la politique sociale ». Or, ajoute-t-il, « opérer une juste répartition, c'est réaliser l'économie ». « Dans l'entreprise », dit M. Mauroy, il faut faire des réformes des lois Auroz. Il faut resolidifier le contrat de travail, par rapport à la précarité, aux contrats à durée déterminée, au chômage. Il faut

aussi accepter une diminution du temps de travail liée au temps de la formation, premier impératif de la société moderne, de la mobilité du travail. Sur le plan social, le seul parti d'un pacte national d'insertion. On a déjà fait beaucoup avec le RMI. Il faut maintenant l'articuler : sa mise en place demande d'aller beaucoup plus loin en limitant la formation ainsi qu'aux aides au logement. Il est indispensable que s'établisse une coopération État-collectivités territoriales pour vaincre exclusions et marginalités. Voilà qui porterait un coup redoutable à la misère et au Front national.

« L'arbitrage est délicate : la gauche est minoritaire parce qu'en une décennie — onze ans depuis les élections législatives de 1978 — le PS a moins gagné que le PC n'a perdu. Et, sur les scrutins posté-

rieurs à 1981, sur les plus récents notamment, le PS n'a pas gardé tout ce qu'il avait gagné, voire ce qui était sien depuis longtemps.

Où est passé le déficit ? Le PS souffre d'une distanciation de son électorat, et de l'électorat perdu par le PC, d'avec le combat politique de gauche. Cette distanciation s'opère en trois directions.

« La petite musique... »

Le premier secrétaire estime, aussi, qu'il faut réduire la « distance » entre les revenus salariaux et les revenus non salariaux. Il souligne que « la situation est dramatique en ce qui concerne les logements

POLICE

Attentat sur la voie Hendaye-Paris
à la veille de la visite du ministre de l'intérieur

M. Pierre Joxe rencontre les maires du Pays basque

BIARRITZ
de notre correspondant

Quelques heures avant l'arrivée de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, au Pays basque français, dont il devait rencontrer vendredi matin 30 juin tous les maires, une explosion a brisé au rail de la voie Hendaye-Paris peu après minuit. Quelques minutes avant, une voix anonyme affirmait s'exprimer au nom d'Iparretarrak, avait prévenu les pompiers du dépôt d'une bombe aux alentours de la gare de Biarritz. La circulation des trains était rapidement rétablie.

C'est sur cette même voie qu'il y a tout juste deux ans mourait, déchiqueté, Maddi Heguy, jeune militant d'Iparretarrak, avec le policier qui l'avait arrêté. Ce devait être le début d'une période difficile pour l'organisation clandestine basque, qui, en quelques mois, allait être décapitée.

Une mise en garde

Ce nouvel attentat intervient quelques heures après la mise en liberté de quatre militants membres présumés d'Iparretarrak et onze jours après l'explosion d'une bombe contre l'hôtel des lampes de Bayonne, et ce, après plus de huit mois d'isolement. Il constitue, bien évidemment, une mise en garde à l'adresse du ministre de l'intérieur

qui se penche pour la troisième fois en six mois sur la question basque.

Dans l'ancienne demeure d'Edmond Rostand, à Cambo-les-Bains, M. Pierre Joxe devait proposer à l'ensemble des maires des cent cinquante communes du Pays basque la constitution d'un syndicat intercommunal afin d'administrer les institutions culturelles que le gouvernement s'apprête à mettre en place. En effet, il n'existe pas — malgré la revendication fort ancienne d'un département spécifique — d'entité administrative regroupant les trois provinces historiques du Pays basque français.

Jean 29 juin, une cinquantaine de militants nationalistes s'étaient rassemblés devant le musée d'Arnaiz, dénonçant par avance la dérogation aux élus locaux du choix des investissements à réaliser et réclamant des mesures « favorisant la mise en place d'institutions compétentes dotées d'un pouvoir de décision ».

PHILIPPE ETCHEVERRY.

● Attentat contre une agence bancaire en Ile-de-France. — Un attentat à l'explosif a provoqué, dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 juin, d'importants dégâts dans les locaux d'une agence du Crédit agricole à Châteaufort-d'Ile-de-France. Cet attentat commis à l'aide d'une charge explosive déposée devant la base viticole principale n'a pas été revendiqué.

JUSTICE

Au tribunal de grande instance de Marseille

« Correction » raciste

Jean-Claude Lemaire, trentenaire, ancien vigile en charge de la surveillance de la gare de Marseille, a été condamné, jeudi 29 juin, à une peine de trois ans de prison dont six mois avec sursis par la cinquième chambre du tribunal correctionnel de Marseille pour une série de violences qu'il avait fait subir par racisme à un touriste tunisien le 7 août 1984.

Ce jour-là, avec deux de ses collègues employés à l'époque de la Société générale de surveillance, Jean-Claude Lemaire avait entraîné de force dans un sous-sol M. Neji Sayah, quarante-deux ans, en visite à Marseille. M. Sayah, sous le menaçement d'un chien, avait été violemment frappé pendant près de deux heures. Il avait dû, sous la contrainte, boire un litre de vin et avaler des sachets de sel, « un tonique utilisé dans la Légion étrangère », selon le prévenu.

Ayant perdu connaissance après avoir été frappé de quatre coups de poing, M. Sayah avait été conduit par ses agresseurs à Gênes, à quelques kilomètres

de Marseille, et précipité dans un ravin. Souffrant d'un traumatisme crânien, le corps couvert de plaies, la victime avait été hospitalisée pendant une douzaine de jours, et l'enquête ouverte après dépôt d'une plainte aboutit à l'identification des trois tortionnaires.

A l'audience, le substitut, M. Joaquin Fernandez, dénonçant « ces faits de torture et ces actes de barbarie » et expliquant qu'il s'agissait d'une « razzia raciste », avait requis trois années de prison ferme contre l'ancien vigile, peine à laquelle l'intéressé avait été d'ailleurs condamné par défaut lors du procès de ses deux complices. Ceux-ci s'étaient vu infliger une peine de six mois de prison.

Le tribunal de grande instance de Marseille n'a pas tout à fait suivi la substitution des requêtes, faisant bénéficier pour partie — six mois — Jean-Claude Lemaire du sursis. Alors même que celui-ci, à l'audience, avait expliqué aux magistrats : « En général je n'aime pas les Nord-Africains, et celui-ci méritait bien une correction ».

Au tribunal de Mulhouse

Un élu régional du FN condamné pour provocation à la discrimination et à la haine raciales

M. Gérard Freulet, conseiller régional (FN) d'Alsace, a été condamné, jeudi 29 juin, par le tribunal correctionnel de Mulhouse (Haut-Rhin) à 6 000 F d'amende pour provocation à la discrimination et à la haine raciales. M. Freulet, qui est également conseiller municipal

de Mulhouse, devra, en outre, verser 1 F symbolique de dommages-intérêts à la Ligue des droits de l'homme et au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), qui l'avaient cité devant le tribunal.

Cette condamnation fait suite à la publication, au mois de janvier 1989, lors de l'ouverture de la campagne pour les élections municipales, d'un tract illustré par une bande dessinée, tract intitulé par la section de Mulhouse du Front national. Cette bande dessinée représentait, notamment, un conseil municipal « de l'an 2020 » composé uniquement de personnes de couleur, accueillant sous les rites « les deux derniers autochtones alsaciens ».

Pour sa défense, à l'audience, M. Freulet a affirmé qu'il n'avait pas regardé plus que d'habitude un tract dont il n'était d'ailleurs pas l'auteur. Ces explications n'ont apparemment pas convaincu le tribunal.

Le plan d'informatisation du ministère de l'intérieur

Un réseau de vingt-cinq mille terminaux d'ici à 1993

En cours d'une conférence de presse tenue le 26 juin, M. Michel Dubois, directeur des transmissions et de l'informatique au ministère de l'intérieur (DTI), a rendu public le contenu du schéma directeur des investissements informatiques de son département pour les cinq prochaines années. Les réseaux de communication seront particulièrement développés ainsi que les applications liées à l'automobile, à la recherche des indices et des empreintes en matière criminelle. Un important effort de formation est prévu.

Après plusieurs années de tâtonnements, le ministère de l'intérieur a enfin défini une politique en matière d'informatique. A l'écouter, M. Michel Dubois, nommé en octobre 1988, on ne pouvait s'empêcher de noter la pointe de fierté qui accompagnait ses propos et ceux de ses collaborateurs. M. Dubois s'est, certes, refusé à expliquer explicitement le bilan de ses prédécesseurs mais son enthousiasme ne manque pas de souligner que, désormais, l'informatique du ministère de l'intérieur est entre les mains de professionnels compétents. De fait, le commando de polytechniciens fraîchement débarqués de l'administration des Télécoms pour rejoindre avec leur nouveau patron la direction de l'informatique, place Beauvau — M. Philippe Schell, polytechnicien et ingénieur des télécommunications — lui-même, est leur correspondant privilégié au sein du cabinet de M. Pierre Joxe, — semble avoir abouti à un redéploiement des

moyens comme à une redéfinition des besoins.

Déjà ministre de l'intérieur en 1985, M. Joxe avait mis beaucoup d'effort dans l'informatique. Les nouvelles techniques, espérait-il, allaient changer la vie quotidienne du gardien de la paix. Débarassé des tâches fastidieuses et répétitives, le policier serait rendu à sa véritable mission de voie publique. Il a fallu déchanter. Les quelques cinq mille micro-ordinateurs, terminaux et machines à traitement de texte installés ici ou là ne semblent pas avoir répondu à toutes les espérances, comme en témoignait déjà l'enquête menée par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) parmi les personnels de police (*le Monde* du 18 juillet 1987). « En matière d'informatique, a justement rappelé M. Dubois, la principale difficulté consiste à clarifier le rôle des acteurs et à définir ce que l'on veut ». Après plusieurs mois de discussions, la DTI est en mesure d'annoncer ses principaux choix tels qu'ils sont exprimés dans un schéma directeur de cinq ans : extension des réseaux, modernisation des applications, formation du personnel et équipement en matériels performants.

Cartes grises et empreintes digitales

« Il s'agit d'un plan ambitieux et cohérent », a précisé le directeur de la DTI. Beaucoup de retard avait été pris. Le schéma directeur permet de présenter des demandes budgétaires solidement étayées. Il en coûtera quelque 3,7 milliards de francs. A

termes, le ministère de l'intérieur devrait devenir l'une des cinq collectivités publiques où privées les plus informatisées du pays.

Venu des Télécoms, M. Dubois a, comme ses semblables, un faible pour les réseaux dont le développement a connu ces dernières années, une véritable explosion. La décentralisation a accru les besoins, et l'ambition de la DTI est de doter le ministère de l'intérieur d'un réseau au maillage serré, appelé à couvrir tout le territoire et à relier entre eux tous les terminaux dépendant du ministère de l'intérieur. Bientôt, ce réseau de type Transpac, mais totalement privé, devrait réunir les vingt-cinq mille machines que le ministère se propose d'installer d'ici à 1993. On assure qu'il sera d'une fiabilité totale, sans possibilité de piratage, et qu'il permettra d'intégrer, de tout point du territoire, les gros fichiers administratifs ou de police.

C'est d'ailleurs la modernisation de leur accès qu'entreprend déjà la DTI. Indice de la place tenue par l'automobile dans l'organisation administrative comme dans la délinquance, les fichiers des cartes grises, des permis de conduire et des véhicules volés seront traités en priorité. Il s'agit d'accélérer l'édition des cartes grises (les préfectures délivrent chaque année 18 millions de cartes grises, certificats de vente ou de non-gage, auxquels s'ajoutent 3 millions d'interrogatoires des fichiers), de vérifier plus efficacement l'immatriculation des véhicules, de déceler les fraudes à l'assurance. Bientôt la gestion du permis à points constituera une charge supplémentaire. Or si toutes les préfec-

tures (sauf une, dont le nom n'a pas été divulgué) sont équipées pour gérer de façon moderne leurs cartes grises, une quarantaine ne disposent pas encore d'un fichier informatisé des permis de conduire. Elles bénéficieraient en priorité des crédits de modernisation.

Dans l'affaire, la police n'a pas été oubliée. Seront modernisés ou développés les applications qui permettent l'utilisation du fichier des personnes recherchées ainsi que le Système de traitement de l'information criminelle (STIC) et le traitement informatisé des empreintes digitales. Étudié depuis plusieurs années, possédant déjà les empreintes de quelque 35 000 personnes, ce dernier système est considéré comme au point. Selon les policiers qui en faisaient la description au cours de la conférence de presse, il a contribué à identifier quarante-cinq personnes recherchées dans le cadre d'affaires criminelles. Son installation définitive est prévue pour 1994. D'ici là, il faudra notamment entrer en mémoire les milliers de fiches qui, disséminées dans tous les sommiers de France, constituent la mémoire policière sans laquelle beaucoup d'enquêtes criminelles ne peuvent aboutir.

Les réserves de la CNIL

Enfin, un effort sera fait pour les terminaux embarqués. Lancés lorsque M. Robert Pandraud était ministre de la sécurité, ces matériels occupent maintenant trente-trois véhicules de police à Rouen, ville choisie pour l'expérimentation. Ils paraissent donner toute satisfaction, accélérant le travail de contrôle routier, la consultation des grands fichiers à partir d'un véhicule ainsi que l'échange d'informations grâce à leur fonction de messagerie.

Assez enthousiaste sur ses perspectives, M. Dubois s'est, en revanche, montré plus discret quant aux petites frictions qui opposent la place Beauvau à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette dernière s'est montrée plutôt réservée sur le contenu du fichier de police technique, qui ne permettrait pas la suppression des casiers judiciaires légalement effacés par l'amnistie. De même les hauts fonctionnaires présents sont restés circonspects sur l'avenir de la carte d'identité informatisée, dont M. Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, affirmait qu'elle serait rapidement généralisée. Sans les avoir jamais publiquement exprimées, M. Joxe, pour des motifs techniques ou politiques, semble avoir sur la question des vus différents.

Un collaborateur de M. Dubois devait enfin affirmer que des études de faisabilité avaient été réalisées en vue d'échanger avec nos partenaires fichiers de police. Les études seraient positives mais il resterait à régler de délicats problèmes politiques et juridiques. Le même jour, M. Wolfgang Schaeuble, ministre ouest-allemand de l'intérieur, annonçait que la suppression des contrôles aux frontières entre la France, la RFA et les pays du Benelux ne pourrait pas intervenir au 1^{er} janvier 1990, comme prévu par le accord de Schengen du 14 juin 1985.

GEORGES MARION.

Les « privilèges » des « personnes protégées »

Le tribunal de Paris annule les procédures engagées contre six policiers

Après quatre ans de procédures, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris a annulé, jeudi 29 juin, la totalité des actes d'instruction concernant six policiers du commissariat des neufième arrondissement de Paris, qui comparaissent sous les inculpations de vol et recel de vol. Cette décision est la conséquence d'une première annulation visant l'instruction menée à l'encontre d'un septième policier de ce commissariat, soupçonné de complicité de proxénétisme et de vol (*le Monde* du 26 mars 1988).

Les faits sont simples et sordides. En mars 1985, un inspecteur du commissariat du quartier de la Chapelle d'Austin se confie à l'inspection générale des services (IGS) pour dénoncer le comportement de certains de ses collègues. Des marchandises saisies telles que des magnétoscopes, caméras ou appareils photo étaient dérobées par des policiers, qui avaient même jusqu'à subtiliser des objets lors de perquisitions. De plus menus larcins étaient commis dans des conditions affligeantes. Ainsi, après un décès sur la voie publique, une enquête est faite au domicile du défunt. Certains fonctionnaires en ont profité pour chaparder quelques pièces anciennes ou un billet de 100 F. Enfin, un inspecteur principal était accusé d'avoir prêté un studio à une prostituée, en tenant le rôle d'intermédiaire.

Pour le commun des mortels, des faits semblables auraient donné lieu à un jugement rapide prononcé par une chambre correctionnelle ordinaire. Mais les fonctionnaires accusés d'avoir commis des délits dans l'exercice de leurs fonctions sont déférés devant la dix-septième chambre correctionnelle, une juridiction noble où l'on est particulièrement titillé sur le respect de la procédure.

Inscrite au rôle de cette chambre pour être plaidée le 18 janvier 1987, l'affaire fut renvoyée plusieurs fois avant d'être enfin évoquée à l'audience du 24 mars 1988. Encore n'a-t-on parlé que de procédure car le principal inculpé, M. Georges Cosimi, était officier de police au moment des faits ; une qualité qui le range dans la catégorie des « personnes protégées » parmi lesquelles on trouve les maires, les préfets et les magistrats. Pour leur éviter des poursuites abusives, le législateur a donné un « privilège de juridiction » qui oblige le parquet à saisir la Cour de cassation dès qu'ils sont « susceptibles d'être inculpés » afin qu'elle désigne la juridiction d'instruction. La jurisprudence

n'admet aucun délai. Et, pour M. Cosimi, le parquet avait saisi la cour suprême un lundi au lieu de le faire le samedi précédent. Un retard fatal qui a conduit le tribunal à annuler, le 21 avril 1988, la procédure suivie contre le policier (*le Monde* du 23 avril 1988).

« Situation grotesque »

Restait à juger les six autres fonctionnaires, ce que la justice envisageait sans précipitation puisque les débats n'ont pu s'ouvrir que le jeudi 29 juin 1989. D'emblée, M. Xavier Hulin s'étonna que son client, M. Cosimi, ait été cité à l'audience, et le parquet a convenu qu'il s'agissait d'une erreur. Mais l'avocat n'en resta pas là et s'étonna que le dossier comporte encore toutes les pièces relatives à M. Cosimi et rappelle au président, M. Claude Grellier, les termes de l'article 173 du code de procédure pénale qui interdit de puiser un renseignement dans des actes annulés, « à peine de forfaiture pour les magistrats et de pourvoi devant leur chambre de discipline pour les défenseurs ». Il était donc impossible de parler de M. Cosimi dans un dossier où il apparaissait à chaque page, ne serait-ce que pour faire au magistrat instructeur une déposition favorable à ses collègues. En outre, les juges se trouvaient dans la situa-

tion d'examiner des délits mineurs alors que les infractions les plus graves se trouvaient annulées.

M. Grellier parla d'« aberration » et de « situation grotesque ». S'adressant au parquet, il laissa éclater sa colère : « On est dans un état d'irrégularité et d'iniquité parfaites. Pourquoi n'avez-vous pas ouvert une nouvelle instruction judiciaire contre M. Cosimi avant le 1^{er} juin 1988 ? » Depuis cette date, la prescription interdit toute nouvelle poursuite. Aussi, lassé de porter toutes les erreurs commises par le ministère public, le substitut Claude Pernollet se contenta de répondre sèchement : « Le parquet fait ce qu'il veut ! »

Il était donc impossible de sortir de cet imbroglio juridique, et le tribunal a rendu un jugement par lequel il constatait que l'annulation précédente était « indivisible » et que l'ordonnance de renvoi des six policiers devant la dix-septième chambre correctionnelle était nulle.

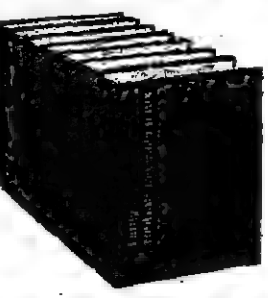
Si l'exemple est caricatural, il n'est pas rare pour autant, et plusieurs affaires récentes ont mis en lumière de telles « bavures judiciaires ». Mais le cas des « personnes protégées » bénéficie d'un « privilège » révoqué ce qui semble bien être un vice de la procédure et une atteinte au principe de l'égalité de tous devant la loi.

MAURICE PEYROT.

A défaut du

Lamy Contrats Internationaux

vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence qui vous permettra de mesurer les incidences juridiques de vos décisions commerciales internationales sur la protection juridique de l'entreprise, c'est plutôt le Lamy Contrats Internationaux qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Contrats Internationaux téléphonez au plus vite au 01 40 38 38 38

Lamy Pour agir en connaissance de cause

Société

FAITS DIVERS

A Marseille

Une PME de la contrefaçon démantelée par la sûreté urbaine

Les policiers de la sûreté urbaine de Marseille ont mis fin mercredi 28 juin aux lucratives activités d'une bande de faussaires en tout genre. Faux billets de concert, fausses cartes d'identité, faux permis de conduire : la douzaine de suspects interpellés et placés en garde à vue avaient mis sur pied une véritable PME de la contrefaçon. Leur « entreprise » avait pignon sur rue dans le sixième arrondissement de Marseille, camouflée en devanture... d'imprimerie, l'Atelier 24.

C'est dans ce repaire que les policiers ont pu saisir un stock impressionnant : six mille faux billets pour le prochain concert des Pink Floyd, prévu pour le 18 juillet, un lot de deux mille faux papiers (cartes d'identité, permis de conduire), mais aussi

des bâtons de dynamite et des talons de faux billets de plusieurs spectacles. Ainsi, des fausses entrées ont-elles été vendues aux amateurs de rock venus écouter The Cure les 16 et 17 juin à Arles et à Fréjus, mais aussi aux passionnés de football, qui ont assisté à la finale de la coupe de France OM-Marseille.

Ouverte en janvier dernier après l'interpellation d'un escroc porteur de faux papiers, l'enquête semblait établir que l'activité des faussaires remontait déjà à plus d'un an. Dès mai 1988, Johnny Claps (en concert à Vitrolles) et aussi les Pink Floyd (à Versailles et à Montpellier durant l'été 1988) auraient été victimes de ces fourreurs en gros de places de spectacle.

ESPACE

● Dernier tir pour Ariane-3. — La fusée européenne Ariane-3 devait décoller de la base guyanaise de Kourou, samedi 1^{er} juillet, entre 2 h 14 et 3 h 49 (heure de Paris). Ce lancement, le trente-deuxième du lanceur européen, était destiné à la mise en orbite de Olympus-1, un satellite expérimental de télécommunications de l'Agence spatiale européenne. Ce tir est le dernier de la version Ariane-3, qui fait place, désormais, au modèle Ariane-4, plus puissant et, surtout, plus flexible.

AÉRONAUTIQUE

● Un oiseau à l'origine de l'accident du Mig-29 au Bourget. — Selon le journal de l'industrie soviétique, la commission d'enquête constituée après l'accident du Mig-29, lors de la présentation au dernier Salon du Bourget, a conclu, mardi 27 juin, à Moscou, qu'un oiseau était à l'origine de l'arrêt du fonctionnement de l'un des deux réacteurs de l'avion. Les experts ont, en effet, découvert des plumes dans le moteur, précise le journal. — (AFP, AP.)

SCIENCES

Modernisation, pluridisciplinarité et amélioration des carrières

Le CNRS veut donner un nouvel élan à ses laboratoires

Un an après sa nomination à la direction générale du CNRS, M. François Kourilsky a exposé, mardi 27 juin, le programme qu'il entend mettre en œuvre pour moderniser cet organisme, assouplir sa gestion, renforcer la compétitivité de ses laboratoires et renforcer sa coopération avec des centres de recherche étrangers.

« Dans un passé encore récent, certains ont voulu fractionner le CNRS, le transformer en une agence subventionnée d'une université alors en crise. Cette hypothèse est abandonnée », affirme M. Kourilsky. Avec mille trois cents laboratoires dans lesquels travaillent cinquante mille personnes (dont vingt-cinq mille sept cents salariés), et un budget de plus de 9 milliards de francs, le CNRS qui fête cette année son cinquantième est l'organisme de recherche le plus important d'Europe. Il est aussi unique dans son principe : un « modèle français » qui se démarque résolument des autres avec, à reconnu son directeur, « les points faibles de ses points forts », notamment « une certaine bureaucratie ».

Le décret en préparation prévoit la création d'une « direction de la stratégie et des programmes chargée de coordonner et de suivre la démarche permanente d'évaluation de la politique scientifique du CNRS ». Son premier travail sera la mise au point d'un plan stratégique sur trois ans, révisable, dont le premier schéma sera publié en février 1990. Il tiendra compte « des demandes de la société à la

science », et fera une large place aux recherches interdisciplinaires (environnement, matériaux nouveaux, sciences de la communication et de la connaissance, par exemple). Pour favoriser cette pluridisciplinarité, les frontières entre les différents départements du CNRS et le découpage des commissions du comité national chargé d'évaluer le travail des laboratoires et des chercheurs seront revus et assouplis.

Comme ses prédécesseurs, M. Kourilsky souligne son intention de « fournir à tous les laboratoires du CNRS les moyens d'assurer une production de haute qualité, compétitive au plan international ». Un effort a déjà été fait cette année dans certains domaines comme les sciences de l'homme et de la société, les laboratoires de physique et de mathématiques où la situation était particulièrement alarmante, a-t-il affirmé.

Ce réajustement financier restera une priorité dans les années à venir, mais il sera accompagné d'une plus grande rigueur. C'est ainsi que la création de nouveaux laboratoires sera « strictement dépendante des possibilités budgétaires ». Entre 1986 et 1988, le CNRS s'est retiré de plus de cent vingt unités de recherche. « Notre choix les entraînera inéluctablement un accroissement de cette tendance », a indiqué M. Kourilsky. Pour aider à cet effort, le directeur général du CNRS a demandé qu'une certaine « pause » soit observée dans la création des très grands équipements (accélérateurs de particules, télescopes, etc.) qui absorbent actuellement 560 millions de francs dans le budget.

Mobiliser et favoriser la créativité de vingt-cinq mille salariés dans une institution comme le CNRS semble être une gageure. Pour y parvenir, M. Kourilsky table sur la concertation, et le « recueil d'informations systématiques ». C'est ainsi qu'un audit est en cours auprès de quatre mille cinq cents agents. D'ores et déjà, le budget consacré à la formation permanente sera triplé, et un plan de formation élaboré à partir d'une enquête auprès de quinze mille salariés va être publié dans quelques semaines. Autre mesure annoncée : la mise en place d'une « délégation aux ressources humaines » en septembre prochain. Tous ces changements d'après « réflexion sur l'amélioration des carrières, des promotions et des niveaux d'embauche, actuellement en cours entre le ministère de la recherche et les syndicats ». Une démarche importante quand on sait que le CNRS recrute les jeunes chercheurs sur un salaire de base de... 8 500 francs bruts mensuels !

Tout cela sera-t-il suffisant pour dynamiser enfin le personnel ? M. Kourilsky, qui souhaite aller plus loin, évoque « les entraves que représentent aujourd'hui certains règlements de la fonction publique (dont fait partie le CNRS) et du budget ». « A certains égards, le CNRS gagnerait sans doute à être géré comme une entreprise, mais les règles de l'entreprise ne peuvent se plaquer sur un organisme comme le nôtre », a-t-il regretté.

Une coopération accrue avec l'industrie

En attendant l'éventuel grand bouleversement, une « adaptation importante de l'administration centrale » est en cours. Elle se base sur une analyse menée par la « délégation aux études et audits » dont le CNRS s'est doté récemment. Cet aménagement se traduira notamment par une « déconcentration » régionale accrue, les « administrations déléguées » actuelles étant mises en « délégations régionales » dirigées par un responsable unique. Le découpage des circonscriptions régionales et interrégionales sera revu, et trois nouvelles délégations créées afin de favoriser le plan de modernisation de M. Kourilsky. Le CNRS aura-t-il enfin trouvé son second souffle ?

JEAN-PAUL DUFOUR

le flux des échanges de chercheurs entre l'enseignement supérieur et le CNRS où une direction spécialisée chargée des relations universitaires a été créée. La collaboration avec l'industrie n'a cessé de se développer depuis sept ans. Le CNRS, qui travaille avec deux mille partenaires industriels, a déposé, en 1988, deux cents brevets conjointement avec ces derniers, et quatre-vingt-cinq en son nom propre. Les relations internationales sont, aussi, intenses : cinquante-cinq conventions formelles signées avec quarante pays, trois mille cinq cents actions de coopération internationale répertoriées. Les laboratoires du CNRS hébergent actuellement trois mille stagiaires venant du monde entier, et six cent quatre-vingts chercheurs étrangers figurent dans ses effectifs. L'objectif est désormais de développer les coopérations avec les autres organismes de recherche et laboratoires européens, de stimuler les liens entre chercheurs. La taille même du CNRS lui confère un rôle important dans ce domaine : sur les quatre-vingt-huit réseaux scientifiques européens financés en 1989, cinquante-huit sont coordonnés par l'un de ses chercheurs. Il a créé, par ailleurs, autour de son bureau de Bruxelles, un organe baptisé Club des organismes de recherche et assis (CORA), sorte de « lobby » visant à assurer une présence plus efficace auprès des institutions européennes, et qui regroupe sur une base collégiale plusieurs établissements français parmi lesquels l'INSERM, l'INRA, le CEA ou l'IFREMER.

Menacé de démantèlement en 1985, privé d'embauche comme pendant plus d'un an, le CNRS a survécu, et s'est engagé à fond dans la « modernisation ». Un « processus permanent, évolutif, une longue démarche », souligne son directeur général. Presque un état d'esprit, différents dans son principe des multiples réformes décidées à haut qui, jusqu'à présent, se déroulaient périodiquement au pichetier du malade. Au ministère de la recherche, on souligne, d'ailleurs, que le projet de réforme en cours n'est qu'un « toilettage du décret d'organisation », destiné tout au plus à favoriser le plan de modernisation de M. Kourilsky. Le CNRS aura-t-il enfin trouvé son second souffle ?

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

COMMENT le dissimuler ? Le dossier sur structures panaméennes qui émeut la classe politique et rebute l'opinion qui s'en soucie (avant qu'elle n'en vienne à des jugements plus radicaux) est aussi malodorant que son prédécesseur de 1991, fêrce autant que sordide.

Féde en ce que des hommes chargés soit de dire la loi, soit d'administrer leurs semblables ont eu recours pour conquérir de telles fonctions à des procédés que les codes punissent et que les citoyens réprouvent.

A l'ennui que suscite le discours des politiques vient s'ajouter le dégoût que provoquent leurs actions ; qu'elles soient avérées ou qu'on les soupçonne. Pourquoi l'argent, réputé sale, à plus forte raison si sa provenance est louche et son utilisation incertaine, laisserait-il propres les mains qui le manient ?

Où s'arrête la recherche de fonds électoraux, tenue pour pardonnable, c'est-à-dire amnistiable, parce que tous les partis la pratiquent (l'impunité acquise par le nombre), et où commence l'enrichissement personnel, mais moins pardonnable ? Peut-on se dispenser de distinguer les deux aspects ? L'amnistie le doit-elle ? Le peut-elle ? M. Rocard a, mercredi, juré que oui.

Sordide, ce dossier ne l'est pas moins en ce qu'il ramène trop de dirigeants politiques au rang de mouches qui se seraient mis à la merci d'une poule ou d'un goliath. Il est pénible, vraiment, d'imaginer que l'homme dépouillé qui pleurniche sur une estrade, son élection gagnée, rampe la veille devant un signifiant dont il devient le complice pour en tirer quelque argent. Encore heureux si certains de ces inavouables banquiers ne se sont pas, le cas échéant, mués en maître-chanteurs, exigeant davantage que des marchés publics.

Il est effrayant de savoir qu'il existe et circulent des listes où ces mêmes hommes politiques sont répertoriés, par ces mêmes signifiants, entre ceux qui sont « approchables » et ceux qui ne le sont pas.

Il est navrant, enfin, de devoir reconnaître que les partis politiques français, toutes tendances confondues, n'ont jamais été en mesure d'acquiescer suffisamment de force pour s'épargner de telles méthodes et exiger que la démocratie soit payée à son juste prix. Faute de cela, l'amnistie doit jouer le rôle de la serviette à vilains.

QU'EST-CE que l'amnistie ? C'est l'oubli accordé à des coupables. Qu'est-ce que la grâce ? C'est la pitié accordée à des condamnés. Pour bénéficier de l'une ou l'autre de ces mesures, la première, collective et émanant du Parlement, l'autre théoriquement individuelle et privilège du chef de l'Etat, il faut s'avouer fautif au regard des lois existantes, ou tolérer qu'on le dise. Invoyer l'une, implorer l'autre, c'est, dans tous les cas, convenir que l'on est pêcheur ou accepter de passer pour tel. L'amnistie et la grâce n'intéressent pas les innocents.

Il n'y a, à l'égard de ces procédures, pas la moindre différence entre l'État qui s'est fourvoyé pour de bonnes intentions supposées, l'adolescent qui vit de trafics ou l'automobiliste arrêté dans ses contraventions. Mais il y a une importante nuance, déjà cent fois soulignée, c'est que, cette fois-ci, c'est la classe des coupables qui voudrait décider de sa propre abolition. Qu'il ne puisse en être autrement n'expose rien.

Avec une habileté de manœuvre et une finesse d'approche qui ont laissé perfoiler les esprits les moins prévenus ; unis comme au congrès de Metz et pour un résultat aussi brillant qu'en 1979, M. Mauroy et M. Rocard se sont faits les parrains de ce bébé difforme.

Révoltant d'on ne sait quelle complicité tacite de l'adversaire, sur fond de copinage parlementaire et de communion dans la corruption, ils n'ont manifestement pas imaginé un instant qu'il donnait une occasion (en or...) à l'opposition (l'ostensible de droite, la bigeyante du centre et la latente de gauche) de pousser des cris de fille chatouillée.

Amnistie

Mais, du moment que la recule à un lieu en bon ordre, les rénes restent fermement tenus. Qu'importe que l'attelage donne des signes d'irritation ! Dès l'instant que les sondages continuent de faire office de calendrier hebdomadaire, fouette cochon !

Encore que, d'ici à la session d'automne, le Parlement ne siège guère plus, privant du même coup ses membres de leur immunité. Ceux que l'orgne la justice redeviennent aussi « inculpables » que le commun des mortels. Il doit y en avoir d'aucuns pour ne pas voir arriver sans crainte la date du 30 juin et les vacances parlementaires.

DANS ces dossiers purement (façon de parler) ou partiellement politiques, la magistrature est prise en tenaille. Si elle consent, elle est aux ordres ; si elle résiste, elle est factieuse. En tout cas, elle parle ; et si ce n'est pas son devoir, c'est son droit. Si ce n'est pas son droit, c'est un usage et rien ne l'incite à y renoncer. Même si les propos de M. Pierre Dreif, premier président de la Cour de cassation, sur la silence mérite la considération.

Par la légèreté du procureur de la République de Paris, pourtant titulaire du poste le plus sensible du corps judiciaire et qui s'est fait avoir comme un quelconque juge Lambert (le petit finaud de l'affaire Grégory), un non-lieu qui était passé comme une lettre à la poste le jour où il fut signé est devenu un objet de scandale.

Le scandale est légitime et sans fondement à la fois. Car, s'il est politiquement

révoltant, il est juridiquement régulier. Aucun magistrat ne peut, les codes à la main et quel qu'il en pense en opportunité, soutenir le contraire sur le terrain du droit. Il n'est pas interdit de le regretter.

Si les protagonistes de l'affaire Luchaire avaient cependant été déferés à un tribunal correctionnel, il y a de bonnes raisons de penser qu'une relaxe aurait été prononcée, pour les motifs qui viennent de se traduire par un non-lieu.

Dieu merci ! la justice ne se prononce pas en équité, mais sur des preuves. Or elles n'ont pas été fournies par ceux qui les détenaient. M. Rocard a approuvé cette réticence en invoquant le dix-neuvième siècle, sans préciser s'il s'appuyait sur Louis-Philippe, Napoléon III ou Monsieur Thiers.

Le débat autour du projet de loi d'amnistie est d'une autre nature. Il n'est pas si évident que cela d'y apporter une réponse. Au regard des textes, M. Dreif l'a clairement dit, la magistrature n'a pas d'autre choix que de reconnaître son impuissance. Elle n'est pas un pouvoir qui pourrait dire son mot aux deux autres et le faire valoir de force. Elle (n'est) qu'une autorité qui ne dispose pas du droit d'édicter des règles impersonnelles que sont les lois et les décrets, et, donc, pas davantage de peser officiellement sur leur nature et leur contenu. C'est ce que précise l'article 5 du code civil, qui exclut de la sorte les préférences politiques des parlementaires d'André Régime.

Mais une démocratie ne vit pas que de la lettre de ses textes. Alors que des dossiers de fausses factures éclosent dans nombre de cabinets d'instruction et que les magistrats se bécotent pour la plupart d'entre eux, à accomplir les missions que leur métier commande, le pouvoir politique, sous la forme de ses deux volets, le parlementaire et le gouvernement, vient leur signifier qu'ils n'ont qu'une fonction subsidiaire, autrement dit que la magistrature n'agit librement que si le pouvoir le veut bien.

C'est vrai que grâce et amnistie sont des ingérences légales, des empiètements constitutionnellement permis à l'égard de l'autorité judiciaire. A partir de quand peut-on estimer que cette ingérence devient un abus de droit ?

Certes, ce n'est pas nouveau. En 1982 après la guerre d'Algérie, en 1968 après mai, le pouvoir a imposé à la justice une loi contraire à celle qu'il avait d'abord requise. D'authentiques crimes, d'incontestables délits ont été répétés inégalement après avoir été répétés poursuivis.

Qui ne voit que la situation d'aujourd'hui est d'une autre nature, même s'il ne faut pas perdre de vue, dans le concert des clameurs, les mauvaises foi des oppositions qui veulent le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière ; qui veulent crier que l'amnistie est indigne et cependant souhaiter qu'elle soit votée pour mettre à l'abri leurs propres coupables, mieux cachés mais pas moins réels.

Grève des prévisions depuis le 7 juin

La colère des « météo »

La direction de la météorologie nationale a notifié à une trentaine d'agents de reprendre le travail vendredi 30 juin au matin, tandis qu'un cordon de CRS entourait depuis la veille le siège de la météo à Paris. A Toulouse, les forces de l'ordre ont fait évacuer, dans la nuit de jeudi à vendredi, les cinq grévistes qui occupaient la station d'observation de l'aéroport. Ces mesures ont été destinées à assurer la sécurité des personnes en cette période de trafic aérien et routier intensifié, selon la direction. Environ deux cents météorologistes avaient occupé dans l'après-midi et la soirée du jeudi 29 juin une partie du ministère et des transports au terme d'une manifestation qui avait rassemblé à Paris près de cinq cents personnes venues de toute la France.

En grève depuis le 7 juin, les « météo », comme ils se nomment, n'ont rien perdu de leur vigueur dans le conflit qui les oppose au ministre, M. Michel Delabre, et à son directeur de la météorologie, M. André Labeyrie.

Se protégeant des gouttes sous des masques de grenouille, veillant à ce que les baléines de parapluie ne crévent pas leurs ballons rouges gonflés à l'hélium, les manifestants ont bravé avec entrain la pluie serrée qui accompagnait leur défilé, du pont de l'Alma au boulevard Saint-Germain, où ils ont été reçus par le chef de cabinet de M. Delabre.

« On demande que le ministre veuille bien discuter (maintenant sur nos statuts), ont déclaré, lors d'une conférence de presse, les représentants de l'inter-syndicale CDT-CST-FD. M. Delabre a répondu à l'autonomie des négociations sur une revalorisation de leurs statuts, que les trois mille météorologistes français attendent depuis la fin de leur précédente grève, au mois de février.

Guides au chômage

La revalorisation des salaires n'est pas le seul objet de mécontentement des grévistes. « Les projets de statuts nous ont été présentés avec des contreparties qui n'avaient pas été discutées au mois de février », a souligné l'inter-syndicale, en demandant l'instauration d'un service minimum en cas de grève et d'un budget annexé, contesté moins par lui-même que parce que les grévistes ignorent les détails.

La longueur du conflit est en train de révéler aux météorologistes l'importance qu'ils ont acquise dans la vie quotidienne,

« une importance qu'on sous-estimait », constatent-ils. Ils connaissent, bien sûr, l'impact capital de leurs stations installées sur les aéroports, dont ils n'ont interrompu la fonction que qu'après quinze jours de grève.

Mais les techniciens et ingénieurs de la météorologie nationale n'imaginent pas les conséquences de leur mouvement sur les vallées alpines. Les guides de haute montagne de Bourg-Saint-Maurice (Savoie) sont en chômage technique depuis le 7 juin. Ils ont pris l'habitude d'organiser leurs courses en fonction des données météorologiques fournies la veille par les stations locales. Plus de prévisions, plus d'ascension du mont Blanc.

« Les guides n'ont plus emmener des gens en montagne, dit l'un de leur porte-parole. Ils ont perdu beaucoup de clients anglais et néerlandais. Partir quand même en sautant à sa propre connaissance du ciel, c'est risqué, moins à cause d'éventuelles tourmentes de neige que du froid encaissé par le guide en cas d'incident... Les informations météorologiques sont donc considérées maintenant par les guides alpins comme un outil de travail, au même titre que les crampons ou le piolet. »

Les météorologistes ont, au contraire, surestimé leur importance pour la décollage de la fusée Ariane, prévue pour le samedi 1^{er} juillet. La grève du Centre de météorologie spéciale de Lannion (Côtes-du-Nord) constituait seulement « une gêne » selon Arianeespace. « Sans météo », disait le bac dans l'eau », disait aussi un slogan des manifestants. Cela restait à démontrer... C. L. G.

Société

ÉDUCATION

LE «TESTAMENT» DU PREMIER COMITÉ D'ÉVALUATION

Un plaidoyer rigoureux pour l'autonomie des universités

Le Comité national d'évaluation des universités a été récemment renouvelé (le Monde du 19 mai). Au moment de passer le relais, l'équipe des premiers évaluateurs vient de brouiller son rapport annuel au président de la République : une mine d'observations et de propositions, notamment pour renforcer l'autonomie et l'efficacité des universités.

Quatre ans après sa création, le premier Comité d'évaluation des universités n'a pas voulu quitter la scène sans laisser une sorte de « testament », intitulé sans ambiguïté *« Priorités pour l'Université »*. Ce rapport final dresse un état des lieux minutieux, souvent original et impressionnant par son ampleur, même s'il ne prétend pas à l'exhaustivité. Fondé sur l'évaluation achevée ou en cours d'une trentaine d'universités, ce constat balaye très largement le paysage de l'enseignement supérieur, fait l'inventaire de ses forces et faiblesses, de ses évolutions et de ses blocages, de ses grands cycles, dont toute la logique est « déviée », aux antennes universitaires, dont le comité établit une carte précise, de la recherche universitaire à l'organisation des études de santé, des problèmes d'enseignement et de recrutement de jeunes universitaires à ceux des métiers critiques de la gestion des établissements d'enseignement supérieur, le portrait de l'Université française est fouillé, sans concessions.

N'aurait-il servi qu'à cela, le comité d'évaluation venait déjà sa création et son action largement justifiée. Mais il va plus loin et, sur les problèmes les plus brûlants, multiplie les recommandations aux pouvoirs publics. Certaines ont déjà été peu ou prou formulées, comme la mise en place de deux profils non cloisonnés de premiers cycles universitaires, l'un « à vocation scientifique » (deux années de formation générale suivies d'une année de formation professionnelle), l'autre « à vocation académique préparatoire aux études longues ».

De même, la multiplication des antennes universitaires dans les villes moyennes, déjà largement engagée de façon anarchique, suscite une nette mise en garde du CNE : sans à l'annulation de la qualité des études supérieures, « il faudra soigneusement veiller à ce que ces antennes ne deviennent pas de nouvelles universités ». Enfin, le CNE alerte le gouvernement comme la communauté universitaire : qu'il s'agisse de la formation des professeurs de l'enseignement secondaire ou de celle des professeurs d'université, on court à la catastrophe à brève échéance, estime-t-il, si l'on n'adopte pas rapidement des mesures d'incitation très volontaristes : rétablissement d'un système de préretraitement pour le secondaire, permettant d'attirer vers les concours du CAPES et de l'agrégation davantage de candidats ; et, pour le supérieur, création de postes par anticipation (afin de se préparer aux départs en retraite massifs des années 1995 à 2007) et la mobilisation d'autres ressources (étudiants moniteurs, agrégés du secondaire, modulation des services des universitaires, afin de décharger ceux qui le souhaitent de leurs obligations en matière de recherche).

Tabous et « hypocrite »

Le message principal du comité d'évaluation réside cependant dans un vigoureux plaidoyer en faveur de l'autonomie des universités. Dénonçant avec vigueur les tabous et l'hypocrisie du monde universitaire, le CNE pose clairement le problème : « Nos universités se trouvent, de fait, en compétition entre elles et avec d'autres structures de formation et de recherche, publiques et privées. Rien ne servirait de vouloir respecter une uniformité de statut purement formelle, d'autant qu'à partir du 1^{er} janvier 1993 elle ne placera plus seulement les universités françaises, en concurrence avec les grandes écoles, mais également avec les universités des autres pays membres de la Communauté européenne. »

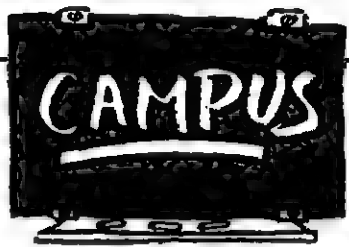
Le comité d'évaluation propose un « nouveau partenariat » entre l'État, les régions et les universités, fondé sur une répartition claire des compétences. Il serait absurde, estime-t-il, d'envisager une régionalisation des universités et de remplacer un monopole par un autre. Mais l'État devrait-il pas intervenir à déléguer aux régions le financement des constructions et de l'entretien des locaux, voire, à titre expérimental, le financement des formations post-baccalauréat technologiques.

D'autre part, tout en conservant la maîtrise du cadre général de l'organisation de l'enseignement supérieur et des personnels, l'État devrait, recommande le comité, transférer directement aux universités des compétences essentielles sans lesquelles l'autonomie restera lettre morte. Il préconise notamment que les établissements soient maîtres d'ouvrage pour les constructions et la grosse maintenance (proposition présente dans le projet de loi de M. Jospin) et surtout pour la gestion des emplois, le recrutement et l'avancement des personnels enseignants et administratifs.

Chaque université, comme c'est le cas dans la plupart des pays européens, bénéficierait d'une dotation globale d'emplois, tenant compte de critères nationaux et négociée de façon contractuelle avec l'État. Quant aux procédures de recrutement et d'avancement, elles pourraient être, avec des garanties précises, de la responsabilité directe des universités et non plus du Conseil national des universités.

Un tel bouleversement supposerait que les universités françaises se dotent enfin d'un véritable système de « gouvernement ». Le comité d'évaluation recommande notamment que les conseils d'administration soient moins nombreux, que le rôle des présidents soit renforcé et qu'ils puissent en particulier faire deux mandats de cinq ans afin de travailler dans la durée, enfin que les universités se dotent d'un véritable management autour de leurs secrétaires généraux. Positions encore iconoclastes aux yeux de beaucoup, mais sans lesquelles, estime le comité d'évaluation, les universités françaises ne seront pas en mesure de lutter à armes égales avec leurs homologues européennes.

GÉRARD COURTOIS.



Halte au bizutage...

M. Jean-Claude Delarue, président de l'Association des usagers de l'administration et des services publics, a choisi la ville de Tours pour lancer une campagne nationale pour l'interdiction des bizutages. Une enquête de cette association avait démontré, en effet, que ces derniers avaient pris, dans cette ville, une tournure sadique et cruelle à la faculté de pharmacie et dans les classes préparatoires du lycée Descartes. « Je demande aux jeunes de première année de ne pas se soumettre à ce genre de pratiques », a lancé Jean-Claude Delarue, qui voudrait que le ministre de l'éducation nationale se déclare publiquement contre.

L'Association des usagers de l'administration et des services publics annonce qu'elle se portera partie civile aux côtés de tous les étudiants qui porteront plainte et qu'elle engagera des poursuites contre tous les établissements publics ou privés qui tolèrent des pratiques interdites par la loi. Elle rappelle que l'article 332 du code pénal prévoit une peine de réclusion criminelle de cinq à dix ans pour les auteurs de tout acte de persécution sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par contrainte.

A. B.

Dirigeants de PME

L'Institut des petites et moyennes entreprises ouvre deux nouveaux établissements à Lyon et à Bordeaux. Cette école internationale de commerce et de gestion, déjà installée dans huit villes, dispense une formation en quatre ans aux étudiants qui souhaitent devenir dirigeants de PME ou créateurs d'entreprises. (Contact : Patrick Chasseigne au 43-79-46-28.)

Publication assistée par ordinateur

L'UIT de l'université Paris-XIII Villeneuve organise des stages de publication assistée par ordinateur à l'intention des responsables d'édition, documentalistes, journalistes, maquettistes, secrétaires ou toutes personnes ayant la charge de produire des documents au sein d'une entreprise. Prochain stage du 18 au 22 septembre. Inscriptions au 49-46-91-46 ou sur minitel 35-15 code UICOM rubrique PADJ.

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15 LETUDIANT

PARIS-ATHÈNES 950 F*

MULHOUSE-IZMIR 1050 F*

Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

SEULS LES DISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO PARIS 6 : 46 34 19 79 / PARIS 14 : 45 42 03 87
MULHOUSE : 89 46 10 18 / NANCY : 83 32 97 79 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

Le Carnet du Monde

Naissances

— Katy et Arlé OHANA et Jessica ont la joie d'annoncer la naissance de Alexandre, Youri, né le 16 juin 1989.
Rue de Vincennes, 33 Toulouse.

— Olivia OLIVI, Jean-Claude BARNATHAN et Lucie sont heureux d'annoncer la naissance de Benjamin, né le 26 juin 1989.
13, rue de l'Odéon, 75006 Paris.

— Daniel MOREIN, Perrine VIDALENCHÉ-MOREIN et Clément ont la joie d'annoncer la naissance de Charles, né le 24 juin 1989.
Paris.

— Les docteurs Eric Charles et Rosée HARRY, M^{me} Anne DASSETTO, Michèle et Laurent HARRY, ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fils, Jules, né le 18 juin 1989.

— Laurence et Laurent BOUVESSE ont la joie d'annoncer la naissance de Vincent, né le 23 juin 1989, à Rouen.

— Lila, Eva, Jaki MICHE ont la joie de faire part de la naissance de Zoé Alice Ninette, née le 26 juin 1989, à Boingses.

Fiançailles

— M. Alain BESSIERE et M^{me} née Marie-Claude HIRSHMAN, M. Xavier de BUYER et M^{me} née Thérèse Gros-Radczewski, ont la joie d'annoncer les fiançailles de leurs enfants, Marie-Cécile et Martin.

Mariages

— M. et M^{me} BIZET, M. et M^{me} DELAIRE, font part du mariage de leurs enfants, Lydie et Michaël, le 1^{er} juillet 1989, à Champigny.

Décès

— M^{me} Gérard Bertin, M. et M^{me} Dominique Bertin et leurs filles, M. Jean Bertin, M. et M^{me} Henri Martin, Les familles Bertin, Hautecœur, de Lavallois, Dantreux, ont le regret de faire part du décès de M. Gérard BERTIN, né le 26 juin 1989, dans sa quarante-seizième année, à Versailles.

Les obsèques auront lieu le mardi 3 juillet, à 14 h 15, en la chapelle de l'hôpital Richard, 78, boulevard de la Reine, à Versailles.

— Jean Bonhier, Jean-Michel et Liselotte Ohnet, leurs enfants et petits-enfants, Catherine et André Bonier et leurs enfants, Martine et Jacques Pinguet, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Bécarré, Bastien, Bonnaville, Gentile, Maury, ont la douleur de faire part du décès de

Colette BOUHIER, née Mécen, leur épouse, mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur, parente et alliée, survenue le 22 juin 1989, à l'âge de quatre-vingt-un ans. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, à Fay-aux-Loges (Loiret).

Cet avis tient lieu de faire-part. 189, route du Belvédère, 93140 St-Four-lès-Plages, 34, avenue de Surcouf, Port-Sud, 91690 Breuille, 42, boulevard de la Forêt, 28170 Châteaufort-en-Thymerais, 59, route de Châteaufort, 45450 Fay-aux-Loges.

— M^{me} Raymond Coquerel, son épouse, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Raymond COQUEREL, inspecteur général d'urbanisme, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 26 juin 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, en son domicile de Meudon.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité. 74, rue Alexandre-Guillemet, 92190 Meudon.

— De la part de M^{me} Monique Lions, l'ai la tristesse de faire part de la mort, le 11 juin 1989, de Claude GENTIL, mon époux devant Dieu par sacrement de mariage, père de nos trois enfants, Céline, Anne, Thomas, et grand-père de nos cinq petits-enfants, Anne et Carole, Bastien et Raphaël, Céline.

Ceux qui l'aimaient ont pu prior pour lui lors de la célébration religieuse, le 13 juin, en l'église de son enfance. Il est maintenant entré dans sa vraie dimension. 20, la Chénie, 26770 Tautignan.

— MM. Khalid et Tariq Kabbage ont la douleur de faire part du décès de leur mère, M^{me} KABBAGE, née Marie-Henriette Fleury, survenue le 25 juin 1989 en son domicile à Amboise-Agrippin, Maroc.

— Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants ont la tristesse de faire part du décès de Thérèse MAURETTE, née Dupuy, ancienne directrice de l'Ecole internationale de Genève, survenue à Paris, le 25 juin 1989, dans sa quarante-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le mardi 3 juillet, à 16 h 45, au cimetière du Montparnasse, à Paris (14^e). 7, rue Soyier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Robert Mischlich, Odile et André Peter, Clémentine et Gaëlle, Danielle Mischlich, François et Jacques Bindler, Louis, Elisabeth et Sylvain Joly, Guillemette et Thomas, M. et M^{me} Henri Froc, M. et M^{me} André Froc et leurs enfants, Les familles parentes et alliées, ont la profonde douleur d'annoncer le décès de

M. Robert MISCHLICH, premier président honoraire de la cour d'appel de Colmar, grand officier de l'Ordre du Mérite, commandeur de la Légion d'honneur, survenue le 21 juin 1989.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 26 juin, à Strasbourg.

— Arizone. M^{me} Simone Ribaille, son épouse, M^{me} Sylvie Ribaille, sa fille, M. Pierre-Yves Guillemot, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean RIBAILLE, ancien chasseur de Dorian, médaillé de la Résistance, survenue le 28 juin 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 1^{er} juillet, à 10 h 15, en l'église Saint-Pierre.

— Armand, Ghislaine et Didier Petit, ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès de Elizabeth SAIRE, 48466 républicaine à la musique et à la danse.

Ses obsèques auront lieu le samedi 1^{er} juillet, à 10 h 30, en l'église de Rilly-la-Montagne (Marne).

Anniversaires

— Il y a quarante-cinq ans, le 30 juin 1944, Marcel et Pierre GOLTMAN étaient déportés à Auschwitz-Birkenau, où Marcel devait périr dans la chambre à gaz.

— Il y a dix ans, Roger MOURÉRAU nous quittait. Tous ceux qui l'ont connu, aimé, tous ses amis, penseront à lui en ce jour. De la part de Sylvie Birgé-Mourérou.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I, le mardi 3 juillet, à 9 h 30, salle C-22-04, au centre Pierre-Mendès-France, M^{me} Zalya El Moustassim : « Capteurs arabes, technologie occidentale et perspectives de coopération trilatérale, illustré par le cas du Maroc ».

— Université Paris-I, le mardi 3 juillet, à 14 h 30, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L (Sorbonne), M. Prosper Nouk Bassoubi : « Cultures matérielles et structurales. Le rapport de l'unité de l'habitation et de l'urbanisme. L'outil comme objet signifiant (approximation générale) ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mardi 4 juillet, à 10 heures, salle 107, 9, rue Malher, M. Noureddine Ghali : « L'avant-garde cinématographique en France durant les années 20 : idées, conceptions, théories ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mardi 4 juillet, à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L (Sorbonne), M. Pierre Ndongo-Meyo : « Le devenir de la rationalité communicationnelle en Afrique ».

— Université Paris-VII, le mardi 4 juillet, à 14 heures, M^{me} Anne Melchior, épouse Codacci-Pisanelli, M. Nader Zaky : « Le droit des hydrocarbures en Iran et la recherche d'une politique pétrolière indépendante ».

— Université Paris-VII, le mercredi 5 juillet, à 9 h 30, salle des Conseils, M. Rind Müsses : « Le régime de l'information en Syrie ».

— Université Paris-II, le mercredi 5 juillet, à 10 heures, salle des fêtes, M. Mohamed-Najib Boulif : « L'influence des prix des produits pétroliers sur les prix des produits bruts ».

lotto

TRIMES DU LOTTO 1989

DES MARCHÉS DE JEUX 1989

4	10	14	25	34	47	15
---	----	----	----	----	----	----

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR ORFÈVRE, LUNDI 3 JUILLET 1989, À 20 H 15

POUR DÉTACHER LES BILLES À REMPLIR, VOUS DEVEZ AVOIR UN BILLET LOTTO 1989

1 ^{er} BOMBE N°	1 192 495,00 F
2 ^e BOMBE N°	297 210,00 F
3 ^e BOMBE N°	9 135,00 F
4 ^e BOMBE N°	135,00 F
5 ^e BOMBE N°	9,00 F

BERTTEIL SOLDES

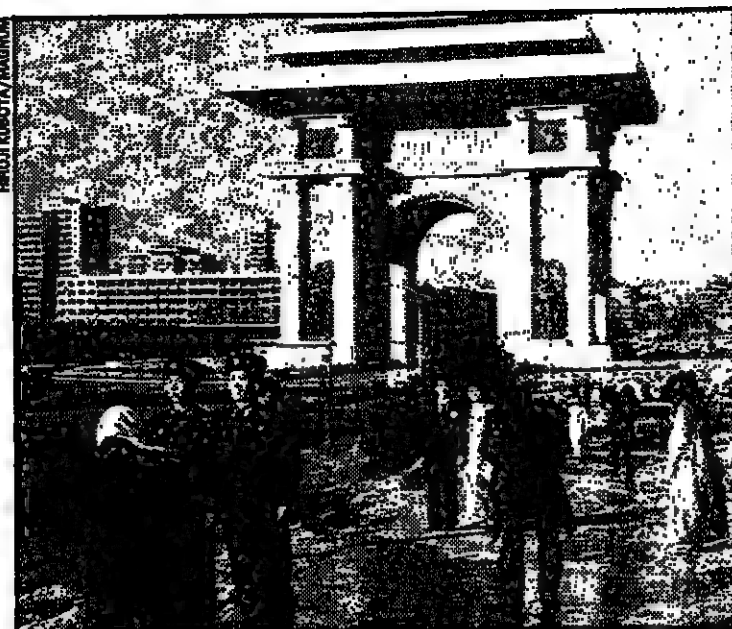
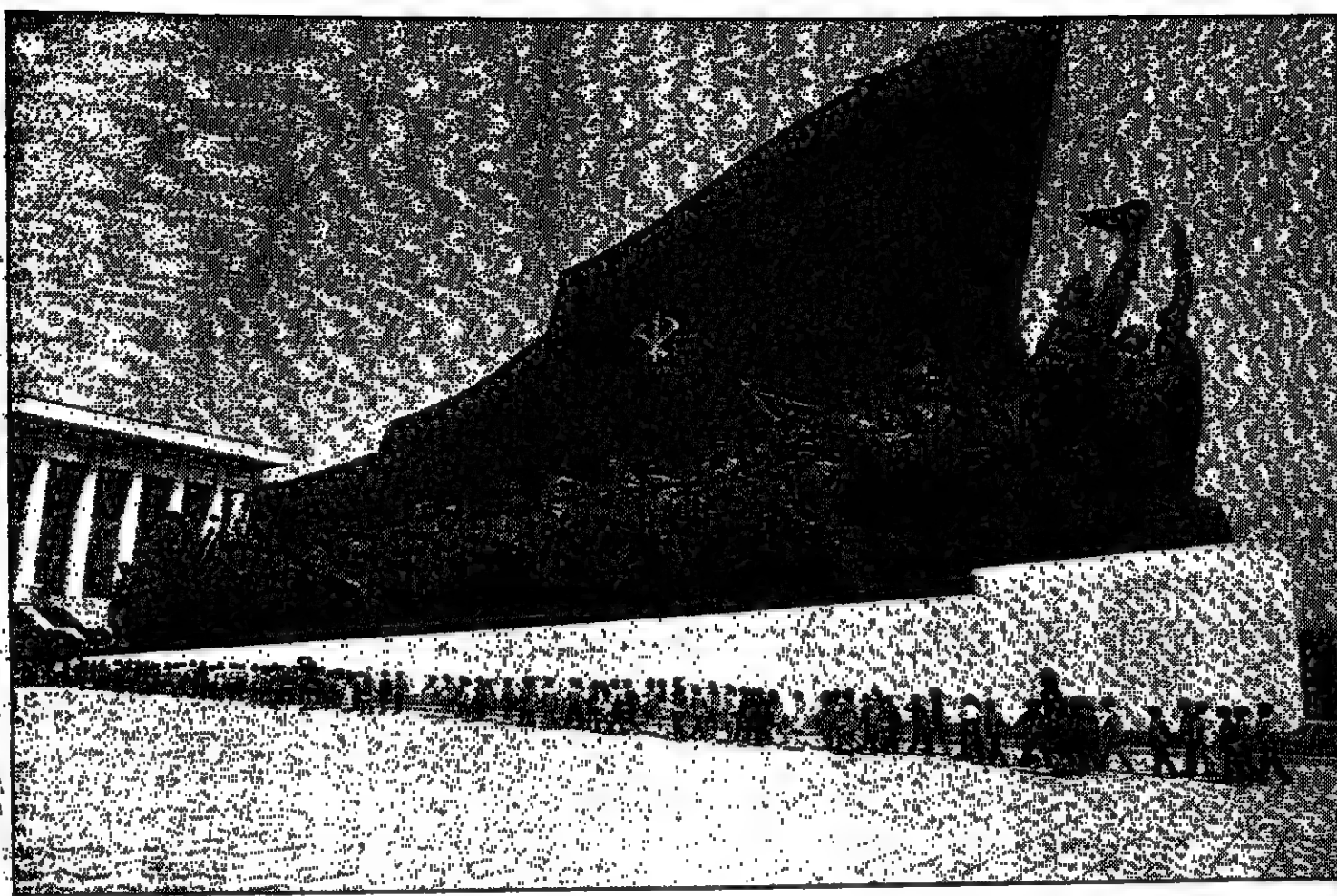
3, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75006 PARIS 24, RUE DU CHERCHE-MOI 75006 PARIS 7, RUE DE SOLFÉRINO 75007 PARIS

Le Monde

SANIS VISA

Pyongyang capitale du « Grand Leader »

Festival de la jeunesse du 1^{er} au 8 juillet à Pyongyang, la « cité idéale », élevée par le président Kim Il-sung et offerte à son peuple.



soit omniprésent. Sa statue de 20 mètres en bronze doré, indiquant le chemin du Sud, domine la colline Mansudae, au centre de la ville. Elle est la « manifestation de l'ardent désir des Coréens de témoigner pour les générations futures des immortels exploits du président ».

Au pied du monument, la population dépose régulièrement des gerbes de fleurs ou de petits bouquets dévotionnels et, le matin à l'aube, on peut voir des rangées de petites « pionnières », cheveux coupés à la Jeanne d'Arc et foulard rouge noué autour du cou, balayer minutieusement l'esplanade et les escaliers qui y conduisent.

Statues, bustes et portraits du « leader bien-aimé et respecté » sont dans tous les bâtiments (comme dans chaque station du métro). L'effigie du président est partout, jusque dans l'aquarium

mondes. « Nous n'avons rien à envier au reste de la planète » : cette affirmation du « Grand Leader », non exempte d'une certaine mégalomanie, revient comme un leitmotiv sur toutes les lèvres. Elle est peut-être d'autant plus prégnante que la RPDC est un des pays les plus fermés qui soient et que, par conséquent, les points de comparaison sont le privilège d'une petite élite.

Dans ce « paradis des travailleurs », l'architecture est avant tout un art d'État et ses réalisations se doivent d'être « grandioses ». Elles le sont parfois, indépendamment du message qu'elles véhiculent, par leur gigantisme : c'est le cas du stade Kung-nam, avec son toit en forme de fleur de Lotus d'une projection de 60 mètres conçu par l'architecte Kim Djoung-soup (sur une idée, faut-il le préciser, de



l'emplacement où devrait s'élever la colonne au Djoutché.

S'il reste quelques rares vestiges du Pyongyang historique et si certains bâtiments le long de la rivière ont été reconstruits dans le style traditionnel, le point de référence de la ville est moins le passé que l'idéologie révolutionnaire. Pyongyang est bâtie à la gloire d'une révolution dont l'histoire et

légendaire métro aux stations décorées dans une débauche de luxe kitch donnent à Pyongyang l'apparence d'un grand théâtre où se joue une pièce qui aurait pour thème « la félicité socialiste ».

« Pour penser la cité future »

Capitale du royaume de Kokuryo (du premier siècle avant J.-C. au septième siècle après J.-C.), Pyongyang fut rasée pendant la guerre de Corée (1950-1953). On rappelle volontiers que les Américains déversèrent sur la ville 428 000 bombes, soit une par habitant. Sur cette table rase, le président Kim Il-sung éleva une cité « idéale » dont il fit « don » à son peuple. La reconstruction de Pyongyang fait partie de l'hagiographie du « Grand Leader ». Le maire adjoint, M. Kang Cho-han, raconte qu'en pleine guerre ce dernier « sortait de nuit dans les décombres de la ville pilonnée le jour par les bombardements pour penser la cité future ».

Le plan d'urbanisme fut approuvé en 1953. Rejetant la conception géométrique des villes chinoises, « notre cher président », poursuit M. Kang, décida que le cœur de Pyongyang ne devait pas être occupé par un bâtiment administratif ou un monument mais être un endroit de « réjouissance ». Sur l'emplacement d'une ancienne église, détruite par les bombardements, allait s'élever le Palais du travail, remplacé en 1982 par le Palais des études du peuple avec ses toits recourbés aux extrémités dans le style traditionnel et recouverts de tuiles vernissées vertes. Il domine la place Kim Il-sung, bordée de bâtiments stalinistes, sur laquelle ont lieu les grandes défilés. Dans une étrange relation de miroir, le président regarde passer d'une terrasse du Palais du peuple ses effigies portées par une foule exprimant la plus grande liesse.

De l'autre côté de la rivière, en prolongement de la place Kim Il-sung, s'ouvre la grande esplanade blanche du monument au Djoutché. Les deux places forment l'axe est-ouest de la ville. Colonne de granit, « la plus haute du monde », décorée de fleurs d'azalées gravées et surmontée d'un flambeau de marbre rouge pesant vingt tonnes, le monument au Djoutché est dédié au « concept » fondamental et infallible du kim-il-sungisme : compter sur ses propres forces, mobiliser pleinement les masses. Elle fut achevée en 1982 pour le soixante-dixième anniversaire du « Grand Leader ». C'est son fils, et héritier désigné, M. Kim Jong-il, qui, nous dit-on, monta un jour en ballon au-dessus de la ville pour désigner

quartier de Kwangbok (qui aurait dû être la « cité olympique ») tandis qu'à l'est se profilait également de nouveaux quartiers.

La ville ne s'étend pas en corolle, mais elle a commencé à s'agglomérer en cités satellites jusqu'au port de Nampo, à soixante-cinq kilomètres, un peu sur le modèle de Volgograd (ancienne Stalingrad) le long de la Volga. Les quatre kilomètres de la grande avenue Kwangbok (large de douze voies) forment le début de l'autoroute qui reliera le centre aux villes satellites.

Sur l'île Yanggak, au sud de la rivière Taedong, s'élève, à côté d'un nouveau stade de cinquante mille places, un hôtel de conception française (dans le soubassement toutes les normes des hôtels Méridien, y compris pour le linge). Cette île a pour pendant, au nord, le gigantesque stade Rung-na (150 000 places), énorme colosse d'acier reposant sur ses pattes recourbées. Règne désormais sur la ville la masse pyramidale de l'hôtel Ryonkyeung, « le plus haut du monde » avec ses cent cinq étages, soit 323 mètres de hauteur, situé dans le quartier de Botonggang. Seule la partie inférieure a été achevée. Le sommet, dont les travaux de charpente et de maçonnerie ont été terminés fin mai, n'est encore qu'une coque vide.

Pyongyang est très peu asiatique. Ni lais de ruelles, ni vélos, ni marchés (rejetés, nous dit-on, à la périphérie), ni surtout la spontanéité effervescente des villes d'Asie. Pékin, à quatre vingt-dix minutes de vol, semble une capitale « décadente » de l'Asie capitaliste avec ses minijupes et ses vélos, ses foules et sa confusion. Pas d'animaux domestiques, bannis au nom de l'ordre social, pas de mendicants, pas de mégots par terre ou de néons intempestifs accrochés aux façades : discipline, aspicité, Pyongyang a le côté paisible d'une ville scandinave.

Sa propreté, sa circulation quasi incessante rythmée par des policières en vareuse bien ciel, ceinturon noir et socquettes blanches, scandant leurs gestes d'automates d'un coup de talon sur la chaussée dès qu'un véhicule se présente, les innombrables passages souterrains pour piétons alors qu'il n'y a que trente mille voitures, les grandes avenues rectilignes, vides comme celles d'une ville un jour de fête, les femmes, cassées en deux, qui balayent les rues, les trolleybus silencieux qui longent les trottoirs alors qu'une voie médiane sur la chaussée est réservée aux véhicules officiels, le

par Philippe Pons

RAREMENT ville fut davantage l'illustration d'une utopie. Les villes chinoises sont le reflet d'une cosmologie tandis que celles de l'islam se projettent vers La Mecque par l'orientation de leur mosquée. Pyongyang, « cité florissante de la Révolution », se veut l'expression spatiale d'un système politique idéal. Tout pouvoir cherche certes à imposer visuellement son autorité par une architecture monumentale ou une organisation spécifique de l'espace, comme ce fut le cas par exemple de la Rome impériale. Mais, à Pyongyang, l'assujettissement de la ville à une valeur qui la transcende est totale.

La symbiose entre la configuration urbaine et le pouvoir, identifiée à un homme, « le Grand Leader Kim Il-sung », sorte de « génie du lieu », touche ici au fantastique, nourrissant l'imaginaire social. Pyongyang est en cela une « ville unique », modèle idéal et parfait, sorte de « cité radieuse » du socialisme. La ville renvoie ici à un temps dont l'histoire a accompli la tâche : aussi a-t-elle pu s'autoproclamer le « paradis des travailleurs ».

Avec ses parcs et ses jets d'eau, Pyongyang donne l'impression d'une ville sans bruit ni pollution, au modernisme triomphaliste. Il y a une décennie, c'était encore une ville basse, un peu provinciale, aussi propre que morte.

Revanche sur Séoul

Aujourd'hui, avec ses deux millions et demi d'habitants (sur une population de 18 millions), elle s'est profondément transformée. En préparation des Jeux olympiques 1988, dont finalement aucune épreuve n'eut lieu en Corée du Nord, et surtout du treizième Festival de la jeunesse qui, du 1^{er} au 8 juillet, devra être la revanche sur Séoul et sur la déconvenue que provoqua le succès des J.O. Au cours des deux dernières années, plusieurs milliards de dollars ont été dépensés dans une frénésie de construction sans précédent.

Vue du restaurant tournant du quarante-cinquième étage de l'hôtel Koryo ou des 170 mètres du monument au Djoutché, Pyongyang, lovée dans un cercle de montagnes bleutées, se présente comme une ville parsemée d'épaves vertes, basse encore en son centre mais se hérissant de gratte-ciel à la périphérie. Au sud-ouest notamment se dresse la ligne des immeubles de quarante à soixante étages du nouveau

Mais étonné, cinq arrivées en hélicoptère, plus de vingt vols dans l'atmosphère, le 1^{er} jour, le 2^e de Vain, l'éclair, le 3^e de la 1^{re}, le 4^e de la 2^e, le 5^e de la 3^e, le 6^e de la 4^e, le 7^e de la 5^e, le 8^e de la 6^e, le 9^e de la 7^e, le 10^e de la 8^e, le 11^e de la 9^e, le 12^e de la 10^e, le 13^e de la 11^e, le 14^e de la 12^e, le 15^e de la 13^e, le 16^e de la 14^e, le 17^e de la 15^e, le 18^e de la 16^e, le 19^e de la 17^e, le 20^e de la 18^e, le 21^e de la 19^e, le 22^e de la 20^e, le 23^e de la 21^e, le 24^e de la 22^e, le 25^e de la 23^e, le 26^e de la 24^e, le 27^e de la 25^e, le 28^e de la 26^e, le 29^e de la 27^e, le 30^e de la 28^e, le 31^e de la 29^e, le 1^{er} de la 30^e, le 2^e de la 31^e, le 3^e de la 32^e, le 4^e de la 33^e, le 5^e de la 34^e, le 6^e de la 35^e, le 7^e de la 36^e, le 8^e de la 37^e, le 9^e de la 38^e, le 10^e de la 39^e, le 11^e de la 40^e, le 12^e de la 41^e, le 13^e de la 42^e, le 14^e de la 43^e, le 15^e de la 44^e, le 16^e de la 45^e, le 17^e de la 46^e, le 18^e de la 47^e, le 19^e de la 48^e, le 20^e de la 49^e, le 21^e de la 50^e, le 22^e de la 51^e, le 23^e de la 52^e, le 24^e de la 53^e, le 25^e de la 54^e, le 26^e de la 55^e, le 27^e de la 56^e, le 28^e de la 57^e, le 29^e de la 58^e, le 30^e de la 59^e, le 31^e de la 60^e, le 1^{er} de la 61^e, le 2^e de la 62^e, le 3^e de la 63^e, le 4^e de la 64^e, le 5^e de la 65^e, le 6^e de la 66^e, le 7^e de la 67^e, le 8^e de la 68^e, le 9^e de la 69^e, le 10^e de la 70^e, le 11^e de la 71^e, le 12^e de la 72^e, le 13^e de la 73^e, le 14^e de la 74^e, le 15^e de la 75^e, le 16^e de la 76^e, le 17^e de la 77^e, le 18^e de la 78^e, le 19^e de la 79^e, le 20^e de la 80^e, le 21^e de la 81^e, le 22^e de la 82^e, le 23^e de la 83^e, le 24^e de la 84^e, le 25^e de la 85^e, le 26^e de la 86^e, le 27^e de la 87^e, le 28^e de la 88^e, le 29^e de la 89^e, le 30^e de la 90^e, le 31^e de la 91^e, le 1^{er} de la 92^e, le 2^e de la 93^e, le 3^e de la 94^e, le 4^e de la 95^e, le 5^e de la 96^e, le 6^e de la 97^e, le 7^e de la 98^e, le 8^e de la 99^e, le 9^e de la 100^e, le 10^e de la 101^e, le 11^e de la 102^e, le 12^e de la 103^e, le 13^e de la 104^e, le 14^e de la 105^e, le 15^e de la 106^e, le 16^e de la 107^e, le 17^e de la 108^e, le 18^e de la 109^e, le 19^e de la 110^e, le 20^e de la 111^e, le 21^e de la 112^e, le 22^e de la 113^e, le 23^e de la 114^e, le 24^e de la 115^e, le 25^e de la 116^e, le 26^e de la 117^e, le 27^e de la 118^e, le 28^e de la 119^e, le 29^e de la 120^e, le 30^e de la 121^e, le 31^e de la 122^e, le 1^{er} de la 123^e, le 2^e de la 124^e, le 3^e de la 125^e, le 4^e de la 126^e, le 5^e de la 127^e, le 6^e de la 128^e, le 7^e de la 129^e, le 8^e de la 130^e, le 9^e de la 131^e, le 10^e de la 132^e, le 11^e de la 133^e, le 12^e de la 134^e, le 13^e de la 135^e, le 14^e de la 136^e, le 15^e de la 137^e, le 16^e de la 138^e, le 17^e de la 139^e, le 18^e de la 140^e, le 19^e de la 141^e, le 20^e de la 142^e, le 21^e de la 143^e, le 22^e de la 144^e, le 23^e de la 145^e, le 24^e de la 146^e, le 25^e de la 147^e, le 26^e de la 148^e, le 27^e de la 149^e, le 28^e de la 150^e, le 29^e de la 151^e, le 30^e de la 152^e, le 31^e de la 153^e, le 1^{er} de la 154^e, le 2^e de la 155^e, le 3^e de la 156^e, le 4^e de la 157^e, le 5^e de la 158^e, le 6^e de la 159^e, le 7^e de la 160^e, le 8^e de la 161^e, le 9^e de la 162^e, le 10^e de la 163^e, le 11^e de la 164^e, le 12^e de la 165^e, le 13^e de la 166^e, le 14^e de la 167^e, le 15^e de la 168^e, le 16^e de la 169^e, le 17^e de la 170^e, le 18^e de la 171^e, le 19^e de la 172^e, le 20^e de la 173^e, le 21^e de la 174^e, le 22^e de la 175^e, le 23^e de la 176^e, le 24^e de la 177^e, le 25^e de la 178^e, le 26^e de la 179^e, le 27^e de la 180^e, le 28^e de la 181^e, le 29^e de la 182^e, le 30^e de la 183^e, le 31^e de la 184^e, le 1^{er} de la 185^e, le 2^e de la 186^e, le 3^e de la 187^e, le 4^e de la 188^e, le 5^e de la 189^e, le 6^e de la 190^e, le 7^e de la 191^e, le 8^e de la 192^e, le 9^e de la 193^e, le 10^e de la 194^e, le 11^e de la 195^e, le 12^e de la 196^e, le 13^e de la 197^e, le 14^e de la 198^e, le 15^e de la 199^e, le 16^e de la 200^e, le 17^e de la 201^e, le 18^e de la 202^e, le 19^e de la 203^e, le 20^e de la 204^e, le 21^e de la 205^e, le 22^e de la 206^e, le 23^e de la 207^e, le 24^e de la 208^e, le 25^e de la 209^e, le 26^e de la 210^e, le 27^e de la 211^e, le 28^e de la 212^e, le 29^e de la 213^e, le 30^e de la 214^e, le 31^e de la 215^e, le 1^{er} de la 216^e, le 2^e de la 217^e, le 3^e de la 218^e, le 4^e de la 219^e, le 5^e de la 220^e, le 6^e de la 221^e, le 7^e de la 222^e, le 8^e de la 223^e, le 9^e de la 224^e, le 10^e de la 225^e, le 11^e de la 226^e, le 12^e de la 227^e, le 13^e de la 228^e, le 14^e de la 229^e, le 15^e de la 230^e, le 16^e de la 231^e, le 17^e de la 232^e, le 18^e de la 233^e, le 19^e de la 234^e, le 20^e de la 235^e, le 21^e de la 236^e, le 22^e de la 237^e, le 23^e de la 238^e, le 24^e de la 239^e, le 25^e de la 240^e, le 26^e de la 241^e, le 27^e de la 242^e, le 28^e de la 243^e, le 29^e de la 244^e, le 30^e de la 245^e, le 31^e de la 246^e, le 1^{er} de la 247^e, le 2^e de la 248^e, le 3^e de la 249^e, le 4^e de la 250^e, le 5^e de la 251^e, le 6^e de la 252^e, le 7^e de la 253^e, le 8^e de la 254^e, le 9^e de la 255^e, le 10^e de la 256^e, le 11^e de la 257^e, le 12^e de la 258^e, le 13^e de la 259^e, le 14^e de la 260^e, le 15^e de la 261^e, le 16^e de la 262^e, le 17^e de la 263^e, le 18^e de la 264^e, le 19^e de la 265^e, le 20^e de la 266^e, le 21^e de la 267^e, le 22^e de la 268^e, le 23^e de la 269^e, le 24^e de la 270^e, le 25^e de la 271^e, le 26^e de la 272^e, le 27^e de la 273^e, le 28^e de la 274^e, le 29^e de la 275^e, le 30^e de la 276^e, le 31^e de la 277^e, le 1^{er} de la 278^e, le 2^e de la 279^e, le 3^e de la 280^e, le 4^e de la 281^e, le 5^e de la 282^e, le 6^e de la 283^e, le 7^e de la 284^e, le 8^e de la 285^e, le 9^e de la 286^e, le 10^e de la 287^e, le 11^e de la 288^e, le 12^e de la 289^e, le 13^e de la 290^e, le 14^e de la 291^e, le 15^e de la 292^e, le 16^e de la 293^e, le 17^e de la 294^e, le 18^e de la 295^e, le 19^e de la 296^e, le 20^e de la 297^e, le 21^e de la 298^e, le 22^e de la 299^e, le 23^e de la 300^e, le 24^e de la 301^e, le 25^e de la 302^e, le 26^e de la 303^e, le 27^e de la 304^e, le 28^e de la 305^e, le 29^e de la 306^e, le 30^e de la 307^e, le 31^e de la 308^e, le 1^{er} de la 309^e, le 2^e de la 310^e, le 3^e de la 311^e, le 4^e de la 312^e, le 5^e de la 313^e, le 6^e de la 314^e, le 7^e de la 315^e, le 8^e de la 316^e, le 9^e de la 317^e, le 10^e de la 318^e, le 11^e de la 319^e, le 12^e de la 320^e, le 13^e de la 321^e, le 14^e de la 322^e, le 15^e de la 323^e, le 16^e de la 324^e, le 17^e de la 325^e, le 18^e de la 326^e, le 19^e de la 327^e, le 20^e de la 328^e, le 21^e de la 329^e, le 22^e de la 330^e, le 23^e de la 331^e, le 24^e de la 332^e, le 25^e de la 333^e, le 26^e de la 334^e, le 27^e de la 335^e, le 28^e de la 336^e, le 29^e de la 337^e, le 30^e de la 338^e, le 31^e de la 339^e, le 1^{er} de la 340^e, le 2^e de la 341^e, le 3^e de la 342^e, le 4^e de la 343^e, le 5^e de la 344^e, le 6^e de la 345^e, le 7^e de la 346^e, le 8^e de la 347^e, le 9^e de la 348^e, le 10^e de la 349^e, le 11^e de la 350^e, le 12^e de la 351^e, le 13^e de la 352^e, le 14^e de la 353^e, le 15^e de la 354^e, le 16^e de la 355^e, le 17^e de la 356^e, le 18^e de la 357^e, le 19^e de la 358^e, le 20^e de la 359^e, le 21^e de la 360^e, le 22^e de la 361^e, le 23^e de la 362^e, le 24^e de la 363^e, le 25^e de la 364^e, le 26^e de la 365^e, le 27^e de la 366^e, le 28^e de la 367^e, le 29^e de la 368^e, le 30^e de la 369^e, le 31^e de la 370^e, le 1^{er} de la 371^e, le 2^e de la 372^e, le 3^e de la 373^e, le 4^e de la 374^e, le 5^e de la 375^e, le 6^e de la 376^e, le 7^e de la 377^e, le 8^e de la 378^e, le 9^e de la 379^e, le 10^e de la 380^e, le 11^e de la 381^e, le 12^e de la 382^e, le 13^e de la 383^e, le 14^e de la 384^e, le 15^e de la 385^e, le 16^e de la 386^e, le 17^e de la 387^e, le 18^e de la 388^e, le 19^e de la 389^e, le 20^e de la 390^e, le 21^e de la 391^e, le 22^e de la 392^e, le 23^e de la 393^e, le 24^e de la 394^e, le 25^e de la 395^e, le 26^e de la 396^e, le 27^e de la 397^e, le 28^e de la 398^e, le 29^e de la 399^e, le 30^e de la 400^e, le 31^e de la 401^e, le 1^{er} de la 402^e, le 2^e de la 403^e, le 3^e de la 404^e, le 4^e de la 405^e, le 5^e de la 406^e, le 6^e de la

JEUX

échecs

N° 1339
VÉRIFICATION

Par correspondance, 1988-89
Blancs : PÉCHY
Noirs : SETHYER
Début : 1988, Variante des trois pions.

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. h4 h5 5. g3 g4 6. f3 f4 7. e3 e4 8. d3 d4 9. c3 c4 10. b3 b4 11. a3 a4 12. b4 b5 13. c4 c5 14. d4 d5 15. e4 e5 16. f4 f5 17. g4 g5 18. h4 h5 19. g3 g4 20. f3 f4 21. e3 e4 22. d3 d4 23. c3 c4 24. b3 b4 25. a3 a4 26. b4 b5 27. c4 c5 28. d4 d5 29. e4 e5 30. f4 f5 31. g4 g5 32. h4 h5 33. g3 g4 34. f3 f4 35. e3 e4 36. d3 d4 37. c3 c4 38. b3 b4 39. a3 a4 40. b4 b5 41. c4 c5 42. d4 d5 43. e4 e5 44. f4 f5 45. g4 g5 46. h4 h5 47. g3 g4 48. f3 f4 49. e3 e4 50. d3 d4 51. c3 c4 52. b3 b4 53. a3 a4 54. b4 b5 55. c4 c5 56. d4 d5 57. e4 e5 58. f4 f5 59. g4 g5 60. h4 h5 61. g3 g4 62. f3 f4 63. e3 e4 64. d3 d4 65. c3 c4 66. b3 b4 67. a3 a4 68. b4 b5 69. c4 c5 70. d4 d5 71. e4 e5 72. f4 f5 73. g4 g5 74. h4 h5 75. g3 g4 76. f3 f4 77. e3 e4 78. d3 d4 79. c3 c4 80. b3 b4 81. a3 a4 82. b4 b5 83. c4 c5 84. d4 d5 85. e4 e5 86. f4 f5 87. g4 g5 88. h4 h5 89. g3 g4 90. f3 f4 91. e3 e4 92. d3 d4 93. c3 c4 94. b3 b4 95. a3 a4 96. b4 b5 97. c4 c5 98. d4 d5 99. e4 e5 100. f4 f5 101. g4 g5 102. h4 h5 103. g3 g4 104. f3 f4 105. e3 e4 106. d3 d4 107. c3 c4 108. b3 b4 109. a3 a4 110. b4 b5 111. c4 c5 112. d4 d5 113. e4 e5 114. f4 f5 115. g4 g5 116. h4 h5 117. g3 g4 118. f3 f4 119. e3 e4 120. d3 d4 121. c3 c4 122. b3 b4 123. a3 a4 124. b4 b5 125. c4 c5 126. d4 d5 127. e4 e5 128. f4 f5 129. g4 g5 130. h4 h5 131. g3 g4 132. f3 f4 133. e3 e4 134. d3 d4 135. c3 c4 136. b3 b4 137. a3 a4 138. b4 b5 139. c4 c5 140. d4 d5 141. e4 e5 142. f4 f5 143. g4 g5 144. h4 h5 145. g3 g4 146. f3 f4 147. e3 e4 148. d3 d4 149. c3 c4 150. b3 b4 151. a3 a4 152. b4 b5 153. c4 c5 154. d4 d5 155. e4 e5 156. f4 f5 157. g4 g5 158. h4 h5 159. g3 g4 160. f3 f4 161. e3 e4 162. d3 d4 163. c3 c4 164. b3 b4 165. a3 a4 166. b4 b5 167. c4 c5 168. d4 d5 169. e4 e5 170. f4 f5 171. g4 g5 172. h4 h5 173. g3 g4 174. f3 f4 175. e3 e4 176. d3 d4 177. c3 c4 178. b3 b4 179. a3 a4 180. b4 b5 181. c4 c5 182. d4 d5 183. e4 e5 184. f4 f5 185. g4 g5 186. h4 h5 187. g3 g4 188. f3 f4 189. e3 e4 190. d3 d4 191. c3 c4 192. b3 b4 193. a3 a4 194. b4 b5 195. c4 c5 196. d4 d5 197. e4 e5 198. f4 f5 199. g4 g5 200. h4 h5 201. g3 g4 202. f3 f4 203. e3 e4 204. d3 d4 205. c3 c4 206. b3 b4 207. a3 a4 208. b4 b5 209. c4 c5 210. d4 d5 211. e4 e5 212. f4 f5 213. g4 g5 214. h4 h5 215. g3 g4 216. f3 f4 217. e3 e4 218. d3 d4 219. c3 c4 220. b3 b4 221. a3 a4 222. b4 b5 223. c4 c5 224. d4 d5 225. e4 e5 226. f4 f5 227. g4 g5 228. h4 h5 229. g3 g4 230. f3 f4 231. e3 e4 232. d3 d4 233. c3 c4 234. b3 b4 235. a3 a4 236. b4 b5 237. c4 c5 238. d4 d5 239. e4 e5 240. f4 f5 241. g4 g5 242. h4 h5 243. g3 g4 244. f3 f4 245. e3 e4 246. d3 d4 247. c3 c4 248. b3 b4 249. a3 a4 250. b4 b5 251. c4 c5 252. d4 d5 253. e4 e5 254. f4 f5 255. g4 g5 256. h4 h5 257. g3 g4 258. f3 f4 259. e3 e4 260. d3 d4 261. c3 c4 262. b3 b4 263. a3 a4 264. b4 b5 265. c4 c5 266. d4 d5 267. e4 e5 268. f4 f5 269. g4 g5 270. h4 h5 271. g3 g4 272. f3 f4 273. e3 e4 274. d3 d4 275. c3 c4 276. b3 b4 277. a3 a4 278. b4 b5 279. c4 c5 280. d4 d5 281. e4 e5 282. f4 f5 283. g4 g5 284. h4 h5 285. g3 g4 286. f3 f4 287. e3 e4 288. d3 d4 289. c3 c4 290. b3 b4 291. a3 a4 292. b4 b5 293. c4 c5 294. d4 d5 295. e4 e5 296. f4 f5 297. g4 g5 298. h4 h5 299. g3 g4 300. f3 f4 301. e3 e4 302. d3 d4 303. c3 c4 304. b3 b4 305. a3 a4 306. b4 b5 307. c4 c5 308. d4 d5 309. e4 e5 310. f4 f5 311. g4 g5 312. h4 h5 313. g3 g4 314. f3 f4 315. e3 e4 316. d3 d4 317. c3 c4 318. b3 b4 319. a3 a4 320. b4 b5 321. c4 c5 322. d4 d5 323. e4 e5 324. f4 f5 325. g4 g5 326. h4 h5 327. g3 g4 328. f3 f4 329. e3 e4 330. d3 d4 331. c3 c4 332. b3 b4 333. a3 a4 334. b4 b5 335. c4 c5 336. d4 d5 337. e4 e5 338. f4 f5 339. g4 g5 340. h4 h5 341. g3 g4 342. f3 f4 343. e3 e4 344. d3 d4 345. c3 c4 346. b3 b4 347. a3 a4 348. b4 b5 349. c4 c5 350. d4 d5 351. e4 e5 352. f4 f5 353. g4 g5 354. h4 h5 355. g3 g4 356. f3 f4 357. e3 e4 358. d3 d4 359. c3 c4 360. b3 b4 361. a3 a4 362. b4 b5 363. c4 c5 364. d4 d5 365. e4 e5 366. f4 f5 367. g4 g5 368. h4 h5 369. g3 g4 370. f3 f4 371. e3 e4 372. d3 d4 373. c3 c4 374. b3 b4 375. a3 a4 376. b4 b5 377. c4 c5 378. d4 d5 379. e4 e5 380. f4 f5 381. g4 g5 382. h4 h5 383. g3 g4 384. f3 f4 385. e3 e4 386. d3 d4 387. c3 c4 388. b3 b4 389. a3 a4 390. b4 b5 391. c4 c5 392. d4 d5 393. e4 e5 394. f4 f5 395. g4 g5 396. h4 h5 397. g3 g4 398. f3 f4 399. e3 e4 400. d3 d4 401. c3 c4 402. b3 b4 403. a3 a4 404. b4 b5 405. c4 c5 406. d4 d5 407. e4 e5 408. f4 f5 409. g4 g5 410. h4 h5 411. g3 g4 412. f3 f4 413. e3 e4 414. d3 d4 415. c3 c4 416. b3 b4 417. a3 a4 418. b4 b5 419. c4 c5 420. d4 d5 421. e4 e5 422. f4 f5 423. g4 g5 424. h4 h5 425. g3 g4 426. f3 f4 427. e3 e4 428. d3 d4 429. c3 c4 430. b3 b4 431. a3 a4 432. b4 b5 433. c4 c5 434. d4 d5 435. e4 e5 436. f4 f5 437. g4 g5 438. h4 h5 439. g3 g4 440. f3 f4 441. e3 e4 442. d3 d4 443. c3 c4 444. b3 b4 445. a3 a4 446. b4 b5 447. c4 c5 448. d4 d5 449. e4 e5 450. f4 f5 451. g4 g5 452. h4 h5 453. g3 g4 454. f3 f4 455. e3 e4 456. d3 d4 457. c3 c4 458. b3 b4 459. a3 a4 460. b4 b5 461. c4 c5 462. d4 d5 463. e4 e5 464. f4 f5 465. g4 g5 466. h4 h5 467. g3 g4 468. f3 f4 469. e3 e4 470. d3 d4 471. c3 c4 472. b3 b4 473. a3 a4 474. b4 b5 475. c4 c5 476. d4 d5 477. e4 e5 478. f4 f5 479. g4 g5 480. h4 h5 481. g3 g4 482. f3 f4 483. e3 e4 484. d3 d4 485. c3 c4 486. b3 b4 487. a3 a4 488. b4 b5 489. c4 c5 490. d4 d5 491. e4 e5 492. f4 f5 493. g4 g5 494. h4 h5 495. g3 g4 496. f3 f4 497. e3 e4 498. d3 d4 499. c3 c4 500. b3 b4 501. a3 a4 502. b4 b5 503. c4 c5 504. d4 d5 505. e4 e5 506. f4 f5 507. g4 g5 508. h4 h5 509. g3 g4 510. f3 f4 511. e3 e4 512. d3 d4 513. c3 c4 514. b3 b4 515. a3 a4 516. b4 b5 517. c4 c5 518. d4 d5 519. e4 e5 520. f4 f5 521. g4 g5 522. h4 h5 523. g3 g4 524. f3 f4 525. e3 e4 526. d3 d4 527. c3 c4 528. b3 b4 529. a3 a4 530. b4 b5 531. c4 c5 532. d4 d5 533. e4 e5 534. f4 f5 535. g4 g5 536. h4 h5 537. g3 g4 538. f3 f4 539. e3 e4 540. d3 d4 541. c3 c4 542. b3 b4 543. a3 a4 544. b4 b5 545. c4 c5 546. d4 d5 547. e4 e5 548. f4 f5 549. g4 g5 550. h4 h5 551. g3 g4 552. f3 f4 553. e3 e4 554. d3 d4 555. c3 c4 556. b3 b4 557. a3 a4 558. b4 b5 559. c4 c5 560. d4 d5 561. e4 e5 562. f4 f5 563. g4 g5 564. h4 h5 565. g3 g4 566. f3 f4 567. e3 e4 568. d3 d4 569. c3 c4 570. b3 b4 571. a3 a4 572. b4 b5 573. c4 c5 574. d4 d5 575. e4 e5 576. f4 f5 577. g4 g5 578. h4 h5 579. g3 g4 580. f3 f4 581. e3 e4 582. d3 d4 583. c3 c4 584. b3 b4 585. a3 a4 586. b4 b5 587. c4 c5 588. d4 d5 589. e4 e5 590. f4 f5 591. g4 g5 592. h4 h5 593. g3 g4 594. f3 f4 595. e3 e4 596. d3 d4 597. c3 c4 598. b3 b4 599. a3 a4 600. b4 b5 601. c4 c5 602. d4 d5 603. e4 e5 604. f4 f5 605. g4 g5 606. h4 h5 607. g3 g4 608. f3 f4 609. e3 e4 610. d3 d4 611. c3 c4 612. b3 b4 613. a3 a4 614. b4 b5 615. c4 c5 616. d4 d5 617. e4 e5 618. f4 f5 619. g4 g5 620. h4 h5 621. g3 g4 622. f3 f4 623. e3 e4 624. d3 d4 625. c3 c4 626. b3 b4 627. a3 a4 628. b4 b5 629. c4 c5 630. d4 d5 631. e4 e5 632. f4 f5 633. g4 g5 634. h4 h5 635. g3 g4 636. f3 f4 637. e3 e4 638. d3 d4 639. c3 c4 640. b3 b4 641. a3 a4 642. b4 b5 643. c4 c5 644. d4 d5 645. e4 e5 646. f4 f5 647. g4 g5 648. h4 h5 649. g3 g4 650. f3 f4 651. e3 e4 652. d3 d4 653. c3 c4 654. b3 b4 655. a3 a4 656. b4 b5 657. c4 c5 658. d4 d5 659. e4 e5 660. f4 f5 661. g4 g5 662. h4 h5 663. g3 g4 664. f3 f4 665. e3 e4 666. d3 d4 667. c3 c4 668. b3 b4 669. a3 a4 670. b4 b5 671. c4 c5 672. d4 d5 673. e4 e5 674. f4 f5 675. g4 g5 676. h4 h5 677. g3 g4 678. f3 f4 679. e3 e4 680. d3 d4 681. c3 c4 682. b3 b4 683. a3 a4 684. b4 b5 685. c4 c5 686. d4 d5 687. e4 e5 688. f4 f5 689. g4 g5 690. h4 h5 691. g3 g4 692. f3 f4 693. e3 e4 694. d3 d4 695. c3 c4 696. b3 b4 697. a3 a4 698. b4 b5 699. c4 c5 700. d4 d5 701. e4 e5 702. f4 f5 703. g4 g5 704. h4 h5 705. g3 g4 706. f3 f4 707. e3 e4 708. d3 d4 709. c3 c4 710. b3 b4 711. a3 a4 712. b4 b5 713. c4 c5 714. d4 d5 715. e4 e5 716. f4 f5 717. g4 g5 718. h4 h5 719. g3 g4 720. f3 f4 721. e3 e4 722. d3 d4 723. c3 c4 724. b3 b4 725. a3 a4 726. b4 b5 727. c4 c5 728. d4 d5 729. e4 e5 730. f4 f5 731. g4 g5 732. h4 h5 733. g3 g4 734. f3 f4 735. e3 e4 736. d3 d4 737. c3 c4 738. b3 b4 739. a3 a4 740. b4 b5 741. c4 c5 742. d4 d5 743. e4 e5 744. f4 f5 745. g4 g5 746. h4 h5 747. g3 g4 748. f3 f4 749. e3 e4 750. d3 d4 751. c3 c4 752. b3 b4 753. a3 a4 754. b4 b5 755. c4 c5 756. d4 d5 757. e4 e5 758. f4 f5 759. g4 g5 760. h4 h5 761. g3 g4 762. f3 f4 763. e3 e4 764. d3 d4 765. c3 c4 766. b3 b4 767. a3 a4 768. b4 b5 769. c4 c5 770. d4 d5 771. e4 e5 772. f4 f5 773. g4 g5 774. h4 h5 775. g3 g4 776. f3 f4 777. e3 e4 778. d3 d4 779. c3 c4 780. b3 b4 781. a3 a4 782. b4 b5 783. c4 c5 784. d4 d5 785. e4 e5 786. f4 f5 787. g4 g5 788. h4 h5 789. g3 g4 790. f3 f4 791. e3 e4 792. d3 d4 793. c3 c4 794. b3 b4 795. a3 a4 796. b4 b5 797. c4 c5 798. d4 d5 799. e4 e5 800. f4 f5 801. g4 g5 802. h4 h5 803. g3 g4 804. f3 f4 805. e3 e4 806. d3 d4 807. c3 c4 808. b3 b4 809. a3 a4 810. b4 b5 811. c4 c5 812. d4 d5 813. e4 e5 814. f4 f5 815. g4 g5 816. h4 h5 817. g3 g4 818. f3 f4 819. e3 e4 820. d3 d4 821. c3 c4 822. b3 b4 823. a3 a4 824. b4 b5 825. c4 c5 826. d4 d5 827. e4 e5 828. f4 f5 829. g4 g5 830. h4 h5 831. g3 g4 832. f3 f4 833. e3 e4 834. d3 d4 835. c3 c4 836. b3 b4 837. a3 a4 838. b4 b5 839. c4 c5 840. d4 d5 841. e4 e5 842. f4 f5 843. g4 g5 844. h4 h5 845. g3 g4 846. f3 f4 847. e3 e4 848. d3 d4 849. c3 c4 850. b3 b4 851. a3 a4 852. b4 b5 853. c4 c5 854. d4 d5 855. e4 e5 856. f4 f5 857. g4 g5 858. h4 h5 859. g3 g4 860. f3 f4 861. e3 e4 862. d3 d4 863. c3 c4 864. b3 b4 865. a3 a4 866. b4 b5 867. c4 c5 868. d4 d5 869. e4 e5 870. f4 f5 871. g4 g5 872. h4 h5 873. g3 g4 874. f3 f4 875. e3 e4 876. d3 d4 877. c3 c4 878. b3 b4 879. a3 a4 880. b4 b5 881. c4 c5 882. d4 d5 883. e4 e5 884. f4 f5 885. g4 g5 886. h4 h5 887. g3 g4 888. f3 f4 889. e3 e4 890. d3 d4 891. c3 c4 892. b3 b4 893. a3 a4 894. b4 b5 895. c4 c5 896. d4 d5 897. e4 e5 898. f4 f5 899. g4 g5 900. h4 h5 901. g3 g4 902. f3 f4 903. e3 e4 904. d3 d4 905. c3 c4 906. b3 b4 907. a3 a4 908. b4 b5 909. c4 c5 910. d4 d5 911. e4 e5 912. f4 f5 913. g4 g5 914. h4 h5 915. g3 g4 916. f3 f4 917. e3 e4 918. d3 d4 919. c3 c4 920. b3 b4 921. a3 a4 922. b4 b5 923. c4 c5 924. d4 d5 925. e4 e5 926. f4 f5 927. g4 g5 928. h4 h5 929. g3 g4 930. f3 f4 931. e3 e4 932. d3 d4 933. c3 c4 934. b3 b4 935. a3 a4 936. b4 b5 937. c4 c5 938. d4 d5 939. e4 e5 940. f4 f5 941. g4 g5 942. h4 h5 943. g3 g4 944. f3 f4 945. e3 e4 946. d3 d4 947. c3 c4 948. b3 b4 949. a3 a4 950. b4 b5 951. c4 c5 952. d4 d5 953. e4 e5 954. f4 f5 955. g4 g5 956. h4 h5 957. g3 g4 958. f3 f4 959. e3 e4 960. d3 d4 961. c3 c4 962. b3 b4 963. a3 a4 964. b4 b5 965. c4 c5 966. d4 d5 967. e4 e5 968. f4 f5 969. g4 g5 970. h4 h5 971. g3 g4 972. f3 f4 973. e3 e4 974. d3 d4 975. c3 c4 976. b3 b4 977. a3 a4 978. b4 b5 979. c4 c5 980. d4 d5 981. e4 e5 982. f4 f5 983. g4 g5 984. h4 h5 985. g3 g4 986. f3 f4 987. e3 e4 988. d3 d4 989. c3 c4 990. b3 b4 991. a3 a4 992. b4 b5 993. c4 c5 994. d4 d5 995. e4 e5 996. f4 f5 997. g4 g5 998. h4 h5 999. g3 g4 1000. f3 f4

NOTES

a) Si 7... D67?; 8. C31, Cx4 (ou 8... Cb7?; 9. d51, d65; 10. f65, Cx5; 11. F65+, C67+; 12. R2, Cx4+; 13. R3; 14. Cx4, D64+; 15. R2, D5; 16. F63, D67; 17. T61+, F67; 18. D62 et les Blancs ont un avantage.

b) Si 8... F65 (variante Taimanov), soit 7. F65+ (variante Taimanov), soit 7. C33, 0-0; 8. F62. La sortie du F-8 facilite la capture 64-65.

c) Il est bien connu que la seule réponse est ici 8... C5-47; après 8... Cb7 et 8... F67, l'avance 9.65! est considérée par tous les théoriciens comme une réfutation; cependant, l'affaire est moins claire qu'on peut le croire et justement l'objectif du jeu par correspondance est de regarder de plus près les quelques analyses contestées à cette réfutation et de vérifier.

d) Si 11... f66; 12. d66, 0-0!; 13. C31, F64; 14. F63 (ou 14... F63); 15. d67, D67; 16. D65+, R67; 17. D65+; 18. D65, C65; 19. D62, F66; 17. 0-0-0 avec avantage aux Blancs (Hensch-Schlechter, 1986).

e) Et non 13... C33?; F63+; 14. b63, D64+; 15. R2, C61+; 16. D61, f66; 17. d66, 0-0!; 18. d67, F67; 19. F67, T6-38! et 13... d67+?; F67; 14... F67; R67; 15... D64+, D64; 16. Cx4, T6-68+; 17. R2, C61+; 18. R62, F64; 19. C33, T62+; 20. R61, T68.

f) La grande question: faut-il prendre la T ou pousser le R? Par exemple, 13... D61; 14. F65, 0-0; 15. d67, F67; 16. F67, T6-38! et 13... T68+; 18. D62, F64; 19. 0-0-0!; T63; 20. D62! (en lieu de 20. D64, de la partie Littlewood-Norwood, Londres, 1985). Ou aussi 14. d67+, F67;

15. F67+, R67; 16. D64+, f5; 17. D64+, R67; 18. F63, F63+ (ou 18... F66; 19. F65, D62; 20. D64); 19. b63, D65; 20. T61, D65; 21. D64+, b65; 22. C33 mais cette suite semble ne laisser aux Blancs qu'un léger avantage.

g) Et non 14... f66; 15. d66, F63+; 16. b63, D66+; 17. R62, D66; 18. D63 et les Blancs sont mieux (Peak-Vinier, Rindhorst, 1985).

h) On 16. C62.

i) Avec quatre pions pour la pièce, les Blancs s'en vont à conclure l'échange des D. Après 17... f66 la réponse 18. F66! est gagnante.

j) Même après l'échange des D, ce coup reste fort, le développement des Blancs est meilleur.

k) Bien plus fort que 20. F67+, F67; 21. F67, T68; 22. T67 qui permettrait aux Blancs de reprendre leur souffle.

l) La situation des Blancs est bien compromise.

m) Sur 23... T68 F67 donne la pièce suite 24. F66, T66; 25. T67, T63; 26. F66+, R68; 27. T61, T62+; 28. R61, R68; 29. T67, T68; 30. T61 etc.

n) Si 24... T68; 25. F66+, R67; 26. F63.

o) Maintenant tout va très vite.

p) Si 28... R68; 29. C65, C63; 30. T6-1+; C63; 31. F66.

q) Le coup de grâce.

r) Si 29... f65; 30. Cx66+, F66; 31. T66, T68; 32. T61, T6-7; 33. F68! et si 29... f65; 30. F65, F65+; 31. F64! ou bien 29... f65; 30. F65, T66; 31. T67+, R68; 32. T67+, R68 33. F66 menaçant 34. T67+, etc.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1338
Y. Bastov, 1981
(Blancs : R63, T65, C67, F63. Noirs : 1. R64, F62. Noirs.)
1. R64, F62; 2. C65+, R63; 3. C64+, R64; 4. T66+, R65; 5. T66, d1=D; 6. R64, R64; 7. T66+, R64; 8. T61, D64; 9. T66+, R64. F62.
Si 1. C65+, R64 et les Blancs gagnent.
Si 1... d1=D; 2. b65, D63+; 3. R65, D63+; 4. R65, D67; 5. g6! mène.
Si 1... R63; 3. C65, F63; 4. R66 mène.
Si 1... R62; 4. T66, d1=D; 5. R64, R63; 6. C65+, R63; 7. C64 mène.
Si 1... R64; 5. T61.

Si 2. T66, R65!
Si 2... D62; 3. C63+ et 10. R64 mène.
CLAUDE LEMOINE
ÉTUDE N° 1339
G.M. KASPARIAN
(1986)
a b c d e f g h
8
7
6
5
4
3
2
1
BLANCS (4) : R65, F66 et b8, C62.
NOIRS (3) : R63, F66, R62.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1337

LA RUSE DE ZIA

Cette donne, qui provient d'un tournoi par paires en Islande, a permis au fameux champion pakistanais Mahmood Zia de faire un top en réussissant une levée de mieux grâce à un piège difficile à éviter. Le responsable du mauvais score du camp défensif n'a pas été celui « tombé dans le panneau », mais son partenaire qui a « oublié » de contrer un Texas.

♠ 863
♥ AD10432
♦ D
♣ DV4

♠ DV9
♥ 98
♦ 8642
♣ 8662

♠ 754
♥ 975
♦ ARV95
♣ 1073

♠ AR102
♥ R76
♦ 1073
♣ A95

Ann. : S. don. P. n. val.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 SA	passo	2 O	passo
2 O	passo	4 O	passo

(Est serait-il profiter du Texas pour indiquer l'entente à Carreau en contrant 2 Carreaux).

Ouest ayant entamé la Dame de Pique, grâce à quel stratagème Mahmood Zia, en Sud, a-t-il réussi quatre cartes avec une de mieux (onze levées) ?

RÉPONSE

Normalement il y a un Pique à perdre (le Valet), un Carreau à perdre et un Trèfle (le Roi ou le 10), sauf si le Roi de Trèfle est en Est et les Piques partagés 3-3 (puisque on pourra défendre le 4 de Trèfle sur le quatrième Pique). De toute façon, il ne coûte rien de ne pas prendre la Dame de Pique et, si Ouest continue la couleur (comme on fait le cas), Sud prendra avec l'As, puis, après deux coups d'attente, il pourra défendre le singleton à Carreau du mort sur le quatrième Pique. De cette manière, Mahmood n'a concédé que la Dame de Pique et le Roi de Trèfle.

Le championnat d'Europe, qui se déroulera à Turin, en Finlande, du 1^{er} au 15 juillet

DECOUVERTE

Pyongyang capitale du « Grand Leader »

(Suite de la page 15.)

Pour la construction de l'avenue Kwangbok, cent cinquante mille soldats et des « volontaires », dont beaucoup de femmes, travaillent nuit et jour, ont été mobilisés. Témoignage de foi en la doctrine djongchisme, ardeur révolutionnaire animée par un marxisme soumaire et projection constante dans le futur par des croisades de production : tels sont les grands ressorts de la vie quotidienne à Pyongyang. Aucune action ne paraît gratuite : toutes s'inscrivent dans un contexte idéologique.

Immeubles rose bonbon

La consommation est régie par des critères reposant sur une idée abstraite de l'homme et de ses aspirations. Elle est d'abord collective : en témoigne la débauche de luxe ostentatoire des stades, des palais (du Peuple ou des Enfants), du métro avec ses stations de marbre, leurs lustres gigantesques et des escaliers roulants vertigineux. Et ensuite seulement individuelle. La RPDC a émis l'« illusion monétaire » : la prise en charge de l'individu par l'Etat est totale de la naissance à la mort.

Trois paires de chaussures sont fournies chaque année, le riz et la

viande sont objets de rationnement mais chacun est assuré d'avoir un logement et de bénéficier de soins médicaux gratuits. L'éducation et l'habillement des enfants sont pris en charge par l'Etat. Dans la Pyongyang qui est donnée à voir au visiteur, il n'y a pas trace de pauvreté.

Dans la grande avenue Chollima, les magasins sans vitrine tendent à se confondre avec n'importe quel rez-de-chaussée. Peu de produits, peu d'acheteurs. Il y a désormais cinq grands magasins à Pyongyang, dont le dernier, situé sous la place Kim Il-sung, paraît le mieux fourni. Un poste de télévision y vaut 600 wons, nous dit une vendeuse dont le salaire mensuel est de 90 wons.

Le nouveau quartier de Changgwang, où se trouve l'hôtel Koryo, avec ses grandes avenues bordées d'immeubles rose bonbon ou vert tendre et ses restaurants où l'on fait la queue, semble une vitrine d'un nouveau Pyongyang. Dans une ville où ont longtemps dominé le gris des complets-vestons, le bleu marine ou le vert olive des uniformes et un rouge omniprésent, la moindre évolution en matière d'habillement féminin se remarque. Les jupes, toujours sages, sont un peu plus courtes, les couleurs plus vives, plus attrayantes et le maquillage commence à apparaître (notamment

sur le visage des policières de la circulation).

La RPDC change lentement et prudemment. Deux églises ont été ouvertes, un cabaret est supposé égarer les nuits des étrangers et cinq « dollars shops » vendent des produits étrangers aux quelques détenteurs de la « monnaie rouge », c'est-à-dire obtenue avec des devises. Sous l'influence des Coréens d'outre-mer rendant visite à leur famille, les habitants de Pyongyang entrevoient d'autres modes de vie. En prévision de l'afflux d'étrangers pour le Festival de la jeunesse, les autorités n'ont de cesse de mettre en garde contre l'influence pernicieuse de l'Occident.

Couples sages en promenade

C'est un privilège de vivre à Pyongyang. Et il ne viendrait à l'idée de personne de se soustraire au « volontariat » des tâches collectives — au risque de perdre le droit à habiter la capitale. Les Mercedes et les Volvo des cadres et des hôtes étrangers sillonnent des avenues vides, sans grand égard pour les piétons, tandis que les travailleurs, réveillés à 5 h 30 par les haut-parleurs rappelant les campagnes en cours, font matin et soir la queue pour prendre les trolleybus bien et blanc.

Dans le cas des employés, trois heures sont consacrées aux études

politiques le samedi. Les cirques, les stades, le patin à glace, les musées, le zoo, les parcs, les cinémas, les monuments au « leader bien-aimé » et les promenades sur l'esplanade de la colonne au Djongchisme pour regarder le gigantesque jet d'eau au milieu de la rivière, constituent les distractions du dimanche.

Le parc de Taseung-san, proche du « cimetière aux martyrs révolutionnaires » tombés pendant la lutte contre les Japonais ou au cours de la « guerre de libération de la patrie » (c'est-à-dire la guerre de Corée) où repose notamment la première femme du président Kim Il-sung, une « tireuse d'élite », est aussi un lieu de promenades dominicales (tête de ligne d'un métro). On y croise des couples sages. En voiture, on passe non loin du palais présidentiel, dont les avenues d'accès sont barrées. Lorsqu'on a le privilège d'y pénétrer, on ne peut qu'être surpris par la débauche des jeux



HONG KUN/ANSA

L'unanimité est de mise dans une ville qui ignore apparemment la dissidence et ne présente aucun trouble visible ; quant à l'égalitarisme affirmé par le pouvoir, il se renforce d'une consommation fictive mais ostentatoire de luxe collectif, dont le Théâtre Manzudai, véritable Taj Mahal avec ses lustres et ses escaliers tourrés, est une expression.

Ce n'est sans doute pas la moindre des réussites du pouvoir d'avoir convaincu, semble-t-il, les habitants de Pyongyang qu'ils vivaient dans le « meilleur des mondes ». Un gouvernement idéal régnant sur un peuple heureux : une définition de l'utopie en quel-que sorte.

PHILIPPE PONS.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

- | | |
|--|---|
| <p>Aquitaine
ENTRE MER ET MÉDOC
HOTEL RESTAURANT***
Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, parcours santé, piste cyclable, prom. golf.
172 pensions 260 F.
LES ARDILLIÈRES, 33160 SALAUNES.
Tél. 56-58-58-66.</p> <p>Campanie
81170 Les Cabannes-Cordes.
TARN
Pension de Famille ***
« CHEZ BARAT »
Calme - Repos - Pétanque
Promenades. Circuit des Bastides médiévales. - Ouvert toute l'année.
Pensions 175 à 195 F. Tél. 63-56-42-51.
« CHEZ BARAT » 81170 Les Cabannes-Cordes.</p> <p>Côte d'Azur
NICE
HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
58 CH. INSOUVERAINES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurants de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.
Tél. 93-47-42-54 - Tél. 47-4181.
Télécopie 93-16-17-99.</p> <p>HOTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.
Tél. 93-35-39-60
Plage centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.
téléphone direct, minibar.</p> <p>Montagne
GRAND SAINT-VÉLAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Village XVIII^e s.
Plus haute cour. d'Europe, 2040 m.
Randonnée, ski.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Tennis, billard, Chambres, studios gd confort de 55 F à 160 F par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pension de 188 F à 275 F par jour, promo en sept. Piscine, tennis, billard.</p> <p>Paris
SORBONNE
HOTEL DIANE**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 320 F. - Tél. 43-54-42-55.</p> <p>PROVENCE
AIX-EN-PROVENCE
HOTEL RESIDENCE
Location d'appartements meublés.
Pour séjour de courte ou longue durée.
Prestation de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. 42-56-29-92.</p> | <p>Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES***
Bâti en 1824
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-03-721.
Tél. 41-1150 VENICE I.</p> <p>VÉRONE
NOVO HOTEL ROSSI
Via Della Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193945/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.</p> <p>Sud-Ouest
PÉRIGORD
AUBERGE
LA CLE DES CHAMPS***
GASTRONOMIE, LOISIRS, PRATIQUE CALME, PISCINE.
1/2 pension à partir de 180 F.
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. 53-58-55-54.</p> <p>Suisse
LEYSIN (Alpes vaudoises)
1300 m, à 4 h 30 de Paris
TGV. Site alpin à climat idéal. *** Sports.
Randonnées, Déclat, Sch. Hâble de famille E & C. r. r. Belle vue.
FORAT 71. (déniche/vo)
1/2 pens. 1 690 FF, pens. 1 950 FF.
Préfixe tél. Leysin : 19-41/25.
HOTEL PRIMEVERE, tél. 34-11-46.
Près centre et sports. Spéc. du pays.
HOTEL ORCHIDÉES, tél. 34-14-21.
Vue panoramique, petit spa, familles.
HOTEL PAIX/VEUX PAYS, tél. 34-13-75.
Accès train idéal. Tranquille, gourmand.</p> |
|--|---|

TOURISME

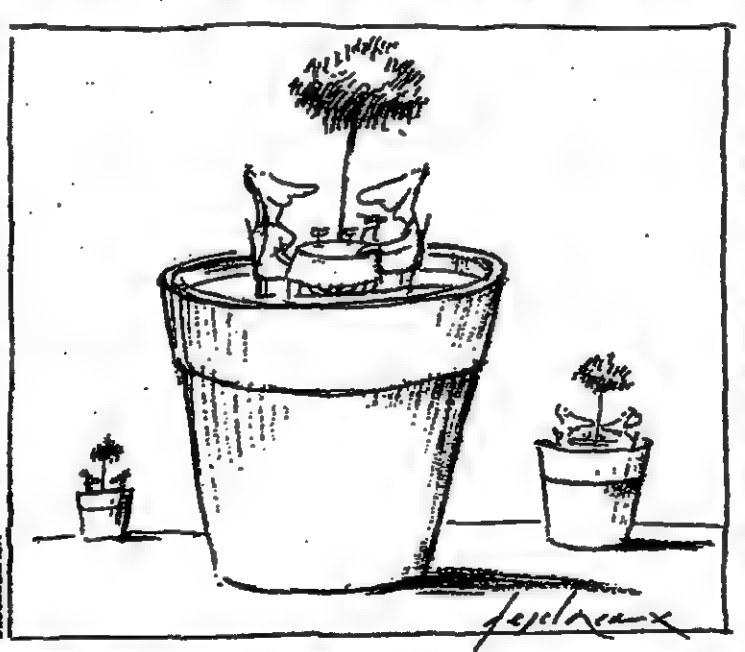
ÉTÉ 1989
SÉJOURS ENFANTS A LA MONTAGNE
(après l'été et le sport)
Haut-Doubs. Alt. 900 M.
TGV 3 heures de PARIS
Yves et Liliane accueillent vos enfants (5 à 14 ans) dans une ambiance très familiale dans ancienne ferme XVII^e siècle, confortablement restaurée, au milieu des pâtures et des forêts. Accueil limité à 15 enfants. Activités proposées : tennis, poney, jeux collectifs, découverte des fleurs, milieu rural, peinture sur bois, fabrication du pain...
Prix : 1 690 F par semaine/enfant.
Tél. (06) 81-38-12-51.
LE CRÉT L'AGNEAU
25690 MONTMONT.

LA TABLE

Le temps des jardins

AVEC les beaux jours, les Parisiens aiment manger en plein air. Seulement, les terrasses, autrefois charme capital de la capitale, sont aujourd'hui trop pollues pour être honnêtes, en général. Il reste les patios, les terrasses « suspendues », les très rares jardins. Et l'autre soir, renonçant à la banlieue devenue piège à automobilistes, nous nous sommes dirigés jusqu'à l'île de la Jatte — ah ! ces quelques tables sous le gros marronnier, devant la Seine, bonheur de la Tonnelle saintongeaise (32, boulevard Vital-Bouhot, tél. : 46-24-43-15, fermé samedi et dimanche !), j'avais en tête un vieux refrain d'avant-guerre, une chanson de Jean Tranchant : *Les jardins nous attendent*. Ce qui m'a donné l'envie de récapituler, pour le lecteur, quelques paisibles lieux de « dîner en plein air » parisiens.

Il y a d'abord les patios luxueux du Ritz, du Plaza-Athénée, du George V. Et bien entendu le « jardin » du Royal Monceau. Cette « bulle » de verre entourée de verdure, largement ouverte aux souffles estivaux, a perdu son chef Gabriel Biscay (retourné au Pays basque), mais conserve sa



qualité gastronomique avec Marc Bayon.

Il y a, unique à Paris, la terrasse-jardin de *Laurent* (avenue Gabriel), où le roulement des voitures paraît lointain, juste ce qu'il faut pour embellir le calme de la digestion heureuse.

Il y a les restaurants des parcs : *Le Pavillon Fiebia* (tél. : 42-08-

92-62) aux Buttes-Chaumont et *Le Pavillon Montsouris* (tél. : 45-88-38-32) au parc du même nom, tous deux entourés de frondaisons évoquant des lointains campagnards.

Il y a les terrasses dominantes. Celle de *Morot-Gaudry* (6, rue de la Cavalerie, tél. : 45-67-06-85) au huitième étage et dominant les Invalides. Celle du *Toit de Passy* (94, av. Paul-Doumer, tél. : 45-24-55-37) et sa vue sur la tour Eiffel. Celle enfin, plus modestement au premier, mais dominant sur le calme champêtre de la Ruche, de *L'Aquitaine* (54, rue de Dautzig, tél. : 48-28-67-38) et la cuisine de Christiane Massia.

Jardin ? Terrasse ? Un peu des deux et autre chose aussi que, les jours chauds, caché des « Champ's » par des buissons d'arbustes, *L'Espace* (1, avenue Gabriel, tél. : 42-66-11-70) de M. Cardin mais surtout de Jacques Collard, familier du monde du show-biz et où, razzia sur les buffets, vous pourrez faire la dinette au milieu des vedettes d'hier, d'aujourd'hui et à venir. Et puisque nous touchons ici le monde du spectacle, notez encore le mini-jardin-patio du *Dan*

Camilo Rive droite (92, rue La Boétie, tél. : 43-59-08-20) avec son grill du déjeuner.

A signaler aussi *La Grosse Tartine* (91, bd Gouvion-Saint-Cyr, tél. : 45-74-02-72) avec sa verrière mobile et la cuisine très personnalisée d'une Dame d'ARC.

Jardins encore... Celui, bien connu désormais, provincial et calme, du bon *Candido* (40, avenue de Versailles, tél. : 45-27-86-68) où vous mangerez peut-être des tomates cueillies devant vous. Et ceux suspendus au-dessus d'un escalier de Montmartre, recouverts de verdure et enjambés de fleurs... C'est *Beauvilliers* (52, rue Lamarck, tél. : 42-54-54-42), où la cuisine d'Edouard Cardier est aussi étonnante que la décoration, aussi fleurie que les salles, aussi somptueuse que le décor.

Mais l'épicerie de service me souffle qu'il n'est point besoin de terrasse ou de jardin pour dîner sous les étoiles, carcé de la brise d'un soir d'été. C'est alors la fête chez *Lasserre*, sous le toit ouvrant magique.

LA REYNÈRE.

P.S. — Et bien entendu au Bois, avec l'équipe gastronomique idéale qu'est *La Grande Cascade* (tél. : 45-27-33-51) où je viens de faire un enquête déjeuner avec le jury du Challenge Cristal Bottin : petits bonards bleus, train de côte de bœuf, pommes pont-neuf, fromages, fraises et framboises des bois, crème vanille.

(Publicité)
LES SWAHILIS, ÉTONNANTE SYNTHÈSE AFRO-ARABE
Sur le littoral swahili vit une communauté où l'influence arabe s'est mélangée depuis les tout premiers siècles de l'Hégire. Ses membres revendiquent une même identité musulmane. Un reportage en couleurs.
Dans le numéro de Juillet-Août d'Arabes
en kiosques et en librairies
78, rue Joffroy - 75017 Paris
Tél. : 46-22-34-14

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de ppié,
Sévi en foudre de châtea, amoviment, pour vous. AMATEURS, profitez de nos cuvées spéciales : RÉDEMPTEUR brut mill. 1983 et blanc de blanc.
Tarif sur demande à
R.M. DUBOIS P. & F. (S), « Les Champagnes-VENTEUIL, 52200 L'ÉPINAL. 36-58-42-57.

GRANDS VINS DE JURA
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime en sac et moulin.
1. LABAT-LABRUYÈRE, 6419 JURA.
Tarif sur demande.

LA BONNE ADRESSE
LAC DE GENÈVE - MORGES
Hôtel du Mont-Blanc au Lac
Bord du lac, altitude 615 m (sur 260 FF) et petit déjeuner en chambre double. Arrang. fact.
Tél. : 19-41/21/8023072. Télécopie : 19-41/21/8015122.

Culture

Soutine à Chartres

S. le Maudit ?

Le Musée de Chartres propose, cet été, un parcours rétrospectif de l'œuvre de Soutine. Un peintre qui ne cesse d'étonner aujourd'hui encore par sa gestualité effrénée, et que l'on a rapproché parfois des Américains de l'action painting.

Il fallait bien chercher à comprendre ce qu'il y avait au cœur de ce déchirement de violence alors sans équivalent dans le Paris des peintres de Montparnasse. Il fallait bien tenter de mettre à nu les dessous de cette gestualité picturale, qui prit naissance de portraits de femmes laides, d'enfants de chœur rougis, de miroirs aux oreilles décollées ; qui se fit paysages convulsifs, mais aussi comme soulevés par une fermentation de pâte et emportées dans la tourmente d'arbres échevelés ; qui se plut dans l'étalage de viandes mortes. Il fallait bien chercher d'où venait cette compulsion à montrer

la chair sanglante, d'où venait cette rage de peindre, qu'aucun bœuf écorché, qu'aucun leçon d'anatomie, qu'aucun enterrement de l'histoire de la peinture ne suffisaient à expliquer.

On parla donc du jeune Chaim, l'enfant pauvre de Smilovitch, un petit village de Biélorussie ; on parla du père tailleur, de la mère ayant mis au monde onze enfants (dont Soutine était le dixième) ; on parla du shtetl, et du rituel des poulets égarés pour les repas de fêtes. On parla de l'âme juive, de sa « fureur d'être ». Elle faure, autour du premier grand texte sur le peintre, le fit très bien, soulignant « son besoin d'échapper à soi-même et de renouer, au tournant de la route, une stabilité qui se dérobe toujours ».

Le peintre de Montparnasse

On ne se priva pas de décrire le physique de Soutine, d'évoquer sa démarche fuyante, son dos voûté, sa tenue négligée, sa saleté, de rappeler sa laideur, l'épaisseur de ses lèvres,

le tout rattrapé par la blancheur de ses mains fines et splendides. Bien sûr, on en rajouta, donnant du peintre l'image qu'il se donnait lui-même à travers sa peinture. Quelques photos le prouvent assez. On mit aussi sa timidité et ses complexes sur la table, et ses mœurs sexuelles, qui l'auraient porté plutôt vers les putains âgées.

Et l'on s'étendit sur la vie de crève-la-faim du jeune artiste qui, aussitôt débarqué du train avec quelques roubles en poche, avait rejoint la colonie cosmopolite de La Roche. Sa légende fut nourrie d'anecdotes sur son comportement d'individu peu démonstratif, parfaitement asocial, voire sur ses habitudes de pique-assiette, en partie excusées par la maladie d'estomac qui le tourmentait déjà — et dont il finira d'ailleurs par mourir, en 1943. Et l'on évoqua les boîtes en compagnie de l'ami Modigliani.

Les notes, les souvenirs, les écrits sur le peintre manquent rarement de faire encore allusion à la « boucherie Soutine », l'atelier pestilenciel de la rue du Saint-Gothard, où il fallait « rafraîchir le modèle » en arrosant

de sang frais le bœuf entier payé quelque 3 500 francs par Zborowski, le marchand de Soutine, qui était aussi celui de Modigliani. Et, dans la foulée, de rappeler aussi l'« assassin Soutine » commentant dans le secret de l'atelier d'irréversibles gestes à l'égard d'une grande partie de sa production que, non satisfait, il l'acrait, crevait, brûlait. Mais que ses compagnes du moment, ou son marchand, allaient récupérer dans les poubelles pour les donner au rentier de la rue Jacques-Callot. Ce que Soutine n'ignorait évidemment pas.

Travailler dans l'instabilité

De cette vie entourée de témoignages plus ou moins concordants, on aurait pu vraiment faire un grand scénario presque aussi alléchant que celui de Becker pour « Modigliani ». Il aurait été fatalement plus expressionniste. On aurait même presque pu demander à Peter Lore d'incarner le rôle du peintre, du « maudit ». Et fatalement le film aurait été faux, comme tous les films qui se

mettent d'expliquer les phénomènes artistiques à travers les choses et les apparences du quotidien. Il aurait été faux aussi, car, pour parachever l'image de l'accomplissement tragique de l'œuvre, il aurait probablement fallu passer vite sur quelques faits.

Oublier que, si le « maudit » vécut des moments difficiles, il ne manqua pas de soutiens solides. Que son poète de marchand, « Zbo » pour les intimes, n'était pas une crapule. Que, au lendemain de la guerre, Soutine est parmi ses admirateurs un autre jeune marchand, qui s'appelaient Paul Guillaume, grâce à qui la même américaine se répandit sur le peintre, en la personne du fameux Dr Barnes.

Le millionnaire inventeur d'un antiseptique miracle, l'Argyrol, emballé par le *Pâtissier* à l'oreille démesurée que Paul Guillaume avait chez lui, acheta en effet un lot très important de tableaux de Soutine pour la fondation qu'il faisait construire à Merion, près de Philadelphie. Après quoi le peintre n'eut plus guère de soucis d'argent.

Enfin, le grand scénario expressionniste aurait coupé dans cette période des années 30, quand les Cassings devaient les mécènes du peintre, lui achetèrent toute sa production, après la mort de « Zbo ». Ceux-ci mirent souvent leur propriété de Léves, près de Chartres, à la disposition de l'artiste, qu'il fallait d'ailleurs allécher avec de vieilles toiles bien basses du dix-septième siècle pour qu'il se mette vraiment au travail.

Soutine ne pouvait-il œuvrer que dans l'instabilité ? La visite du parcours rétrospectif de l'œuvre proposé à Chartres permettra sans doute de répondre à cette question. Il insiste, c'est géographiquement logique, sur cette période des séjours à Léves, que l'on trouve généralement un peu faible en regard de celles des années 20, et des tableaux de la fin, réalisés par un peintre obligé de se cacher au fin fond de la France pendant l'Occupation.

GENEVIÈVE BRIERETTE.

* Soutine, Musée des beaux-arts, 29, cloître Notre-Dame, 28000 Chartres. Tél. : 37-36-41-39. De 10 heures à 18 heures, du 30 juin au 30 octobre.

DESIGN

Martin Szekeley à la galerie Néotu

En 1984, Pierre Staudenmeyer et Gérard Dalmont ouvraient, à Paris, un lieu de vente et d'édition consacré au mobilier contemporain. L'un des poulains, Martin Szekeley, présente sa troisième collection.

« C'est néo... néo... néo-tout ! » Ainsi naquit la galerie (Néotu), dont le nom fut inspiré par les prototypes de Martin Szekeley. A la suite d'un constat (le divorce entre industriels et créateurs), Pierre Staudenmeyer et Gérard Dalmont s'adressèrent à des artisans pour produire en séries limitées, voire en pièces uniques, des meubles et des objets agacés. Aujourd'hui la galerie édite sous autres Elisabeth Garouste et Mathias Bonetti, Sylvain Dubuisson, Pucci di Rossi, François Haasbich, Christian Gaville, Martin Szekeley. La clientèle est éclectique : du médecin « éclairé » à la recherche d'une table originale de douze convives au collectionneur plaçant les meubles dans des entrepôts, comme des tableaux. Il est vrai que Néotu n'est pas un magasin mais une galerie située à deux pas de Beaubourg.

Pas d'étiquettes pour les prix mais une photocopie sous plastique posée dans un coin et qu'on regarde juste par curiosité... Meubles ? Objets d'art ? Pierre Staudenmeyer tente d'éviter les malentendus ; ainsi il a décidé que les commandes d'Etat ne dépasseraient pas 18 % du chiffre d'affaires.

Expérience et harmonie

Si, en France, le succès est d'abord médiatique ou musical, la vraie réussite commerciale dépend de l'étranger (Allemagne, Italie, États-Unis). Ainsi, à l'occasion du Salon international du meuble, qui doit se tenir au début du mois de septembre à Milan, Néotu s'est associée avec Dilmos (une galerie de la ville) et Ekhard (Amsterdam) afin de promouvoir un stand plus important du nom de Giro (le tour), ce nouveau design si particulier. Il ne s'agit plus de formes destinées à changer, à améliorer la vie du plus grand nombre, mais plutôt de mises en scène individuelles privilégiant la surprise, l'émotion, aux dépens parfois de la fonction. A l'embellissement décorative correspond également une redécouverte de matériaux traditionnels, bois, verre, bronze, en rupture avec le chic massif des années 70 et le dépouillement métallique du début de la décennie.

Aujourd'hui l'image existe, suffisamment forte et poétique, pour que des industriels à la recherche d'une étiquette plus culturelle s'y intéressent : le belge Val Saint Lambert (90 000 points de vente dans le monde), et l'autrichien Swarovski vont fabriquer et diffuser dès l'année prochaine une série d'accessoires de maison (chandelières, plats à fruits, presse-papiers) griffés Borek Sipek, Sylvain Dubuisson, Garouste et Bonetti, Martin Szekeley.

La dernière collection de Martin Szekeley pourrait être une garde-robe de luxe comprenant des « basiques » (la chaise, l'armoire, le fauteuil, la table de salle à manger) dont la présence rassurante, immédiate, n'exclut ni la fantaisie ni l'exotisme

(un marbre rose du Portugal, un piédroit de Poros, un bois sud-américain...).

« J'ai souvent fait des pastiches de sculptures. Cette fois, j'ai voulu regarder le mobilier « en face », dresser l'inventaire d'une partie des matériaux bourgeois, comme la laque, le bronze nickelé, le velours pour mieux peut-être le détourner », dit Martin Szekeley, qui cache derrière ses allures d'hypochondriaux ses douze ans d'expérience.

Fils d'un sculpteur et d'une céramiste parisiens et célèbres (« J'ai été élevé dans les pattes d'Henri Moore, vous voyez le genre »), il commença par rejeter l'art et les artistes, en s'initiant à la gravure (école Estienne) avant de devenir menuisier puis restaurateur de meubles anciens. C'est auprès du maître chinois Kwok Hot Chan qu'il parvint à sa formation de designer.

Il crée ses premiers meubles comme on dessine des lettres sur la page à l'encre noire, avec des pinceaux, des déliés, des ruptures toujours graphiques, un pied de table comme une virgule, un dossier de chaise cambé comme un dos de danseuse, des ombres chinoises en trois dimensions... Martin Szekeley a aménagé plusieurs lieux (la salle d'accueil du musée George-Sand à Nohant, la zone palaciale du musée d'Art Moderne, l'accueil du Musée d'Art Moderne de Villeneuve-d'Ascq).

Plus connu par les initiés que par le grand public, il a déjà organisé une vingtaine d'expositions (Los Angeles, Montréal, Barcelone, Londres...) et sept musées (des Arts décoratifs à Paris au Cooper Hewitt de New-York) ont déjà acquis ses meubles, dont les plus célèbres restent le partition PI et le rangement à tiroirs (fabriqué par série de 130 exemplaires...).

Hier le gueridon PI (1983) en métal laqué et cuir donnait autoritairement une position au corps. En 1989, la méridienne Lysistrata comme la chauffeuse Marie France, tendue de velours rouge framboise, sont des invitations plus sensuelles au repos.

Il est moins question d'expérience, d'innovation (hier, la fibre de carbone, le médium) que d'harmonie, de courbes, de jeux naïfs. Les couleurs sont celles de la première boîte de crayons, des premiers soleils d'enfant bien jaunes. Pour Martin Szekeley, ces derniers meubles évoquent la technique du verre soufflé : « Ce n'est pas construit mais arrêté. On voit la forme se faire et on dit stop. Créer une forme, ce n'est pas forcément rechercher l'originalité à tout prix, mais choisir... »

LAURENCE BENARI.

* Martin Szekeley à la galerie Néotu, jusqu'au 3 juillet, 25, rue du Renard, Paris (4^e). Tél. : 42-78-96-97.



CANAL+ DE CRÉATION



Canal+, chaîne de la création, soutient une fois encore une initiative originale et novatrice. Canal+ participe à la création du spectacle VIDEOPERETTE, « une frénésie électronique sur l'air du temps » comme le définit son auteur, Michel Jaffrennou. Véritable poète de la vidéo, il utilise les techniques d'images les plus sophistiquées pour raconter l'histoire du monde au travers de la mythologie, des sciences, des arts médias. Canal+ diffusera LE 1^{er} JUILLET A 22 H 10 ce spectacle fort original et nouveau. Canal+, c'est plus de création.

100%

CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

هكذا من النظم

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

LE CRIME D'ANTOINETTE Film français de Marc Rivkin. Forum Orion Express, 1^{er} (42-33-42-26); Pathe Impérial, 2^e (47-42-72-52); George V, 3^e (45-36-86); Sept Paroisses, 4^e (43-20-32-20); Pathe Clichy, 5^e (45-22-46-01); La Gambetta, 6^e (46-36-10-96).

DOUX AMER Film français de Frank Appréhends. Forum Orion Express, 1^{er} (42-33-42-26); George V, 3^e (45-36-86); Sept Paroisses, 4^e (43-20-32-20); Pathe Clichy, 5^e (45-22-46-01); La Gambetta, 6^e (46-36-10-96).

FAIR GAME Film indien de Mario Orfali. v.o. Forum Orion Express, 1^{er} (42-33-42-26); Pathe Impérial, 2^e (47-42-72-52); George V, 3^e (45-36-86); Sept Paroisses, 4^e (43-20-32-20); Pathe Clichy, 5^e (45-22-46-01); La Gambetta, 6^e (46-36-10-96).

FRAMES FROM THE EDGE Film allemand d'Adrian Mahon. v.o. Les Trois Loups, 1^{er} (46-33-97-77); Les Trois Balles, 2^e (45-61-10-60).

FRANCE Film français d'Alain Constant. UGC Emmanuelle, 8^e (45-63-16-16).

GANASHTRI Film indien de Sanyasi Ray. v.o. 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14 Juillet Paroisses, 7^e (43-25-59-83); 14 Juillet Beaumarchais, 8^e (45-75-79-79).

PRINCE OF THE TIMES Film américain de Prince. Max Linder, 1^{er} (45-63-88-88).

LE PRIX DE LA PASSION Film américain de Leonard Nimoy. v.o. Forum Orion Express, 1^{er} (42-33-42-26); Pathe Impérial, 2^e (47-42-72-52); George V, 3^e (45-36-86); Sept Paroisses, 4^e (43-20-32-20); Pathe Clichy, 5^e (45-22-46-01); La Gambetta, 6^e (46-36-10-96).

LA CINEATHÈQUE

PALESTINE (1923), de Louis Delluc. L'Américain ou le Chemin d'Enfer (1920), de Louis Delluc, 14 h. Cœurs-Cœurs (1980, v.o.), de Patrick Grandperret, 19 h. La Marquise d'Amboise (1981, v.o. a.l.), de Marie Moncelet, 21 h.

SAÏLE GARANCE

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-39)

«Hommage à Anatole Daumen: Légende musicale (1923), d'Armand Opération massacre (1970, v.o. a.l.), de Jorge Cordon, 14 h 30; Tzigane (1955), d'Henri Grand, 19 h 30; Concerto pour un œil (1968), de Daniel Barenboim, 17 h 30; Broadway by Night (1957), de William Klein, 19 h 30; La Révolution 344, v.o. a.l.), d'Elia Kazan, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-26-34-30)

39 ans grand écran: les Acteurs de la Révolution: Saint-Just et la Force des choses (1975) de Pierre Cardinal, 14 h 30; L'Année de la Révolution: l'été 1789 à Paris (1985) de Jean Viala, 14 h 30; La Grande Peur (1976) de Michel Favart, 16 h 30; Le Fugitif de la Révolution: Marie-Antoinette (1975) de Guy-Alexandre, 18 h 30; La Révolution 344, v.o. a.l.), d'Elia Kazan, 20 h 30.

Les exclusivités

L'AMI RETROUVÉ (A. v.o.), de Georges V. Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Pathe Impérial, 2^e (47-42-72-52); Pathe Clichy, 5^e (45-22-46-01); La Gambetta, 6^e (46-36-10-96).

LE SENTIER DU LAZARUS (A. v.o.), de Georges V. Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Pathe Impérial, 2^e (47-42-72-52); Pathe Clichy, 5^e (45-22-46-01); La Gambetta, 6^e (46-36-10-96).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A. v.o.), de Georges V. Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Pathe Impérial, 2^e (47-42-72-52); Pathe Clichy, 5^e (45-22-46-01); La Gambetta, 6^e (46-36-10-96).

APRÈS LA GUERRE (Fr.), de Pathe Impérial, 2^e (47-42-72-52); UGC Emmanuelle, 8^e (45-63-16-16); UGC Odéon, 9^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 10^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 11^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 12^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 13^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 14^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 15^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 16^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 17^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 18^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 19^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 20^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 21^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 22^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 23^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 24^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 25^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 26^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 27^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 28^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 29^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 30^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 31^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 32^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 33^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 34^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 35^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 36^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 37^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 38^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 39^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 40^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 41^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 42^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 43^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 44^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 45^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 46^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 47^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 48^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 49^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 50^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 51^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 52^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 53^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 54^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 55^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 56^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 57^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 58^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 59^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 60^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 61^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 62^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 63^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 64^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 65^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 66^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 67^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 68^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 69^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 70^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 71^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 72^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 73^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 74^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 75^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 76^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 77^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 78^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 79^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 80^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 81^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 82^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 83^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 84^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 85^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 86^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 87^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 88^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 89^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 90^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 91^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 92^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 93^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 94^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 95^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 96^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 97^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 98^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 99^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 100^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 101^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 102^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 103^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 104^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 105^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 106^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 107^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 108^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 109^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 110^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 111^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 112^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 113^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 114^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 115^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 116^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 117^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 118^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 119^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 120^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 121^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 122^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 123^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 124^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 125^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 126^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 127^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 128^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 129^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 130^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 131^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 132^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 133^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 134^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 135^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 136^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 137^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 138^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 139^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 140^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 141^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 142^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 143^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 144^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 145^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 146^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 147^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 148^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 149^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 150^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 151^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 152^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 153^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 154^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 155^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 156^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 157^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 158^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 159^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 160^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 161^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 162^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 163^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 164^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 165^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 166^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 167^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 168^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 169^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 170^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 171^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 172^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 173^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 174^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 175^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 176^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 177^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 178^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 179^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 180^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 181^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 182^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 183^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 184^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 185^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 186^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 187^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 188^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 189^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 190^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 191^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 192^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 193^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 194^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 195^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 196^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 197^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 198^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 199^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 200^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 201^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 202^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 203^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 204^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 205^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 206^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 207^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 208^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 209^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 210^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 211^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 212^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 213^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 214^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 215^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 216^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 217^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 218^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 219^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 220^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 221^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 222^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 223^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 224^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 225^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 226^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 227^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 228^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 229^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 230^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 231^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 232^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 233^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 234^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 235^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 236^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 237^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 238^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 239^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 240^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 241^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 242^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 243^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 244^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 245^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 246^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 247^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 248^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 249^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 250^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 251^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 252^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 253^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 254^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 255^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 256^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 257^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 258^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 259^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 260^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 261^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 262^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 263^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 264^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 265^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 266^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 267^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 268^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 269^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 270^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 271^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 272^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 273^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 274^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 275^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 276^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 277^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 278^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 279^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 280^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 281^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 282^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 283^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 284^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 285^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 286^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 287^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 288^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 289^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 290^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 291^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 292^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 293^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 294^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 295^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 296^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 297^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 298^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 299^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 300^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 301^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 302^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 303^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 304^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 305^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 306^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 307^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 308^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 309^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 310^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 311^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 312^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 313^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 314^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 315^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 316^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 317^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 318^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 319^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 320^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 321^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 322^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 323^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 324^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 325^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 326^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 327^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 328^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 329^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 330^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 331^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 332^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 333^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 334^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 335^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 336^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 337^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 338^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 339^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 340^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 341^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 342^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 343^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 344^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 345^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 346^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 347^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 348^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 349^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 350^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 351^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 352^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 353^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 354^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 355^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 356^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 357^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 358^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 359^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 360^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 361^e (45-63-16-16); UGC Lyonnais, 362^e (45-63-16

AL +	LA 5	MS
30 2.8	Max la royaume 3.3	Petit million 2.5

هكذا من الأهل

Communication

La cinquième Fête du cinéma

L'ivresse du grand écran

2,3 millions de spectateurs ont participé jeudi 29 juin à la cinquième Fête du cinéma, soit 10 % de plus qu'en 1988, selon les estimations de la Fédération nationale des cinémas et du ministère de la culture. Avec un passeport représentant le prix d'un film, les spectateurs pouvaient voir tous les films qu'ils désiraient en acquittant un franc à l'entrée. Le ministre de la culture, Jack Lang, a décoré le même jour six techniciens du cinéma. Devant le succès de cette journée, plusieurs exploitants — à Cahors, à Strasbourg — ont décidé de prolonger pendant huit jours cette fête en proposant deux films pour le prix d'un.

Les yeux rouges, Chahreddin et Mourad, deux élèves d'un lycée technique de la capitale, reprennent leur souffle en s'appuyant sur la barrière métallique installée devant le Pathé-Montparnasse, avant de se jeter à nouveau dans une salle obscure. « On a vu Dead Bang, Police Academy 6 et Fair Game; on va aller voir Scandal. On ne connaît pas l'histoire mais la fille sur l'affiche est belle. » Quelques mètres plus loin, dans le passage des Gaumont-Montparnasse, ils sont onze lycéens de première et de terminale qui pratiquent l'entrée en commando. Déjà par les deux premiers films qu'ils ont vus, *Un été d'orage* et *Son*

Alibi, ils tentent de passer ensemble le goût du film. Après la guerre. « Il y a trop de monde, lance Caroline. On voit plutôt ce qu'on peut que ce que l'on veut. Les Liaisons dangereuses ou Monsieur Hire, ce n'est même pas la peine d'essayer, regardez le peuple qu'il y a ! »

Dans les salles qui programment les films grand public, l'affluence est identique. Devant l'Impérial-Pathé, sur les grands boulevards, les gardiens ont dû mal à contenir plusieurs porteurs de passeport et leur recommandent « d'être présents une heure et demie avant l'ouverture du film l'Union soviétique s'est envolée, avoir une place ». Les 493 fantômes de ce complexe sont tous occupés.

Ici, on réfléchit à son programme

Sur les Champs-Élysées, des soirs de cinéphilie d'un jour se combinent sous la pluie en fouillant les programmes des spectacles. Un badaud observe la foule, goguenard : « Je vais au cinéma deux à trois fois par semaine, mais aujourd'hui il y a vraiment trop de monde ! » Au C2L Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye, deux lycéens entrent, extasiés : ils vont voir *Le Grand Bleu* pour la cinquième fois. Dans la file, quelques jeunes s'adonnent aux joies du petit commerce en revendant leur passeport, acheté

35 francs, à 20 francs. Les acheteurs n'auront qu'un franc à acquitter pour voir un film avec ce sésame.

Il faut aller vers les salles de cinéma d'art et d'essai ou vers celles réputées pour leur programmation pour éviter la cohue. Au Cosmos, le cinéma de la rue de Rennes spécialisé dans les films soviétiques, la Petite Véra n'impose pas d'attente. « Il y a une légère hausse de la fréquentation, explique le directeur, mais surtout plus de lycéens et d'étudiants que d'habituels. » Il en va de même à la Pagode. Ce n'est pas non plus le délire : « On compte sur une augmentation de la fréquentation mais c'est dû à la pluie et à la Fête du cinéma; en mai, on a peu fait d'entrées », lui, on réfléchit à son programme. « Nous avons vu un film de Rohmer, on vient voir le dernier Blake Edwards et on étudiera ensuite le journal pour choisir un troisième », expliquent trois étudiants.

Mais la fête est parfois triste. Sa bonne nouvelle n'a pas franchi le boulevard du même nom. Sur les dix-sept films à l'affiche des six cinémas du 10^e arrondissement, pas moins de treize classes X, souvent vendus par paquets de deux, comme la lessive. Jamais de file d'attente devant ces cinémas-là.

Les quelques jeunes audacieux qui voulaient tester leur passeport à la frontière du pays des plus de dix-huit ans ont été refoulés ou ont dû payer. La plupart l'ont fait. Sans changer d'un iota une fréquentation éti-

YVES-MARIE LABÉ

Création de l'association des télévisions commerciales

La « sainte-Alliance » du privé

BRUXELLES
de notre envoyé spécial

Le gotha de la télévision privée européenne avait fait le voyage à Bruxelles, jeudi 29 juin, pour le lancement de l'Association des télévisions commerciales européennes (ACT), un groupement européen d'intérêt économique (GIE), chargé de « constituer une force de réflexion, de proposition et d'action commune ». Hier, à la CLT, luxembourgeoise, la Fininvest de M. Silvio Berlusconi, le réseau bri-

tannique ITV, la chaîne allemande par satellite Sat 1 (groupe Kirch) et TF 1 se sont alliées pour « dialoguer avec les institutions communautaires, les milieux politiques et les médias », de sujets tels que la question de diffusion, la réglementation publicitaire, le parrainage, les droits d'auteur, voire... la violence à la télévision. Son premier président (pour un an), M. Silvio Berlusconi, n'a pas exclu que les chaînes adhérentes, « se connaissant mieux », puissent un jour « arriver à des services communs » et « augmenter en

quantité et en qualité la production de fictions européennes.

« Le mot lobby a parfois mauvaise connotation », explique le PDG de la CLT, M. Gaston Thom, mais il est indispensable que les télévisions commerciales ne soient pas absentes de la redistribution des cartes de l'audiovisuel en Europe. Appuyé par les autres participants à cette conférence de presse (MM. Richard Dunn, pour ITV, Werner Klatten, président de Sat 1, et Patrick Le Lay, PDG de TF 1), M. Thom a estimé « essentiel d'avoir bientôt une directive [sur la télévision sans frontières] comportant, en matière de programmes, la même possibilité de règles contra-

Groupes de pression, l'ACT est ouverte à de nouveaux partenaires et l'adhésion directe de trois chaînes appartenant à la « galaxie » CLT (RTL-TVI en Belgique, RTL-Plus en RFA et M 6 en France) a déjà été annoncée. Celle de la Cinq française sera examinée lors de son prochain conseil d'administration, a ajouté M. Berlusconi en précisant que MM. Rupert Murdoch et Robert Maxwell auront les bienvenus dès qu'ils seront diffusés à part entière. Mais si elle compte s'élargir pour mieux faire entendre sa voix, l'association doit le secrétariat général à être confié à Mme Sonat Wado (TF 1) ne se voit pas une machine de guerre contre les télévisions publiques ni contre l'Union européenne de radio-diffusion (UER) dont M. Le Lay a rappelé que la CLT, ITV et TF 1 étaient des membres fondateurs.

P.-A. G.

Les règles françaises vivement critiquées

Haro sur les quotas à la française ! M. Gaston Thom, PDG de la CLT (qui détiennent 25 % de M6), et M. Silvio Berlusconi, actionnaire de la Cinq et de TF 1, s'en sont vivement pris, jeudi 29 juin à Bruxelles, à la réglementation française en matière audiovisuelle, estimant l'un et l'autre qu'elle empêchait toute rentabilité des jeunes chaînes commerciales (TF 1, avec ses 41 % d'audience, étant un cas à part). Les deux hommes ont particulièrement dénoncé les méfaits de la coupure unique des œuvres de fiction qui doit entrer en vigueur début juillet et qui frappera exclusivement la Cinq et M6, puisque la Une s'applique déjà.

S'exprimant sur l'avenir de la Cinq, M. Berlusconi a déclaré : « Nous sommes en train d'exami-

ner ce que nous allons faire, et nous espérons arriver à une solution dans les mois qui viennent. » La Cinq, s'il est poursuivi, « est une très grande réussite sur le plan de l'audience, une très mauvaise affaire sur le plan financier », ajoutant même qu'elle constituerait « un désastre sur le plan des dépenses depuis sa naissance ».

Mais, pressé de dire s'il était prêt à choisir entre sa participation à la Cinq (25 %) et sa participation à TF 1 (39,9 %), le magnat italien a refusé de trancher, précisant simplement qu'il souhaitait détenir une part plus importante de TF 1 et qu'il était « en train de réfléchir » pour savoir s'il participerait, ou non, à la prochaine augmentation de capital de la Cinq.

GUIDE DES RELATIONS PRESSE 89 EST PARU

POUR CONTACTER LES 5000 RESPONSABLES DE LA COMMUNICATION, LIBRAIRES ET EDINOVE

135, av. de Wagram - 75017 Paris
Tél. (1) 47.88.56.88
269 F. - 25 F. de frais d'envoi

Le blocage de la vente de Pathé à M. Parretti

Un rapport américain conforte la position du ministre des finances

L'épreuve de force opposant les autorités françaises aux repreneurs de Pathé-Cinéma, MM. Giancarlo Parretti et Max Théret, réunis au sein de la société MTL, se poursuit. Mardi 27 juin, le tribunal de commerce de Paris ordonnait, à la demande du ministre des finances, le gel des actions de Pathé-Cinéma pendant quinze jours. Un gel qui suspend une augmentation de capital en cours, susceptible de conforter la position de M. Parretti au sein du groupe cinématographique français malgré la contestation dont il est l'objet. Le 7 juin dernier, en effet, le gouvernement avait bloqué le rachat de Pathé « pour infraction à la législation sur les investissements étrangers en France ». Un nouveau référé devrait être requis le 6 juillet prochain pour trancher, « au fond » cette fois, ce litige.

En attendant, le gouvernement voit sa position confortée par la divulgation d'un rapport remis à la Securities and Exchange Commission (SEC), la COB américaine, par le groupe cinématographique nord-américain Pathé-Communications (ex-Cannon Group) dont M. Parretti est également vice-président. Ce document de routine — il est obligatoire pour toutes les sociétés cotées aux Etats-Unis — révèle en effet que la firme américaine devait à la fois céder ses

actifs en Europe à Pathé et prendre le contrôle de la société française.

Ces révélations éclaircissent après coup les justifications avancées par M. Pierre Bérégovoy pour bloquer les transactions dont Pathé-Cinéma est l'objet. Dans une lettre au député UDF François d'Amboise, qui l'avait interpellé sur le sujet, le ministre des finances affirmait en effet qu'il avait été « établi que les opérations réalisées jusqu'à présent devaient s'analyser comme la première étape d'une prise de contrôle de Pathé par le groupe de M. Parretti » (Le Monde du 10 juin).

Dans un communiqué publié mercredi 28 juin, la société MTL, qui s'apprête à porter l'affaire devant la Cour fédérale de New York, conteste cette version des faits et affirme qu'il « n'a jamais été dans son intention de faire passer Pathé sous contrôle américain ». « Tout le monde connaît, poursuit la société, notre volonté de construire une major company européenne de cinéma qui soit précisément capable de faire face aux majors américaines. » Ces informations n'ont d'autre but, affirme le texte, que « de discréditer une équipe qui veut réaliser un projet d'une valeur inestimable ». « Cela, pas plus que le reste, ne fera faillir notre détermination. »

Philatélie

Du 7 au 17 juillet à la porte de Versailles

Paris, capitale mondiale du timbre



Diligence des messageries royales Paris-Strasbourg, vers 1830.

Des collections assurées pour un milliard de francs. Deux gardes armés en permanence devant dix ribes parmi les plus rares du monde : le mondial de la philatélie, Philéxfrance 89, organisé à Paris à la porte de Versailles du 7 au 17 juillet, réunit les plus belles collections de timbres du monde entier. Le clou du spectacle : une lettre unique de l'île Maurice affranchie avec deux Post office de 1847, premiers timbres de l'ancienne colonie britannique, estimée plus de trente millions de francs (1).

Philéxfrance 89, c'est 50 000 m² d'exposition, 1 000 collections en compétition pour de véritables jeux olympiques du timbre, 130 administrations postales étrangères représentées et une bourse aux timbres record, avec 270 stands de négociants. Le budget d'organisation tourne autour des douzaines millions de francs. Du jamais vu.

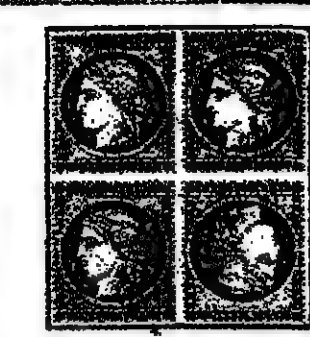
Le financement de l'exposition provient essentiellement de la vente en souscription d'un bloc-feuillet, *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. Sur les 50 F de son prix, de vente, 30 F reviennent au comité d'organisation qui délire, en échange, un passe permanent. Les souscripteurs pourront retirer leur bloc auprès du bureau de poste où ils auront souscrit ou à Philéxfrance. Seulement un million de blocs vendus et Philéxfrance doit le bouillir (2).

Ce mondial de la philatélie est marqué du sceau de la Révolution française. Un mot sur le cadre, grandiose, inspiré par l'architecte révolutionnaire Claude-Nicolas Ledoux (1736-1806), conçu à partir d'un projet pour la ville de Chaux. Le résultat ? Une véritable ville-jardin avec ses avenues, ses grands édifices, ses espaces verts (une centaine d'arbres-bonnes venues de Floride et quatre pyramides végétales fournies par les Parcs et jardins de la Ville de Paris), ses plans d'eau... dans l'esprit de l'œuvre de Ledoux. En vedette, une exposition dirigée par Jean-Paul Bertrand retrace l'histoire de la poste et son rôle à l'épo-

que révolutionnaire. Pour le décor, un télégraphe de Chappe en fonctionnement. Pour mémoire, les nombreuses émissions de timbres que la poste consacre au Bicentenaire de la Révolution depuis plus d'un an.

Diligences et voitures postales

Philéxfrance 89 n'est pas réservée aux spécialistes du timbre. En témoigne l'animation de l'exposition, confiée à Laurent Brocmead, responsable de près de dix heures quotidiennes de programmes de télévi-



Bloc de quatre du 1 F vermillon vif, avec un tête-bêche. Deux pièces commues (625 000 francs) mises aux enchères à Zurich en décembre 1988.

sion intérieure, relayés par une bonne quarantaine de récepteurs disséminés dans l'enceinte.

Ainsi, le vendredi 7 juillet, jour de l'inauguration, un convoi de 400 mètres de long, comprenant onze diligences et une trentaine de voitures postales venant de Vézelay, défilent de la Bastille à la porte de Versailles. Départ le matin vers 7 h 30, arrivée deux heures plus tard via les rues Saint-Antoine et de Rivoli, la Pyramide du Louvre, les quais de la Seine rive gauche, la tour Eiffel.

Les visiteurs pourront s'initier à tous les métiers du timbre : de la conception à la vente aux guichets, en passant par la gravure et l'impression. Avec des points forts : une presse taille-douce trois couleurs en démonstration, qui débitera des vignettes souvenirs, distribuées ensuite gratuitement ; une machine à confectionner des carnets fonctionnant également. Celle-ci produira des carnets dont le texte, imprimé sur la couverture, sera tiré d'un quelconque jour et se présentera comme un mini-résumé des événements des journées révolutionnaires du 7 au 17 juillet 1789.

Première mondiale, enfin, la carte postale électronique. Pour 10 F glissées dans la fente d'un des pupitres réservés à cet effet, les visiteurs pourront créer eux-mêmes leurs cartes postales, qui leur rejoindront leur destinataire sans que l'expéditeur ait à utiliser papier, timbre ou stylo. A leur place, un clavier et un écran qui permettent visualisation et validation des textes et adresses. Ordinateurs et imprimantes se chargent du reste.

PIERRE JULIEN

(1) Le Monde et le comité d'organisation de Philéxfrance offrent aux lecteurs du Monde une entrée gratuite à l'exposition pour deux personnes le lundi 17 juillet (à présenter à l'entrée, voir ci-dessous).

(2) La Poste et le Monde des philatélistes organisent un grand concours portant sur le nombre de blocs de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen vendus à l'issue de l'exposition. Détails du concours dans le prochain numéro du Monde des philatélistes en vente dès le 4 juillet.

Rubrique réalisée par la direction du Monde des philatélistes, 24, rue Chateaubriand, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-59-08.

Philexfrance 89, mode d'emploi

• Dates, lieu, horaires

7-17 juillet 1989, porte des Expositions de Paris, hall n° 1, porte de Versailles.

10 heures-19 h 30, tous les jours, sauf le vendredi 7 juillet, jour d'ouverture (14 heures-20 heures).

• Accès

Voiture : par la périphérique (sortie porte de Versailles) ou par les boulevards des Marchands (boulevard Victor et boulevard Lefebvre). Parking hall n° 1.

Métro : ligne 12 (Porte-de-la-Chapelle-Mairie-Lesly), station Porte-de-Versailles; ligne 8 (Créteil-Bellouard), station Bellouard.

Bus : ligne Petite Ceinture ou 39 et 49, arrêt Porte-de-Versailles.

Navette : toutes les heures entre le Musée de la poste de Paris (34, boulevard de Vaugirard, 16^e) et l'exposition.

• Prix d'entrée

— Avec le feuillet-souvenir de l'exposition (valeur faciale 20 F) : 50 F. Pas de tarif réduit.

— Sans le feuillet-souvenir plein tarif : 30 F.

— Tarif réduit : 10 F (enfants de onze à dix-huit ans, étudiants sur présentation de la carte, groupes de trente personnes minimum).

• Gratuit : enfants de moins de onze ans accompagnés.

• Catalogue et souvenirs

Catalogue numéroté avec une épreuve en noir sur papier gommé du bloc-feuillet de Philéxfrance 89. Six cents pages, deux tomes : 1. La Philatélie ; 2. L'histoire.

En vente à Philéxfrance au prix de 130 F ou par correspondance au prix de 150 F (envol recommandé). Commandes à adresser au secrétaire général de Philéxfrance 89, 52-56, rue de la Croix-Nivart, 75731 Paris Cedex 15. Règlement à effectuer à l'ordre de l'Association pour le développement de la philatélie Philéxfrance 89 (chèque postal : CCP n° 231737 U Paris ou chèque bancaire : Société générale, agence 68 AK Montparnasse Paris, compte n° 60483449).

L'effigie de l'exposition, prix de vente : 20 F. Par correspondance : 30 F port inclus (commandes au secrétaire général de Philéxfrance).

• Pour en savoir plus

Minitel 36-25-12-12 code Phila.

Secrétaire général de Philéxfrance 89, téléphone : 46-84-76-76 ; télécopie : 42-73-30-62.

Entrée gratuite à PHILEXFRANCE 89

Invitation

M. _____

est invité à visiter

l'Exposition Philatélique Mondiale

PHILEXFRANCE 89

le lundi 17 juillet 1989

Parc des Expositions de Paris - Hall 1

Porte de Versailles

valable pour 2 personnes

Offerte par le comité d'organisation et par

Le Monde

Bon à découper et à présenter à l'entrée de l'exposition le lundi 17 juillet 1989

Économie

SOMMAIRE

■ La troisième loi en sept ans sur le logement a été adoptée définitivement par l'Assemblée nationale (lire ci-dessous).
■ L'OCDE reste optimiste sur la croissance économique mais

crainait les poussées inflationnistes (lire ci-contre).
■ Les principales banques centrales européennes ont décidé un relèvement général des taux d'intérêt (lire page 28).

■ La conférence internationale du travail a modifié les règles du travail de nuit (lire page 25).
■ Le FNE et le palais omnisports de Bercy épinglés par le rapport de la Cour des comptes (lire page 28).

Adoption de la loi sur le logement

La référence aux loyers du voisinage devient la règle

Troisième loi en sept ans sur les rapports entre propriétaires et locataires, la proposition de loi socialiste a été adoptée définitivement en séance de nuit à l'Assemblée nationale, vers minuit, jeudi 29 juin, grâce aux voix du seul PS, le PC s'étant abstenu. Le RPR, l'UDF et l'UDC ont voté contre. L'annonce quelque peu prématurée par M. Bérenguer, jeudi matin, qu'un décret limitant pendant un an la hausse des loyers à 3,3 % dans la région parisienne serait publié dès que la loi sur le logement [serait] votée à l'Assemblée nationale, compliqua un instant la tâche des socialistes. L'opposition monta au créneau au Sénat, qui ne vint à bout de sa dernière lecture qu'en fin d'après-midi, après rétablisse-

ment tout formel (puisque le dernier mot reste à l'Assemblée) d'un texte plus « libéral ».

On s'attendait que M. Besson, ministre délégué chargé du logement, recueille en séance, dans la soirée, les fruits de cette déclaration du ministre d'État, jugée intensive par certains de ses amis. Ce ne fut pas vraiment le cas. M. Pandraud (RPR), se bornant à souligner qu'on revenait à la « politique de l'indice », et M. Tibéri (RPR) assurant que M. Besson avait « cédé aux extrémistes » du Parti socialiste.

C'est cette faculté donnée au gouvernement de limiter par un décret la hausse des loyers qui posa le plus gros problème,

l'opposition n'ayant aucune confiance dans la sagesse dont ferait preuve les socialistes dans l'usage de cet outil dirigiste. M. Besson est beau assuré qu'avant tout décret une large concertation, au reste prévue par le texte adopté, aurait lieu, rien n'y fit. M. Tibéri, dans son explication de vote, répéta son désir de consensus, affirmant : « Nous étions prêts à accepter ce décret, à condition qu'il soit encadré par la loi ». Il annonça cependant que l'opposition ne déposerait pas de recours devant le Conseil constitutionnel. « Il s'agit d'une occasion inespérée qui a été manquée », conclut-il, tandis que M. Besson assurait que « le gouvernement fera usage des outils dont il dispose avec sagesse et bon sens ».

La nouvelle loi, qui affirme que « le droit au logement est un droit fondamental », diffère de la loi Méhaignerie par trois grandes séries de dispositions.

1) Le régime des congés et des renouvellements de baux.

La disposition la plus importante de la loi est la disparition de ce que l'on a pu appeler le « loi Méhaignerie plein pot » : le locataire, au terme de son bail, négociait librement avec son propriétaire le nouveau loyer et, faute d'accord, la proposition de nouveau loyer par le propriétaire valait congé. Rappelons que 38 % des locataires parisiens, entrés dans les lieux depuis fin 1986, y étaient déjà soumis. C'est ce qu'on a aussi appelé la « préméditation de la période transitoire ». La règle est donc maintenant, partout et sans délai d'application, essentiellement celle de l'article 21 de la loi Méhaignerie.

Désormais, le congé doit être motivé, soit par la vente, soit par la reprise par le propriétaire lui-même ou par un de ses proches, soit par un motif légitime et sérieux (inexécution par le locataire d'une obligation lui incombant).

Six mois avant le renouvellement du bail, le propriétaire peut proposer

une réévaluation du loyer si celui-ci est « manifestement sous-évalué ». Le nouveau loyer est fixé par référence aux loyers constatés dans le voisinage pour des logements comparables. Les références fournies doivent être au nombre de trois, sauf dans les communes faisant partie d'agglomérations de plus de un million d'habitants où il doit être au nombre de six. La liste des communes en question est fixée par décret. Les deux tiers de ces références doivent venir de locations supérieures à trois ans.

Faute d'accord, le locataire ou le propriétaire peut saisir la commission de conciliation, puis le juge, si nécessaire. Les observatoires des loyers fournissent, à la demande, « les éléments d'information en leur possession » leur « permettant de favoriser la conciliation des parties ou de trancher un litige ».

Les locataires entrés dans les lieux depuis le 23 décembre 1986 qui auraient reçu congé non motivé ou formulé une proposition de nouveau loyer pour le renouvellement voient leurs baux prorogés de six mois, ces congés et propositions étant nuls et sans effet. Le propriétaire peut, bien sûr, les reformuler dans les termes de la nouvelle loi.

2) Le loyer des logements vacants.

La fixation du loyer est libre dans trois cas : a) lorsque le logement est neuf ; b) s'il a fait l'objet d'une mise aux normes selon le décret du 6 mars 1987 (Journal officiel du 7 mars) ; c) s'il a fait l'objet d'une première location ou si, depuis moins de six mois, des travaux d'amélioration (dans les parties privatives ou communes) ont été faits, d'un montant au moins égal à une année du loyer antérieur (installation d'un ascenseur, par exemple).

Dans les autres cas, c'est le régime des renouvellements de baux qui s'applique (référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour des logements comparables). Si cette disposition n'est pas respectée, le locataire dispose de deux mois pour contester le montant du loyer auprès de la commission de conciliation et, faute d'accord, le juge peut trancher. Ce système est applicable pendant cinq ans, et le gouvernement présentera un rapport d'application.

3) Possibilité de limiter par décret les hausses de loyer.

C'est l'extension aux loyers des possibilités d'intervention en matière de prix domo au gouverne-

ment par l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 signée de M. Balladur, alors ministre de l'économie et des finances. Mais il était, juridiquement, impossible d'appliquer telle quelle aux loyers l'ordonnance sur la concurrence et les prix. Il fallait donc une loi pour doter le gouvernement de cette possibilité d'intervention. Le gouvernement peut donc, dès la publication de la loi, là où la situation du marché locatif est « anormale », prendre un décret en Conseil d'État après avis de la commission nationale de concertation pour fixer le montant maximum d'évolution des loyers lors des renouvellements de baux ou pour les logements vacants soumis au même régime. La durée d'application ne peut excéder un an, et il peut y avoir des « adaptations particulières » (travaux ou loyers « manifestement sous-évalués »).

Dissocier âge et ressources

Pour la sortie de la loi de 1948 (catégories II B et II C), la loi dissocie désormais l'âge et les ressources. Les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans bénéficient du maintien dans les lieux, mais le propriétaire peut leur proposer un nouveau loyer (applicable sur huit ans) si leurs ressources excèdent un seuil fixé par décret.

Le système de sortie de la loi de 1948 est aligné sur les renouvellements de baux classiques en cas de sous-évaluation : dans la loi Méhaignerie, en effet, le locataire bénéficiait de la loi de 1948, s'il ne répondait pas à la proposition qui lui était faite, était réputé avoir accepté le loyer proposé, ce qui posait problème.

On voit aussi réapparaître, dans ce nouveau texte, le bail de six ans obligatoire pour les bailleurs personnes morales, le renouvellement étant de droit, de même durée que le bail initial.

Le système d'échanges de logements (même propriétaire, même ensemble immobilier), à condition que l'une des familles ait au moins trois enfants et que cela accroisse la surface du logement de la famille la plus nombreuse, redevient possible, dans les conditions des baux en cours.

Enfin, les membres de professions juridiques, qui, pour exercer à Paris, sont obligés de s'y installer, ne devront « compenser » l'installation dans un appartement par l'affectation à l'habitation d'un local comparable qu'à partir de 50 m² par professionnel et si cet appartement n'est pas situé au rez-de-chaussée.

L'essentiel des dispositions de la loi Méhaignerie reprises de la loi Quilès restent inchangées : contrat écrit, révision annuelle éventuelle selon l'indice trimestriel du coût de la construction, état des lieux contradictoire (avec un petit additif : pendant le premier mois de la période de chauffe, le locataire peut demander qu'il soit complété par l'état des éléments de chauffage) ; droits et devoirs réciproques du propriétaire et du locataire (bon état d'usage et de réparation, paiement du loyer, usage paisible des locaux, assurance obligatoire...), délai de préavis pour le congé de trois mois pour le locataire, de six mois pour le propriétaire.

J. D.

CONJONCTURE

Les perspectives économiques de l'OCDE

La croissance s'annonce soutenue mais les risques « d'inflation rampante » se précisent

« Construire sur les acquis des années 80 ». Le titre même des « perspectives économiques » publiées par l'OCDE, jeudi 29 juin, annonce à peine un bilan doux-amer de la situation dans les vingt-quatre pays industriels membres de l'organisation.

Les acquis sont évidents : sept années ininterrompues de croissance avec une poussée de 4,1 % en 1988 et une expansion encore vive de 3,25 % cette année permettront de ramener le chômage à 7 % en 1989, son niveau le plus bas depuis 1981. L'investissement reste dynamique et le commerce international devrait se maintenir à un haut niveau, la reprise de la demande des pays exportateurs de pétrole compensant la baisse de régime prévue pour les États-Unis. Après les résultats exceptionnels de 1988, une hausse de 8,7 % en volume, les échanges mondiaux pourraient ainsi augmenter encore de 7,5 % en 1989 et de 7 % en 1990.

Taux de change « instables »

Les faiblesses répertoriées par les auteurs du rapport n'en paraissent que plus marquantes. On savait la période d'or de la désinflation éphémère. Les risques de réurgence d'une « inflation rampante » se précisent. La hausse des prix, 4,5 % cette année, ramène le monde industriel à ses niveaux de 1985, avant la chute des cours du pétrole et du dollar.

Maîtriser un renouveau inflationniste illustré par une aggravation d'un point en un an des prix à la consommation ne s'annonce pas chose aisée. Entre un durcissement

excessif des politiques de crédit — les taux d'intérêt à court terme ont augmenté de près de trois points au cours des douze derniers mois — et un « ralentissement plus marqué » de la croissance et les risques inflationnistes de politiques trop timides d'assouplissement, la marge de manœuvre paraît toujours aussi étroite.

Ce dilemme paraît d'autant plus important à résoudre que les taux de change se sont révélés « plus instables, ces derniers temps » et que la correction des déséquilibres extérieurs « s'est ralentie voire interrompue ». L'espoir d'un ralentissement de l'économie américaine compensé par une croissance encore soutenue dans les pays européens se double ainsi d'une inquiétude. Au mieux, le déficit de la balance des paiements courants des États-Unis pourrait, au cours des dix-huit prochains mois, être ramené à 110-120 milliards de dollars contre 135 milliards fin 1988. Par contre, les excédents japonais et allemands semblent appelés à augmenter, légèrement dans le premier cas, nettement dans le second. Un raffermissement persistant du dollar, dans cette configuration, ne ferait qu'aggraver la situation.

Tout en soulignant qu'une baisse du billet vert ne peut en aucun cas se substituer à une meilleure maîtrise de la demande interne outre-Atlantique, les auteurs du rapport n'excluent pas qu'il faille « en arriver là » si les écarts d'inflation devaient persister, mettant en danger les « positions concurrentielles internationales ». Un appel ferme pour une coopération internationale qui, pour être « efficace », devra « s'exercer sur tous les fronts ».

PRINCIPALES PRÉVISIONS (1)

	1987	1988	1989	1990
PNB en volume (2)				
États-Unis	3,40	3,90	3	2,25
Japon	4,50	5,70	4,75	4,25
Allemagne	1,80	3,40	3	2,75
France	2,90	3,20	3,25	2,75
OCDE Europe	2,70	3,50	3	2,75
Total de l'OCDE	3,40	4,10	3,25	2,75
Inflation (2)				
États-Unis	3,30	3,40	5	5,25
Japon	0,20	0,40	1,50	2,25
Allemagne	2,10	1,50	2,50	2,50
France	1,90	3,40	3	2,75
OCDE Europe	4,30	4,90	5,25	4,75
Total de l'OCDE	3,20	3,60	4,50	4,50
Balance des opérations courantes (en milliards de dollars)				
États-Unis	-154	-135,30	-123	-116
Japon	87	79,60	80	83
Allemagne	45,20	48,50	48	53
France	-4,10	-3,80	-5	-4
OCDE Europe	36,60	14,60	-2	-1
Total de l'OCDE	-48,90	-61,80	-68	-57
Chômage (% de la population active)				
États-Unis	6,20	5,50	5,25	5,50
Japon	2,90	2,50	5,25	2,25
Allemagne	7,90	7,90	7,50	7
France	10,50	10,10	10	10,25
OCDE Europe	10,50	10,10	9,75	9,75
Total de l'OCDE	7,80	7,30	7	7,25
Commerce mondial (2)	5,60	8,70	7,50	7

(1) Les hypothèses de base sont les suivantes :
— les taux de change ne varieront pas par rapport à leur niveau du 2nd semestre 1989, plus particulièrement 1 dollar = 133,9 yens et 1,89 deutschemark ;
— prix en dollars du pétrole : 16 dollars le baril.
(2) % de variation sur l'année précédente.

Satisfecit pour la France

L'OCDE décerne un satisfecit global à la France, même si l'organisation prévoit un léger ralentissement de l'activité en 1989 et 1990 et une dégradation des échanges extérieurs.

« Le comportement de l'économie française s'est sensiblement amélioré en 1988 », se félicitent les experts. En témoigne la croissance soutenue (+ 3,4 % en volume), entraînée par le dynamisme des exportations (+ 7,4 % en volume) et la vigueur de l'investissement des entreprises (+ 9,2 % en volume). La hausse des prix à la consommation ramenée à 2,7 % a permis de réduire l'écart d'inflation avec la RFA. L'organisation économique invite tout de même les pouvoirs publics à la vigilance et à poursuivre leur politique monétaire stricte et leur

effort de résorption du déficit budgétaire. Les auteurs du rapport tablent sur un léger ralentissement de la croissance en 1989 et en 1990 respectivement 3 % et 2,75 % en volume.

Le taux de chômage devrait se maintenir à 10 % de la population active (10,1 % en 1988) jusqu'au second semestre 1990. Il pourrait alors remonter à 10,25 %.

Les prévisions les plus pessimistes de l'OCDE pour 1989 et 1990 concernent les échanges extérieurs du fait d'une légère dégradation des échanges de produits industriels et du renchérissement du prix de l'énergie. Les experts vont jusqu'à envisager un déficit commercial, en 1989 comme en 1990, d'environ 70 à 75 milliards de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

METALEUROPE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Metaleurope s'est réunie sous la présidence de Dr Erwin Möller, président du conseil de surveillance, le 27 juin 1989 afin d'approuver les comptes de l'année 1988.

Le président du Directoire, M. Jean-Pierre Rodier, a mis l'accent sur les performances réalisées par la société pour son premier exercice après le rapprochement intervenu avec Preussag A.G. :

- La fusion des activités ex-Preussag avec celle de ex-Metaleurope se révèle être un succès ; le résultat courant consolidé passe d'une perte de 253 MF en 1987 à un profit de 342 MF en 1988. La contribution des activités allemandes est de 177 MF, tandis que celle des autres activités est de 165 MF.
- La structure du bilan à fin 1988 — consolidée et social — est saine.
- La conjoncture économique — stabilisation du prix du zinc à un niveau supérieur à 1988 et fermement du dollar — la compétitivité de la société, tant sur le plan de la très bonne marche technique des installations que sur le plan financier, laisse augurer pour 1989 une nouvelle et très saine progression de résultats, qui devrait permettre la reprise du versement du dividende aux actionnaires en 1990.

L'évolution de l'union de Metaleurope, qui est passée de 70 FF en juin 1988 dans la zone des 200 FF, traduit la confiance des investisseurs dans une société qui, tant par sa taille que par ses performances, fait désormais partie des grands de la profession.

M. Jean-Pierre Rodier a défini les 3 grands axes de la stratégie de la société :

- renforcer la compétitivité de tous les établissements, tant dans la gestion quotidienne que dans le choix des investissements ;
- développer les activités à l'aval de la métallurgie, en particulier la production de métaux spéciaux de haute pureté, ce qui permettra d'en faire croître le volume ;
- veiller à renforcer la capacité financière de la société tout en permettant les développements et investissements nécessaires à la croissance.

Dans le droit fil de cette stratégie, la société procède à une émission d'obligations avec bons de souscription d'actions, avec droits préférentiels aux actionnaires, ce qui indique sa volonté de construire dans le long terme des relations durables avec ses actionnaires et sa détermination pour le présent de pouvoir saisir des opportunités de développement qui pourraient se présenter.

Un dossier passionnel

La grande inconnue reste donc le volontarisme de mobilisation des professionnels, naguère réunis dans le groupe de pression nommé l'inter-syndicat, pour faire échec à l'application du nouveau texte. Dans un secteur très passionnel, où le psychologue joue un rôle essentiel, l'attitude des propriétaires, institutionnels, publics et privés ou individuels, va être déterminante.

Il faut probablement, au fil du temps, améliorer un texte qui est loin d'être parfait mais sans illusion : la tension sur le marché du logement durera sans doute encore très longtemps. Les premières épreuves nées de la cherté des loyers à Paris ne datent-elles pas de 1906, année où Philippe le Bel fit pendre vingt-cinq révoltés ?

De l'évolution des comportements dépendra sans doute la pérennité du nouveau texte.

JOSÉE DOYÈRE.

مكتبة

Économie

SOCIAL

La fin de la conférence internationale du travail

Les employeurs perdent la première manche sur le travail de nuit

Détente internationale
Les affrontements entre employeurs et travailleurs ont pris le dessus sur la classique confrontation Est-Ouest lors de la 76^e conférence internationale du travail qui s'est achevée le 28 juin à Genève. Un retour à une certaine normalité qui ne pouvait que réjouir M. Michel Ransmayre, le nouveau directeur général du Bureau international du travail (BIT). Les affrontements entre patrons et syndicats se sont polarisés autour de la recherche de nouvelles normes sur le travail de nuit.

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Jusqu'à présent, les tables de la loi de l'Organisation internationale du travail (OIT) étaient constituées principalement par la Convention numéro 89 adoptée en 1948 et ratifiée par cinquante-six États, qui, à quelques exceptions près, interdisent strictement le travail de nuit des femmes dans l'industrie.

Selon un rapport du BIT, de 7 % à 15 % de la population salariée dans les pays industrialisés est touchée par le travail de nuit. Celui-ci progresse mais demeure moins répandu dans les pays en voie de développe-

ment (de 5 % à 10 % de la population salariée), alors même qu'une proportion considérable de l'équipement industriel du tiers monde reste inactive seize heures par jour. Toujours selon le BIT, les deux tiers des travailleurs régulièrement postés la nuit manifestent des « signes d'intolérance » (surmenage, troubles du sommeil, etc.).

Préjudiciable et... indispensable

Dans le projet provisoire de nouvelle convention qui serait accompagnée d'une recommandation, « le préambule devrait signaler que le travail de nuit est préjudiciable à la santé et perturbe la vie sociale et familiale des travailleurs ». Mais il mentionnerait également que « le travail de nuit est, dans certains cas, indispensable pour des raisons d'ordre social ou technique et qu'il permet, dans d'autres cas, une utilisation plus intensive des équipements et des installations, contribuant ainsi à une meilleure productivité des entreprises et à la création d'emplois ».

Le projet souligne que des mesures spécifiques devraient être prises afin d'atténuer les inconvénients inhérents au travail de nuit et d'accorder une compensation adéquate aux travailleurs, comme « une réduction de leur temps de travail sans perte de salaire ». L'état de santé des travailleurs concernés devrait faire, au préalable, l'objet d'une « évaluation ». Une protection particulière et des garanties spécifiques devraient être accordées aux femmes enceintes et aux jeunes mères afin d'assurer une « alternative au travail de nuit ».

Plus généralement, « avant d'introduire le travail de nuit », l'employeur devra « consulter les représentants des travailleurs intéressés ». Le protocole de révision partielle de la convention n° 89 autoriserait, lui, des modifications de la période de nuit et des dérogations à l'interdiction des lors qu'elles seraient introduites « par voie d'accord » entre employeurs et syndicats à un niveau à définir par la législation.

Cet assouplissement intéressera particulièrement la France, où un accord dérogatoire, partiellement annulé depuis par la justice, avait été signé en 1986 dans la métallurgie par FO et la CGC. Très minoritaire, la COT s'est opposée à de telles conclusions allant « à l'encontre des intérêts des travailleurs et de la vocation de l'OIT ». Le 28 juin, M^{me} Dreifuss a également exprimé des réserves, jugeant la définition du travail de nuit « trop restrictive ». « Il faut fixer des limites très précises aux dérogations », a-t-elle ajouté.

Mais la fronde est venue des employeurs, qui, dans ce débat, se sont sentis lésés par les représentants des gouvernements. En commission, M. Nolte (Allemagne) a qualifié les projets d'instruments « inacceptables car ils partent du principe que tout travail de nuit est nocif et perturbe la vie sociale ». Quant à la convention n° 89 même révisée, elle est « intrinsèquement discriminatoire » en refusant aux femmes « l'égalité des chances en matière d'emploi ». Rappelant le « désaccord profond » de son groupe, le président des employeurs, M. Hoecklin, a souhaité un consensus en 1990. « Quelle force morale aurait un texte rejeté par une des composantes de l'OIT ? », a-t-il conclu en guise d'avertissement... aux gouvernements.

MICHEL NOBLECOURT.

A l'Assistance publique de Paris, on s'habitue...

Le travail de nuit demeure un second choix, c'est ce qui apparaît dans une étude que vient de publier l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) : 74 % des femmes, 60 % des hommes travaillent de nuit. C'est surtout plus jeunes (29 % ont entre vingt-deux et vingt-sept ans, contre 15 % de jour) et ont moins d'ancienneté (52 % ont moins de dix ans, au lieu de 38 %), et ils sont d'autant moins anciens que leur qualification est élevée. Plus la qualification est élevée, moins il est vraiment choisis (c'est le cas pour 66 % des aides-soignantes, contre 37 % pour les qualifications plus élevées comme les infirmières).

Pourtant l'insatisfaction est peu fréquente : 17 % des aides-soignantes et 22 % pour les agents plus qualifiés. Elle diminue avec l'ancienneté : on s'habitue. Cependant, 28 % des agents de nuit ont demandé leur changement, contre 10 % de ceux qui travaillent de jour. L'ambiance dans le service est plus souvent jugée bonne (65 % contre 57 %) que le jour. Le personnel de nuit estime notamment avoir du temps pour parler aux malades. Mais du coup il ressent des difficultés à répondre à leurs questions et trouve les relations avec les médecins plutôt indifférentes que satisfaisantes.

Ce sont les conditions matérielles qui sont insatisfaisantes dans le travail de nuit. Celui-ci est considéré comme contraignant par 65 % des agents concernés. Il est vrai que les dépassements d'heures sont plus fréquents pour les catégories les plus qualifiées, et que 70 % des agents « de nuit » commentent leur travail en averses. Plus de la moitié se plaignent de l'écoulement, 42 % de la mauvaise gestion de leur lieu de travail, mais surtout beaucoup trouvent ce travail angoissant : plus de la moitié ne se sentent pas en sécurité (le quart des femmes concernées seules).

G. H.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE



EMPRUNTS
JUIN 1989
GARANTIS PAR L'ÉTAT

EMPRUNT 8,60 % ASSIMILABLE A L'EMPRUNT 8,60 % JANVIER 1989

Montant : FF 1.200.000.000
Prix de souscription : 101,02 %, soit F 5.051,00
Prix d'émission : 97,392 %, soit FF 4.869,60
Coupon couru : 3,628 %, soit FF 181,40
Date de jouissance : le 6 février 1989
Date de règlement : le 10 juillet 1989
Durée : 14 ans et 211 jours
Intérêt : 8,60 %, soit FF 430 par obligation, payable le 6 février de chaque année.

Taux de rendement actuariel au règlement : 8,92 %
Amortissement normal (par remboursement) : au pair en totalité pour l'ensemble des obligations émises le 6 février 2004
Amortissement anticipé : possible par rachat en bourse
Assimilation : le 10 août 1989
Cession : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

EMPRUNT 8,90 % ASSIMILABLE A L'EMPRUNT 8,90 % FÉVRIER 1988 ET ASSORTI DE BONS DE SOUSCRIPTION

Montant : FF 300.000.000
Prix d'émission : 100,90 %, soit 5.045 FF par obligation
Date de jouissance et de règlement : le 10 juillet 1989
Durée : 6 ans et 247 jours
Intérêt : 8,90 %, soit FF 445 par obligation, payable le 14 mars de chaque année. Pour la période du 10 juillet 1989 au 14 mars 1990, il sera versé un intérêt forfaitaire de FF 220.
Taux de rendement actuariel au règlement : 8,39 %
Amortissement normal : au pair en deux tranches sensiblement égales portant sur l'ensemble des obligations émises, les 14 mars 1995 et 1996
Amortissement anticipé : possible par rachat en bourse

Assimilation : le 14 mars 1990
A chaque obligation sera attaché un bon de souscription permettant de souscrire, du 18 au 26 janvier 1990 inclus, une obligation assimilable à l'emprunt CCCE 8,60 % janvier 1989 aux conditions suivantes :
Prix de souscription : 99,60 %, soit 4.980 FF par obligation
Date de jouissance et de règlement des obligations : le 6 février 1990
Assimilation : le 6 février 1990
Taux de rendement à la souscription : 8,65 %
Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information (visu COB n° 89-270 du 22.06.1989) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Cité du Retail, 95-97, rue Bolivar-Angles, 75008 Paris, et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 26.06.1989.

TIERS-MONDE

Tentative de relance du plan Brady

Washington pousse les banques à accélérer les négociations sur la dette

Décidés à reprendre l'initiative sur le dossier délicat de la dette, les États-Unis multiplient les signaux. Après avoir laissé entendre qu'elle était prête à effacer 1 milliard de dollars de créances sur les pays africains comptant parmi les plus démunis, l'administration Bush de mettre au point un système de carotte et de bâton pour amener les banques à accélérer leurs négociations avec les débiteurs à revenus intermédiaires, Mexique en tête.

Les discussions avec les Mexicains traînent dangereusement en longueur. Les banques américaines, les plus engagées au sud du Rio Grande, avaient proposé à leur homologues du comité de coordination de porter à 30 % l'effacement de la dette commerciale, alors que Mexico demande 50 %. Une compromission laborieuse s'est pour le moment établie à 27 %.

Or l'exemple mexicain devient crucial. Le Mexique s'impatiente, les autres candidats à une réduction de dette négociée avec les banques, sur fond de soutien des organisations multilatérales, qu'il s'agisse du Maroc ou des Philippines.

D'autres débiteurs, et non des moindres, haussent le ton. Lors d'une émission télévisée, mardi 27 juin, le ministre brésilien des finances, M. Malson da Nobrega, n'a pas exclu le recours à un moratoire sur une dette extérieure de 112 milliards de dollars si les réserves de change atteignent, d'ici à l'automne, un niveau critique. Une menace encore tactique, Brasília négociant un accord avec le Fonds monétaire international. Mais la lassitude de nombre de débiteurs plaide en faveur de réponses rapides.

Conscient des dangers qui s'accroissent à nouveau, les parlementaires américains étudient un projet de loi offrant des avantages fiscaux aux banques qui accepteraient de jouer le jeu de la réduction des dettes de pays en développement. Les autorités fédérales sont réticentes à cet égard. La Réserve fédérale semble ainsi prête à exiger des instituts de crédit une augmentation de leurs provisions pour créances douteuses si elles ne montrent pas plus de bonne volonté. Le débat s'annonce épineux. Les banques américaines détiennent 70,7 milliards de dollars de créances sur le tiers-monde, dont seulement 23 milliards de dollars sont actuellement provisionnés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

JAPACIC

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires s'est tenue le 22 juin 1989 sous la présidence de M. Jacques Desmurs de Montgaillard.

Au 31 mars 1989, date de clôture de l'exercice 1988/1989, l'actif net de la JAPACIC, qui s'élevait à 394 millions de francs, se composait de : 3 029 140 actions, contre 302 millions de francs, et 2 920 269 actions en circulation à la fin de l'exercice précédent. A cette même date, la valeur liquidative s'élevait à 196,07 francs contre 171,83 francs au 31 mars 1988. En outre, un dividende net de 4,94 francs a été versé au titre de l'exercice 1987/1988. La performance nette s'établit ainsi à + 16,96 %.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende net de 5,26 francs par action, majoré de 0,66 franc, représentant l'impôt déjà versé au Trésor, soit un revenu global de 5,92 francs. Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de cette assemblée, a fixé au 30 juin 1989 la date de détachement du dividende, le paiement intervenant le 10 juillet. En outre, ce dividende pourra être réinvesti en actions JAPACIC en franchise de droit d'entrée, jusqu'au 10 octobre 1989 inclus.

Obligations françaises	23,93 %	
Obligations japonaises	1,91 %	91,76 %
Actions françaises	24,50 %	
Actions japonaises	39,42 %	
Semi-liquidités et disponibilités		8,24 %

Au 31 mars 1989, la valeur liquidative de l'action s'établissait à 203,37 francs.



CHAMPAGNE MUMM

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de G. H. Mumm et C^o, réunie le 27 juin 1989 à 11 heures, sous la présidence de M. Alain de Gunzburg, a approuvé les comptes de la société et les comptes consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 1988.

En raison de l'incision dans le périmètre de consolidation du groupe, à compter du 1^{er} avril 1988, de la société Martell et de ses filiales, faisant suite à la prise de participation quasi intégrale de G. H. Mumm et C^o, avec l'aide du groupe Scagram, dans le capital social de Martell par voie d'offre publique d'achat, les comptes de l'exercice 1988 ne sont absolument pas comparables à ceux de l'exercice précédent.

Les principales données chiffrées, consolidées, des deux exercices comparés, sont les suivantes (en millions de francs) :

	1988	1987
Chiffre d'affaires (hors droits et hors taxes) : ...	2.604.704	1.163.430
Bénéfice courant avant impôt : ...	222.744	182.904
Résultat net (part du groupe) : ...	(162.404)	110.595

En ce qui concerne le bénéfice courant avant impôt, celui de la société mère G. H. Mumm et C^o, inclus dans le chiffre précité de F. 222.744.000, s'est élevé en 1988 à F. 42.886.140, au lieu de F. 129.244.403 en 1987.

Hors incidences de l'achat des titres Martell et des frais financiers correspondants, ainsi que de l'imputation directe sur les frais de personnel d'un intéressement de F. 9.142.624, il aurait été de F. 150.025.231, en hausse de 16,1 % sur le bénéfice de 1987.

La perte nette du groupe de F. 162.404.400 tient pour une grande part à la perte exceptionnelle de F. 427.246.000, due elle-même, notamment, pour F. 224.000.000, aux provisions constituées dans les comptes de la société Martell pour faire face au paiement d'indemnités à verser dans le cadre de la restructuration de ses réseaux de distribution, et pour F. 181.000.000, aux frais d'acquisition des titres de cette société et à la déduction des amortissements des écarts d'évaluation relatifs à la société Martell et à l'ancienne filiale Champagne Heidsieck et C^o Monopole.

Compte tenu des charges financières importantes qu'il en a supportées G. H. Mumm et C^o au cours de l'exercice 1988, l'assemblée générale a décidé de ne pas distribuer de dividendes au titre de cet exercice.

Elle a par ailleurs renouvelé pour une durée de six ans le mandat d'administrateur de M. Samuel Brunschman II.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée générale, a enregistré la démission de ses fonctions d'administrateur de M. Guy de Brignac et a nommé, pour le remplacer, M. Edgar Brunschman Jr.



CHAMPAGNE MUMM

Le président de G. H. MUMM et Cie ayant annoncé un changement stratégique de la politique de la société à compter du 1^{er} juillet 1989, M. Jacques Desmurs, vice-président-directeur général, a remis sa démission au conseil, qui l'a acceptée.

Cette politique résulte d'orientations nouvelles et générales différentes de celles du passé.

Le conseil a tenu à remercier M. Jacques Desmurs pour l'important développement accompli par la société sous sa direction durant ces dernières années, mais a compris l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de mettre en œuvre cette nouvelle politique. Il l'a félicité des résultats obtenus et, tout en le remerciant, regrette son départ.

Satisfait pour la France

Le 1^{er} juillet 1989, la France a été déclarée satisfaite par l'Organisation internationale du travail (OIT) pour son rôle dans la promotion des droits du travail. Cette décision a été prise lors de la 76^e conférence internationale du travail à Genève. La France a été reconnue pour ses efforts en matière de droits du travail, notamment pour la ratification de la Convention n° 89 sur le travail de nuit.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEFMEG

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 27 juin 1989 sous la présidence de M. Jean Fontenelle, a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Le bénéfice, en progression de 20,3 %, atteint 279 799 891 F dont 57 212 467 F de plus-values nettes de cessions contre 25 846 886 F en 1987.

Il a permis à l'assemblée de décider la distribution d'une somme de 221 947 817 F, soit un dividende par action de 24,40 F et de 12,20 F par action nouvelle portant jouissance du 1^{er} juillet 1988, contre 23,20 F pour l'exercice précédent.

Cette année encore, le dividende qui sera mis en paiement à partir du 19 juillet 1989 pourra, au choix des action-

naires, être versé en espèces ou sous forme d'actions nouvelles de la société. Ces actions seront émises au prix de 404 F correspondant à 95 % de la moyenne des premiers cours cotés aux 20 séances de Bourse précédant l'assemblée diminuée du montant de dividende. Elles seront créées jouissance du 1^{er} juillet 1989. L'option pourra être exercée jusqu'au 18 août 1989 inclus ; passé ce délai, les versements s'effectueront en espèces et ce, à compter du 25 août 1989.

L'assemblée générale extraordinaire, convoquée à la suite, a approuvé la mise en harmonie des statuts avec les récentes dispositions législatives. Elle a ensuite autorisé l'inscription d'un actionnariat des salariés et reconstruit les structures financières précédemment données au conseil.

Lors de sa séance, le président a donné diverses informations sur la marche récente de la société : la politique de recentrage du patrimoine en région parisienne se poursuit activement, la location des immeubles récemment livrés est proche de l'être s'effectuant dans de très bonnes conditions, l'évolution des recettes et des dépenses permet de prévoir une nouvelle progression des résultats et du dividende pour l'année 1989.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

COMPTES DE L'EXERCICE 1988

Les comptes de l'exercice 1988, qui ont été approuvés par l'Assemblée Générale du 26 juin 1989, font ressortir un bénéfice net consolidé global de 254,8 millions de francs.

Le bénéfice courant consolidé après impôt, part du groupe, s'est élevé à 127,6 millions de francs contre 92,7 millions de francs en 1987, soit une augmentation de 37,6 %.

L'Assemblée Générale a fixé le dividende à 30 F par action, soit, avec l'avoir fiscal, un montant global de 45 F (+ 30 %).

Au cours de l'Assemblée Générale, il a été précisé qu'à fin mai 1989, le revenu brut total des agences de publicité, qui est réalisé pour plus de la moitié à l'étranger, était en progression de près de 11 % et celui des sociétés du secteur Consulting de 30 %.

Par ailleurs, pour ce qui concerne les activités du secteur emballages, le chiffre d'affaires du groupe TECHPACK INTERNATIONAL TPI, dont EUROCOM contrôle 62 % du capital, est, pour les cinq premiers mois de 1989, en augmentation de 41 % par rapport à la période correspondante de 1988.

Pour l'ensemble de l'année 1989, le bénéfice courant consolidé après impôt, part du groupe, devrait être en augmentation d'environ 14 % par rapport à celui de 1988.

Le Conseil d'Administration qui s'est réuni à l'issue de l'Assemblée Générale en présence de M. Pierre DAUZIER, Président-Directeur Général d'HAVAS, a approuvé les grands axes de la stratégie du Groupe qui lui ont été exposés par son Président, Alain de POUZILHAC.

EUROCOM

Vos placements
et le Crédit Agricole

Modulation

TROIS NOUVELLES
STRATÉGIES DE GESTION
PERSONNALISÉE POUR MIEUX PILOTER
VOS CAPITAUX

Vous souhaitez accéder à une gestion professionnelle et personnalisée de votre capital ? Le Crédit Agricole vous propose le compte MODULATION.

MODULATION vous permet d'investir vos capitaux dans des Fonds Communs de Placement spécialisés, et de moduler leur répartition en fonction de vos objectifs.

Nous vous proposons déjà deux formules : « EXPANSION » et « ÉQUILIBRE », investies en parts de F.C.P. spécialisés.

Désormais, vous aurez à votre disposition trois nouvelles options : « DYNAMISME », « HARMONIE » et « FERTILITÉ », pour mieux répondre à vos objectifs et à votre personnalité.

Ces formules de gestion sont pilotées par les spécialistes du Crédit Agricole, premier intervenant d'Europe sur les marchés financiers. Vous bénéficiez directement de leur professionnalisme. De plus, le compte MODULATION vous permet d'entretenir une relation privilégiée constante avec un conseiller et de recevoir une information détaillée et régulière sur vos investissements.

Outre un abonnement annuel, les frais de gestion sont calculés sur le montant des plus-values réalisées, nettes d'inflation.

EXCEPTIONNELLEMENT, JUSQU'AU 30 JUILLET 1989, VOUS POUVEZ SOUSCRIRE AUX NOUVELLES OPTIONS « DYNAMISME », « HARMONIE » ET « FERTILITÉ », SANS ACQUITTER DE DROITS D'ENTRÉE.

Cette offre promotionnelle s'applique aussi aux clients détenteurs des formules actuelles et désirant les transformer en une nouvelle option. Prenez contact avec votre Caisse Régionale de Crédit Agricole.

CA CRÉDIT AGRICOLE
SEGESPAR
VITRES

Le bon sens en action

Économie

Lancée par l'Allemagne fédérale

La vague de hausse des taux d'intérêt en Europe impressionne peu les marchés financiers

La hausse des taux directeurs décidée, jeudi 29 juin par l'Allemagne fédérale et suivie par la France, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, n'a eu calé qu'un court moment les achats de dollars. Le vendredi 30 juin, le billet vert, après une faible progression, fléchissait légèrement et s'échangeait à 6,63 francs et

1,96 mark. On est encore loin de revenir dans les marges strictement établies par le « groupe des sept » principales puissances industrielles et dont le plafond est établi par les marchés financiers à 1,90 DM. Au moins les Banques

centrales européennes pourront-elles plaider la lutte anti-inflationniste pour justifier leur décision. Un mouvement assez bien accueilli dans les milieux financiers ouest-allemands, comme nous le signalait notre correspondant à Francfort Christiane Holzhauser-Madison, même si le choix de la date étonne l'association fédérale des banques.

souvent, dicté par des impératifs purement nationaux.

En ce sens, l'Allemagne fédérale reste exemplaire. En relevant pour la troisième fois depuis le début de l'année ses taux directeurs, l'insémination n'a pas hésité à porter le taux de l'argent à des niveaux oubliés depuis 1982 : 7 % pour le lombard, 5 % pour le taux d'escompte. L'inflation paraissait pourtant se calmer (3,1 % sur douze mois en mai). La progression de la masse monétaire semblait sous contrôle (5,4 % le mois dernier pour un objectif officiel d'environ 5 %). Pourquoi rompre le cours de ces bonnes nouvelles ? A titre préventif.

Depuis plus de quarante ans, la crédibilité de la Bundesbank tient en deux mots d'ordre : prévenir tout mal inflationniste et maintenir un mark fort.

A usage interne, le message, délivré jeudi, est clair. La douce euphorie née d'une vive croissance et d'une hausse apparemment modeste des prix ne doit pas engager les syndicats à des revendications excessives lors des négociations de l'automne, qui s'annoncent difficiles. Elle ne saurait encourager le gouvernement à de quelconques largesses budgétaires en période électorale. Ultimes argument de poids, l'affaiblissement du mark vis-à-vis du dollar entraîne une inflation importée, dont la poussée des prix de gros, de 6,5 % en rythme annuel, n'est qu'un reflet.

L'analyse semble un peu courte aux partenaires de Bonn. Certes, chacun est persuadé qu'une sous-évaluation persistante du mark vis-à-vis du billet vert donnera de nou-

veaux et encombrants étouts aux exportateurs allemands. Au moment où l'OCDE prévoit des excédents commerciaux dépassant 4 % du produit intérieur brut de l'Allemagne à l'horizon de 1990, l'argument n'est pas à sous-estimer. Chacun, pourtant, aimerait pouvoir gérer sa propre croissance, sans devoir être contraint de suivre Francfort.

Cela aura été le cas de la France, au moins, le jour même où de mauvais chiffres du commerce extérieur étaient publiés, à relever d'un demi-point ses taux directeurs. Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, avait, dès avant la décision de la Bundesbank, annoncé qu'il prendrait des mesures équivalentes si les Allemands s'en tenaient le pas. Le temps n'est plus où Paris pouvait laisser passer l'orage et jouer l'apaisement de l'écart entre les loyers de l'argent français et de l'argent allemand. Le fermeté du franc exigeait de s'écouter.

Plus discrètement sans doute que la Bundesbank, les dirigeants français sont, eux aussi, soucieux de prévenir une surchauffe incontrôlable.

et d'éventuels dérapages salariaux. Comme la RFA, la France sait que le relèvement d'un demi-point des taux ne cessera pas les investissements. Contrairement aux autorités américaines, confrontées au jourd'hui endettement des entreprises, Français et Allemands savent pouvoir compter avec le très haut niveau d'autofinancement des sociétés.

Ces justifications masquent pourtant mal une certaine lassitude. L'Europe a commencé, plus tard que les États-Unis, à resserrer sa politique du crédit. Plus tard que les Américains sans doute, elle pourra envisager un lent et prudent assouplissement. Mais si les différences entre les taux se réduisent aujourd'hui des deux côtés de l'Atlantique, diminuant l'attrait pour un dollar artificiellement ferme, cette remise des pendules à l'heure se fait sans enthousiasme et, surtout, sans grande cohérence internationale.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

Les États-Unis restent le premier débiteur du monde

Selon les statistiques publiées, jeudi 29 juin, par le gouvernement, la dette extérieure nette américaine atteignait, à la fin 1988, 532,5 milliards de dollars, en hausse de 41 % sur 1987. Les avoirs détenus par des étrangers, 1 780 milliards de dollars, ont progressé de 15,4 % en un an, deux fois plus vite que les actifs américains hors des frontières, évalués à 250 milliards. Le secrétaire adjoint au commerce, M. Michael Darby, a tenu à souligner que toute

dette n'est pas mauvaise. De fait, les prises de participations d'un moins 10 % dans des entreprises américaines ont représenté, l'an dernier, 328,8 milliards de dollars, en hausse de 21 % sur 1987, et devraient aider à la modernisation du pays. Il n'empêche que les placements croissants étrangers qui viennent financer les déficits accumulés par les États-Unis constituent un facteur de vulnérabilité qui inquiète de plus en plus d'économistes outre-Atlantique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLÉES
GÉNÉRALES

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de TAITTINGER qui s'est tenue à REIMS le 19 juin 1989 sous la présidence de M. Claude TAITTINGER, a approuvé les comptes de l'exercice 1988 qui se traduisent par un bénéfice net comptable de 54.548.453 F ainsi que les comptes consolidés du Groupe dont le résultat net s'élève à 205.479.000 F, la part du Groupe s'élevant à 90.222.000 F.

L'Assemblée Générale a approuvé les comptes et l'affectation des résultats de l'exercice 1988.

Le dividende : coupon net 20,40 F + crédit d'impôt 10,20 F, soit 30,60 F, sera payable aux actionnaires sous référence du coupon N° 37 ainsi qu'aux titulaires de certificats d'investissement, à compter du 28 juillet 1989.

L'Assemblée a renouvelé le mandat d'Administrateur de M. Michel TAITTINGER.

D'autre part, l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le même jour a approuvé toutes les résolutions qui lui ont été soumises.

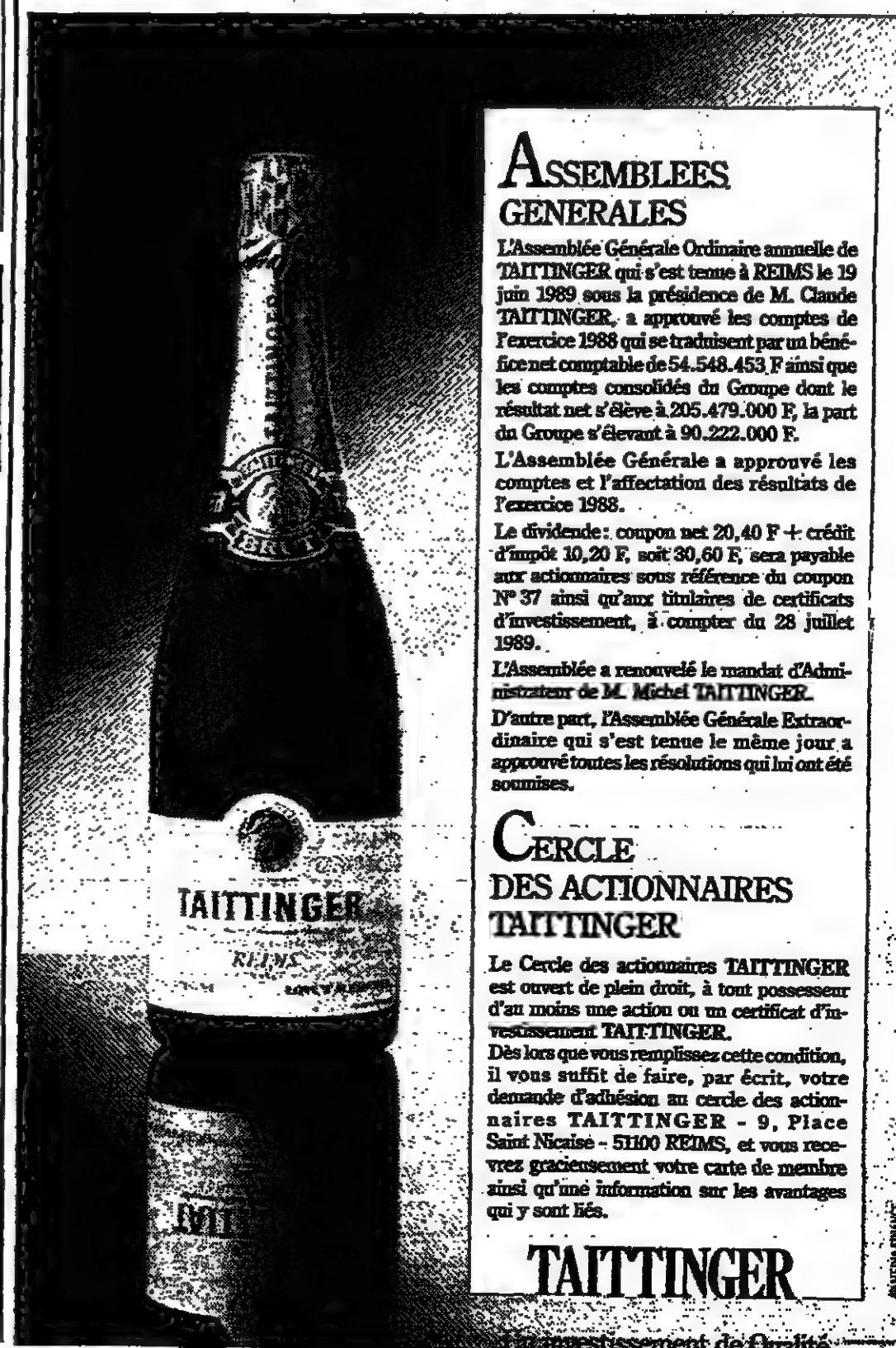
CERCLE
DES ACTIONNAIRES
TAITTINGER

Le Cercle des actionnaires TAITTINGER est ouvert de plein droit, à tout possesseur d'au moins une action ou un certificat d'investissement TAITTINGER.

Dès lors que vous remplissez cette condition, il vous suffit de faire, par écrit, votre demande d'adhésion au cercle des actionnaires TAITTINGER - 9, Place Saint Nicolas - 51100 REIMS, et vous recevrez gratuitement votre carte de membre ainsi qu'une information sur les avantages qui y sont liés.

TAITTINGER

Investissement de Qualité



Compagnie Générale d'Électricité

Réunis en Assemblée générale sous la présidence de M. Pierre SUARD, les actionnaires de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) ont adopté l'ensemble des résolutions qui leur étaient proposées.

Les comptes de l'exercice 1988 ont été approuvés et il a été décidé de verser un dividende de 9 francs, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 4,50 francs, à chacune des 71,7 millions d'actions ayant jouissance du 1^{er} janvier 1989. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 30 juin 1989. Les actionnaires auront la faculté de se faire payer ce dividende en actions de la Compagnie, cette option pouvant être exercée du 30 juin au 31 juillet 1989 inclus : le prix d'émission des actions correspondantes est de 392 francs.

L'Assemblée a renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Frank DRENDEL, Jacques GUERENDEL, René LAMY et Guy VERDEL. Elle a également nommé deux nouveaux administrateurs, MM. Georges BLUM et Jean PEYRELEVADE.

CGE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 20 JUIN 1989

Les actionnaires ont approuvé l'absorption (par voie de fusion) par la CGE de ses filiales Alstom et la Compagnie Financière Alcatel, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1989. Ces fusions conduisent à attribuer aux actionnaires des sociétés absorbées sept actions CGE pour cinq actions Alstom et sept actions CGE pour une action de la Compagnie Financière Alcatel. 24,9 millions d'actions CGE ayant jouissance du 1^{er} janvier 1989 sont ainsi créées, portant le capital social à 88,6 millions d'actions.

L'Assemblée générale a également décidé d'apporter certaines modifications aux statuts, notamment pour tenir compte de l'évolution de la législation, pour assurer un équilibre entre les actionnaires et pour renforcer les moyens dont dispose la Compagnie pour connaître son actionariat.

En particulier l'Assemblée a décidé d'adopter les propositions qui lui étaient faites par le Conseil concernant la limitation des droits de vote d'un actionnaire à 8 % des voix présentes ou représentées en Assemblée ; elle a également confirmé l'obligation d'inscription au nominatif des actionnaires venant à posséder, à titre direct ou indirect, au moins 3 % du capital de la Compagnie.

Enfin, les actionnaires ont donné au Conseil d'administration diverses autorisations d'émettre des valeurs mobilières.

Résumé du discours du Président

Mesdames, Messieurs,

L'année 1988 a été particulièrement importante pour notre Groupe. Tant les résultats que la qualité de l'activité de CGE témoignent de la bonne santé de l'entreprise. Je voudrais aujourd'hui attirer votre attention sur les points suivants :

Amélioration de la rentabilité

Notre rentabilité s'est considérablement améliorée cette année. Lors de la privatisation, j'avais fixé comme objectif d'atteindre un seuil de rentabilité de 3 % du chiffre d'affaires en 1990. Nous avons franchi ce seuil avec plus de deux ans d'avance puisque nous avons atteint 3,2 % de rentabilité à la fin de l'année 1988. La conjoncture économique et financière a, bien sûr, été favorable, mais c'est essentiellement à l'amélioration de notre productivité à tous les niveaux que nous devons nos bons résultats. Le Conseil vous propose donc aujourd'hui d'augmenter sensiblement la distribution du résultat aux actionnaires. Un dividende unitaire de 9 F hors impôt, déjà payé au Trésor Public, vous est proposé. Il correspond à un revenu global par action de 13,50 F, avoir fiscal

compris, contre 7,50 F et 11,25 F respectivement au titre de 1987. Ceci représente une augmentation de 20 % par action par rapport au dividende distribué l'an passé, et une augmentation de 22 % sur la distribution totale compte tenu de la conversion en actions d'obligations convertibles survenue au cours de l'année.

Je suis très satisfait de faire bénéficier nos actionnaires de la bonne rentabilité du Groupe et j'espère améliorer encore notre score l'an prochain.

En outre, le Conseil vous propose aujourd'hui d'offrir aux actionnaires la possibilité de recevoir ce dividende sous forme d'actions de la Compagnie. Le prix de l'émission des actions est fixé à 392 F à comparer à un cours de Bourse de 450 F.

Renforcement de la structure industrielle

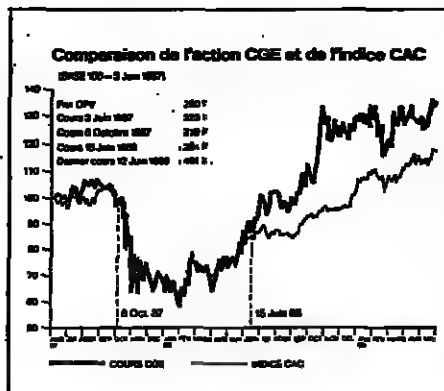
Plusieurs accords importants ont été conclus en 1988 et début 1989. Ils ont permis de renforcer notre structure industrielle et de porter le Groupe plus avant sur la scène internationale.

- L'accord est maintenant définitif entre Alstom et la société britannique General Electric Company (GEC). Chaque société apporte son savoir-faire dans le domaine de la production, de la transformation et de la distribution d'énergie ainsi que des transports ferroviaires. Le chiffre d'affaires annuel de la nouvelle société GEC ALSTOM NV s'élèvera à 47 milliards de F environ avec un effectif de plus de 80 000 personnes. Dès sa formation, GEC ALSTOM NV détient une position de leader mondial dans le domaine des centrales électriques, à vapeur et à gaz et des centrales hydrauliques, ainsi que dans la construction de matériels ferroviaires.
- En prolongement de l'accord qui unit ALSTOM à GEC, CGE a signé un autre protocole avec GEC concernant GEC Alstom : GEC apportera essentiellement ses activités d'automatisme industriel, représentant un chiffre d'affaires de près de 1,6 milliard de F réalisé par 2 300 personnes, et recevra en contrepartie 24,5 % du capital de GEC Alstom. Les accords finaux sont prévus pour une signature prochaine.
- D'autres accords importants ont été signés ou sont en cours d'élaboration : CGE Distribution a racheté les sociétés de distribution de matériel électrique Saporta et Gifem ; CEAC vient de signer des accords préliminaires avec la société britannique Chloride en vue du rachat de l'activité "batteries de traction" de cette société.
- Vous avez vu, comme moi, dans la presse des rumeurs concernant un accord en perspective impliquant la Générale Occidentale. Je tiens à vous dire personnellement qu'il n'en est rien. Je suis satisfait de notre investissement dans la Générale Occidentale qui s'est, avec habileté et efficacité, concentrée sur les activités de communication en prenant, dans ce secteur, une position qui, à l'évidence, suscite, dès maintenant, un intérêt manifeste des groupes concurrents.

Renforcement de la structure financière

Nous avons considérablement renforcé notre structure industrielle, parallèlement, nous devons renforcer notre structure financière.

- Une augmentation de capital réservée au personnel a été très bien souscrite : le personnel du Groupe est maintenant le deuxième actionnaire de CGE. Il possède 6 % du capital.
- Deux émissions d'obligations convertibles ont été souscrites avec succès en juillet 1988 et janvier 1989.
- Notre titre a été introduit en bourse à Stockholm et Tokyo à la fin de l'année 1988. Ceci porte à 10 le nombre de places boursières où le titre CGE est maintenant coté.



L'activité cumulée des sociétés industrielles créées par ces accords, ALCATEL NV et GEC ALSTOM NV, représente près de 85 % du chiffre d'affaires de CGE.

Il résulte, de la fusion double proposée, une simplification de notre organisation.

Au terme des opérations de fusion, les actionnaires d'Alstom et de la Compagnie Financière Alcatel deviennent actionnaires de CGE en recevant 7 actions CGE pour 5 actions Alstom et 7 actions CGE pour 1 action de la Compagnie Financière Alcatel. Le Conseil a arrêté ces parités en se fondant sur 4 critères : le cours de la Bourse, l'actif net réévalué par action, le rendement et le bénéfice net par action.

Cette double fusion entraîne la création d'environ 24,9 millions d'actions CGE. La dilution du capital d'environ un tiers, qui résulte de cette opération, n'affectera pas la progression du bénéfice par action (32,20 F en 1988).

Le résultat de cette double fusion constitue incontestablement un renforcement de CGE.

- la Part Groupe, en augmentation de 3,3 milliards de francs, représentera 71 % des capitaux propres contre 61 % avant fusion,
- la capitalisation boursière passera de 33 milliards de F à environ 45 milliards de F sur la base des cours actuels et se situera dans les 5 premières sur la place de Paris,
- en intérêt consolidé, CGE bénéficiera désormais de 61,5 % des résultats d'ALCATEL NV contre 47,6 % précédemment et de 60 % de ceux de GEC ALSTOM NV contre 31,2 % en l'absence de fusion.

Je voudrais vous parler maintenant de l'actionariat de la Compagnie.

J'ai souvent eu l'occasion de dire que je souhaitais qu'une grande partie soit stable et je me suis réjoui que des investisseurs amis aient augmenté leur part, ces derniers mois. Mon intention est que dans le capital de CGE, dilué par la fusion, ces investisseurs stables puissent retrouver une part d'actionnaire comparable à celle qu'ils détenaient auparavant.

Ceci dit, il me paraît souhaitable que l'actionariat de CGE soit dispersé et équilibré entre gros et petits investisseurs. Sachez que pour cette seule Assemblée générale, nous avons envoyé 900 000 lettres à nos actionnaires.

C'est dans ce sens que le Conseil vous propose d'abaisser à 8 % du total des présents ou représentés le nombre de votes simples que le même actionnaire peut exercer au lieu de la limite antérieure de 25 %.

Cette mesure vise à préserver l'équilibre entre actionnaires de toutes tailles. Elle vise à maintenir également une dispersion du capital, gage de stabilité, de continuité et d'indépendance dont votre Groupe a besoin pour réussir sa politique ambitieuse de croissance sur le marché mondial, face à des concurrents étrangers puissants disposant d'une structure de capital particulièrement stable.

La mesure qui vous est proposée ne protège pas la direction, contrairement à ce que certains critiques insinuent, puisqu'il suffit que trois ou quatre actionnaires, bénéficiant de vote double, décident de la censurer pour qu'elle soit éliminée.

J'attache du prix à réaliser un équilibre entre actionnaires. Mais, j'en attache tout autant à la mieux connaître. C'est l'objet de la résolution qui permet d'identifier chaque actionnaire lors d'un franchissement de seuil de 0,5 %. De cette manière, nous resterons bien en phase avec les mouvements qui pourraient avoir lieu, même s'ils sont effectués de façon progressive.

Préparation de l'avenir

Pour conclure, je voudrais mettre l'accent sur deux aspects importants de notre stratégie pour préparer l'avenir : la recherche et l'internationalisation.

Nous maintiendrons un niveau élevé d'investissements et de dépenses de recherche. C'est ce qui fera notre réussite dans 5 ans, 10 ans, 20 ans. Maîtriser aujourd'hui les technologies de demain, c'est absolument nécessaire pour rester en tête dans nos secteurs industriels. C'est aussi à garantir une forte crédibilité sur la scène internationale, indispensable pour la poursuite de l'expansion de notre Groupe.

Au niveau international, nous avons déjà des atouts essentiels. Alcatel NV est une société européenne présente dans plus de 70 pays avec une culture unique transnationale qui fait son originalité. A son tour, Alstom devient une société européenne qui voit doubler le nombre de ses implantations hors de France.

La stratégie de CGE est maintenant de gagner des parts de marché mondial au-delà de sa base européenne.

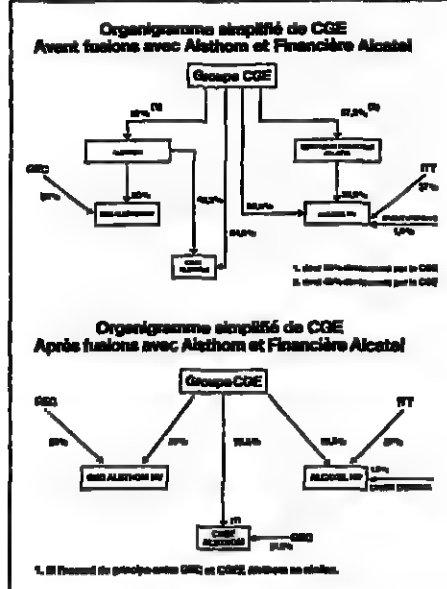
Ainsi, nous comptons tout à la fois préparer et préserver l'avenir, établir ou élargir nos bases internationales. Mais nous continuerons également à améliorer encore la rentabilité du Groupe : des progrès sensibles ont été enregistrés. J'ai confiance que nous ferons mieux cette année. Le bénéfice par action qui a atteint 32,20 francs en 1988 devrait augmenter de sensiblement plus de 10 % en 1989, malgré la dilution du capital consécutive à la double fusion avec la Compagnie Financière Alcatel et Alstom.

Mesdames, Messieurs, j'ai la conviction que votre Groupe est appelé à un grand avenir. CGE est leader dans ses principaux métiers. Son personnel, que je remercie pour ses performances en 1988, lui est très attaché comme il l'a à nouveau manifesté en souscrivant massivement à l'augmentation de capital qui lui était réservée. Ses actionnaires ont prouvé leur fidélité pendant la période qui a suivi le Krach et depuis en souscrivant aux émissions. Le cours de l'action reflète cette appréciation favorable.

Mesdames, Messieurs, cette réussite est la vôtre, cette réussite est la nôtre. Grâce à votre confiance constante, nous accroîtrons encore nos performances et notre crédibilité sur la scène internationale. Nous poursuivrons ce succès avec vous, sans heurt, mais avec détermination et sans jamais sacrifier ni le futur au présent, ni la ligne stratégique aux péripéties de l'actualité.

Je pense que vous avez tous observé la bonne carrière que notre titre suit depuis la dernière Assemblée générale. Il était alors juste revenu, après la baisse due au krach, au niveau de son cours d'introduction, soit 290 F. Depuis quelques mois, il se situe bien au-dessus de 400 F et récemment autour de 450 F.

Une décision importante, pour le renforcement de la structure financière du Groupe, a été prise par le Conseil d'administration. Elle consiste à vous proposer la fusion avec CGE de la Compagnie Financière Alcatel et de la Société Alstom qui sont devenues de pures sociétés holdings, leurs activités industrielles ayant été filialisées suite aux accords conclus avec ITT pour Alcatel, il y a deux ans, et avec GEC pour Alstom.



Renforcement des capitaux propres (en milliards de F)

	Avant fusion	Après fusion
Part CGE	17,9	21,2
Intérêts minoritaires	11,8	8,5
TOTAL	29,7	29,7

Renforcement de la structure industrielle du Groupe

Pourcentage de Contrôle et d'intérêt	Avant fusion	Après fusion
ALCATEL NV	61,5 %	47,6 %
GEC ALSTOM NV	50,0 %	31,2 %
		61,5 %
		50,0 %



Pierre SUARD

Économie

Le rapport annuel de la Cour des comptes (suite)

PARIS

Bercy, le palais sans fond

Fallait-il le construire, le « POPB », ce palais conspuré de Paris-Bercy qui, aujourd'hui, attire les foudres de la Cour des comptes ? C'est, au fond, la question que semblent poser les magistrats de la rue Cambon. Ils n'y répondent pas directement mais portent un jugement sévère et net. En tout cas, il ne fallait pas le construire si rapidement et si légèrement. Et surtout, la rigueur, qui avait tant brillé par son absence lors de la construction, ne s'est guère plus révélée au rendez-vous au cours de son exploitation.

Dès le départ, le projet a souffert d'une « insuffisante préparation ». En 1977, le maire de Paris, M. Jacques Chirac, nouvellement élu, a l'ambition de doter sa ville d'une très grande salle de sport, qui, depuis la disparition du vieux Vel d'hiv, manque à la capitale. Un lieu capable d'accueillir aussi bien un match de boxe qu'une épreuve cycliste devant un vaste public.

L'intention est louable. Mais l'entreprise est novatrice et mérite une étude minutieuse de besoins avant même de « faire la fête ». Les responsables de la mairie de Paris plaident eux-mêmes, aujourd'hui, qu'ils ne disposaient pas de modèles de références. Or, à l'époque, ils voulaient aller vite. Trop vite. Le 5 juin 1980, la maîtrise d'ouvrage est déléguée à la RIVP (Régie Immobilière de la Ville de Paris), société d'économie mixte dans laquelle la ville ne détient que 37,5 % du capital, les deux autres actionnaires principaux étant des banques privées. Prévu pour fin 1982, l'achèvement des travaux sera reporté d'un an. Et, par la suite, à plusieurs reprises, des travaux supplémentaires devront être effectués : en 1984, transforma-

tion des gradins, éclairage, voirie ; en 1986 (quatre mois de fermeture) : aménagement des loges, renforcement de la toiture. Sans compter l'augmentation de la capacité du parking notoirement insuffisant avec ses sept cent cinquante places.

Résultat : « Dix ans après le lancement de l'opération, écrit le rapport, son coût final ne peut encore être arrêté. » Il serait passé de 141 millions de francs en 1979, selon le projet des architectes, à 197 millions en 1980 et 240 en tenant compte des dépenses annexes, puis, « dernière évaluation connue », à 624 millions de francs en 1985 en francs constants (563 millions en francs courants)...

Vagabondage

Plusieurs causes expliquent ce vagabondage du coût des travaux. D'abord, « l'appréhension tardive des besoins ». La grande salle devait accueillir 17 000 spectateurs et organiser 130 manifestations sportives par an. Le nombre maximum des rencontres en 1987-1988 a été de 76, et le nombre moyen de spectateurs de 4 400. On est loin des prévisions. En revanche, les manifestations artistiques que l'on a développées en constatant qu'elles captent un plus large public ont en effet réuni dix mille spectateurs en moyenne pendant la même saison. Mais c'est justement ce changement de cap qui a nécessité de multiples ajournements.

Deuxième cause : « La répétition d'échecs de conception originale » a entraîné des anomalies financières : les architectes, par

ON EST PARTI DU PRINCIPLE QUE L'EST PARISIEN ÉTAIT SOUS-ÉQUIPÉ QUESTION GOUFFRES FINANCIERS.



exemple, affirme la Cour des comptes, « ont vu croître à l'excès leurs rémunérations ». La pression des marchés de travaux et de spectacle sportif et non sportif, aujourd'hui encore, a conduit les RIVP et aux architectes le groupement d'entreprises chargé du gros œuvre. Celui-ci réclame une indemnisation de 225,4 millions de francs. Les litiges, « inhabituels en nombre et en importance, témoignent des désordres qui ont affecté la construction ». Au bas de la facture totale, réglée par la Ville de Paris, près d'un milliard de francs.

La cour ne clot pas la son réquisitoire. L'exploitation du POPB ne trouve pas non plus grâce à ses

yeux. La Ville a choisi de ne pas exploiter le nouvel équipement en régie directe mais de confier une concession à des professionnels du spectacle sportif et non sportif. MM. Jacques Goddet et Robert Thomine, dirigeants de la SNPS (Société nouvelle du Palais des sports), qui exploitait déjà le complexe de la porte de Versailles. La Cour des comptes relève que de larges pouvoirs ont été confiés au directeur de la société concessionnaire composée de « professionnels expérimentés mais liés par eux-mêmes ou des membres de leur famille à des sociétés de production de spectacles, ce qui rendait possibles certaines confusions d'intérêts ».

A ce grief l'entourage du maire de Paris rétorque : cette équipe était la meilleure, pourquoi s'en priver ? Tandis que l'un des intéressés, M. Robert Thomine, se justifie : « La société de gestion du palais de Bercy n'a pas pour rôle de produire des spectacles. Elle doit donc bien s'adresser à des producteurs. Nous le sommes par ailleurs. Qu'y a-t-il d'anormal à cela ? » Et M. Thomine fait valoir qu'en tant que producteur du spectacle Carman, il a versé 4 millions de francs pour la location du POPB. Il les a versés à la société de gestion... qu'il dirige lui-même.

Opération Manche

Mais la principale critique du rapport à propos de la gestion est celle-ci : les modifications de la convention avec les concessionnaires, rendues nécessaires par le changement d'activité du POPB, ont pris « un sens toujours favorable aux intérêts financiers de la société concessionnaire ». Donc au détriment de la Ville de Paris, qui, écrit la Cour des comptes, « au total a payé en cinq ans environ 70 millions de francs de dépenses d'exploitation ainsi que de grosses réparations que le concessionnaire avait initialement accepté de financer. Pendant le même temps, la Ville percevait 27,7 millions de redevances ». La Ville a ainsi pris à sa charge non seulement les coûts de construction correspondant à son rôle d'investisseur mais « une part notable » des coûts de fonctionnement revenant au concessionnaire.

Les proches de M. Jacques Chirac contestent chiffres et analyses. Le système des redevances

très compliqué, disent-ils, a été révisé dans le sens de la simplification et non de la réduction. Les subventions et les frais d'entretien supportés par la Ville sont équilibrés par la redevance perçue : 10 millions de francs annuellement ces deux dernières années. C'est donc, selon eux, une « opération blanche » pour les finances des Parisiens. Quant aux dépenses entraînées par l'investissement, le coût de la construction, le coût du site ne remboursent que 8 % de son budget de fonctionnement. Le poids en est minime.

Dans sa réponse écrite aux magistrats et consignée dans le rapport, la ville de Paris n'en reconnaît pas moins que l'évolution des relations financières entre elle et le concessionnaire « s'est effectuée de façon erratique dans le sens d'un allègement des charges de concessionnaires ». Elle rappelle que chacun des ajustements a été soumis au vote du Conseil de Paris et que la notion de « juste retour de l'investissement » ne doit pas être examinée en termes exclusivement économiques. Qu'un tel équipement renouvelle le prestige de la capitale et satisfait le public.

On retrouve le choix politique : fallait-il construire le POPB ? Oui, si l'on souligne aussi qu'il contribue à l'éveil d'un nouveau pôle à l'est de Paris. Oui, mais après des études moins précipitées, plus minutieuses, et, concluent les magistrats, à condition que la Ville, désormais, « exerce ses pouvoirs de surveillance et crée un bilan complet avant de renouveler la concession ».

CHARLES VIAL

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI

Un outil détourné mais utile

En s'intéressant au Fonds national de l'emploi (FNE), dont les dépenses se sont élevées à 121,4 milliards de francs entre 1984 et 1988, la Cour des comptes s'est placée au centre de tous les dispositifs qui, depuis des années, avec un ensemble de vingt-huit mesures « hétéroclites et complexes », permettent au gouvernement d'atténuer les effets de la crise. Le « traitement social » à la si mauvaise réputation...

Contrairement aux résultats d'autres enquêtes, on trouve peu d'anecdotes trouillantes dans le rapport et elles ne viennent que conforter une impression d'inefficacité et de gabegie largement répandues. Le détournement de la répartition ? En Seine-Saint-Denis, il a fallu cinq cents heures de stage pour initier un ouvrier laveur de vitres au maniement du balai humide. Coût : 25 000 francs.

Les abus avec les TUC (travaux d'utilité collective) ? Pour contourner l'interdiction d'utiliser cette formule dans les services de l'État, des administrations et des préfets ont souvent créé des associations fictives, véritables paravents. On a ainsi vu fleurir l'« Association des usagers du service public » en Meurthe-et-Moselle et celle de la « promotion de la télématique », en Haute-Normandie. A Paris, 20 % des TUC ont été réalisés pour l'Etax et 2300 dans le seul département de Seine-Saint-Denis.

Les excès du secteur privé avec les SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle) ? A Neuville-Maisons, on a employé des jeunes pour le minitel rose et, ailleurs, fait fonctionner des radios libres à bon marché. Dans des pêcheries conservées des ports de la Manche, les durées de travail étaient franchement « trop longues ». Le paiement des TUC ou des stagiaires est critiquable ? Outre les retards dans les versements, la Cour a retrouvé, toujours en Seine-Saint-Denis, la trace de 9 millions de francs, qui se sont avérés indus : des jeunes ne s'étaient pas présentés à leur stage ou l'avaient interrompu prématurément.

Malgré leur importance significative, ces « dérives » accidentelles peuvent être toutefois considérées comme des péripéties au regard des autres questions qui sont abordées. D'une façon générale, estime la Cour des comptes, « l'application des dispositifs révèle une accumulation de négligences et d'erreurs regrettables », dont les résultats « sont très éloignés des buts recherchés, quand ils ne leur sont pas contraires ».

Des questions de fond

Des formules comme les congrés de convention, puis les conventions de convention ou encore les programmes en faveur des femmes isolées (PLIF) ont à ce point peu tenu leurs promesses que de 22,8 % à 28,8 % des crédits alloués n'ont pas été utilisés. L'aide au retour pour les travailleurs immigrés n'a pas atteint ses objectifs et, quand il s'agit de faire le bilan des opérations de stages destinées aux chômeurs de longue durée, force est d'admettre que les résultats, comptabilisés en taux de placement dans les entreprises, demeurent modestes. Les embauches obtenues ont parfois disparu six mois plus tard et les emplois restent très précaires.

Mais l'essentiel de la critique porte sur les aides spéciales à la pré-retraite, qui ont représenté, pendant cette période, 80 % des dépenses du FNE. Des entreprises, ou des personnes, ont tiré « habilement parti des failles du système » et il y a eu des employeurs « qui ont eu recours, de façon presque permanente, au FNE ». Telle société a signé jusqu'à six conventions annuelles pour réduire ses effectifs, en se débarrassant des salariés plus âgés. Talbot Poissy et Citroën Autax ont bénéficié de facilités pour licencier trois mille salariés âgés, « sans que des contreparties leur aient été demandées ».

Bien souvent, des entreprises ont eu recours aux « conventions à répartition » : certaines ont abusé des aides pour le chômage partiel « total », synonyme de licenciement, et la déléguation à l'emploi a accordé maintes dérogations, notamment pour l'âge, qui est passé de cinquante-six ans et deux mois à cinquante-cinq ans dans, par exem-

ple, 34,7 % des conventions en Moselle en 1988 et 45 % en Seine-Saint-Denis en 1987.

Il est fréquemment arrivé que les entreprises ne s'acquittent pas de leurs contributions d'impôt négocient et que l'administration ne se soit pas du suivi des engagements pris. « Solutions de facilité », la pré-retraite FNE est apparue comme le seul élément concret des plans sociaux qui devaient accompagner les réductions d'effectifs. Il y a eu « dénaturation d'une procédure qui aurait dû rester exceptionnelle » et qui a été « détournée de son objet », écrit la Cour, qui parle d'un « transfert de charges des entreprises sur l'État ».

Faut-il, pour autant, comme le prétend le rapport, croire que la pré-retraite FNE a été « une aide banalisée, un guichet ouvert à presque tous ceux qui en font la demande, avec un pourcentage de refus pratiquement négligeable » ? On ose encore affirmer que le FNE, paradoxalement, « dont l'objet est de favoriser l'emploi, se résume de plus en plus en une aide massive à la suppression d'emplois » ? La réponse du ministre du travail en exercice, M. Jean-Pierre Soisson, souché de défendre tous ses prédécesseurs, s'inscrit en faux contre cette interprétation.

Inévitables restrictions

Ce serait, rappelle-t-il, oublier les événements dramatiques qui ont accompagné les restructurations industrielles de ces dernières années. Pour éviter les tensions sociales, ou les calmer, il a fallu parer au plus pressé et parfois au mépris des règles, comme dans les cas de l'automobile, de la sidérurgie ou de la construction navale. « L'approche de la Cour est difficile à mettre en cohérence avec la politique suivie par les gouvernements qui se sont succédés », écrit-il, en soulignant qu'elle a « été très délibérément évitée (...) en accord avec les partenaires sociaux ».

A tort ou à raison, et à coups de dérogations, l'industrie française a réalisé rapidement ses ajustements d'effectifs grâce aux mesures d'âge, que l'évolution démographique et les pertes de savoir-faire rendent

aujourd'hui contestables. Mais, de ce point de vue aussi, on peut estimer que le pire a été évité. La pré-retraite FNE, coûteuse s'il en est, ne l'a été guère plus que la pré-retraite UNEDIC, supportée elle par les entreprises et les salariés et, surtout, a évité d'augmenter le coût de la cessation d'activité. On en est resté au traitement exceptionnel d'une situation douloureuse, dont témoignent par ailleurs les échecs d'autres formules du traitement social, elles aussi critiquées par la Cour des comptes.

Toutefois, on peut également penser, comme semble l'indiquer M. Bérégovoy dans sa propre réponse à la Cour des comptes, que le moment est venu d'autres arbitrages. « Les ajustements ont été faits » et se poursuivront. Mais il faut trouver un nouvel équilibre entre le régime d'assurance-chômage et les pré-retraites FNE pour que l'on puisse subvenir à d'autres méthodes aux mesures d'âge dans la gestion des surcoûts. Après avoir paré au plus pressé, pendant le plus fort de la crise, il convient maintenant de définir de nouvelles règles mieux adaptées.

ALAIN LEBEAUX

DISTRIBUTION D'EAU

« Des rentes de situation inadmissibles »

Dans la manière dont les collectivités locales (essentiellement les communes) concèdent ou afferment leurs services d'assainissement et de distribution d'eau à des entreprises privées (1), la Cour ne ménage pas ses critiques. « Les collectivités locales ont pris inconsidérément plusieurs risques. En se référant peu aux critères des charges-types que la décentralisation n'avait pourtant pas invalidés et en acceptant la reconduction presque automatique de contrats sur des périodes allant jusqu'à quarante ans, elles se sont privées d'une réelle maîtrise des concessions ».

« Les fermiers, poursuit la Cour, ont profité de la mauvaise définition des responsabilités pour transférer sur les communes une partie des dépenses d'entretien ou de la charge fiscale. Ils ont bénéficié de subventions ou d'augmentations de tarifs indus. En outre, l'absence de mise en concurrence a conduit à leur attribuer de façon privilégiée

URBANISME

Le financement contesté de la revue « Murs, Murs »

Au moment où le gouvernement de M. Michel Rocard relance la réflexion sur la politique de l'urbanisme avec notamment la mission interministérielle des villes, que préside M. Yves Dauge, la Cour met en cause la gestion du Fonds social urbain (FSU), qui a bénéficié entre 1985 et 1987 de 363,7 millions de francs (1).

Une partie de ces crédits a été utilisée pour des actions n'ayant que de lointains rapports avec les missions du fonds. Ainsi, une subvention de 4,5 millions a été allouée, pour l'édition de la revue *Murs, Murs*, à une Association pour l'information et la communication urbaine (AICU), animée par des membres du cabinet du ministre du logement. L'affaire a pris une tournure si grave que les magistrats ont en sursis la Cour de discipline budgétaire et financière.

La principale intervention du FSU s'est manifestée en faveur de la mission Banlieues 89, créée en 1983 par une lettre du premier ministre et animée par deux architectes (MM. Roland Castro et Michel Cantal-Dupart) qui, selon un montage juridique complexe, ont suscité la création du groupement d'intérêt économique Banlieues 89, et de l'association Fêtes et foras.

« La seule raison d'être du GIE, estime la Cour, a été l'exécution de deux marchés d'études sur le « Grand Paris », dont la responsabilité avait été dévolue à la mission elle-même, passée en 1985 pour 5 millions de francs avec le ministère de l'équipement ; le GIE a également, au moyen de deux conventions d'un montant de 2 millions de francs, engagé strictement des personnels recrutés par la mission sur des contrats à durée déterminée venus à expiration ».

Dans sa réponse, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer indique notamment : « La publication de la revue *Murs, Murs*, dont l'ambition était de sensibiliser le grand public à l'ensemble du fait urbain, fut considérée comme un excellent moyen d'aider à une large prise de conscience, au demeurant bien nécessaire, de l'ampleur et de l'urgence des problèmes posés par les quartiers en difficulté ».

A propos des études sur le Grand Paris, le ministre répond : « Il est exact qu'elles ont été confiées à un GIE constitué à cet effet, auquel deux marchés d'études ont été passés pour un montant total de 1 622 000 F. Ces études ont été conduites par partie en régie par seize hommes de l'art, pour partie par des techniciens extérieurs au sein de quatorze cabinets d'architectes sous-traitants. Les résultats de ces études ont été remis à l'administration comme convenu début février 1986, sous la forme d'un rapport accompagné de nombreuses annexes (vingt-huit cartes et leurs textes explicatifs, des relevés de terrain, cinquante-six projets et esquisses et une maquette de 20 mètres carrés). Ces documents ont fait l'objet de trois expositions publiques durant l'année 1986 (au centre Georges-Pompidou, au Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne), de débats et d'une publication. Ils ont trouvé un large écho dans la presse, et de nombreux responsables de l'aménagement régional se réclament aujourd'hui de cette nouvelle approche ».

(1) Ont été successivement ministres de l'équipement : Charles Pinet-Fabre, de 1985 à 1987, et Paul Quilès, Jean Auguste et Jean-François.

VOYAGEZ MIEUX SUR TOTAL.

Marchés financiers

La Société des Bourses françaises face à la libéralisation du marché

« Nous avons très vite, nous n'avons pas le choix de faire autrement. » Quinze mois après l'entrée en vigueur de la loi de la Bourse, et surtout un an après la mise en place de la nouvelle équipe dirigeante à la tête de cet organisme, le président de la Société des Bourses françaises (SBF) et du Conseil des Bourses de valeurs (CBV), M. Régis Rousselle a dressé un bilan qu'il juge « très positif » de cette révolution menée tambour battant.

« On a retenu de la réforme l'ouverture du capital des sociétés de Bourse, c'était symbolique, mais ce n'est pas le principal. » L'essentiel réside dans la libéralisation de ce marché afin d'affronter la concurrence des grandes places internationales. Pour ce faire, les instances boursières ont rédigé, en concertation avec les intervenants, un règlement basé sur l'autorisation et non plus sur l'interdiction comme au temps de l'ex-Compagnie des agents de change. La nouvelle réglementation, presque entièrement adoptée à ce jour, intègre des notions comme la contrepartie et propose de multiples possibilités de traitement des ordres.

Parallèlement, la modernisation du système de cotation assistée en continu par ordinateur à l'ensemble des valeurs. L'informatique devrait permettre de sécuriser le système de règlement-livraison avec l'installation du système RELIT. D'autres développements sont à l'étude pour rendre les épargnants à Paris, comme la création d'une cote européenne regroupant les deux cents à trois cents sociétés les plus importantes de la Communauté.

TRANSPORTS

● Inculpation du copilote de l'Airbus de Habsheim. — M. Marie-Catherine Marchionni, juge d'instruction chargé du dossier de l'accident de l'Airbus d'Air France, tombé près de Habsheim (Haut-Rhin), lors d'une fête aérienne le 28 juin 1988, a inculpé d'homicides involontaires le copilote de l'appareil, M. Pierre Mazères. L'accident avait fait trois morts. Il s'agit de la troisième inculpation notifiée par le juge, après celles de M. Michel Asseline, commandant de bord, de M. François Furstemberger, directeur des vols du meeting aérien auquel participait l'Airbus, et de M. Jacques Gauthier, officier de sécurité d'Air France.

● Nomination d'un médiateur pour résoudre le conflit d'UTA. — Le ministre du travail a nommé M. Bernard Ducamin comme médiateur dans le conflit qui oppose la direction de la compagnie aérienne UTA à ses hôtesse et stewards au sujet de la convention collective applicable à ceux-ci. La direction a dénoncé ce texte et veut obtenir du Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) des abandons d'avantages acquis que le syndicat juge insupportables. Ce conflit a provoqué en quatorze mois vingt-trois mouvements de grève. La convention collective en vigueur a expiré le 30 juin.

Pour résister à la vigueur londonienne, l'objectif est également de permettre l'amélioration de la compétitivité des différents intermédiaires en les laissant libres de facturer à leur conscience les services rendus. D'où la libéralisation des tarifs de courtage au 1^{er} juillet. Mais ce bouleversement n'est pas sans poser de problèmes à certaines sociétés de Bourse protégées jusqu'alors par le monopole. Selon M. Rousselle, la solution pour elles serait de se spécialiser dans une activité et de s'y tenir.

Finalement, cette révolution devrait épargner le palais Brongniart. Avec l'information des échanges et la disparition des négociations à la criée, son avenir semblait compromis, d'autant que la location arrive à expiration en 1990. Il n'en sera rien. La Bourse restera à la Bourse, et sous les lambris demeureront des marchés comme le marché des options négociables sur actions de Paris (MONEP) et le marché à terme international de France (MATIF). Seule différence, le prochain bail sera plus court que celui qui s'achève. Sa durée était de quatre-vingt-dix-neuf ans.

DOMINIQUE GALLOIS.

La société de Bourse Rondeleux en difficulté

Le CIC-Paris a décidé récemment de ne pas prendre le contrôle de la société de Bourse Rondeleux, comme il l'avait envisagé l'an dernier. Cette décision révèle les difficultés financières de cette firme qui, faute de repère, pourrait être amenée à déposer son bilan.

En février 1988, le CIC annonçait son entrée à hauteur de 14,40 % dans le capital de Rondeleux, avec l'intention de la porter à 51 % après une étude approfondie de la situation. Deux responsables de la banque, qui étaient délégués sur place pour dresser l'inventaire et établir les conditions futures de l'augmentation de la participation. Les discussions avec les dirigeants de Rondeleux ont alors échoué, certaines conditions posées ayant été refusées.

D. G.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHANGE

COURS INDICATIF DU 29-6-89

	ACHAT	VENTE
\$ USA	6,55	6,75
£ GB	10,20	10,49
DM	3,33	3,43
FF	3,87	3,97
LiRES	4,58	4,79
PESETAS	5,20	5,42

PROXIMES

Délivrance immédiate

MERSON CHANGE-75002 PARIS

33, rue Vivienne, 42-33-81-87

98, rue de Richelieu, 42-60-55-87

Magasin ouvert du lundi au samedi de 9 h à 19 h

FRANKIM

L'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire de FRANKIM S.A. s'est tenue le 8 juin 1989, pour examiner les comptes du premier exercice comptant 18 mois d'activité de cette nouvelle société de promotion immobilière du Groupe Kuwait-French Bank.

La Société FRANKIM renforce le dispositif mis progressivement en place autour de la Kuwait-French Bank, afin de « canaliser », notamment dans le domaine immobilier, les investissements koweïtiens en France. Il est ainsi rappelé que deux SICOMIS, FRANKOBAIL et FRANKOPARIS, ont été créées en 1985 et 1986.

Les états financiers au 31.12.88 font ressortir un bilan de FRF 269.801.883, le compte de résultats fait apparaître un bénéfice net de FRF 2.529.079.

Depuis sa création, FRANKIM a considérablement étendu son activité : les participations dans divers tours de table de promotion immobilière ont atteint FRF 72.918.950 ; se trouve également à l'actif de la Société, en propriété directe, l'opération de l'Hôtel Tubert, rue Vivienne à Paris. Par ailleurs, l'opération la plus importante de FRANKIM est celle qui concerne la restructuration des anciens entrepôts de la Samaritaine, situés dans le 14^e arrondissement de Paris. Le programme développait :

17, rue Courmartin 75009 Paris. Tél. 42.66.92.10

des bureaux pour 41 000 m², des appartements pour plus de 35 000 m², des archives et 865 places de parking. Les premiers travaux ont débuté récemment.

Actuellement les fonds propres de FRANKIM s'élèvent à FRF 12.877.544. De nouveaux partenaires sont venus rejoindre en 1988 le tour de table d'origine. La répartition du capital est aujourd'hui la suivante :

Kuwait-French Bank	74,78 %
Kuwait Real Estate Investment and Management Company (filiale à 100 % de la Public Institution for Social Security)	7,58 %
Cité Industrielle et Commerciale de Paris	4,91 %
O.C.G.R.	3,02 %
SwissKuwait Bank	2,52 %
Bahrain International Bank	1,97 %
U.F.F.I.	1,64 %
Divers	3,58 %

A l'issue de la réunion des actionnaires, le Conseil d'Administration de la Société a désigné pour Président du Conseil Monsieur Henri Savy de Chalon, lequel a exercé des activités importantes, notamment au sein d'une grande banque nationale et, plus récemment, présidé aux destinées de plusieurs sociétés immobilières d'investissement.

NEW-YORK, 29 juin

Mauvaise humeur

L'évolution des taux d'intérêt en Europe et les questions soulevées par les derniers indices américains reflétant un très net ralentissement de l'économie américaine ont provoqué un sérieux sursaut des marchés financiers à Wall Street. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles est tombé sous la barre des 2 500 points de l'ouverture pour finir à 2 458,27, en repli de 44,47 points, le plus fort enregistré depuis le 17 mars. Quelques 169 millions de titres ont été échangés. Le nombre des valeurs en baisse a largement dépassé celui des hausses : 1 319 contre 263. Le cours de 386 titres est resté inchangé.

Pour les experts américains, la hausse des taux d'intérêt décidée par plusieurs banques centrales jeudi ne devrait pas avoir d'effet sur la politique de crédit de la Réserve fédérale. Les analystes, cette augmentation des taux est destinée à freiner une croissance trop soutenue en Europe alors qu'aux États-Unis, les signes d'une déflation rapide se multiplient. Cette déflation est même jugée trop forte depuis la publication de l'indice des principaux indicateurs économiques de mai. Certains vont déjà se précipiter à l'horizon le spectre d'une récession. Le courant des ventes s'est donc accéléré en cours de séance.

VALEURS	Cours du 29 juin	Cours du 30 juin
Alcoa	28 1/4	28 1/2
AMT	38 1/8	38 1/2
Boeing	48 1/4	48 5/8
Chrysler	111 3/4	112 1/2
Du Pont de Nemours	48 7/8	47 7/8
Eastman Kodak	48 1/8	47 7/8
Ford	48 1/8	47 7/8
General Electric	53 1/4	52 1/2
General Motors	64 5/8	62 1/2
IBM	112 3/4	111 1/2
McDonald	52 3/4	49 5/8
Pfizer	58 1/2	57 3/8
Rockwell	61 1/2	61 1/8
Union Carbide	148 1/8	140 1/2
U.S. Steel	36 1/2	34 5/8
Westinghouse	64 1/8	62 3/4
News Corp.	64 1/8	62 3/8

LONDRES, 29 juin

Forte baisse

Les cours des valeurs ont accusé leur plus forte baisse pour terminer en forte baisse au Stock Exchange. L'indice Footsie a chuté sur un repli de 27,4 points, revenant à 2 182. Le volume des échanges est resté analogue à celui de la veille avec 426,6 millions de titres échangés. La décision de la Bundesbank de relever le taux directeur des taux directeurs et le mouvement suivi par les banques centrales suisses, françaises, néerlandaises, belges et suédoises a fortement pesé sur les cours en milieu de séance. La faiblesse de Wall Street en ouverture a encore amplifié le mouvement. L'ensemble des secteurs se sont dépréciés notamment les banques (ABN-Amro), les assurances (Allianz), les industriels (BOC), les magasins (Great Universal Stores), les aéronautiques (Hawker Siddeley), les télécommunications (BT) et les médias (BBC).

Le groupe bancaire TSB s'est déprécié après l'annonce d'une baisse de 22,4 % de son bénéfice imposable semestriel. Certains valeurs du secteur pétrolier ont été soutenues par l'accord sur de nouveaux permis d'exploration en mer du Nord. Les fonds d'investissement ont baissé de plus d'un quart de point. Les mines d'or se sont améliorées avec le redressement des cours du métal jaune, en particulier De Beers et AngloGold.

FAITS ET RÉSULTATS

● Nestlé prend le contrôle de Vitell. — La société suisse Nestlé a annoncé qu'elle avait franchi le 21 septembre 1987 le seuil des 50 % dans le capital de la Société générale des eaux minérales de Vitell. Avant cette opération, Nestlé détenait depuis 1973, 35 % du capital de Vitell.

● SPIE-Batignolles : + 12,7 % de bénéfice net consolidé en 1988. — Le bénéfice net consolidé de SPIE-Batignolles, filiale de Schneider, a augmenté de 12,7 % en 1988 (201 millions de francs contre 178 en 1987). L'assemblée générale a fixé le dividende à 13,50 F par action, hors avoir fiscal.

● Wartell (Finlande) prend 93 % de Zeiss Ikon AG (RFA). — Le groupe industriel finlandais Wartell (châssiers navals et industries mécaniques) a acheté 93 % des actions de la société allemande Zeiss Ikon AG au groupe Carl Zeiss pour 60 millions de marks, a annoncé le 29 juin la direction de Wartell à Helsinki. Zeiss Ikon AG est le plus grand producteur de RFA dans le domaine des serrures et systèmes de sécurité électroniques. — (AFP.)

PARIS, 30 juin

Ralentissement de la baisse

La semaine aura été entièrement marquée par le bilan des valeurs, le moment culminant ayant été jeudi après l'annonce du déficit commercial français et la décision allemande de relever les taux d'intérêt. L'indice instantané perdait 1,83 % avant de clôturer la journée à -1,25 %. Vendredi matin, le marché faisait encore grise mine après les replis de Wall Street et de Tokyo. Mais l'ampleur n'était pas du même ordre que la veille. L'indice instantané officiel - 1,04 % à l'ouverture et surtout de réduire ses pertes durant la séance. En début d'après-midi il revenait à -0,51 %. Certains estiment que le mouvement d'humour peut passer et que rien de trop inquiétant se profilait à l'horizon. Le cours des changes, ébranlé avec des forces sèches et confuses, le départ en prévision du cotier.

Sur le MATIF, le règlement mensuel, la plupart des valeurs étaient en recul (136 sur 201), parmi lesquelles figuraient BNP, C, Fina, Indes, les Nouvelles Galeries, le groupe Violette, Strafor et Eurocom. Parmi les titres du secteur pétrolier Total et Elf Aquitaine, et diverses valeurs comme Comptoirs modernes, Promodes et Bourgeois. La Compagnie privée d'ES Rhéa a informé la Société des Bourses françaises qu'elle détenait directement ou indirectement 16,54 % de Delmas-Vieljeux. Pour l'information de la place, la SBF transmettra sous huit jours les résultats à la cote officielle ou au second marché sur le système CAC. Le 3 juillet prochain, Paris se verra approuver TF 1, Radioline, kilowatt et Pirat.

Sur le MATIF, la tendance était également morne, les contrats perdant entre 0,2 % et 0,35 %.

TOKYO, 30 juin

Tendance irrégulière

Des achats réalisés en fin de séance par des fonds d'investissement ont effacé vendredi la quasi-totalité des pertes initiales. L'indice Nikkei a donc terminé sur une note irrégulière, perdant 7,62 points à 32 948,69. Au début de la séance, il avait cédé 289,29 points.

Sur l'ensemble de la semaine, la cote japonaise a perdu 582 points. Les investisseurs sont restés pour la plupart à l'écart du marché, le Kabuto-Cho continuant à être affecté par le climat d'incertitude politique qui prévaut au Japon à la suite du récent scandale sur la vie privée du premier ministre Sonkei Uno, indiquant les opérations.

VALEURS	Cours du 29 juin	Cours du 30 juin
Nikkei	33 530	32 948
Boji	1 000	1 000
Canon	1 850	1 780
Fujitsu	3 380	3 400
Hitachi	1 820	1 800
Mitsubishi	2 380	2 350
Nissan	1 770	1 770
Sanyo	1 780	1 780
Toshiba	2 320	2 320

PARIS:

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Amstel & Anstalt	280	280	La 1 ^{re} de la rue	280	280
Amstel	281	281	La 2 ^e de la rue	280	280
B.C.	340 80	340 80	La 3 ^e de la rue	280	280
B. Damsky & Anstalt	600	600	La 4 ^e de la rue	280	280
B.C.M.	600	600	La 5 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 6 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 7 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 8 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 9 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 10 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 11 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 12 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 13 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 14 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 15 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 16 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 17 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 18 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 19 ^e de la rue	280	280
B. Damsky	600	600	La 20 ^e de la rue	280	280

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 29 juin 1989

Nombre de contrats : 19 020.

VALEURS	PRIX	OPTION D'ACHAT	OPTION D'ACHAT	OPTION D'ACHAT	OPTION D'ACHAT
	exercice	juin	sept.	juin	sept.
Amstel	600	43	35	—	18
Amstel	440	6,50	18	6,50	24
Amstel	520	22,50	23	6,50	21
Amstel	110	6	13	—	4,50
Amstel	1 550	70	95	—	25
Amstel	240	6,01	2,10	—	32
Amstel	1 380	4	—	2	43
Amstel	400	8	31	6,27	8
Amstel	1 700	18	180	2	66
Amstel	600	24	49	—	9,50
Amstel	400	15	34	1	9
Amstel	200	13,50	17,10	—	6

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 juin 1989.

Nombre de contrats : 73 317.

COURS	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	107,60	107,34	107,10
Précédent	107,90	107,64	107,44

Options sur notionnel

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Marchés financiers

BOURSE DU 30 JUIN

[illegible]**Comptant** (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Emp. 5,80 % 77	128 76	0 918	C.I. Maritime	.....	825	Machine Bull	.....	8130	Vieprint	.....	1378
5,00 % 78/83	101 76	0 478	Chemin B.	1883	1988	Magnifique D'après	.....	130	Viel	.....	135 30
10,00 % 79/84	104 70	0 847	Colmar S.A.	.....	1126	Magnifique D'après	.....	1278	Viel	.....	135 30
12,25 % 80/84	100 80	0 880	Colson	.....	1226	Magnifique Part.	.....	388	Worms	.....	.....
10,20 % 82/90	103 42	1 798	Cogl	.....	580	Maison D'après	.....	388	Worms, de Marne	.....	187
10,50 % 83/86	100 80	0 821	Comptex	.....	358	Maison D'après	.....	141	.....	.....	.....
14,00 % 85/88	100 22	1 640	C.I. Industrielle	.....	6200	Maison D'après	.....	165	.....	.....	.....
13,00 % 85/88	115 80	1 012	C.rop. Lyon-Alain	.....	378 80	Maison D'après	.....	482	.....	.....	.....
12,00 % d'oct. 83	108 76	0 868	C.I. Industrielle	.....	881	Maison D'après	.....	482	.....	.....	.....
11,5 % 85/88	115 23	3 888	C.I. Industrielle	.....	15 30	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
10,25 % ann 85	108 80	3 082	C.I. Industrielle	.....	486	Maison D'après	.....	1400	.....	.....	.....
DAF 42,75 % 83	C.I. Industrielle	.....	517	Maison D'après	.....	841	.....	.....	.....
DAF 10 % 2000	108 10	0 852	C.I. Industrielle	.....	141 10	Maison D'après	.....	216 50	.....	.....	.....
DAF 5,90 % 1987	107 80	0 888	C.I. Industrielle	.....	311	Maison D'après	.....	700	.....	.....	.....
DAF 5,90 % 1988	104 81	0 054	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	236	.....	.....	.....
Cl. France 3 %	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	288	.....	.....	.....
CNB Paris 6 jan. 82	101 46	4 420	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	378	.....	.....	.....
CNB Paris 6 jan. 82	102 20	4 420	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1351	.....	.....	.....
CNB Paris 6 jan. 82	102 20	4 420	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2000	.....	.....	.....
CNB Paris 6 jan. 82	101 30	4 420	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	185 30	.....	.....	.....
PTT 11,20 % 85	108 80	0 888	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
CF 10,30 % 85	105 80	0 888	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
CF 11,30 % 85	106 80	0 788	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
CF 10,30 % 85	105 80	0 888	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....
CF 10,30 % 85	105 80	0 888	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	355	.....	.....	.....
C.I.C.A.P. 2 %	111	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	748	.....	.....	.....
C.I.C.A.P. 6 jan. 80-83	282	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	805	.....	.....	.....
Dreux Ann. Cbl. couv.	2870	.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	845	.....	.....	.....
Ministère 1 5/8 % 87	0 460	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	2880	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1575	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	355	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	748	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	805	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	845	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	2880	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1575	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	355	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	748	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	805	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	845	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	2880	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1575	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	355	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	748	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	805	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	845	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	2880	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1575	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	355	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	748	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	805	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	845	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	2880	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1575	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	355	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	748	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	805	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	845	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	2880	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1575	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	355	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	748	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	805	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	845	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	2880	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1575	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	355	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	748	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	805	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	845	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	2880	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1575	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	355	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	748	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	805	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	845	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	2880	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1575	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	355	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	3277	Maison D'après	.....	748	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	805	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	845	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	2880	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	1575	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1388	Maison D'après	.....	2110	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1550	Maison D'après	.....	1382	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	4400	Maison D'après	.....	488	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	916	Maison D'après	.....	820	.....	.....	.....
.....	C.I. Industrielle	.....	1070	Maison D'après	.....	128 20	.....	.....	.....

SICAV (selection)

VALUES	Emotion Prime Ind.	Rachet net	VALUES	Emotion Prime Ind.	Rachet net	VALUES	Emotion Prime Ind.	Rachet net
A.A.A.	3005.34	880.62	Female	4739.90	695.92	Piano Investments	731.98	686.79
Action	226.26	226.26	French Piano	105.62	302.46	Pianocast A	1105.63	1105.63
Action France	943.91	634.16	French Religion	1201.10	1598.12	Placement on-term	7025.82	7025.82
Action Allocation	850.65	834.42	French Associations	29.30	50.30	Placement J	5559.94	5559.94
Actioncl	818.73	818.73	French Groups	29.30	50.30	Placement K	5557.75	5557.75
A.G.E. Action (ex-GR)	1177.62	1148.08	Frenching	35.25	32.76	Placement Premier	113.15	113.15
A.G.E. 5000	632.76	617.96	Frenching	1164.07	1164.07	Prémium Obligations	3036.95	3036.95
A.G.E. ECU	1001.86	1001.86	Frenching	342.72	239.13	Prémium Export	116.66	107.29
A.G.E. Finco	117.32	141.24	Frenchness	866.40	874.64	Prémium Export	2350.02	2350.02
A.G.E. Insurance	420.74	420.74	Frenchness	29.35	29.35	Prémium Export	165.62	165.62
A.G.E. Invest	125.43	122.97	Frenching	4266.61	4267.67	Prémium Export	54.42	54.42
A.G.E. OMB	1078.19	1070.83	French ECU	567.08	558.70	Prémium Export	5475.61	5471.60
A.G.E. Sideral	10526.34	10526.34	French Finance	11723.04	11550.36	Prémium Export	1162.15	1162.15
Aghis	265.28	646.03	Frenching	1176.48	1139.78	Prémium Export	329.81	329.81
Agno	807.99	200.37	Frenching	6272.11	6212.60	Prémium Export	279.25	286.69
ALTO	176.35	199.49	French Associations	157.93	164.41	Prémium Export	217.30	207.45
Amor-Ges	6840.22	8867.25	French	1176.48	1162.21	Prémium Export	666.63	666.63
Amphib	634.78	616.91	French	10671.34	10603.24	Prémium P.M.E.	527.33	603.42
Amphib court term	838.73	5463.79	Frenching	12629.90	12629.90	Prémium P.M.E.	1274.23	1235.03
Amorco	1139.09	1139.09	French Finance	614.53	669.64	Prémium P.M.E.	622.84	622.84
Amorco Finco	361.97	360.83	French	29.34	29.34	Prémium P.M.E.	805.61	807.73
Amorco Sideral	1420.31	1420.31	French	353.39	350.21	Prémium P.M.E.	1192.32	1192.32
Amorco Sideral	111.08	107.68	French	240.42	238.11	Prémium P.M.E.	867.74	861.53
Amorco Sideral	127.69	127.69	French	230.08	229.61	Prémium P.M.E.	1087.22	1087.22
Amorco Sideral	134.03	127.95	French	230.08	229.61	Prémium P.M.E.	723.30	712.61
Amorco Sideral	128.14	127.95	French	230.08	229.61	Prémium P.M.E.	1429.63	1431.45
Amorco Sideral	2549.01	2541.39	French	262.74	260.66	Prémium P.M.E.	709.80	888.22
Amorco Sideral	1677.00	1677.00	French	143.08	137.05	Prémium P.M.E.	412	400.97
Amorco Sideral	33.61	32.16	French	189.62	187.70	Prémium P.M.E.	62.46	765.75
Amorco Sideral	1032.67	1077.70	French	369.64	362.88	Prémium P.M.E.	664.04	646.27
Amorco Sideral	504.91	509.96	French	5209.22	5201.42	Prémium P.M.E.	446.38	457.35
Amorco Sideral	110.13	108.72	French	1149.51	1149.51	Prémium P.M.E.	210.29	206.16
Amorco Sideral	361.97	360.83	French	230.08	229.61	Prémium P.M.E.	465.61	446.86
Amorco Sideral	541.61	527.97	French	230.08	229.61	Prémium P.M.E.	524.16	520.97
Amorco Sideral	1001.15	1007.90	French	2119.24	2096.26	Prémium P.M.E.	395.65	395.65
Amorco Sideral	694.43	626.23	French	821.63	609.63	Prémium P.M.E.	1140.03	1021.26
Amorco Sideral	1152.36	1100.68	French	729.54	707.32	Prémium P.M.E.	1439.05	1372.79
Amorco Sideral	264.41	242.67	French	194.96	186.02	Prémium P.M.E.	559.59	525.61
Amorco Sideral	193.30	148.35	French	1014.22	1002.70	Prémium P.M.E.	1212.67	1189.89
Amorco Sideral	1132.72	1119.26	French	439.30	419.38	Prémium P.M.E.	1182.62	111

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'o

Argon-Viter	455 43	444 21	Clôti. trémie entieg.	181 72	149 48	Value	41070 65	41052 12
Argon	1581 15	1738 36	Clôti.	1091 90	1000 76	Value	22655 20	22672 50
Caracé Lardes	1103 69	1071 64	Clôti/entieg.	1045 35	1045 35			
Caracé	3253 43	3189 01	Clôti	1035 35	1025 47			
Caracé	6428 30	6726 83	Clôti	1578 47	1578 26			
Caracé	27 22	25 28	Pavé	831 88	838 22			
Caracé	100 91	100 91	Pavé	1002 73	1000 76			
Caracé	206 11	205 57	Pavé					
Caracé	1 08	1 08	Pavé					
Caracé	8046 10	8444 01	Pavé	127 37	122 18			
Caracé	254 28	253 76	Pavé	923 59	931 02			
Caracé	107 04	103 91	Pavé	82 85	81 73			
Caracé	437 07	447 26	Pavé	174 50	178 08			
Caracé	1581 61	1448 02	Pavé	671 46	651 92			
Caracé			Pavé	249 11	247 97			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

- ♦ - droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82 posto 433

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La congrès du Parti national sud-africain. 4 Pas de sanctions américaines supplémentaires contre la Chine. 7 Tchécovskaya : un appel en faveur des libertés. 8 Huit Palestiniens expulsés d'Israël.	9 Les sénateurs attelés par la fièvre rénovatrice. — Le régime des cotisations sociales agricoles à l'Assemblée nationale. 10 Les débats au sein du Parti socialiste. 12 La « Journal d'un amateur », par Philippe Bouchier.	11 Le plan d'information du ministère de l'Intérieur. — Le tribunal de Paris annule les procédures engagées contre six policiers. 12 La modernisation du CNRS. 14 SPORTS. Tennis : les internationaux de Grande-Bretagne.	18 Théâtre : Michelet et Tabucchi. — Danes : remous au palais Garnier. — Les nouvelles orientations du Théâtre des Champs-Élysées. 20 La mort du cinéaste Joris Ivens. 23 Communication.	24 L'adoption de la loi sur le logement. 25 La conférence internationale du travail. 26 La hausse des taux d'intérêt. 28 Le rapport annuel de la Cour des comptes. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 18 Campus 19 Carnet 13 Jeux 13 Loto 13 Météorologie en grève 23 Philatélie 23 Radio-Télévision 22	Les corrigés du bac 3615 taping LMBAC Les grandes écoles 3615 taping LEMONDE

La garden-party de l'hôtel Matignon

« Je survivis »

C'était tressé. On ne prenait pas seulement les tartes aux fraises à l'été, mais aussi la moindre coin de champagne, de parapluie ou de salon. Le climat a mis en joie l'hôte des lieux, Michel Rocard. « Ça va très bien. Je suis en train d'économiser des milliards d'indemnités sèches », a-t-il répété, deux heures de suite, tout guiller, à la nomenclature déguillette venue lui servir la main au risque de la pneumonie, dans cette garden-party du jeudi 28 juin à l'hôtel Matignon, à l'occasion de la fin de la session parlementaire.

Comme il se doit, le premier ministre avait abandonné à son épouse le parapluie officiel — Matignon ne dispose-t-il que d'un seul parapluie ? — et l'habiller assorti. C'est donc l'un de ses conseillers, Louis Joinet, promu porteur de parapluie, qui a dû se dévouer, non sans lamentation : « Je ne trouve personne pour me remplacer. » Un observateur attentif a noté que le premier ministre avait lancé 1291 « salut ! », 315 « désolé pour le temps », et au moins 2 « très honoré de votre visite » à François Périgot (président du CNFF), et Alice Sapritch (comédienne).

La première ministre a rencontré l'habituel contingent de messieurs et dames qui s'élèvent à l'adresse d'un petit courtier, voudraient l'entretien d'un petit problème ou lui rappeler de petits souvenirs. Il est tombé sur un prof d'université qui a « vingt étudiants chinois sur les bras ». « Nous avons donné des ordres gouvernementaux pour qu'on les traite bien. Vous madame, comment allez-vous ? », a-t-il enchaîné. Il a aussi rencontré un certain nombre de ses ministères que l'on peut classer en deux catégories : ceux qui profitent des quinze secondes qui leur sont imparties pour économiiser un rendez-vous de travail (Michel Durafour avec un art certain de la synthèse à propos de quelque

ardue négociation salariale) et ceux qui menaient les blancs (Lionel Stoléru : « On n'est pas guidé par le météo. Ici, c'est la météo, Lionel Stoléru avec qui la poignée de main a duré deux secondes et demie, rictus compris.

Toutes étiquettes confondues, les membres du gouvernement avaient choisi de se servir les buffets et de rester au sec dans les salons, abandonnant les jardins à une foule occasionnelle où l'on ne distinguait plus qu'à peine les membres du courant A (comme aspergés) et leurs camarades du courant B (comme baignés).

Cette concentration d'émotions a permis à l'architecte Roland Castro, animateur mitterrandien de l'association « Banlieues 89 », et tout récemment épinglé par la Cour des comptes pour le montant de ses honoraires (750 000 F l'an dernier) de prendre à l'occasion de ses malheurs la quasi-motivité du gouvernement. « C'est une ignorance absolue, une sottise ! », a-t-il lancé à Michel Rocard. « Je n'ai pas vu ce rapport », a prudemment répliqué le premier ministre avant de reprocher à l'architecte en colère de s'être répandu par voie de presse contre le gouvernement. « Mais, tu n'as pas vu que c'est Fabius qui l'a écrit ? », a-t-il défendu l'animateur de « Banlieues 89 », désemparé.

Michel Rocard s'est empressé de regagner un terrain plus ferme en saluant Hervé Bourges, en attente de la super-présidence Antenne 2-FR 3, et en grand concubinage avec Jacques Boutet, président du conseil supérieur de l'audiovisuel. Au total, ce fut tout de même une belle garden-party. Comme dit Michel Rocard, avec un large sourire quand on lui demande des nouvelles de sa santé : « Je survivis. »

DANIEL SCHNEIDERMAN.

La contestation dans l'Eglise catholique

Les promoteurs de l'Appel des 25 000 préparent un forum

Après avoir rencontré Mgr Georges Gilon évêque du Mans, mandaté par l'épiscopat français pour les recevoir (le Monde du 30 juin), les promoteurs de l'Appel des 25 000 pour un dialogue dans l'Eglise ont annoncé, jeudi 29 juin, la tenue d'un forum à Paris le 21 octobre. « Il ne s'agit pas d'organiser un collectif de contestataires », a déclaré M. Georges Montaron, directeur de Témoignage chrétien, mais d'exprimer notre inquiétude devant des attitudes autoritaires dans l'Eglise et les départs, dans l'indifférence, de nombreux chrétiens. M. Montaron était accompagné de plusieurs responsables de mouvements chrétiens, ainsi que de M. Jean Delumeau, professeur au Collège de France, M. Philippe Farine, fondateur du CCFD, et d'autres personnalités catholiques.

Deux évêques ont signé ce manifeste (Mgr Lacrampe, prélat de la Mission de France, et Mgr Gallot), mais aussi quantité de prêtres, de religieux, de responsables de mouvements, de services d'aumônerie et de catéchèse.

Parmi les principales critiques exprimées, on note l'attitude d'une Eglise qui ne sait plus répondre à l'attente des exclus et de tiers-monde, le « manque de démocratie » (nomination d'évêques), les concessions faites aux traditionalistes (1), les prises de position hiérarchiques touchant aux questions de bioéthique et de sexualité, la place des laïcs, le retard pris en matière économique, etc.

(1) Le cardinal Mayer viendra spécialement du Vatican, dimanche 2 juillet, pour présider la bénédiction abbatiale du monastère intégriste du Barroux (Vaucluse) (le Monde du 30 juin).

A C D E F G H

Coup d'Etat militaire au Soudan

L'armée soudanaise a pris le pouvoir, vendredi 30 juin à Khartoum, aux premières heures de la matinée, a rapporté l'agence égyptienne MENA, qui précise que des militaires se sont déployés dans la capitale, notamment autour de points stratégiques, comme le palais présidentiel et le siège du conseil des ministres. L'adoption de la capitale, ainsi que l'espace aérien soudanais ont été fermés et les ponts sur le Nil coupés. Le correspondant de l'agence Reuters indique que le premier ministre, M. Saïd El Mahdi, a pu fuir depuis 1986, a apparemment été arrêté. « J'ai vu des hommes armés escorter Mahdi et certains de ses ministres dans un convoi roulant à toute vitesse vers la prison Kobar, la principale prison de Khartoum », rapporte ce correspondant.

La radio nationale a, selon la MENA, interrompu ses émissions avant de les reprendre pour diffuser des marches militaires. Puis, après plusieurs annonces au nom de la « révolution de juin », la radio a diffusé une déclaration du général de brigade Omar Hassan, dont on pense, a indiqué l'agence, qu'il dirige des unités blindées, annonçant la prise du pouvoir par l'armée.

Dans sa déclaration, le général Hassan, qui apparaît comme l'instigateur du coup d'Etat, a critiqué le gouvernement et les priorités politiques, qu'il a accusé d'avoir échoué dans leur entreprise de gérer le pays, d'avoir conduit le Soudan à l'isolement sur le plan international et d'avoir provoqué la dégradation de son économie.

Ce coup d'Etat intervient moins de quinze jours après que ces mêmes forces armées eurent affirmé, le 18 juin, avoir déposé « un coup d'Etat favorable à l'ancien président Gaouf Nimeiry », rétrogradé au Caire depuis sa chute, en 1985. Quarante officiers, dont six généraux, et quatre-vingt-cinq civils avaient été arrêtés à cette occasion, selon la presse soudanaise. Les yeux s'étaient immédiatement tournés vers le Caire, qui avait vivement démenté toute implication dans cette tentative, de même que M. Nimeiry. Celui-ci avait toutefois multiplié les déclarations annonçant son prochain retour à Khartoum.

Les événements de vendredi servaient alors que le dialogue engagé entre le gouvernement de M. Saïd El Mahdi et les rebelles soudanais du colonel John Garang sont dans l'impasse. L'armée populaire de libération du Soudan (APLS) avait toutefois accepté, le 30 mai, une prolongation de la trêve proclamée le 1^{er} mai. Les chefs militaires avaient, au début de l'année, manifesté leur satisfaction devant

l'ouverture d'un dialogue avec les rebelles, assurant qu'ils « ne se battent que pour donner aux dirigeants politiques le temps et la possibilité de négocier une paix des braves ». En février, l'armée avait été jusqu'à lancer un véritable ultimatum à M. Mahdi, lui enjoignant de former un gouvernement de coalition sur la base de la parité de la paix dans le sud du pays, ravagé depuis des années par la guerre civile.

Allié aux islamistes du Front national islamique (FNI) — partisan de l'application de la loi islamique, que rejettent les Soudanais chrétiens et animistes —, M. Mahdi, avait, dans un premier temps, essayé de torpiller l'accord intervenu le 16 novembre entre les rebelles et l'une des composantes de la coalition alors au pouvoir, le Parti démocratique unioniste (PDU). Il avait fini par le faire annuler, début décembre, par le gouvernement. Toutefois, le premier ministre, qui n'avait apparemment pas totalement abandonné l'espoir d'une victoire militaire sur les rebelles, avait laissé passer beaucoup de temps avant d'ouvrir un dialogue avec eux. Celui-ci n'a pratiquement pas progressé.

Difficultés économiques

En butte au mécontentement croissant de la population devant les difficultés économiques et la poursuite de la guerre dans le Sud, parallèlement à la progne des militaires, M. Mahdi avait dû former, en mars dernier, un gouvernement de coalition sans les islamistes (hostiles à un accord avec l'APLS), et que M. Mahdi avait fait entrer au gouvernement en mai 1988), après une longue crise politique. Celle-ci avait éclaté fin décembre, après que de violentes émeutes contre la vie chère aient eu lieu à Khartoum. Ces émeutes avaient été motivées par de brutales hausses de prix décidées par le gouvernement. La police avait, notamment, tiré sur les manifestants.

Crise économique et absence de progrès dans les pourparlers de paix avec le colonel Garang — pourtant accueillis par de larges secteurs de la population comme un « don du ciel » — avaient contribué à diviser encore plus le pays et à y installer, depuis plusieurs mois, un climat de très vive tension. En parlant de soumettre, l'hiver dernier, à l'ultra-nationalisme de l'armée, M. Mahdi, qui n'a cessé de l'inviter sans régler les nombreux problèmes qui se posent au Soudan, n'a fait que retarder l'échéance.

Y. H.

L'opposition sollicite le Conseil constitutionnel pour tenter de ralentir la construction du TGV-Nord

A la suite d'une initiative de M. Gilles de Robien, député UDF de la Somme et maire d'Amiens, l'opposition a déposé, mardi 27 juin, au Conseil constitutionnel la loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles.

Le recours ne concerne pas les dispositions initialement contenues dans ce texte complexe destiné à la fois à valider des dispositions en matière d'urbanisme qui avaient été sanctionnées comme illégales par le juge administratif et à prévoir les conditions d'évolution des agglomérations nouvelles (mais le Conseil constitutionnel a la faculté d'examiner aussi ces dispositions).

La requête conteste un seul article, introduit en dernière lecture à l'Assemblée nationale, qui étend aux parcelles situées sur le tracé de voies de chemins de fer appartenant au réseau national la procédure d'urgence prévue par l'article 15-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cet article, qui a pour but de permettre à la SNCF de prendre possession plus rapidement des par-

celles indispensables au tracé de la ligne du TGV-Nord, a suscité la colère des élus locaux et ruraux, qui contestent le tracé retenu. Le TGV-Nord ne doit en effet pas passer par Amiens.

L'adoption de cet article, fruit d'un amendement déposé par le rapporteur de la commission des lois, doit intervenir préalablement à la déposition et non après celle-ci, comme le prévoit le texte déposé au Conseil.

M. K.

Sur le vif

Maux de mots

Vous partez en vacances ? Loir, très loir, dans des coins perdus où vous pourriez pas nous trouver ? On va terriblement vous manquer, mes pauvres chéris, alors j'ai décidé, avec l'accord de mes chéris, d'organiser à votre intention un de ces jeux de l'été destinés à vous empêcher de bronzer idiot. Il s'agit du traité de journalisme de Jean Dutoit Ça bouge dans le prêt-à-porter et du dictionnaire des mots nouveaux apparus depuis 1985. Apparus dans le Monde pour la plupart. On passe pour sûr, enfin je veux dire rigoler, rue des Italiens, mais faut pas croire, question néologismes on est les rois.

Décodez ce billet, fournissez dans votre sac de plage, munissez-vous d'une pointe Bic et répondez aux questions suivantes :

1) On ne dit pas : fortifié, rationnement, prophète, instinct, amabilité et jardin. On dit : oppidat, démarché, visionnaire et mimosa.

2) Traduisez en ancien français les mots suivants : bédouille, porrophage, bazooka, zitroner, primoinmigrant et mimosa.

3) Dressez la liste des expressions forgées sur Moir Village à l'heure allemande et Tant qu'il y aura des hommes.

4) Et celle des mots attachés aux préfixes « nano », « méga » et « micro ».

5) Soulignez la différence entre une personne humaine et une personne tout court.

6) Qu'expriment les verbes formés à partir du suffixe « ière » ? Exemple : fardier ou repardier.

7) Qu'est-ce qui distingue le partisan d'une grève d'un gréviste ?

8) Traduisez en anglais les gallicismes suivants : brooding, standing, tennisman et speaker.

9) Indiquez ce qui sépare d'innocence de boufféisme sur le plan, pardon, au plan grammatical.

Les bonnes réponses ? Et puis quel encore ! Vous voudriez tout de même pas que je vous les donne, bande d'escaus ! Vous les vendrez, ça je vous bien. Adressez-moi un chèque de trois mille balles à la poste restante de Bastia et je vous enverrai le corrigé par retour du courrier.

CLAUDE SARRAUTE.

Les élections aux comités d'entreprise en 1988

Les syndicats reculent les « non-syndiqués » progressent

La maison a été de nouveau mauvaise pour les syndicats en 1988 si l'on en juge par les résultats des élections aux comités d'entreprise (CE) qui viennent d'être publiés par le ministère du travail. Toutes les organisations syndicales reculent (FO et la CGC un peu plus fortement) alors que seules les non-syndiquées, le « syndicat syndicat », avec 23,5 % des suffrages exprimés, progressent sensiblement (+2,4 points).

Le premier enseignement de ces résultats pour 11816 CE élus, à comparer avec ceux des élections aux comités d'entreprise en 1986, est une nouvelle baisse de la participation. Alors que le nombre d'électeurs inscrits — 2 519 700 — est en légère hausse (+55 400), la participation, avec 66,8 %, recule de 1,2 point. Autre tendance inquiétante : la hausse de 1,3 point des abstentions, là où les élections n'ont pu être organisées faute de candidats. Mais 1988 se présente surtout comme un mauvais cru pour des

syndicats dont l'influence régresse de nouveau. La CGT arrive en tête avec 26,7 % (-0,4 point par rapport à 1986), juste devant les non-syndiqués. Viennent ensuite la CFDT 20,7 % (-0,5 point); FO 13,7 % (-0,7), la CFB-CGC 6,8 % (-0,7), les « autres syndicats », 4,8 % (-0,2) et la CFTC 3,7 % (-0,1).

Jamais l'écart entre la CGT et les « non-syndiqués » n'a été aussi faible : il n'est plus en 1988 que 3,2 points alors qu'il était de 3,6 points en 1984 et de 2,3 points en 1978. Sur dix ans justement, les évolutions sont significatives : par rapport à 1978, la CGT perd 11,9 points et les « autres syndicats » 0,3 point, tandis que les progressions les plus fortes concernent les « non-syndiqués » (+7,2 points) et FO (+3,7). La CFTC gagne 1 point, la CFDT +0,3 et la CGC +0,2.

Les résultats par collège montrent que la CGT recule faiblement dans le premier collège et dans les collèges uniques (pour les établissements de moins de vingt-cinq salariés) alors qu'elle améliore ses scores dans les deuxième (+0,6) et troisième collèges. La CFDT perd 1,4 point dans le premier collège (ouvrier) mais en gagne dans le deuxième et surtout dans le troisième, celui des cadres (+3,6). FO est en perte de vitesse partout sauf dans les collèges uniques (+1,7). Il n'y a justement que dans les collèges uniques que les « non-syndiqués » perdent du terrain (-2,7 points), perdent du terrain (-2,7 points). Quant à la CGC, sa hausse dans les seuls collèges uniques, elle perd 2,4 points dans le deuxième collège et surtout 4,8 points dans son propre fief du troisième collège. Un nouveau signal d'alarme après les élections prud'homales de décembre 1987.

M. H.

Le numéro de « Monde » daté 30 juin 1989 a été tiré à 522 574 exemplaires

ENSEIGNEMENT A DISTANCE
REVISIONS - SEMINAIRES
Expertise comptable
Comptabilité - Gestion
Economie - Droit

DONNEZ UN PLUS
A VOTRE FORMATION

APRIL
70118 PARIS
Tél. 01 47 00 00 00

LES ÉLÉMENTS DE RANGEMENT EN VRAI BOIS

Nonbruses combinaisons possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles : chaise, coquet, marisier ou lapin.

CAPÉLOU

37, rue de la République 75001 PARIS TEL. 33 1 57 46 35 35 - METRO PARVANTIER

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COUTURES MESURES à partir de 2 180 F

PARTIALIS 80 F VESTON 1 480 F 3 000 tissu

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

COUTURES LÉGÈRES

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-81

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Le pilote français Alain Prost a démissionné, vendredi 30 juin, par l'intermédiaire de ses avocats généraux, l'annonce de son départ de l'écurie anglaise Marlboro McLaren.

Le pilote français est actuellement à Silverstone (Angleterre) où il participe à une série d'essais. La nouvelle de son départ avait déjà été diffusée sur le service minitel de Marlboro, l'un des sponsors de l'écurie britannique.

Alain Prost est arrivé chez McLaren en 1984. Il a remporté jusqu'à présent vingt-sept grands prix et deux titres de champion du monde (1985 et 1986) sous les couleurs de cette écurie. Alors que la cohabitation avec des collègues tels que l'Autrichien Niki Lauda, le Finlandais Keke Rosberg et le Suédois Stefan Johansson n'avait pas posé de problème, l'arrivée du jeune pilote brésilien Ayrton Senna en 1987 a engendré de nombreux conflits entre les deux hommes. Depuis plusieurs semaines, leurs relations se sont encore aggravées malgré la domination de McLaren sur tous les circuits.

Alain Prost démissionne donc aujourd'hui qu'il serait au point de rejoindre l'écurie Williams dont les véhicules sont équipés du moteur Renault. Il disposerait dans ce cas du seul matériel capable actuellement de rivaliser avec celui de McLaren. « On en parle sérieusement mais rien n'est encore fait », a déclaré un responsable de Renault à l'Agence France Presse.

مكتبة الأمل